

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**

**Date de Publication : 09/07/2019**

**N° : 2019/141**

# **SOMMAIRE**

 **Délibérations du Conseil du 9 mai 2019**

page 3

 **Délibérations du Conseil du 13 juin 2019**

page 126

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019

## Ressources – Finances

### 2019 CT2 148

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux "Cœur Village" située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux « Cœur Village » située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 674 716 € est financée par un emprunt de 1 761 600 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Simiane-Collongue.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 968 880 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 € et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 €. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 761 600 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92872.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements « Cœur Village » située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

## **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

## **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## **Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 149**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Emeraude" située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 813 514 € est financée par un emprunt de 495 143 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 272 328,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 € et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 €. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 495 143 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92388.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement

dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### **2019 CT2 150**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux « Emeraude PLS » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux « Emeraude PLS » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 639 437 € est financée par un emprunt de 486 428 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 267 535,40 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 € et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 €. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 486 428 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92419.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements « Emeraude PLS » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 151**

#### **AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux « Les Ballons » située Chemin des Bastidons à Meyreuil**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux « Les Ballons » située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération d'un montant total de 5 970 886 € est financée par un emprunt de 4 472 009 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 012 404,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 741 847 848 € et un passif réel (dettes) correspondant à 1 271 742 417 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 470 105 431 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 18 911 176 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions,

départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 472 009 € souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 89555.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements « Les Ballons » située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 152**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM SFHE pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux "Villa Brumale" située Chemin de Versailles à Rognes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux « Villa Brumale » située Chemin de Versailles à Rognes.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 2 161 108,95 € est financée par un emprunt de 1 636 433 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Rognes.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 736 394,85 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 € et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 €. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts

contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où il est proposé ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 636 433 € souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92151.

Ce prêt, constitué de sept lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements « Villa Brumale » située Chemin de Versailles à Rognes.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 153**

#### **AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux "Le Petit Versailles" située Chemin de Versailles à Rognes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux « Le Petit Versailles » située Chemin de Versailles à Rognes.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 072 467 € est financée par un emprunt de 1 301 556 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Rognes.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 715 855,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 € et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 €. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie

ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 301 556 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92342.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements « Le Petit Versailles » située Chemin de Versailles à Rognes.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 154**

### **AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux "Gourgoulons" située Chemin des Gourgoulons à Ventabren**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux « Gourgoulons » située Chemin des Gourgoulons à Ventabren.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 4 064 240 € est financée par un emprunt de 2 834 066 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 558 736,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 € et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 €. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie

ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 834 066 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92335.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements « Gourgoulons » située Chemin des Gourgoulons à Ventabren.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 155**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets" située Chemin des Bosquets à Venelles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets » située Chemin des Bosquets à Venelles.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 410 357 € est financée par un emprunt de 980 967 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Venelles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 539 531,85 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 € et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 €. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 980 967 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87006.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements « Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets » située Chemin des Bosquets à Venelles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 156**

### **AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux "Pey Blanc - Domaine Victoria" située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux « Pey Blanc - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, à la suite d'une fusion absorption, cette opération d'un montant total de 7 717 394 € est financée par un emprunt de 5 179 237 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 848 580,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social au 1er janvier 2019, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 € et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 €. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 179 237 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, Siret 55204648400259, à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 90993.

Ce prêt, constitué de cinq lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements « Pey Blanc - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

## **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq (5) logements réservés concernant ladite opération.

## **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 157**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux "Pey Blanc PLS" située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux « Pey Blanc PLS - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, à la suite d'une fusion absorption, cette opération d'un montant total de 1 038 270 € est financée par un emprunt de 750 473 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 412 760,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social au 1er janvier 2019, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 € et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 €. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM DU Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 750 473 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, Siret 55204648400259, à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 90994.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements « Pey Blanc PLS - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 158**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès du Crédit Foncier de France pour l'opération "Célestin Bressier" située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a entrepris une démarche de refinancement de quatre emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, afin de sécuriser son niveau de frais financiers.

La proposition du Crédit Foncier de France consiste, pour quatre emprunts en cours d'amortissement, en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition, qui permet un gain financier d'environ 400 000 euros, a été acceptée par délibération du Conseil d'Administration de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence le 4 octobre 2018.

Ces quatre emprunts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville

d'Aix-en-Provence pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre de ces réaménagements.

En effet, par délibération n° 2006\_A344 du 6 décembre 2006, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour le financement de l'opération de construction de 16 logements sociaux « Célestin Bressier » située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 2 203 381 €.

Cet emprunt, n° 3.018.808, est concerné par cette opération de réaménagement. Le montant du prêt réaménagé, relatif à l'opération « Célestin Bressier », s'élève au 31/12/2018 à 1 491 964,79 euros.

Le Crédit Foncier de France subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 1 491 964,79 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 55 % des sommes dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, soit un montant de 820 580,63 euros.

L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 196 129 225 € et un passif réel (dettes) correspondant à 149 800 198 €. L'actif net comptable s'élève donc à 46 329 027 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 361 509 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° 2006\_A344 du 6 décembre 2006 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Célestin Bressier » ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par le Crédit Foncier de France.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° 2006\_A344 du Conseil Communautaire de la CPA du 6 décembre 2006.

#### **Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 491 964,79 euros € à souscrire par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 16 logements collectifs sociaux « Célestin Bressier » située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence.

#### **Article 3 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

**Montant :** 1 491 964,79 euros

**Durée du prêt :** du 31/12/2018 au 30/11/2037

**Taux fixe annuel :** 2,14 %

**Base de calcul des intérêts :** 30/360

Amortissement progressif du capital calculé selon le principe des échéances constantes

**Point de départ du prêt :** le 31/12/2018

**Périodicité :** annuelle, sauf la première échéance du 31/12/2018 au 30/11/2019

**1ère échéance :** le 30/11/2019

**Date d'échéance :** le 30 novembre de chaque année

**Date de la dernière échéance :** le 30/11/2037

#### **Article 4 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

#### **Article 5 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 6 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de

garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Foncier de France et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 159**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès du Crédit Foncier de France pour l'opération "La Grande Thumine" située Route de Galice à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a entrepris une démarche de refinancement de quatre emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, afin de sécuriser son niveau de frais financiers.

La proposition du Crédit Foncier de France consiste, pour quatre emprunts en cours d'amortissement, en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition, qui permet un gain financier d'environ 400 000 euros, a été acceptée par délibération du Conseil d'Administration de la Société Anonyme de Construction et de Gestion

Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence le 4 octobre 2018.

Ces quatre emprunts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre de ces réaménagements.

En effet, par délibération n° 2005\_A308 du 8 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour le financement de l'opération de construction de 11 villas, soit 115 logements sociaux « La Grande Thumine » située Route de Galice à Aix-en-Provence. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 1 335 258 €.

Cet emprunt, n° 4.120.203, est concerné par cette opération de réaménagement. Le montant du prêt réaménagé, relatif à l'opération « La Grande Thumine », s'élève au 31/12/2018 à 939 519,02 euros.

Le Crédit Foncier de France subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 939 519,02 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 55 % des sommes dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, soit un montant de 516 735,46 euros.

L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 196 129 225 € et un passif réel (dettes) correspondant à 149 800 198 €. L'actif net comptable s'élève donc à 46 329 027 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 361 509 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° 2005\_A308 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « La Grande Thumine » ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par le Crédit Foncier de France.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° 2005\_A308 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 décembre 2005.

#### **Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 939 519,02 euros € à souscrire par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 10 villas, soit 115 logements collectifs sociaux « La Grande Thumine » située Route de Galice à Aix-en-Provence.

#### **Article 3 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

**Montant :** 939 519,02 euros

**Durée du prêt :** du 31/12/2008 au 30/08/2036

**Taux fixe annuel :** 2,07 %

**Base de calcul des intérêts :** 30/360

Amortissement progressif du capital calculé selon le principe des échéances constantes

**Point de départ du prêt :** le 31/12/2018

**Périodicité :** annuelle, sauf la première échéance du 31/12/2018 au 30/08/2019

**1ère échéance :** le 30/08/2019

**Date d'échéance :** le 30 août de chaque année

**Date de la dernière échéance :** le 30/08/2036

#### **Article 4 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défailante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

**Article 5 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de treize (13) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 6 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

**Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Foncier de France et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

**2019 CT2 160**

**Demandes de subvention relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes importants de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour moins de congestion et moins de pollution sur son territoire. La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le

décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

- Un volet réglementaire pour les études de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant

- ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
- ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dus au transport routier sur la zone concernée ;
- ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
- ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

- Un volet sociologique pour évaluer les impacts sociaux de la mise en place d'une ZFE et élaborer des mesures d'accompagnement pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.

Planning des études :

- ✓ Démarrage de l'étude : début 2019
- ✓ Durée de l'opération : 18 mois

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». La Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'ADEME, dans le cadre de cet AAP, pour bénéficier d'une subvention de 140 000 euros HT destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Une réponse du comité de sélection a été envoyée le 21 février 2019 à la Métropole, précisant que le projet de la Métropole a retenu toute l'attention du comité de sélection de l'appel à projet ZFE et pourrait être soutenu à hauteur de 70 000 euros HT (assiette des dépenses éligibles = 100 000 euros maximum). Les démarches de contractualisation du projet seront prochainement lancées.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement modifié de ce projet et à autoriser la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel d'un montant total de 200 000 euros HT est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	ASSIETTE DES DEPENSES ELIGIBLES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SUR MONTANT TOTAL DES DEPENSES DE 200 000 euros HT
ADEME	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
DEPARTEMENT DES BOUCHES -DU- RHÔNE	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30%	200 000 euros HT	60 000 HT euros	30%
		TOTAL	200 000 euros HT	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 concernant l'Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 006-4747/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 concernant la demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par la délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du

18 octobre 2018 à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts de la mise en place d'une zone à faibles émissions dans la Métropole ;

- Que par la délibération TRA 006-4747/18/BM du Bureau de la Métropole, la Métropole a été autorisée à répondre à l'appel à projet lancé par l'ADEME relatif à l'accompagnement du déploiement des ZFE et a sollicité dans ce cadre une subvention auprès de celle-ci;
- Que le Comité de sélection de l'ADEME a retenu la candidature de la Métropole pour une aide d'un montant de 70 000 euros HT ;
- Qu'il convient dès lors d'approuver la demande de financement complémentaire auprès du Département des Bouches-du-Rhône ;
- Qu'il convient également d'approuver le plan de financement modifié du projet.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les recettes éventuelles seront constatées au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissement - Sous-Politique C420 – Natures 1311 - 1313.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 161**

**AVIS - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec SNCF Gares et Connexions relative à l'opération de réaménagement du parvis de la gare d'Aix-Ville dans le cadre du projet de BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- l'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- la requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

A ce titre, pour permettre une bonne connexion multimodale entre la gare ferroviaire d'Aix-Ville et l'Aixpress, la Métropole réalise des aménagements aux abords de ladite gare qui impactent directement son fonctionnement et ses usages associés.

Le parvis de la gare ferroviaire d'Aix-Ville est un espace multimodal accessible aux PMR où plusieurs fonctionnalités sont présentes telles que :

- une zone réservée aux taxis,
- une zone réservée aux modes doux,
- une zone dédiée à la dépose minute,
- une zone réservée aux transports de fonds,
- un arrêt pour les cars de substitution.

Ainsi, pour les besoins de la Métropole et l'intérêt évident de connecter le futur BHNS à la gare ferroviaire il est proposé le projet :

- d'intégrer les aménagements du BHNS et notamment sa station à proximité de la gare ferroviaire d'Aix-Ville,
- de reprendre le parvis de ladite gare pour restituer les fonctionnalités existantes précédemment citées,
- d'acter une amélioration qualitative des matériaux proposée en cohérence avec l'avis rendu par l'Architecte des Bâtiments de France sur le projet du BHNS.

Il est précisé qu'à la fin des travaux objet de la présente convention, et ce, afin d'améliorer l'accueil des usagers sur le périmètre intermodal, SNCF Gares & Connexions s'engage à réaliser un programme d'aménagement complémentaire (pour un montant prévisionnel de 41 470 € HT) comprenant :

- la signalétique directionnelle et d'accessibilité,
- le traitement du perron en pierre,
- le mobilier (bancs, corbeilles),
- le mobilier d'accueil pour les cars de substitution,

- le stationnement des modes doux (arceaux vélos),
- et la remise en peinture de la grille du jardinet

La présente convention :

- désigne la Métropole comme Maître d'Ouvrage Unique sur l'opération globale d'aménagement (BHNS et parvis de la gare ferroviaire),
- précise le périmètre des travaux d'aménagement en intégrant la reprise des fonctionnalités existantes sur ledit parvis dues à l'intégration du BHNS,
- précise le montant prévisionnel de 635 000.00 € HT investi par la Métropole pour l'ensemble des travaux (infrastructures BHNS et parvis de la gare ferroviaire),
- précise les modalités d'organisation et de suivi de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010\_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'avis n°as00117J0001 du 30 juin 2017 rendu par l'Architecte des Bâtiments de France sur le projet du BHNS d'Aix-en-Provence.
- Le courrier du 7 février 2019 de SNCF Gares et Connexions qui autorise la Métropole à réaliser les travaux sur son parvis.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage unique pour le réaménagement du parvis de la Gare d'Aix-Ville.

**Article 2 :**

Est approuvé l'investissement par la Métropole de 635 000,00 € HT pour l'aménagement des infrastructures du Bus à Haut Niveau de Service et du parvis au droit de la gare d'Aix-Ville.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 21728 – Chapitre 21

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 162**

**AVIS - Approbation du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (réseau urbain "Bus de l'Etang")**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées imposait la mise en accessibilité des réseaux de transport pour 2015.

Devant la difficulté de l'ensemble des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à tenir cette échéance et compte tenu des difficultés de mise en œuvre de cette loi, une ordonnance puis plusieurs décrets (les derniers datés du 4 novembre 2014) ont précisé les priorités, la méthode et les contenus du Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP).

La Métropole doit de se mettre en conformité avec la réglementation. À cette fin le Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) des Transports correspondant aux communes du réseau urbain des « Bus de l'Etang » (Les Pennes Mirabeau et Vitrolles) a été rédigé et est soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain. Les autres communes composant le réseau urbain des « Bus de l'Etang » ont été intégrées dans le Sd'AP de la Communauté Urbaine de Marseille (pour les communes de Marignane Gignac-La-Nerthe et Saint Victoret) et le Sd'AP de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance (pour les communes de Berre l'Etang, Velaux et Rognac).

En conséquence, ces documents seront remis après approbation du Conseil Métropolitain aux services concernés de l'État.

La rédaction du Sd'AP des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (du réseau de transport urbain « Bus de l'Etang ») a été l'occasion d'établir une véritable programmation dans la mise en accessibilité des points d'arrêt, année par année sur les 3 prochaines années.

Ces deux communes, comptabilisent 391 points d'arrêt, dont 258 ont été identifiés comme prioritaires conformément aux caractéristiques établies par le décret en vigueur N°2014-1323.

Sur les 258 arrêts identifiés comme prioritaires 74 arrêts répondent aux conditions légales d'une Impossibilité Technique Avérée (ITA) et 76 sont considérés comme accessibles.

La Métropole doit programmer sur les trois prochaines années les travaux de mise en accessibilité correspondant aux 108 arrêts restants non accessibles sur ces deux communes pour un montant prévisionnel total de 680 400 € HT.

Scénario retenu à partir de la notification d'approbation par les services de l'Etat :

	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre d'arrêts sur la commune des Pennes Mirabeau	11	3	24
Nombre d'arrêts sur la commune de Vitrolles	11	13	46
Montant prévisionnel à engager	138 600 € HT	100 800 € HT	441 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, et notamment son chapitre II relatif aux obligations en matière de transports publics ;
- Le décret n° 2014-1321 du 4 novembre 2014 relatif au Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs, qui définit le contenu du SDA-ADAP ainsi que les conditions de son approbation par l'autorité administrative ;
- Le décret n° 2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée, qui définit les conditions de détermination des points d'arrêts à rendre accessibles de manière prioritaire.

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'obligation d'accessibilité des services de transport et la mise en accessibilité de points d'arrêt de façon prioritaire ;
- Qu'il appartient au Conseil de Métropole au terme de la réglementation susvisée de se prononcer et approuver le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (réseau urbain « Bus de l'Etang ») .

**Délibère**

**Article 1 :**

Est adopté le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports pour les communes des Pennes

Mirabeau et de Vitrolles (réseau urbain des « Bus de l'Etang ») ci-annexé.

**Article 2 :**

Est décidé du dépôt et de la mise en œuvre du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports susmentionné.

**Article 3 :**

Est approuvé la liste des points d'arrêts prioritaires des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles du réseau urbain « Bus de l'Etang » telle qu'annexée à la présente.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports correspondant, et toutes pièces s'y rattachant ainsi qu'à réaliser toutes les formalités nécessaires à leur mise en œuvre.

**Article 5 :**

Les crédits sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence – Section Investissement – opération 2019001500 – Sous politique C 240 – Nature 2315.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires**

**2019 CT2 163**

**AVIS - Echangeur A8/A51 - Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre l'Etat et la Métropole pour le**

### **réaménagement de l'accès à l'A51 au niveau de l'échangeur n°7 du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix décidait de s'engager dans le financement de la bretelle autoroutière entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest. Cette opération correspond à la première phase du complément d'échangeur entre l'A8 et l'A51.

Cette première phase avait fait l'objet d'une demande de principe déposée auprès de l'Etat en 2011. La réalisation de cette bretelle a été conditionnée au réaménagement des accès à l'A51 depuis la route de Galice et notamment la fermeture de la bretelle sud d'accès à l'A51. Toutefois, l'impact au niveau urbain et les aménagements nécessaires n'ont pas été portés par l'Etat et devaient être assurés par les collectivités.

Ainsi, les études de prise en compte de la fermeture de la bretelle d'accès sud ont été portées par la Communauté du Pays d'Aix entre 2014 et 2015. Elles ont permis d'aboutir au projet global comprenant :

- La bretelle de liaison proprement dite entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest
- La réalisation d'une place à feux au carrefour entre la RD64 (route de Galice) et le boulevard Château double, aménagement nécessaire pour pouvoir gérer l'ensemble des flux et notamment les demi tours
- L'aménagement d'un carrefour en tourne à gauche depuis la RD64 pour prendre la bretelle nord existante d'accès à l'A51 en direction de Marseille
- La fermeture de la bretelle d'accès sud à l'A51 en direction de Marseille

Tous ces aménagements sont budgétés sur une Autorisation de programme portée par le Pays d'Aix pour un montant de 23 M€.

La bretelle proprement dite est actuellement en travaux depuis septembre 2018 et devrait être livrée courant 2020. Ces travaux ont fait l'objet d'une convention avec la société ASF qui réalise les travaux.

La réalisation de la place à feux est actuellement terminée et vient d'être livrée. Elle a été réalisée en 2018 par la ville d'Aix-en-Provence avec une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Il reste à ce jour à réaliser deux ouvrages :

- L'aménagement d'un carrefour en tourne à gauche depuis la RD64 pour prendre la bretelle nord existante d'accès à l'A51 en direction de Marseille,
- Ainsi que la fermeture de la bretelle d'accès sud à l'A51 en direction de Marseille.

Le programme de ces derniers travaux a été validé par délibération du Conseil de Territoire du Pays

d'Aix du 11 octobre 2018 pour un montant de 2,4M€ TTC. Ces travaux sont portés en direct par le Territoire du Pays d'Aix.

Une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée en octobre 2018 au bureau d'Etudes SETEC INTERNATIONAL.

Le dossier d'Avant Projet a été présenté à l'ensemble des partenaires en janvier 2019, et la phase Projet est aujourd'hui enclenchée. Le démarrage des travaux est prévu d'ici fin 2019/début 2020.

Une partie des travaux devant être réalisée sur le domaine autoroutier, géré par la DIR Méditerranée, il est aujourd'hui nécessaire de conventionner afin que l'Etat procède au transfert temporaire de sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole.

Il est donc proposé de valider cette convention qui fixe les modalités de réalisation de ces aménagements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014\_A047 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014, validant la participation financière de la CPA au complément d'échangeur A8/A51 en finançant la 1<sup>ère</sup> bretelle ;
- La délibération n° 2015\_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, validant le montant de l'AP pour le complément d'échangeur A8/A51 pour un montant de 23 M € ;
- La délibération n°2018\_CT2\_340 du 11 octobre 2018 validant le programme des travaux de réaménagement de l'accès à l'A51 depuis la RD64 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole pour le réaménagement de l'accès à l'A51 au

niveau de l'échangeur n°7 du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes au dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 551, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI 551 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

**2019 CT2 164**

**AVIS - Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence est une métropole jeune, qui prépare un ensemble de documents et schémas stratégiques et de planification pour donner une ambition et une organisation communes à un territoire riche de 92 communes et 3 148km<sup>2</sup>. En tenant compte de la diversité des atouts et des enjeux et dans un dialogue constructif avec chaque territoire et commune, elle entend :

- fixer un cap commun à son action dans les nombreux domaines qui relèvent de sa compétence : mobilité, habitat, développement économique, climat, énergie, alimentation, environnement, littoral, paysages, etc.

- formuler une ambition partagée à la grande échelle, dont la concrétisation locale passe par une déclinaison harmonieuse dans chacun des 6 territoires, en fonction de leurs capacités, dynamiques et perspectives d'avenir ;

Clef de voûte d'une ambition et de priorités métropolitaines transversales à l'ensemble des différents plans, programmes et schémas, le Projet Métropolitain « Ambition 2040 », approuvé en juin 2018, sera prolongé, précisé et territorialisé par le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration, pour doter la Métropole d'une stratégie globale de développement, lisible et attractive à horizon 2040.

Il s'agit ici de placer le citoyen-usager au cœur des préoccupations et de faire converger les efforts et moyens de la Métropole, ses Territoires et ses grands partenaires institutionnels et socio-économiques pour :

- stimuler une dynamique démographique et résidentielle qui retrouve rapidement un solde migratoire positif et ne repose pas uniquement sur une natalité élevée et soit à la hauteur des autres métropoles françaises et européennes citées pour leur attractivité ;

- accélérer et amplifier les créations d'emplois, hisser le niveau de qualification de nos populations pour abaisser le taux de chômage, aujourd'hui encore supérieur de 2 points à la moyenne nationale ; nous voulons tendre au plus vite vers le plein-emploi.

- amplifier le processus de transition environnementale et énergétique, pour limiter la consommation de toutes les ressources, notamment foncière, pour développer des ressources innovantes et renouvelables, notamment en matière énergétique. L'objectif global étant de préserver durablement un cadre de vie remarquable et reconnu, moteur de l'attractivité métropolitaine.

- favoriser les proximités à toutes les échelles, en améliorant les conditions de déplacements, en organisant les modalités du développement territorial, en augmentant l'offre de services, d'équipements et d'aménités, en promouvant la qualité des aménagements dans le respect des identités spécifiques des territoires.

- faire du littoral un laboratoire de cette transition, en structurant les modalités de développement des sites littoraux stratégiques, qu'ils soient industriels, urbains ou de loisirs, en préservant les espaces à haute sensibilité, en anticipant les évolutions du trait de côte.

La perspective est simple : mettre la Métropole en capacité de résoudre ses difficultés et d'entraîner un cercle vertueux d'attractivité et de qualité de vie.

Cette stratégie s'inscrit pleinement dans les valeurs : l'ouverture, la solidarité, l'innovation, la responsabilité et l'authenticité. Ils posent les fondations d'une ambition et une source de cohérence, de réalisme et d'action qui doit guider l'ensemble des politiques et projets, thématiques ou territoriaux, à l'œuvre au sein du territoire

métropolitain. Le Schéma de Cohérence Territoriale, en cours d'élaboration, viendra préciser et territorialiser ces enjeux par un Projet d'Aménagement et de Développement Durable et accompagnera leur concrétisation par des orientations prescriptives et opposables. Et chaque document cadre que la Métropole prépare vient donc contribuer à l'ambition collective.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, la Métropole a donc engagé la démarche d'élaboration de son Programme Local de l'Habitat conformément aux exigences de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion et de l'article R302-3 du CCH.

Pour ce faire, elle a confié la réalisation du diagnostic aux agences d'urbanisme et à l'ADIL 13, puis a missionné un groupement de bureaux d'études pour le document d'orientations et le programme d'actions.

Les moyens pour atteindre les objectifs du projet de PLH ont été quantifiés, chiffrés et figurent dans le projet final.

Le conseil Métropolitain a délibéré sur l'engagement de la démarche d'élaboration de ce document stratégique et en octobre 2016, l'Etat nous a transmis son porté à connaissance.

Tout au long du processus d'élaboration, le document a fait l'objet de multiples temps d'échanges techniques et de concertation politique.

Ont eu lieu, notamment, trois réunions des Personnes Publiques Associées en mars, septembre 2018 et février 2019 incluant les 92 communes de la Métropole. La présentation du diagnostic en 2018 et du programme d'actions en 2019 dans les six conseils de territoires et en conférence des maires, la tenue de 15 ateliers territoriaux et thématiques ouverts aux communes et partenaires, 5 ateliers sur le programme d'actions. Enfin, chaque commune, le souhaitant, a été rencontrée 2 fois par le bureau d'étude.

Un site internet a également été créé et deux « lettres de l'habitat » ont été publiées.

Enfin, le Programme Local de l'Habitat Métropolitain s'est construit en cohérence avec les autres documents stratégiques dont le projet métropolitain, le SCOT, les PLU, le SRADDET...

Une fois arrêté par le Conseil Métropolitain, le projet de Programme Local de l'Habitat, conformément à l'article R302-8 du CCH, il sera soumis par la Présidente de la Métropole aux communes membres. Les conseils municipaux délibéreront notamment sur les moyens relevant de leurs compétences respectives à mettre en place dans le cadre du PLH. Faute de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la transmission du projet du Programme Local de l'Habitat Métropolitain arrêté, leur avis sera réputé favorable conformément à l'article R302-9 du CCH.

Ce document sera également mis à disposition dans les conseils de territoire et au siège de la Métropole à titre informatif.

Au vu des avis exprimés par les communes, le Conseil Métropolitain délibèrera à nouveau sur le projet de PLH et le transmettra au Préfet. Ce dernier le soumettra ensuite au Comité Régional de L'habitat et de l'Hébergement qui disposera de deux mois pour prononcer son avis conformément à l'article R302-10 du CCH. Si l'avis est favorable et sans demande motivée de modification de la part du Préfet, alors la Métropole pourra délibérer pour approuver son PLH.

In fine, le Programme Local de l'Habitat Métropolitain sera délibéré par le Conseil Métropolitain pour approbation. La délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'EPCI et dans les mairies des communes membres conformément à l'article R302-11 du CCH.

### **L'ambition du premier PLH Métropolitain, un document stratégique à l'échelle de 92 communes:**

Le PLH permet de définir des orientations stratégiques et un cadre opérationnel d'intervention en matière de politique de l'habitat à l'échelle des 6 territoires et des 92 communes de la Métropole. Il permet de mettre en place des stratégies et notamment celle de lutte contre l'habitat dégradé et du renouvellement Urbain. Il permet un investissement financier sans précédent pour faire face à une situation d'urgence et de mobiliser les partenariats nécessaires pour sa mise en œuvre.

**Un cap :** en cohérence avec les autres documents et démarches externes et métropolitaines (SRADDET, projet métropolitain, SCOT, PLU...)

- une croissance démographique dynamique : + 0,4 %/an soit + 82 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025, (contre 0.25% sur la période récente)
- une production neuve volontariste de logements diversifiés : + 12 300 logements /an dont 5 000 pour Marseille (dont 800 correspondant à la reconquête de logements vacants). Cet objectif a été construit à partir de la volonté des communes et est le reflet d'une volonté de développement tout en maîtrisant l'urbanisation des territoires (volonté de mieux mobiliser l'ancien et le parc vacant en particulier).

### **Ce premier PLH métropolitain poursuit plusieurs objectifs et notamment:**

- traiter en urgence les logements indignes, intervenir massivement sur le parc existant et en particulier en centres anciens
- permettre des itinéraires résidentiels positifs en développant une offre dans une logique globale d'habitat : logement social, libre, dispositifs innovants...

- redevenir un territoire attractif pour les ménages du territoire et accueillir de nouveaux actifs et talents extérieurs à la métropole conformément aux ambitions du projet métropolitain

Ce document repose sur un scénario de développement « volontariste » : production de 12 300 logements par an, dont 11 300 neufs et 1000 logements vacants à reconquérir pour rester un territoire attractif.

### **Le programme d'actions s'articule autour de 5 axes qui se reposent sur 28 fiches actions définies comme suit :**

- faire de la lutte contre l'habitat dégradé une priorité
- investir dans le parc existant pour mieux répondre aux enjeux sociaux et environnementaux
- articuler le développement du logement neuf avec les autres démarches métropolitaines
- fluidifier les parcours résidentiels

### **Axe 1 - Piloter la politique de l'habitat**

Fiche Action 1 : Piloter et animer le PLH

- Assurer le suivi stratégique à l'échelle métropolitaine
- Assurer le partage du suivi
- Organiser la contribution des citoyens à la politique de l'habitat

Fiche Action 2 : Observer et évaluer

- Créer un observatoire de l'habitat sur la base des éléments disponibles
- Mobiliser les acteurs afin de pérenniser le partenariat et l'amélioration de la connaissance
- Construire une plateforme de l'habitat

### **Axe 2 - Faire de la lutte contre l'habitat dégradé une priorité**

Fiche Action 3 : Lutter contre l'habitat indigne et dégradé sur tout le territoire d'Aix Marseille Provence

- Généraliser à l'échelle d'AMP un observatoire partenarial de repérage et de suivi des logements indignes et dégradés
- Proposer aux communes qui le souhaitent un service complet d'accompagnement à la LHI (repérage, procès-verbaux, appuis technique, juridique et financier pour les actions coercitives)
- Expérimenter le permis de louer sur quelques secteurs prioritaires
- Mettre en œuvre des dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat adaptés à l'acuité des difficultés rencontrées sur les territoires, et abonder les subventions de l'Anah à la lutte contre l'habitat dégradé

Fiche Action 4 : Mettre en place une filière pour le développement d'une offre en acquisition amélioration ou recyclage foncier

- Mettre en place des outils de portage dédié à la

hauteur des enjeux

- Expérimenter un dispositif de repérage de foncier sur le CT1
- Mettre en œuvre un dispositif de soutien financier aux opérations d'acquisition amélioration sur la métropole, en s'articulant avec les aides de l'Etat
- Mobiliser un « pool » de bailleurs partenaires de ces opérations
- Mobiliser les communes pour conventionner leur patrimoine communal

Fiche Action 5 : Accompagner les copropriétés pour traiter et prévenir les dégradations et fragilisations

- Mettre en place un plan partenarial d'actions par les copropriétés marseillaises
- Mettre en place un second dispositif de Veille et Observation des Copropriétés sur les 91 communes hors Marseille (AGAM – AUPA)
- Expérimenter des premiers Programmes opérationnels préventifs d'accompagnement des copropriétés (POPAC) sur toute la Métropole

### **Axe 3 - Investir dans le parc existant pour mieux répondre aux enjeux sociaux et environnementaux**

Fiche Action 6 Soutenir le développement d'une intervention transversale sur les centres anciens

- Mettre en place un programme mutualisé d'études régi par la convention de partenariat « Envie de ville » pour réinvestir les centres urbains de la métropole Aix-Marseille-Provence
- Assister les communes par une ingénierie de définition et de faisabilité des opérations d'amélioration de l'habitat
- Assurer l'accompagnement financier des communes dans la définition et la mise en œuvre de leurs dispositifs incitatifs et coercitifs d'amélioration de l'habitat
- Au préalable, et si besoin, assurer l'accompagnement financier d'AMP à la réalisation, sous maîtrise d'ouvrage communale, de « plans guide » de l'intervention publique en centres anciens

Fiche Action 7 : Développer l'offre privée conventionnée, avec ou sans travaux

- Développer une campagne offensive de communication (site internet, presse, radio, ...) sur le conventionnement « avec » et « sans » travaux
- Continuer d'abonder les subventions de l'Anah en matière de production de logements conventionnés Anah avec travaux
- Apporter une aide financière aux propriétaires bailleurs qui « conventionnent » sans travaux
- En plus des OPAH (RU) mises en œuvre, maintenir une dynamique de Programmes d'intérêt général (PIG) intégrant des objectifs de production de logements conventionnés Anah, sous condition de centralité des logements
- Avoir une action résolue en direction des logements structurellement vacants (repérage) et de leurs propriétaires

- Assurer la promotion de l'intermédiation locative (IML) dans tous les dispositifs d'amélioration de l'habitat déployés, et approfondir les possibilités d'un partenariat avec les associations dédiées, incluant la possibilité d'une subvention d'AMP aux associations et aux propriétaires
- Subventionner les opérations de baux à réhabilitation de logements privés sous réserve de conventionnement des logements

Fiche Action 8 Lutter contre la précarité énergétique et améliorer la performance énergétique du parc ancien

- Maintenir une dynamique de PIG sur le territoire d'AMP, avec en particulier l'objectif d'accompagner les propriétaires modestes dans leurs travaux de réhabilitation énergétique
- Elargir le service proposé par les 2 plateformes de rénovation énergétique à l'intégralité du territoire d'AMP
- En complément des aides de l'Anah, poursuivre le soutien financier de la rénovation énergétique du parc privé
- Création d'un fond d'avance pour la réalisation de travaux dans le cadre des PIG et OPAH

Fiche Action 9 Accompagner la réhabilitation des logements sur les sites concernés par un Plan de prévention des risques technologiques

- Assurer l'accompagnement financier des communes dans la définition et mise en œuvre de leurs dispositifs incitatifs et coercitifs d'amélioration de l'habitat
- Au préalable, et si besoin, assurer l'accompagnement financier d'AMP à la réalisation, sous maîtrise d'ouvrage communale, de « plans guide » de l'intervention publique en centres anciens

Fiche Action 10 : Accompagner le volet habitat des opérations de renouvellement urbain en NPNRU

- Reconstituer l'offre
- Mettre en œuvre une stratégie de diversification résidentielle en faveur de la mixité
- Mettre en œuvre la stratégie de relogement et d'attributions
- Mettre en œuvre des instances de coordination des acteurs

Fiche Action 11 : Soutenir la réhabilitation du parc social existant pour le maintien de son attractivité

- Proposer un appel à projet annuel pour sélectionner un panel de 5 à 8 projets par an à partir d'une grille de critères à définir

### **Axe 4 - Articuler le développement du logement neuf avec les autres démarches métropolitaines**

**Axe 4 a)** Optimiser les ressources foncières dans une logique opérationnelle d'urbanisme de projet et de développement durable

Fiche Action 12 : Engager une politique foncière

partenariale

- S'appuyer sur le Plan d'Action Foncière (PAF) métropolitain en cours d'élaboration qui a vocation à accompagner les directions opérationnelles de la Métropole dans la mise en œuvre de leur stratégie
- Développer un observatoire du foncier en s'appuyant sur le travail de panorama des projets du PLH et le diagnostic du Plan d'Action Foncière.
- Piloter une démarche proactive avec les communes de poursuite d'identification des gisements fonciers, de suivi du panorama de projets, et de priorisation des gisements (étude accessibilité, secteurs à enjeux, etc.)
- Mobiliser l'observatoire foncier et en faire un outil ressource pour alimenter et suivre l'avancement des études et des projets publics (communes, CT, Métropole) avec notamment des analyses des marchés immobiliers et fonciers issues de l'observatoire
- Poursuivre la mise en œuvre et le déploiement de la convention multi-sites habitat
- Partager avec les porteurs de projet habitat de la Métropole les potentiels en matière d'ingénierie au sein de la direction du patrimoine et du foncier
- Mettre en place un dispositif de soutien pour le portage foncier et les opérations d'aménagement dans les centres anciens et sur des sites difficiles
- Poursuivre la mise en place de la veille foncière sur les secteurs stratégiques
- Participer à un Office Foncier Solidaire

Fiche Action 13 : Mettre en œuvre le PLH dans les documents d'urbanisme

- Elaborer un guide d'application du PLH dans le PLU/PLUi en insistant sur les outils d'urbanisme (ERL, SMS...) permettant de mettre en œuvre les objectifs du PLH et une meilleure lisibilité de ces outils.
- Tirer parti de la note d'intentions de la métropole rédigée dans le cadre des procédures de PLUi en y intégrant une partie sur les enjeux de l'habitat et les objectifs du PLH dans chaque conseil de territoire
- Accompagner les communes dans la réalisation d'études de capacité/faisabilité sur les OAP en appuyant sur le volet programmation de logements et insertion dans l'environnement
- Accompagner/Acculturer les chefs de projets de PLU/PLUi et élus des conseils de territoire et des communes pour une prise compte des enjeux de l'habitat et la compatibilité du PLH dans les documents d'urbanisme
- Associer l'EPF PACA en amont de la définition des zones à urbaniser pour en définir un portage foncier préalable et mieux anticiper

Fiche Action 14 : Développer un partenariat métropolitain opérationnel pour un aménagement durable au service de la production diversifiée de logements

- Développer un programme d'animation partenariale pour mieux travailler ensemble
- Se doter d'un référentiel de charges foncières admissibles pour la réalisation d'opérations incluant de la mixité sociale à partager entre les directions et

les CT mais aussi diffusé aux services des communes

- Proposer une communication aux communes sur des processus d'urbanisme durable
- Mettre à disposition des communes des cahiers des charges de projets urbains durables intégrant des critères de qualité des espaces publics
- Lancer des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) métropolitains sur des opérations d'aménagement d'ensemble pour expérimenter des réponses innovantes sur certains sujets

**Axe 4 b)** Soutenir une production neuve adaptée aux besoins

Fiche Action 15 : Soutenir une production forte de logements locatifs sociaux diversifiée

- Proposer un dispositif financier sur fonds propres
- Fixer un cadre d'intervention pluriannuel à l'ensemble des opérateurs
- Mettre en œuvre la prise de délégation de la DAP de niveau 3
- Etudier la mise en place d'un dispositif d'encadrement des prix de vente du logement social
- Rechercher la qualité de la programmation des logements sociaux, dans une perspective de réponse durable et responsable aux besoins en logement
- Mettre en place un processus de validation de la programmation

Fiche Action 16 : Soutenir les opérations innovantes et complexes

- Favoriser le développement des nouveaux modes d'habiter via un « Fonds d'Innovation pour l'Habitat » métropolitain
- Se saisir des dispositifs permettant des montages innovants

**Axe 5 - Fluidifier les parcours résidentiels**

**Axe 5 a)** Répondre aux besoins à toutes les étapes du parcours résidentiel

Fiche Action 17 : Mettre en place un dispositif Métropolitain qui favorise le PSLA et le développement des nouvelles formes d'accession

- Dispositif de subvention du PSLA
- Proposer des recommandations pour l'accession encadrée
- Assurer l'accompagnement et la communication

Fiche Action 18 : Favoriser l'accession dans l'ancien

- Mettre en place une aide ciblée sur le parc ancien
- Organiser un accompagnement du dispositif en proposant un cadre partenarial associant ADIL, banques, agents immobiliers locaux et collectivités

Fiche Action 19 : Affirmer l'intérêt d'un développement du logement intermédiaire destiné aux actifs, mais sous certaines conditions

- PLS : Assurer une meilleure rencontre entre l'offre et la demande en incitant les bailleurs à proposer des outils de commercialisation adaptés et en développant des partenariats avec Action Logement et les entreprises

- PLS : Développer une offre PLS à loyer minoré en 1ère étape dans les QPV retenus pour amorcer la requalification.

- Locatif intermédiaire : Organiser la territorialisation de la production en concertation avec les opérateurs spécialisés (SNI)

- Locatif intermédiaire : Calibrer les loyers localement en fonction des budgets/revenus des ménages cibles

Fiche Action 20 : Soutenir la diversité des réponses à tous les publics jeunes

- Engager une étude spécifique visant à affiner la connaissance des besoins des différents publics

"Logements étudiants"

- Mettre en place une subvention métropolitaine sur la production neuve destinée à maintenir un niveau de loyer compatible avec les budgets étudiants (financement PLUS)

"Résidences sociales et FJT"

- Soutenir le fonctionnement et permettre le développement des CLLAJ en lien avec les subventions apportées par la région

- Prendre en compte les spécificités par territoire des besoins en résidence sociale"

Fiche Action 21 : Accompagner les seniors dans l'évolution de leurs besoins en habitat

- Mettre en place une subvention pour l'adaptation des logements au vieillissement dans le parc existant et pour la réalisation des salles commune

- Intégrer le financement de l'animation dans la conférence des financeurs

- Engager une étude spécifique sur les besoins des seniors dans une approche globale

- Flécher les logements seniors au titre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement

- Mettre en place/s'inscrire dans la convention " mieux vieillir ensemble en BDR" avec le CD13, AMP et les bailleurs

- Engager une réflexion sur la mise en place d'un dispositif de type " Maison en Partage"

**Axe 5 b)** Garantir un meilleur équilibre territorial grâce à une politique de peuplement et d'attribution

Fiche Action 22 : Elaborer et mettre en œuvre le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID) et mettre en œuvre un service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD)

- Elaborer le PPGDID

- Mettre en œuvre le PPGDID et notamment le service d'information et d'accueil métropolitain des demandeurs labellisé d'ici fin 2020

- Etudier l'opportunité de créer des « Maisons de

l'Habitat »

Fiche Action 23 : Mettre en œuvre une stratégie de peuplement équilibrée et élaborer la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA)

- Elaborer et mettre en œuvre la Convention Intercommunale d'Attributions

- Identifier les publics prioritaires et leurs conditions d'accès au logement pérenne

- Préparer et expérimenter la gestion en flux

- Déterminer la stratégie de relogement des opérations NPNRU

- Suivre et évaluer la stratégie de peuplement

**Axe 5 c)** Compléter et adapter l'offre pour les plus fragiles

Fiche Action 24 : Soutenir la création de nouveaux logements pérennes à basse quittance

- Développer une aide spécifique pour des logements PLAI à loyer minoré

- Viser 33 % de PLA-I minimum dans l'offre nouvelle sociale et veiller à une production adaptée localement, orienter vers les territoires à plus fort déficit et répondre au déficit global en petits logements très abordables

- Consolider l'analyse des besoins

Fiche Action 25 : Conforter l'offre en hébergement dans les secteurs et les produits déficitaires

- Mettre en place un référent au sein de la Métropole

- Appuyer le maintien de réponses suffisantes sur le volet de l'hébergement d'urgence comme de l'insertion avec des réponses adaptées localement

- Finaliser le programme d'adaptation du parc d'hébergement

- Mieux répondre à partir de l'existant

- Favoriser la fluidité au sein du parc

Fiche Action 26 : Améliorer l'accès au logement et mettre en œuvre le logement d'abord

- Développer le dispositif d'intermédiation locative

- Développer des mesures d'accompagnement pour des actions collectives de gestion sur des résidences à enjeux

Fiche Action 27 : Accompagner les personnes handicapées dans la diversité de leur besoins face au logement

- Recenser l'offre existante

- Recenser les besoins pour faciliter l'accompagnement vers et dans le logement

- Développer l'offre adaptée de logements par le biais d'un partenariat avec Handitoit

- Mobiliser les différents partenaires, informer et communiquer sur leurs différentes missions

Fiche Action 28 : Aboutir à une solution pérenne concernant l'accueil des Gens du Voyage

- Renforcer l'ingénierie

- Consolider le maillage du territoire en aires d'accueil, en lien avec les communes concernées
- Expérimenter des réponses aux besoins des ménages en cours de sédentarisation dans le cadre d'une approche globale éventuelle

Ce premier PLH métropolitain pose donc un cadre d'intervention volontariste et réaliste en matière d'habitat, afin de permettre au territoire de relever les défis qui se présentent tout en contribuant à son développement, en lien avec les transports et l'économie notamment. La Métropole pourra ainsi mieux accompagner les communes dans leur projet de développement de l'habitat. Il permet également de construire et formaliser les partenariats avec les différents acteurs institutionnels et associatifs qui permettront de mener à bien les actions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 95-74 du 21 janvier 1995 relative à la diversité de l'Habitat ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement(ENL) ;
- Le décret n°2007-743 du 9 mai 2007 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logement locatifs sociaux et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- Le décret n° 2009-1679 du 30 décembre 2009 relatif aux programmes locaux de l'habitat ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production du logement social ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
- La loi n°2015-1176 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- La loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les Installations illicites ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN ;
- La délibération n° DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 001-1435/16/CM du Conseil Métropolitain définissant la mise en place de la gouvernance et des modalités de financement.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de sa compétence en matière de politique de l'habitat, la Métropole doit élaborer son Programme Local de l'Habitat (PLH).
- Qu'un projet de Programme Local de l'Habitat Métropolitain, fruits d'expertises, de travaux collaboratifs et de concertation entre les collectivités territoriales et acteurs locaux intéressés, a été élaboré ;
- Qu'il convient d'arrêter le projet de Programme Local de l'Habitat et de le transmettre aux 92 communes membres pour avis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence en validant les documents qui le composent tel qu'annexé.

**Article 2 :**

Est engagée la procédure d'approbation telle que prévue par le Code de la Construction et de l'Habitation.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	1
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

CORNO Jean-François sur le report de l'arrêt du PLH métropolitain

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil de Territoire décide à la majorité de donner l'avis suivant :**

- **Le Conseil de Territoire sollicite le report de l'arrêt du Programme Local de l'Habitat métropolitain corrélativement à une demande de complément d'études.**
- **Le Conseil de Territoire transforme l'avis en délibération.**

**2019 CT2 165**

**Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**  
Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31/12/2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.
- **Une aide directe à la personne**  
D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.  
Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;

- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 18 aides directes à la personne, soit un montant de 45 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 45 000 euros aux 18 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 166**

**Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général "Mieux Habiter, Mieux Louer" 2016-2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des

dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a mis en place un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés pour la période 2016-2019, destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

La convention de programme triennale de ce dispositif déterminant les modalités financières et juridiques relatives aux financements, alloués aux propriétaires privés, en provenance du Territoire du Pays d'Aix et des partenaires financiers institutionnels a été signée le 27 septembre 2016 par l'ensemble des partenaires (Agence Nationale de l'Habitat, Conseil Régional PACA, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, les Villes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets).

Ce PIG « Mieux Habiter - Mieux Louer » vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Son champ d'application porte sur l'ensemble des 36 communes du Pays d'Aix. Un objectif global de 446 logements est défini sur 3 ans, sur l'ensemble du Territoire soit :

- 220 logements relevant de propriétaires occupants,
- 226 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Six centres anciens présentant des potentiels d'habitat indigne ou très dégradé ont été identifiés et retenus en vue d'optimiser la démarche de prospection, d'animation et d'information du dispositif auprès des propriétaires. Ce PIG prévoit donc une ingénierie renforcée sur les centres anciens de :

- Gardanne,
- Lambesc,
- Pertuis,
- Peyrolles-en-Provence,
- Trets,
- Aix-en-Provence.

L'objectif de réhabilitation dans ces secteurs renforcés se décline ainsi :

- 122 logements de propriétaires occupants soit 55 % des objectifs « propriétaires occupants »,

- 135 logements de propriétaires bailleurs soit 60 % des objectifs « propriétaires bailleurs ».

Par ailleurs, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) prévu par l'Anah (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux. Il est prévu d'accompagner 30 ménages sur les 3 ans au titre de l'ARA.

Afin de soutenir l'amélioration de l'habitat privé en s'associant aux objectifs prioritaires, pour la réhabilitation des logements du parc privé, fixés par l'Anah, et en complément des aides de l'Anah, le Territoire du Pays d'Aix mobilise les aides suivantes :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € en complément de l'Allocation de Solidarité Ecologique - ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Le montant de cette prime est plafonné à 80 m². Son mode de calcul varie selon si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
  - « loyer très social » : prime = 125 €/m²,
  - « loyer social » : prime = 100 €/m²,
  - « loyer intermédiaire » : prime = 50 €/m².

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit également des aides majorées lorsque les travaux interviennent en secteurs renforcés :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 20 % du montant subventionnable pour des travaux lourds,
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de sortie de vacance » dont le mode de calcul varie si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
  - « loyer très social » : prime = 5.000 €,
  - « loyer social » : prime = 2.500 €,
  - « loyer intermédiaire » : prime = 1.500 €.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par l'Anah après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement. Les primes et subventions accordées par le Territoire du Pays d'Aix, pour compléter et majorer une aide Anah, sont versées à l'achèvement des travaux sur la base des attestations de versement de la participation de l'Anah qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que

les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Pour encourager l'engagement des travaux de réhabilitation, le Territoire du Pays d'Aix a souhaité harmoniser ses aides avec celles de l'Anah et ajuster les modalités de sa participation financière. Les propriétaires ont ainsi la possibilité de déposer une demande d'avance et/ou d'acompte(s) auprès du Territoire du Pays d'Aix.

Suite aux décisions prises au sein des dernières CLAH, la participation du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur 167 dossiers, détaillée dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 434 636 euros ainsi répartis :

- 268 296 euros pour 112 dossiers de propriétaires occupants,
- 166 340 euros pour 32 dossiers de propriétaires bailleurs.

Les dossiers de propriétaires bailleurs ont donné lieu à la production de 32 logements conventionnés ainsi répartis :

- 1 logements « Conventionné Très Social » (LCTS)
- 22 logements « Conventionné Social » (LCS),
- 9 logements conventionnés en « Logement Intermédiaire » (LI)

Les dossiers se répartissent de la façon suivante (certains dossiers donnent lieu à plusieurs subventions) :

- 79 subventions répondant à un objectif de performance énergétique,
- 39 subventions relatives aux travaux liés à l'autonomie,
- 4 subventions répondant à un objectif de performance énergétique et relatives aux travaux liés à l'autonomie,
- 6 subventions relatives à des travaux de sécurité et de salubrité,
- 38 subventions relatives aux travaux lourds (logements indignes et très dégradés).
- 1 subvention pour un changement de destination

6 dossiers ont été instruits en « Secteurs Renforcés » sur les communes de Aix-en-Provence, Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets.

- 2 dossiers de propriétaires occupants
- 4 dossiers de propriétaires bailleurs

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé par une convention de financement avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur à faire l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Ainsi, le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 172 742 euros.

Le Territoire du Pays d'Aix procède également à l'avance, aux bénéficiaires, des aides financières accordées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, après leur validation technique. Le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 179 525 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire – Dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015\_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 et d'une convention de financement bi-partite avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_170 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 relative aux modalités de paiement des aides en faveur des propriétaires occupants et bailleurs dans le cadre du PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016/2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé potentiellement indigne, dégradé, en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées des subventions d'un montant total de 434 636 euros aux propriétaires privés concernés mentionnés dans le tableau ci-annexé pour la part du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Sont approuvées, pour l'avance des aides régionales et départementales, les subventions d'un montant total de 172 742 euros pour la part Région PACA et d'un montant total de 179 525 euros pour la part Département des Bouches-du-Rhône, aux propriétaires privés mentionnés dans le tableau ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale**

### **2019 CT2 167**

**AVIS - Attribution d'une subvention au profit de l'association APERS (Association de Prévention et de Réinsertion Sociale) - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréé par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en œuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang) et du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence (Istres, Miramas). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) ainsi que sur le Territoire Istres-Ouest Provence (Miramas, Istres et Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 149 500 €.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 66 960 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 € pour le Territoire du Pays Salonais
- 15 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues
- 26 000 € pour le Territoire du Pays d'Istres-Ouest Provence réparti comme suit :

- permanences d'aide et accompagnement des victimes sur les communes d'Istres, Miramas et de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 7 130 €

- postes d'intervenants sociaux au sein des commissariats d'Istres et de Miramas : 18 870 €

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 112 960 euros à l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS, se répartissant comme suit :

- 66 960 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Salonais
- 26 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente convention et, notamment la convention ci-annexée.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays Salonais sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 657382.
- l'état spécial du Territoire du Pays Istres-Ouest Provence sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 168**

#### **AVIS - Attribution d'une subvention au profit du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD 13) pour l'année 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille, cette structure réunit différents acteurs qui œuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocat, de notaire et d'huissier. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 93 181 €.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 30 411 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 € pour le Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

- La délibération n° FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention au CDAD 13 d'un montant total de 39 192 euros, se répartissant comme suit :

- 30 411 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec le CDAD 13.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 169**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association SOS Femmes 13 pour l'année 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 œuvrant à la lutte contre les violences conjugales.

Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- Sur le Territoire du Pays d'Aix : La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.

- Sur le Territoire du Pays de Martigues : La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec 8 places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 65 000€.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 28 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix
  - 12 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues.
- La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 40 000 euros, au titre de l'exercice 2019 à l'Association SOS FEMMES 13 et répartie comme suit :

- 28 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs ci-annexée, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 170**

**Attribution de subventions dans le cadre de la Programmation du Contrat de Ville du Pays d'Aix 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 21 février 2014 reconnaît et valorise les habitants comme des partenaires essentiels de la Politique de la Ville dans le cadre de la co-construction du contrat et des projets s'y rapportant ainsi qu'aux démarches de suivis et d'évaluation. Actuellement, huit conseils citoyens ont été mis en place sur l'ensemble des quartiers définis comme prioritaires que sont : Beisson, Corsy, Encagnane et le Jas de Bouffan pour la Commune d'Aix-en-Provence ; le logis Notre Dame pour la commune de Gardanne ; le centre ancien pour la commune de Pertuis et le secteur centre et la Frescoule pour la commune de Vitrolles.

Au titre de sa compétence politique de la ville et dans le cadre du contrat de ville territorial, le Territoire du Pays d'Aix a adopté, par délibération n°2015\_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015, le principe d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement de conseils citoyens constitués.

Dans le cadre de l'appel à projets communautaire lancé en octobre 2018, les associations : Compagnons Bâtisseurs Provence, Atelier de l'environnement CPIE du Pays d'Aix et Cité Ressources proposent des actions liées à l'accompagnement des conseils citoyens et des habitants autour des projets urbains ou de la thématique cadre de vie. Des comités techniques communaux se sont tenus début février 2019 et le comité technique du Territoire du Pays d'Aix s'est tenu quant à lui le 18 février 2019. Ces comités techniques communaux et le comité technique du Territoire, ont permis d'analyser les actions déposées dans le cadre de l'appel à projets 2019. Le comité de pilotage du 7 mars 2019 a validé ces actions qui s'inscrivent dans le processus d'élaboration et de suivi du contrat de ville territorial.

Les associations suivantes s'inscrivent pleinement dans cette orientation. Il est ainsi proposé de soutenir financièrement selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	Association	Actions	Budget global de l'association	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au contrat de ville	Subvention TPA proposée par le comité de pilotage	Convention d'objectifs OUI/NON
GIP	Cité Ressources PACA	Accompagnement des conseils citoyens de la ville d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis, Vitrolles	389 500 euros	49 000 euros	34 000 euros	33 000 euros	OUI
2019-01112	Compagnons Bâtisseurs Provence	Auto-réhabilitation accompagnée et réinsertion sociale	2 170 673 euros	106 328 euros	12 000 euros	2 000 euros	NON
2019-01123	CPIE Du pays d'Aix	Gestion et animation de jardins familiaux développement social pour les habitants et acteurs du quartier	1 514 800 euros	38 425 euros	20 000 euros	3 000 euros	OUI
<b>TOTAL</b>					66 000 euros	38 000 euros	
						38 000 euros	

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le CPIE du Pays d'Aix bénéficie d'autres subventions du Pays d'Aix sur l'exercice 2019, pour un montant global de 285 000€ (délibération n°2019\_CT2\_048 du 27/02/19).

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement des trois projets déposés dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2019, s'élève à 38 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 qui déclare d'intérêt communautaire la principe d'aides financières aux actions liées à la mise en place de conseils citoyens et à leur accompagnement dans le cadre du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEVT 013-2609/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 qui approuve la convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020 ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix du 7 mars 2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de trois projets au titre de la programmation 2019 du Contrat de Ville territorial du Pays d'Aix.
- Que ces trois projets ont fait l'objet d'un avis favorable pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au Comité de Pilotage du 7 mars 2019.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour les trois projets est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

Délibère

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 33 000 € à l'association Cité Ressources PACA pour ses actions « d'accompagnement des conseils citoyens » pour les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 2 000 € à l'association Compagnons Bâisseurs Provence pour son action « ateliers de quartiers : auto-réhabilitation accompagnée et insertion sociale par le logement » sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Article 3 :**

Est attribuée une subvention de 3 000 € à l'association Atelier de l'environnement CPIE DU PAYS D'AIX « Gestion et animation de jardins familiaux de développement social pour les habitants et acteurs du quartier » sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Article 4 :**

Sont approuvées les conventions à conclure avec l'association Cité Ressources PACA et l'association Atelier de l'environnement CPIE du Pays d'Aix.

**Article 5 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 510 pour les personnes de droit privé et nature 657381 pour les personnes de droit public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 171****Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 8 structures sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville communautaire, pour les communes d'Aix en Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 94 300,00 €.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 3 axes d'intervention suivants:

- Accès au droit et aide aux victimes
- Médiation, information et communication
- Prévention des conduites à risques

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes</b>							
2019-834	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Aix en Provence	1 800 €	68 690 €	2 500 €	2 500 €	NON
2019-836	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Pertuis (Maison de la citoyenneté et de l'égalité)	1 800 €	5 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
2019-835	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Gardanne (Maison du droit et du citoyen)	1 800 €	2 500 €	2 000 €	1 800 €	NON
2019-889	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien - Vitrolles	3 000 €	9 500 €	2 000 €	2 000 €	NON
2019-886	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Aix en Provence	900 €	4 500 €	1 000 €	1 000 €	NON
2019-888	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Gardanne	1 800 €	4 500 €	2 000 €	1 800 €	NON
Sous total axe 1					11 500 €	10 900 €	

N°GU1	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 2 : Médiation, information et communication</b>							
2019-01103	MEDIANCE 13	Accueil de proximité – Aix en Provence	4 500 €	39 650 €	25 000 €	4 500 €	NON
2019-124	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Aix	5 580 €	35 178 €	7 119 €	5 600 €	OUI
2019-127	Groupe ADDAP 13	Animations préventives hors temps scolaire - Aix	2 700 €	15 677 €	3 580 €	2 700 €	OUI
2019-128	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Vitrolles	1 350 €	11 005 €	2 153 €	1 400 €	OUI
2019-129	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Gardanne	2 700 €	11 743 €	5 182 €	2 700 €	OUI
2019-131	Groupe ADDAP 13	Animations préventives hors temps scolaire - Gardanne	702 €	5 590 €	1 556 €	800 €	OUI
2019-130	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs Les Pennes Mirabeau	1 530 €	11 793 €	2 338 €	1 500 €	OUI
2019-132	Groupe ADDAP 13	URBAN SPORT TRUCK	4 500 €	85 324 €	6 000 €	4 500 €	OUI
2019-021	École des Parents et des Éducateurs	Écoute et accompagnement des familles - Venelles	2 250 €	5 500 €	2 500 €	2 250 €	OUI
2019-022	École des Parents et des Éducateurs	A l'écoute des familles – Bouc Bel Air	8 100 €	18 700 €	10 000 €	8 100 €	OUI
2019-023	École des Parents et des Éducateurs	A l'écoute des jeunes – Bouc Bel Air	6 300 €	10 700 €	7 000 €	6 300 €	OUI
2019-024	École des Parents et des Éducateurs	Écoute et accompagnement des familles – Les Pennes Mirabeau	3 000 €	7 000 €	3 000 €	3 000 €	OUI
2019-025	École des Parents et des Éducateurs	Accompagnement des Jeunes - L.P.M	2 000 €	5 400 €	2 000 €	2 000 €	OUI

N°GU1	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2019-003	CAFC LA RECAMPADO	Permanences médiation familiale – Aix-en-Provence, Gardanne, Bouc Bel Air, Vitrolles	7 470 €	209 007 €	6 500 €	6 500 €	OUI
2019-014	CAFC LA RECAMPADO	Permanences écoute familles, Aix-en- Provence, Gardanne, Vitrolles	5 850 €	27 850€	13 000 €	5 850 €	OUI
2019-015	CAFC LA RECAMPADO	Espace rencontres Aix-en-Provence	8 100 €	198 873 €	9 000 €	8 100 €	OUI
2019-016	CAFC LA RECAMPADO	Relations pères incarcérés	900 €	12 000 €	1 000 €	900 €	OUI
2019-811	ARTMOTNID	Point Écoute Famille	7 200 €	18 500 €	8 000 €	7 200 €	NON
2019-630	Objectif Compétences de demain	Prévention exclusion temporaire	0,00 €	10 500 €	4 000 €	3 000 €	NON
Sous total axe 2					118 928 €	76 900 €	
<b>TOTAL AXE 1 + AXE 2</b>					<b>130 428 €</b>	<b>87 800 €</b>	

<b>Axe 3 : Prévention des conduites à risques</b>							
N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2019-026	École des Parents et des Educateurs	Prévention des conduites à risque des collégiens – Les Pennes Mirabeau	2 500	4 500	2 500 €	2 500	OUI
2019-027	École des Parents et des Educateurs	Prévention des conduites à risque des collégiens – Aix- en-Provence	4 000 €	12 000 €	4 000 €	4 000 €	OUI
Sous Total axe 3					6 500 €	6 500 €	
<b>TOTAL AXE 1 + AXE 2 + AXE 3</b>					<b>136 928 €</b>	<b>94 300 €</b>	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Pertuis, signée le 02 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 avril 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions 2019 pour un montant total de 94 300,00 € aux bénéficiaires suivants :

- ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)
- ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)
- GROUPE ADDAP 13
- MEDIANCE 13

- ASSOCIATION ARTMOTNID
- ASSOCIATION OBJECTIF COMPÉTENCES DE DEMAIN
- ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS
- CAFC LA RECAMPADO

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions à conclure avec une partie des associations.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT**

**2019 CT2 172**

**AVIS - Approbation de la convention d'intervention foncière en phase Impulsion-Réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles sur le site Venelles Sud**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Les Logissons » situé au Sud de la commune de Venelles, pôle structurant du Pays d'Aix comprenant le pôle d'activités éponyme, fait l'objet d'une convention d'anticipation foncière entre la commune de Venelles, la Métropole et l'Etablissement Public Foncier depuis 2009, renouvelée et toilettée en décembre 2017.

Cet espace stratégique de la commune au centre d'enjeux importants d'aménagement a vocation à accueillir une mixité de fonctions sur certaines poches en vue de permettre la réalisation de logements. L'organisation des déplacements internes au site afin notamment de désenclaver une partie de la zone d'activités mais également en lien avec la Métropole (Réseau Express Métropolitain, pôle gare) est essentielle pour un développement équilibré.

La convention « Les logissons 2 » ainsi que la précédente ont d'ores et déjà permis de maîtriser des emprises stratégiques à hauteur de 6,5 hectares et parallèlement d'initier des études sur certains secteurs.

Depuis la signature de cette convention, la commune a défini différents sites prioritaires et affiné son projet. En s'appuyant sur une étude du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement, elle a travaillé sur la cohérence entre les différents sites de projets, la trame de desserte et les équipements nécessaires à l'articulation des projets entre eux mais aussi avec le reste du secteur des Logissons.

Aujourd'hui compte tenu de l'avancée des réflexions sur un certain nombre de périmètres structurants, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Etablissement Public Foncier à travers deux contractualisations différentes adaptées à l'avancement des projets :

- le maintien de la convention d'anticipation foncière dite « Les Logissons 2 » avec un avenant pour entériner à la fois la réduction du périmètre liée au basculement d'un certain nombre de tènements dans la nouvelle CIF Venelles Sud et la réduction du montant de la garantie de rachat liée à la convention ;

- une nouvelle convention d'intervention foncière en phase Impulsion-Réalisation appelée Venelles Sud sur les sites à enjeux.

Ainsi, la nouvelle convention, objet de la présente délibération, comprend plusieurs périmètres situés sur la partie sud de Venelles et s'étendant sur une superficie d'environ 28 hectares : le secteur Madeleine Bonnaud (45 logements envisagés dont 18LLS), le secteur les Michelons (125 logements environ dont 55LLS), les Ribas (180 et 200 logements dont 55 à 58 LLS), le périmètre Verdon (locaux d'activités et 50 LLS) ainsi que deux périmètres stratégiques nécessaires à la restructuration de la zone notamment en termes de desserte et de désenclavement de la partie Est de la zone d'activités.

Au total, l'ensemble des sites doit permettre de créer environ 400 logements dont 150 LLS.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin au 31 décembre 2024. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 20 millions d'euros, non compris les débours éventuels correspondant à des sommes minimales (gestion de proximité). Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Il est également proposé dans cette nouvelle convention que les recettes locatives dégagées par l'Etablissement Public Foncier à hauteur de 140 000 €/an sur les fonciers déjà maîtrisés puissent venir en déduction des prix de revient en application de la délibération du Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier en date du 30 novembre 2017.

En effet, si les différents secteurs repérés comme stratégiques ne sont pas au même stade de maturation, il apparaît que certains d'entre eux comme Les Ribas (secteur de renouvellement urbain comportant plusieurs propriétés bâties et occupées) sont difficilement équilibrables au regard des prix du foncier et des équipements nécessaires à la zone.

Par ailleurs, compte-tenu de la spécificité du secteur (zone d'activités), il a été prévu dans la convention la possibilité pour chacun des partenaires de participer à la relocalisation éventuelle d'une entreprise en tant que de besoin. Dans cette hypothèse, une contractualisation spécifique sera mise en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°039-2954/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de la convention d'intervention foncière en phase Impulsion réalisation portant sur le site « Venelles Sud ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase Impulsion réalisation sur le site Venelles Sud conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Venelles.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 173**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Venelles, la Métropole et l'Établissement Public Foncier ont signé une convention d'anticipation foncière le 29 décembre 2017, appelée « Les Logissons 2 » portant sur près de 78 hectares.

Cette convention ainsi que la précédente ont permis de maîtriser des emprises stratégiques à hauteur de 6,5 hectares et parallèlement d'initier des études sur certains secteurs.

Depuis la signature de cette convention, la commune a défini différents sites prioritaires et affiné son projet. En s'appuyant sur une étude du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement, elle a travaillé sur la cohérence entre les différents sites de projets, la trame de desserte et les équipements nécessaires à l'articulation des projets entre eux mais aussi avec le reste du secteur des Logissons.

Aujourd'hui, compte tenu de l'avancée des réflexions sur un certain nombre de périmètres structurants, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Etablissement Public Foncier à travers deux contractualisations différentes adaptées à l'avancement des projets :

- une nouvelle convention d'intervention foncière appelée Venelles Sud sur des sites à enjeu comprenant l'OAP Madeleine Bonnaud, l'OAP Les Michelons, le sous-secteur des Ribas, le site Projet Verdon et les espaces stratégiques nécessaires à la restructuration de la zone notamment en termes de desserte et de désenclavement Est de la zone d'activités ;

- le maintien de la convention d'anticipation foncière dite « Les Logissons 2 » avec un avenant pour entériner à la fois la réduction du périmètre lié au basculement d'un certain nombre de tenements dans la nouvelle Convention d'Intervention Foncière Venelles Sud et la réduction du montant de la garantie de rachat liée à la convention.

Concernant cet avenant, objet de la présente délibération, le périmètre est ainsi réduit à 55 hectares. Le montant de la convention est ramené de 12,5 millions d'euros à 8 millions d'euros et correspond à la garantie de rachat sur laquelle s'engage la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°039-2954/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention portant sur le site « Logissons 2 » afin d'en réduire le périmètre et le montant en garantie de rachat dédié.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur la zone des Logissons 2 conclue avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°1 et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme**

**2019 CT2 174**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Modification simplifiée n°1 - Engagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a également fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017, d'une modification n°5 approuvée à la même date.

Enfin, par délibérations du Conseil de la Métropole n°URB 007-4166/18/CM, n°008-4167/18/CM, et n°009-4168/18/CM en date du 28 juin 2018, les

procédures de révision allégée n°2, 3 et 4 ont été engagées.

La commune des Pennes Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme, notamment pour des modifications d'erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le PLU approuvé de la commune des Pennes Mirabeau et ses évolutions successives en vigueur ;
- La sollicitation de la commune pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local

d'Urbanisme notamment pour modifications d'erreurs matérielles.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

**Article 2 :**

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 175**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°2 - Bilan de la concertation et arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°75 du 11 décembre 2017, la commune de Ventabren a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier de la commune de Ventabren du 28 juin 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été sollicité afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren afin, notamment, de déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.

Par délibération n°URB 007-5138/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, il a été défini les modalités de concertation suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

En complément de ces modalités, un registre numérique et un site internet dédiés ont également été mis en place (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>).

## **BILAN de la CONCERTATION**

Entre le 28 janvier 2019 et le 6 mars 2019, un dispositif d'information et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Mise à disposition en Mairie de la commune de Ventabren d'un registre papier destiné à recueillir toutes les observations du public et sur d'un registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>
- Mise à disposition des documents d'études en mairie, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>, du 28 janvier 2019 au 6 mars 2019 ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public : [ventabren-plu-ra2-concertation@mail.registre-numerique.fr](mailto:ventabren-plu-ra2-concertation@mail.registre-numerique.fr)

### **1/ LES MOYENS D'INFORMATION**

La commune de Ventabren et la Métropole ont mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de Révision allégée N°2 PLU.

- Annonce dans le journal « La Provence » : le 25 février 2019 un avis d'ouverture de la phase de concertation avec le public a été publié dans la rubrique « Annonces légales. »
- Des avis d'ouverture de la phase de concertation avec le public ont été affichés en Mairie de Ventabren (17 Grand Rue, 13122 VENTABREN) ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix, (Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 AIX EN PROVENCE)
- Une publication sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) a permis aux habitants de prendre connaissance de l'ouverture de la phase de concertation avec le public.
- Une publication le site internet (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée.

Le dossier de révision allégée a également été mis à disposition en Mairie de Ventabren, et était disponible au site dédié <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>.

### **2/ LES MOYENS D'EXPRESSION**

La commune de Ventabren et la Métropole ont recueilli deux observations sur le registre dématérialisé, une remarque sur le registre papier. Deux courriers ont également été annexés à ce dernier.

### 3/ SYNTHÈSE THÉMATIQUE DES REMARQUES FORMULÉES ET ANALYSE AU REGARD DU PROJET DE REVISION ALLEGEE N°2 DU PLU

Les observations et les courriers formulés sont étrangers au projet de Révision Allégée N°2 du PLU de Ventabren.

D'une part, il a été émis deux remarques sur le registre numérique (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>), une concernant la création d'un réseau assainissement sur le chemin du « Vieux Château » et l'autre concernant le règlement de la zone UD2.

D'autre part, sur le registre papier, il a été émis une remarque qui rappelle l'existence de pipelines transéthylène sur la commune. Deux courriers sollicitant la modification de l'emprise d'EBC y ont également été annexés.

### 4/ BILAN DE LA CONCERTATION

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

Toutes les observations sont étrangères au projet de Révision Allégée N°2 du PLU de Ventabren. Ainsi il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des

compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération n° 2018\_CT2\_530 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018, sollicitant l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 de son PLU ;
- La délibération n°2018\_CT2\_531 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018, donnant avis sur l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 ;
- La délibération n°URB 007-5138/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 prescrivant la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren ;
- Le PLU de la commune de Ventabren en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de révision allégée n°2 annexé.

**Délibère**

#### Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci dessus.

#### Article 2 :

Est arrêté le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 176**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Elaboration partielle de PLU - Engagement et définition des modalités de concertation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération n° 2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de Métropole a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 010-4628/18/CM le 18 octobre 2018.

Enfin, par délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde n°2017-109-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée. La Métropole a acté la poursuite de cette procédure par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Le Tribunal Administratif de Toulon, par décision en date du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.

Comme l'indique le jugement :

« s'agissant du secteur Udf1p1 :

*Le plan local d'urbanisme en litige crée un secteur Udf1p1, d'une superficie de 1,4 hectares et situé au lieu-dit domaine de Collongue. Selon le règlement, la zone UD recouvre des « secteurs d'habitat individuels diffus dont la situation au regard des contraintes paysagères et/ou environnementales (présence dominante du couvert forestier) justifie le maintien d'un tissu urbain aéré » et, au sein de cette zone, le secteur Udf1p1 correspond « à [un] secteur*

*de projet spécifique localisé à l'Est de la maison de retraite ». Le secteur Udf1p1, qui jouxte effectivement une maison de retraite sur son côté Ouest, comprend le parc de stationnement de cette dernière ainsi qu'un petit bâtiment. Les indications du rapport de présentation selon lequel il est raccordé aux réseaux collectifs d'eau potable et d'assainissement ne sont pas contestées. Toutefois, ce secteur recouvre pour l'essentiel un espace vierge de construction et densément boisé. Il se situe dans le prolongement immédiat d'un vaste massif forestier classé en zone naturelle Nf1, qui le ceinture sur trois côtés au Nord, à l'Est et Sud. Il constitue ainsi un espace naturel et non un espace urbanisé. En outre, il est soumis à un risque de feu de forêt de niveau exceptionnel à très fort, ainsi qu'il résulte de l'application de l'indice « f1 » et de l'avis émis par la DDTM des Bouches-du-Rhône sur le projet de plan arrêté. Le PADD fixe comme objectifs, au titre de l'orientation n° 4 relative à la préservation des espaces naturels, de « contenir l'urbanisation en privilégiant la densification de l'enveloppe urbanisée et équipée existante » et de « maîtriser les risques » notamment les risques d'incendie. Dans ces conditions, la création du secteur Udf1p1 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation.*

*S'agissant du secteur Udf1p2 :*

*La délibération attaquée approuve la création d'un secteur Udf1p2 situé au Sud-Ouest du territoire communal. Ce secteur correspond à un « secteur de projet spécifique » sans que la nature de ce projet soit précisée. S'il est situé le long de la RD 10 et desservi par les réseaux, ce secteur présente une superficie de 8 hectares pour seulement six maisons principales et des annexes, et recouvre pour le reste des espaces non bâtis densément boisés. Il présente ainsi un caractère essentiellement naturel malgré la présence de cet habitat très diffus. Il se rattache directement au massif forestier du Grand Prignon, classé en zone Nf1, lequel s'étire depuis la RD 10 vers le Sud et fait partie de la trame verte communale. Ce secteur, qui a conservé sa dominante naturelle, n'est pas dans la même situation que la zone d'habitat plus dense classée UCf2 qui longe la RD 10 plus au Sud-Ouest. En outre, le secteur litigieux, indicé « f1 », est soumis à un risque d'incendie de niveau exceptionnel à très fort. Ainsi qu'il a été dit, le PADD vise à contenir l'urbanisation dans l'enveloppe existante et à maîtriser le risque d'incendie. Par suite, les auteurs du plan local d'urbanisme ont commis une erreur manifeste d'appréciation en créant le secteur Udf1p2. »*

Au regard de ces éléments, l'objet de la présente procédure consiste donc à remettre à l'étude ces deux secteurs pour envisager un nouveau classement.

Pour ce faire, le recours à la procédure d'élaboration partielle s'impose au regard des dispositions combinées des articles L. 600-12 et L. 174-6 du Code de l'urbanisme et de la jurisprudence.

En application de ces dispositions, une annulation partielle de PLU a pour effet de remettre en vigueur les dispositions antérieurement applicables à savoir en l'espèce le plan d'occupation des sols de la Commune.

Toutefois, depuis la loi ELAN, il n'est plus possible d'engager une procédure de modification ou de révision allégée pour faire évoluer les dispositions du POS redevenues applicables (article L 174-6 du code de l'urbanisme).

Par ailleurs, la mise en œuvre d'une procédure de révision allégée ou de modification sur la base des dispositions du PLU annulées est impossible puisqu'elle amènerait à faire évoluer des dispositions qui n'existent plus à ce jour.

Ainsi, seule une élaboration partielle peut être mise en œuvre pour tirer les conséquences de l'annulation partielle du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

1 – L'objectif poursuivi par l'élaboration partielle du PLU:

L'élaboration partielle du PLU vise à reconsidérer la vocation des deux secteurs Udf1p1 et Udf1p2 concernés par l'annulation juridictionnelle au regard de leur contexte environnemental et paysager.

En effet, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et principalement son orientation n°4 « *Assurer la préservation des espaces naturels, des continuités écologiques et la gestion des risques* » ainsi que les objectifs de réduction de consommation d'espaces naturels ou agricoles, il s'agit de préciser plus finement le parti d'aménagement de ces deux secteurs au regard des éléments de paysage caractéristiques du secteur Prignon Keyrié, de la présence d'un bâti très diffus hérité de l'application du document d'urbanisme antérieur, mais également des risques naturels.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- Le PLU approuvé de la commune de Saint Marc Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur.

**Où il rapporte ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Tribunal Administratif de Toulon, par décision en date du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint Marc Jaumegarde, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure d'élaboration partielle du PLU.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prescrite l'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

## **Article 2 :**

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

## **Article 3 :**

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 177**

### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air - Modification n°4 - Engagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération en date du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 13 juillet 2016.

Par délibération n°19.02.07 en date du 25 février 2019, la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°4 de son PLU afin de, notamment :

- Corriger des erreurs matérielles,
- Apporter des ajustements réglementaires,
- Faire évoluer le périmètre de protection lié à la Bastide de Montfinal.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°19.02.07 en date du 25 février 2019 de la commune de Bouc-Bel-

Air sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°4 de son PLU;

- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Bouc-Bel-Air en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°4 de son PLU pour notamment :
  - Corriger des erreurs matérielles,
  - Apporter des ajustements réglementaires,
  - Faire évoluer le périmètre de protection lié à la Bastide de Montfinal.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 178**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde - Elaboration partielle du PLU -**

**Conférences des maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Le contexte métropolitain**

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

#### **L'exercice de la compétence « urbanisme »**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

#### **L'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Marc Jaumegarde**

Par délibération du Conseil Municipal n°2017-108-DELIB-2-1 en date du 21 mars 2017, le PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde a été approuvé.

La modification n°1 du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde a été approuvée par délibération n°URB 010-4628/18/CM en date du 18 octobre 2018 par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Enfin, par délibération du Conseil Municipal n°2017-109-DELIB-2-1, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée. La Métropole a acté la poursuite de cette procédure par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Suite à l'annulation partielle de son document d'urbanisme, il est nécessaire d'engager une procédure d'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde.

La procédure d'élaboration partielle est, notamment encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que « le Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de Plan Local d'Urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires. Par dérogation à l'article L.153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes... ».

Ainsi, il est nécessaire d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée

examine avec le Président du Conseil du Territoire, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

De plus, l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation de l'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser ces réunions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur ;
- La délibération du Conseil Municipal n°2017-108-DELIB-2-1 de la commune de Saint Marc Jaumegarde en date du 21 mars 2017 approuvant le PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'élaboration partielle de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires des communes.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

## Délibère

### Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer les conférences intercommunales des Maires nécessaires dans le cadre de l'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 179

### **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Modification Simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues a été approuvé le 5 juillet 2017 par délibération du Conseil Municipal n°2017\_51U.

Par délibération du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 et par arrêté de la Présidente de Conseil de Métropole, une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues a été engagée.

Cette procédure de modification simplifiée a été engagée afin de supprimer l'emplacement réservé n°21.

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme dans la mesure où les adaptations envisagées n'auront pas pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Il est proposé conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

### Modalités de la mise à disposition du public :

Les modalités de la mise à disposition du public proposées, sont les suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Meyrargues, d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant un période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Meyrargues, sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et sur le registre dématérialisé d'un dossier des études en cours, complété au fur et mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Métropole en date du 28 mars 2019, relative à l'engagement la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;

- L'arrêté de la présidente du Conseil de Métropole relatif à la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 avril 2019.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1.

### Délibère

### Article unique :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues, telles que présentées ci-dessus.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyrargues,
- Mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

### Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Développement économique et emploi – Zones d'activités

## 2019 CT2 180

### AVIS - Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne - Collecteur VC15 - Lancement de la procédure de mise en servitudes d'utilité publique (SUP)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site. A ce titre, elle a réalisé en 2004 un schéma directeur d'assainissement pluvial sur l'ensemble de la zone, qui se décompose en six phases :

- PHASE 0 (Cabriès) : Mise en place d'un dégrilleur et d'un séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 1 (Cabriès) : Recalibrage du ruisseau de Baume-Baragne, redimensionnement du bassin de rétention de Baume-Baragne et création d'un bassin de stockage des pollutions accidentelles
- PHASE 2 (Les Pennes-Mirabeau) : Création depuis Castorama d'un nouveau collecteur à l'ouest du collecteur principal actuel et son raccordement au dégrilleur et au séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 3a (Cabriès) : Aménagement d'un bassin de rétention de 12.000 m<sup>3</sup> entre la sortie de l'autoroute et le giratoire « Leclerc »
- PHASE 3b (Cabriès) : Pose d'un collecteur de contournement du parking d'Avant-Cap de diamètre 1.000 mm le long de la Route de la Grande Campagne (VC15)
- PHASE 4 (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'une nouvelle antenne de diamètre 1.000 mm au collecteur « ouest »
- PHASE 4 Zone Est (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'un bassin de rétention de 20.000 m<sup>3</sup> le long de la voie ferrée
- PHASE 5 (Cabriès) : Création d'un bassin de rétention de 4.500 m<sup>3</sup> au droit de la station service et renforcement en diamètre 1.000 mm du collecteur situé sous la contre-allée Nord entre Décathlon et Babou.

Le 11 avril 2011, la Communauté du Pays d'Aix a obtenu un arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'Eau l'autorisant à réaliser ces six phases dans un délai de dix ans. Depuis cette date, plusieurs phases de travaux ont été réalisées :

- la phase n°0 (dégrilleur-déshuileur),
- la phase n°1 (bassin de Baume-Baragne),
- la phase n°2 (collecteur Ouest),

- la phase n°3a (bassin RD6/RD543),
- une partie de la phase n°5 (renforcement du collecteur sous la contre-allée nord).

Deux autres phases sont en cours :

- la phase n°4 (recalibrage du collecteur implanté sous la voie ferrée et le pont A51),
- la phase n°3b (collecteur VC15).

Se référer au « Plan de localisation des ouvrages hydrauliques » présenté en annexe.

### Présentation du programme de travaux du collecteur « VC15 » :

Par délibération n°ECO 005-1551/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé le programme de travaux portant sur :

- la création d'un collecteur d'eaux pluviales de diamètre 1.000 mm,
- la reprise des réseaux hydrauliques de la rue Albert Manoukian et du chemin de Grande Campagne,
- le raccordement de l'exutoire du bassin de rétention situé au centre du giratoire « VC15/Car Wash » directement sur le futur collecteur.

Le coût prévisionnel de ces travaux a été estimé à 900.000 € TTC.

Par cette même délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires la réalisation des études de maîtrise d'oeuvre et des travaux du collecteur « VC15 ». L'enveloppe globale de cette convention, y compris études, s'élève à 1.080.000 € TTC.

### Présentation du tracé du collecteur « VC15 » :

Le schéma directeur prévoit de contourner le parking d'Avant-Cap (aujourd'hui aménagé en silo sur trois étages) pour se raccorder au collecteur principal qui se déverse dans le bassin de rétention de Baume-Baragne. Etant donnée la difficulté de mise en place de ce réseau, plusieurs tracés ont été étudiés.

Le tracé retenu et validé par le Comité de Pilotage de Plan de Campagne est celui qui passe par le parking d'Avant-Cap, au pied du talus longeant le chemin de Grande Campagne, puis la rue Albert Manoukian pour se connecter au collecteur principal.

Ce tracé emprunte les huit parcelles cadastrées suivantes : BW 29, BW 35, BW 41, BW 45, BW 46, BW 47, BW 44 et BW 50 sur la Commune de Cabriès, appartenant à deux propriétaires.

### Négociations engagées avec les propriétaires privés :

Dès 2016, la Métropole s'est rapprochée du représentant du centre commercial Avant-Cap, propriétaire de sept parcelles, afin de leur présenter le projet et identifier les contraintes des commerçants (livraisons, accès). Le projet a reçu un accueil favorable de principe, mais aucun accord formel n'a pu être obtenu.

Fin 2018, une nouvelle rencontre a eu lieu afin de présenter l'étude d'avant-projet et demander l'autorisation de réaliser des sondages sur le

parking d'Avant-Cap. Cette demande a été refusée, bloquant la poursuite des études de maîtrise d'oeuvre.

Lancement d'une procédure de mise en servitudes d'utilité publique :

Sans pour autant arrêter les démarches amiables et au vu du délai imposé par l'arrêté « Loi sur l'Eau », la Métropole, désormais compétente dans le domaine foncier, souhaite engager une procédure de SUP sur les parcelles pré-citées.

La Métropole doit donc solliciter la reconnaissance de servitudes sur les propriétés privées concernées par le tracé du futur collecteur « VC15 » et solliciter, de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture d'une enquête publique préalable à la SUP.

Compte-tenu de l'avancement des études, il est à présent nécessaire de valider le lancement de la procédure de mise en servitudes, conformément aux articles L.152-1 et suivants et R.152-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la pêche maritime et, notamment, les articles L.152-1 et suivants et R.152-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 11 avril 2011 portant autorisation au titre du Code de l'Environnement concernant la réhabilitation du rejet d'eaux pluviales du bassin versant de la zone de Plan de Campagne ;
- La délibération n°2014\_B232 du Bureau communautaire de la CPA du 19 juin 2014 approuvant le programme de travaux du collecteur « VC15 » ;
- La délibération n°FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme n°2011/2 de 1,4 M€ pour financer le collecteur « VC15 », passant l'AP à 5,5 M€ ;
- La délibération n°ECO 005-1551/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 validant la modification du programme de travaux du collecteur « VC15 » et approuvant l'avenant n°2 de la convention

d'aménagement entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la création d'un collecteur d'eaux pluviales à l'ouest de la zone de Plan de Campagne en vue de lui confier les études et les travaux du collecteur « VC15 » ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser la phase 3b de l'arrêté préfectoral « Loi sur l'Eau » du 11 avril 2011 avant le délai prescrit, c'est-à-dire, avant 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le choix des terrains formellement désignés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, destinés à supporter le collecteur d'eaux pluviales nécessaire pour collecter les réseaux extérieurs au parking d'Avant-Cap et ainsi délester le bassin de rétention enterré sous le centre commercial Avant-Cap : les parcelles cadastrées BW 29, BW 35, BW 41, BW 45, BW 46, BW 47, BW 44 et BW 50 sur la Commune de Cabriès.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à poursuivre la constitution des servitudes à l'amiable et, en cas de refus, à engager et conduire la procédure de mise en servitudes d'utilité publique, conformément à l'article L.152-1 du Code Rural et de la pêche maritime.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents relatifs à l'institution des servitudes d'utilité publique et tous les documents et actes amiables pouvant intervenir avec les propriétaires concernés au cours de la procédure.

**Article 4 :**

Les frais afférents aux différents actes et à la procédure seront supportés par la Métropole.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section investissement, opération budgétaire 335, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme n°2017-15 « Plan de Campagne – Pluvial Collecteurs ».

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 181**

#### **AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 – Cession des lots 20 et 21**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités et notamment l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT, transporteur routier qui souhaite y construire son siège social et ses locaux.

Cette société a été agréée par le comité de pilotage du 19 septembre 2017 et s'est déjà positionnée sur le lot B d'une surface de 12 153m<sup>2</sup> qui a fait l'objet d'une délibération de cession au Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 au prix de 55€HT/m<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, l'entreprise BISCARAT a désigné son constructeur et a pu préciser son projet qui nécessite l'acquisition des lots 21 et 20 en supplément du lot B

Ainsi, il est proposé de céder à la société BISCARAT le lot 20 d'une surface de 1 670m<sup>2</sup> et le lot 21 d'une surface de 1 416m<sup>2</sup> au prix de 55€HT/m<sup>2</sup>.

En effet, les lots 20 et 21 correspondant à des petits lots devraient être vendus conformément à l'estimation de France Domaine dans son avis n°2019-084V0398 en date du 26 février 2019 au prix de 60€HT/m<sup>2</sup>. Or, ces terrains sont rattachés au lot B déjà en procédure de vente avec la même société, formant une seule et même emprise foncière de 15 239m<sup>2</sup> au total, vendue 55€HT/m<sup>2</sup> conformément à la grille de prix de commercialisation de la zone pour les lots d'une grande surface.

Il est donc proposé de conserver le prix de 55€HT/m<sup>2</sup>, le comité de pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 ayant validé l'ensemble du dispositif afférant à cette vente.

Le cahier des charges de cession de terrain qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sur la ZAC sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L311-4 et R331-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0398 du 26 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société BISCARAT entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 19 septembre 2017 et confirmé par celui du 1<sup>er</sup> mars 2019.
- Qu'il est nécessaire de céder deux lots viabilisés à détacher de la parcelle cadastrée AA126 pour une surface totale de 3086m<sup>2</sup>.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est autorisée la cession des lots 20 et 21 d'une superficie respective de 1 670m<sup>2</sup> et 1 416m<sup>2</sup>, situés sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 à La Roque d'Anthéron pour un montant de 169 730€HT, soit 203 676 €TTC, à l'entreprise BISCARAT ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à ces cessions.

**Article 3 :**

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70\_61\_7788 .

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 182**

**AVIS - Réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis - Carrefour giratoire sur la RD956 sous les ponts-rails de la ligne Cheval Blanc - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD956 sous la voie ferrée de la ligne Cheval Blanc.

Les études et le suivi de ces travaux ont été confiés à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » par délibération n°2010\_B333 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juillet 2010.

Le programme de l'opération portait sur :

- des travaux de voirie avec la création d'un carrefour giratoire, l'aménagement de cheminements piétons et de bandes cyclables,
- des travaux sur réseaux : le déplacement des réseaux, le recalibrage du réseau d'assainissement pluvial, l'aménagement de bassins de rétention, la remise aux normes de l'éclairage public,
- l'aménagement paysager du giratoire,
- le traitement architectural et les équipements annexes des deux ponts-rails aménagés de part et d'autre du pont-rail existant, percées nécessaires au passage de la chaussée et des trottoirs du giratoire.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'élevait à 1.600.000 € TTC. La rémunération du mandataire était fixée à 96.000 € TTC.

A l'issue de l'étude de projet, des ajustements financiers se sont avérés nécessaires pour prendre en compte :

- la réalisation de la couche de roulement de la voie initialement prise en charge par le Département de Vaucluse qui a préféré verser une subvention,
- l'intégration du rejet des eaux pluviales du projet d'aménagement du pôle d'échanges,
- le traitement paysager des abords du giratoire sollicité par la Commune.

De plus, le planning de la SPLA a dû être recalé avec celui de Réseau Ferré de France, maître d'ouvrage des ponts-rails, pour démarrer les travaux d'aménagement du carrefour giratoire après l'achèvement complet des ponts-rails.

Le marché de la SPLA a donc fait l'objet d'un avenant validé par délibération n°2014\_B305 du Bureau communautaire du 17 juillet 2014 pour modifier le programme de travaux, l'enveloppe

affectée à l'opération, la rémunération de la SPLA et le délai du marché.

La nouvelle enveloppe prévisionnelle a été réévaluée à 1.850.000 € TTC. La rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires est passée à **108.000 € TTC**. Le délai d'exécution de la SPLA a été augmenté de 45 à 76 mois.

Le 14 novembre 2016, un second avenant (sans incidence financière) a été notifié à la SPLA afin d'augmenter de 6 mois le délai d'exécution de la convention. Ce délai supplémentaire a permis de réaliser au printemps 2017 une visite de constat de reprise des végétaux plantés en décembre 2015.

Aujourd'hui, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont expirés.

Le 25 septembre 2017, la SPLA a fait parvenir le décompte provisoire de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole de 64.262,60 € TTC. Cette recette a été encaissée le 16 juillet 2018 sur titre de recettes n°95 – bordereau 24.

Le décompte général définitif de cette opération, qui prend en compte la hausse du taux de la TVA à 20 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention (y/c avenant) :	1 850 000,00 € TTC
Montant de la rémunération de la SPLA prévue à la convention (y/c avenant) :	108 000,00 € TTC

**Recettes :**

Acomptes :	1 501 800,00 € TTC
Produits financiers de la SPLA :	25 134,63 € TTC
Rémunération de la SPLA :	107 926,00 € TTC
<b>Total des recettes :</b>	<b>1 634 860,63 € TTC</b>

**Dépenses définitives :**

Etudes :	83 809,53 € TTC
Travaux :	1 247 714,29 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	106 981,33 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	24 166,88 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	64 262,60 € TTC
Rémunération de la SPLA :	107 926,00 € TTC
<b>Total des dépenses définitives :</b>	<b>1 634 860,63 € TTC</b>

Solde disponible de la SPLA :	0,00 € TTC
<b>Solde de l'opération :</b>	<b>0,00 € TTC</b>

Par ailleurs, la SPLA a sollicité, le 25 septembre 2017, le quitus pour l'exécution complète de sa mission, conformément aux dispositions de l'article 14 de la convention n°LZ05 passée avec la Communauté du Pays d'Aix.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SPLA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2008\_A158 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2008 approuvant la création d'une autorisation de programme de 6 M € ;
- La délibération n°2010\_B333 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juillet 2010 validant le lancement opérationnel de la création du carrefour giratoire et autorisant la signature de la convention d'aménagement du carrefour giratoire avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2011\_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme de 6 M € à 6,5 M € ;
- La délibération n°2013\_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme de 6,5 M € à 7 M € ;
- La délibération n°2014\_B305 du Bureau communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 validant le programme modifié des travaux et la signature de l'avenant n°1 de la convention d'aménagement du carrefour giratoire avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est adopté le bilan de clôture de la convention d'aménagement LZ05 confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD956 sous les ponts-rails de la ligne Cheval Blanc, dans le cadre de la réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis, sur la base du bilan financier présenté.

**Article 2 :**

Le quitus est donné à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de la convention d'aménagement visée dans l'exposé qui précède.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 183**

**Réhabilitation de la Zone d'activités Terre du Fort à Pertuis – Modification n°2 au programme de travaux de l'opération**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée dans la réhabilitation complète des rues Philippe de Girard, Jean-Marie Jacquard, Louis Lumière, Denis Papin et Roberval situées sur le Pôle d'Activités Terre du Fort sur la commune de Pertuis.

Par délibération n°2015\_A335 du 17 décembre 2015, le Conseil communautaire validait le programme de travaux initial relatif à ces voiries.

A l'issue du Schéma Directeur des Eaux Pluviales diligenté par la Commune de Pertuis, celle-ci sollicitait la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de modifier le programme de travaux initial en intégrant les préconisations du Schéma Directeur et, souhaitait, par ailleurs, exécuter les travaux via une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Par délibération n°2017\_CT2\_031 du 2 février 2017, le Conseil de Territoire validait le programme de travaux modificatif et approuvait la signature de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Pertuis et ce pour un coût global d'opération de 4 500 000€ TTC.

Lors de l'étude hydraulique du projet, la Commune de Pertuis a constaté qu'il n'était plus nécessaire de réaliser le bassin de rétention prévu, l'agrandissement du bassin existant rue Louis Lumière étant suffisant pour récupérer les surfaces imperméabilisées induites par la requalification des voiries.

Cependant, dans le cadre de l'aménagement des rues Roberval et Philippe Girard, il est nécessaire de prévoir les réseaux pluviaux au préalable sur la rue Alain Bajac, voirie non intégrée au programme de travaux initial mais qui, du fait de la réalisation de gros travaux hydrauliques, devra obligatoirement bénéficier d'une importante réfection.

La Commune de Pertuis a donc saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de supprimer le bassin de rétention initialement prévu, prévoir le surcreusement du bassin de rétention existant rue Louis Lumière et intégrer la réfection de la rue Alain Bajac dans le programme de travaux.

La modification du programme porte sur les points suivants :

- Suppression de la création d'un bassin de rétention,
- Réfection de la rue Bajac suite au passage des réseaux pluviaux,
- Surcreusement du bassin de rétention existant rue Louis Lumière.

Le descriptif complet du programme est présenté en annexe.

Le coût prévisionnel de l'opération comprenant les études et les travaux reste inchangé, à savoir 3 750 000€ HT, soit 4 500 000€ TTC.

Cette opération est actuellement gérée par la Commune de Pertuis via une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage. Cette modification au programme sera notifiée à la commune pour prise en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A335 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme de travaux ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 validant l'augmentation de 1,5M€ de l'Autorisation de Programme, la portant ainsi de 3,5M€ à 5M€ ;
- La délibération n°2017\_CT2\_031 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 validant le modificatif n°1 au programme de travaux ainsi que la signature d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage à la commune de Pertuis ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le nouveau programme de travaux relatif à la requalification de la zone d'activités Terre du Fort sur la commune de Pertuis pour un coût global d'opération inchangé de 4 500 000 € TTC.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 317, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme 2017/11.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Interventions économiques**

**2019 CT2 184**

**AVIS - Approbation de la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire. Deux dispositifs de travail ont été menés parallèlement en 2017 et 2018 pour permettre à la Métropole d'avoir une vision d'ensemble sur la gamme des produits immobiliers à destination des entreprises.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises.

Le présent rapport a pour but de compléter ce dispositif en présentant le travail mené par les agences d'urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'immobilier de bureaux, dont l'un des objectifs de l'Agenda du Développement Economique est, en effet, d'atteindre à moyen terme 200 000m<sup>2</sup> de transactions annuelles pour développer l'emploi tertiaire.

Par cette étude, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire.

### **• Constats soulevés par l'analyse de l'immobilier de bureaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence :**

- Malgré les efforts en termes de production neuve d'immobilier de bureaux et de rattrapage engagés depuis vingt ans, la Métropole Aix-Marseille-Provence conserve un niveau annuel de commercialisation plus faible que d'autres métropoles françaises comparables : 130 000m<sup>2</sup> commercialisés en moyenne par an depuis 2010, contre 270 000m<sup>2</sup> pour la Métropole de Lyon par exemple.

Or, la dynamique du marché est un des principaux indicateurs d'attractivité sur les marchés nationaux et internationaux.

- Un marché en bipolarité concentré essentiellement sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille.

Sur les 5,5 millions de m<sup>2</sup> de bureaux, ces villes concentrent 90% du parc de la Métropole essentiellement sur deux pôles de rayonnement majeurs : Euroméditerranée et le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence.

Ce modèle de production, à savoir la bipolarité, perdure sur les programmes de bureaux engagés à court terme.

- Un niveau de production de bureaux neufs insuffisant et ne pouvant donc pas jouer ce rôle moteur et dynamisant pour le marché (40% des transactions annuelles sont faites dans le neuf en moyenne).

- Une profondeur de gamme du marché immobilier de bureaux insuffisante en raison de cette localisation préférentielle de la production. Il ressort une dominante de deux types de produits : le bureau-parc sur le pôle d'activité en périphérie et le bureau de type Quartier Central d'Affaires (QCA) sur des valeurs « primes ».

Or, la profondeur de gamme est également un moteur de la dynamique de commercialisation et d'attractivité et une trop forte concentration de la production sur ces deux sites ne permet d'apporter qu'une réponse partielle à la demande.

- Une desserte en transports en communs insuffisante pour assurer la desserte des polarités tertiaires. Aujourd'hui seulement 50% de la production neuve de bureaux est bien desservie par une offre de transports en commun urbains et inter-urbains.

Or, la densification économique doit s'envisager sans augmentation de la saturation routière et dans

le respect des objectifs de mobilité durable de la Métropole.

- **Enjeux et ambitions de la Métropole pour son territoire :**

Les objectifs et ambitions proposés dans la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux sont :

**- Produire plus** d'immobilier de bureaux sur le territoire pour passer de 130 000m<sup>2</sup> à 200 000m<sup>2</sup> de demande placée d'ici 2030.

Pour ce faire, augmenter la production neuve d'immobilier de bureaux et ainsi passer de 60 000m<sup>2</sup>/an à 80 000m<sup>2</sup>/an d'ici 2030 (40% des 200 000m<sup>2</sup> commercialisés par an le seront dans le neuf).

**- Produire différemment**

- Proposer une diversité dans la gamme de produits avec des prix plus variés.

Cette diversité passe également par une intervention sur la vacance du parc tertiaire de centre-ville des pôles urbains de la Métropole où le parc le plus ancien est très logiquement concentré.

- Privilégier des opérations de réhabilitation dans les centres-villes pour développer un segment de gamme différent et répondre à la demande dans toute sa diversité, tant sur la nature de l'offre que sur sa localisation.

Le retour sur le marché d'un parc immobilier de centre-ville devenu obsolète sur les pôles urbains de la Métropole doit être accompagné. Ces actions sont à rapprocher de la démarche Nationale et Métropolitaine engagée pour l'attractivité des centres villes dans l'ambition « Envie de Ville ». Le bureau de centre-ville est un facteur d'attractivité et de redynamisation économique, un axe structurant pour la revitalisation des centres urbains en favorisant une mixité des usages.

- Favoriser la production de bureaux neufs dans les zones de bonne desserte. Proposer plus de cohérence entre la production neuve et l'accessibilité sur le territoire pour assurer une desserte plus efficace des pôles périphériques les plus attractifs.

Pour ce faire et en lien avec les ambitions de l'Agenda de la Mobilité, il convient d'améliorer la desserte des espaces périphériques attractifs, et d'éviter le développement de pôles tertiaires diffus sans cohérence avec la stratégie sur la mobilité.

- S'adapter à l'évolution des modes de travail et aux nouvelles activités et produits de bureaux qui forment la demande de demain (coworking, maker space...) pour mieux répondre à l'évolution des besoins des entreprises : utilisation croissante des outils numériques, le bureau devient plus nomade et éphémère.

L'évolution des usages et la demande des nouvelles générations doivent être pris en compte dans la

programmation de l'immobilier de bureaux : développement de bureaux aux environnements plus flexibles avec des surfaces de travail plus réduites ou des espaces de bien être sont recherchés. Ces tiers lieux s'inscrivent dans la reconquête du centre-ville et peuvent s'intégrer dans une mixité des usages.

**- Produire sur d'autres sites / Elargissement des lieux de production de bureaux**

- Réorienter la production sur d'autres polarités existantes, bien desservies en transports en commun et intégrées au tissu urbain.

L'émergence ou le renforcement de nouveaux pôles tertiaires, bien connectés, sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille devra être conditionné à la réalisation d'équipements structurants en matière de transport.

- Rééquilibrer le territoire de la Métropole et renforcer son maillage en favorisant l'émergence et le développement de marchés secondaires dans des villes moyennes, par l'incitation à produire et commercialiser de l'immobilier de bureaux. L'action de développement économique devant être relayée et mise en cohérence avec les documents de planification et la politique de mobilité durable.

L'incitation à la production neuve dans les villes moyennes qui ont une fonction de « back office » ou d'économie présentielle et de proximité, doit permettre d'atteindre un doublement de la production dans ces pôles secondaires.

**Plan d'actions à initier par l'action publique pour atteindre ces ambitions :**

- Intégrer ces dispositions dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.

- Mobiliser les outils réglementaires existants pour faciliter la réalisation de ces dispositions.

- Proposer des actions innovantes en terme de politiques publiques et des dispositifs partenariaux.

- Mieux prendre en compte l'enjeu du tertiaire en intégrant une production de bureaux dans les opérations d'aménagements urbaines.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver ces objectifs et ambitions proposés dans la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux. Cette dernière, synthétisée en annexe, est jointe au présent rapport et doit faire l'objet d'une approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain,
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, relative à l'approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine,
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018-2032) ;
- La délibération proposée au Conseil du 28 mars 2019, relative à l'approbation du programme « envie de ville ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agenda du Développement Economique de la Métropole, approuvé par délibération n°ECO 001-1775 du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a permis de définir les priorités stratégiques et un plan d'actions à mener pour répondre aux ambitions et accroître l'attractivité du territoire métropolitain ;
- Que la dynamique du marché de l'immobilier de bureaux est déterminante pour l'attractivité des investisseurs et entreprises tertiaires de services ;
- Que le développement de pôles secondaires au sein des villes moyennes, sur des fonctions présentes, permettra de compléter le maillage à l'échelle du territoire métropolitain ;
- Que les enjeux et ambitions en termes de production de l'immobilier de bureaux doivent s'accompagner d'actions publiques volontaristes ;
- Qu'il convient d'approuver ces objectifs et ambitions en terme de production de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole ;
- Qu'il convient d'approuver la synthèse relative à la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de bureaux ci-jointe ;
- Que ces dispositions devront s'intégrer dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment

dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les objectifs et ambitions en matière de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole.

**Article 2 :**

Est approuvée la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux, ci-jointe en synthèse.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 185**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association "de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille" - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités de l'Académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur en quelques chiffres depuis sa création :

- 12 millions d'euros investis
- 182 projets accompagnés et financés donnant lieu à près de 152 entreprises innovantes créées
- 1200 emplois directs créés

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité AFNOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées
- une mise à disposition de ressources et moyens

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

Pour l'année 2018, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 12 entreprises et près de 100 emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et 4 nouveaux projets sont déjà intégrés pour l'année 2019.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés ») Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Présentation de l'incubateur Impulse à la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation à Marseille
- Participation à un séminaire de l'INSERM à Marseille
- Atelier de présentation des modalités du concours I-LAB, au sein de l'Incubateur Impulse
- Participation et organisation du séminaire Spin-off Luminy – Sensibilisation à la création d'entreprise, à Marseille
- Atelier de présentation des différents dispositifs de financement PACA EMERGENCE et R2V, au sein de l'Incubateur Impulse
- Signature d'une convention avec Novachim – engagement pour dynamiser la création d'entreprises, à Martigues
- Présentation de l'incubateur Impulse à l'École Polytech
- Atelier de présentation des différents projets d'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur – PIA3, dans les locaux de l'Incubateur Impulse
- Rencontre avec une délégation Marocaine dans le cadre du projet SATELIT à Marseille
- Atelier de présentation du Règlement général pour la protection des données – RGPD : Êtes-vous prêts ? Dans les locaux de l'Incubateur Impulse
- Journée Inova Science dans le cadre de la fête des sciences au Technopôle de Château-Gombert
- Participation à l'organisation de la journée Entreprendre et Innover au Technopôle de Château-Gombert
- Participation au « Salon Innov in MED » 2018 à Marseille
- Contribution à la Semaine AMU-Entreprise à la CCIMP – Palais de la Bourse
- Organisation de la 11ème édition des Portes ouvertes de l'Incubateur Impulse

L'incubateur a également participé :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires
- aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence aujourd'hui dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », « Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

« Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2019, au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement, l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2017 et 2018 (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

#### **Programmation 2019 :**

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ;

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ;

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public : comme réalisé en 2018, mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur ;

5 – Partenariats : poursuite de la stratégie de partenariats envers les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est afin de favoriser le mieux travailler ensemble et bénéficier d'une ouverture sur l'international pour faire rayonner les projets et les acteurs.

#### **Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :**

- Intégration de nouveaux membres associés
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordinations des actions avec la cité de l'innovation et des savoirs
- Coordination avec la CCI Marseille Provence Métropole dans le cadre d'une convention
- Suivi des changements territoriaux et leurs possibles impacts
- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de

l'Académie d'Aix-Marseille s'élèvera à 55 000 €, représentant 11,45 % du budget prévisionnel 2019 de 480 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).
- 25 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association "de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille" une subvention de 55 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30 000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)
- 25 000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs annexée au présent rapport.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, sous-politique B360, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 186****AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Éa Eco-Entreprises**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'Excellence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

**Présentation de l'association Éa Eco-****Entreprises :**

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement. Fort de ses 160 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficientes existantes.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation de la Région Sud du Pôle de la filière de l'eau depuis 2010 et assure à ce titre l'animation de la filière Eau en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, Éa Eco-entreprises facilite la transition des territoires en valorisant les solutions opérationnelles de ses membres auprès des donneurs d'ordre publics et privés.

L'association souhaite que Provence-Alpes-Côte d'Azur soit un territoire où les éco activités font naître de nouveaux modèles économiques.

En 2019, les actions d'appui technique au renforcement et au développement économique des filières aussi accompagnées se déclineront par les leviers de compétitivité suivants :

- **1 - Développer et animer le Réseau**

L'association développe depuis de nombreuses années des outils d'animation de son éco-système visant à mettre en relation l'ensemble de ses parties prenantes (entreprises, centres de recherche et de formation, collectivités, associations, organismes de développement économique, etc...) dans une triple perspective de développement de l'innovation, des courants d'affaires et donc de l'emploi, et de partage d'expériences.

Elle anime le réseau en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaboratifs, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation, ...).

Les outils développés ces dernières années permettent désormais :

- La diffusion d'informations auprès des « clients » des membres
- L'information des membres du réseau sur des points spécifiques
- Le renforcement des capacités des PME

- Le développement du sentiment d'appartenance au réseau et de la solidarité inter-entreprises

Le programme 2019 met en avant les actions suivantes :

#### **Renforcer et animer le réseau :**

- Rencontrer les adhérents pour évaluer leurs besoins spécifiques et proposer un accompagnement ciblé
- Intégrer de nouveaux membres
- Organiser « 3 Éa Business Time » chez ses membres

#### **Valoriser et promouvoir les savoir-faire :**

- Participer au Salon des Maires (17 membres Éa intéressés) en partenariat avec les autres pôles Ecotech régionaux
- Organiser 3 rencontres DO/Eco-PME dont 1 sera dédiée à l'économie circulaire / achats
- Organiser une rencontre Business « solutions environnementales pour l'industrie » en collaboration avec la CCIMP

#### **Orienter vers de nouveaux marchés**

- Positionner les adhérents le plus efficacement possible vers de nouvelles opportunités
- Sujets retenus pour 2019 : Territoires zéro-plastiques, photovoltaïque, recyclage des minéraux dans les projets de BTP et d'aménagement de territoires

#### **Accompagner les entreprises en terme de RH, trésorerie, investissement**

- Faisabilité technique du projet, réalisation du pré-diagnostic RSE de l'entreprise
- Mise en relation avec les membres du réseau experts et avec des potentiels financeurs
- Aide à la décision stratégique, conseil à la rédaction des dossiers, aide au pitch

#### • **2 - Accompagner l'Innovation**

Le dispositif Encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises par la veille et diffusion des appels à projets, des montages de projets et des labellisations, financement et suivi des projets. Éa Eco-entreprises étant la délégation régionale du Pôle de compétitivité de la filière Eau, les

entreprises bénéficient pour cette filière, de l'expertise du Comité de labellisation du Pôle pour les projets de FUI.

- Veille à la diffusion des appels à projets, informations stratégiques, offres
- Montage des projets
- *Labellisation, financement et suivi des projets*

#### • **3 - Promouvoir les éco-PME à l'International**

Éa Eco-entreprises anime la thématique International à travers son Club International : outil permettant de rassembler les éco-entreprises déjà ou potentiellement exportatrices sur des sessions de formation, débriefing de missions et échanges d'expériences.

L'accompagnement au développement international est devenu l'un de ses axes de développement principal, ce qui lui confère une expertise sur le sujet et un réseau de partenaires importants en France et à l'international.

L'enjeu principal consiste à accroître la culture de l'international dans les PME pour développer des parts de marché et valider leur capacité à exporter leurs savoir-faire ou leurs produits, via :

- La collecte et la diffusion de l'information stratégique auprès des adhérents, l'échange des informations, l'accompagnement et l'animation à travers son club international.
- L'échange des informations lors des réunions du Club-International organisées sur des thématiques précises répondant aux besoins et attentes des membres

#### • **4 - Former et développer l'emploi**

Les formations proposées visent à aider les chefs d'entreprise à anticiper sur leurs compétences et celles de leurs salariés via une offre de formations spécifiques.

#### Pour 2019 l'association prévoit :

- Une formation sur la transformation digitale des entreprises
- Un accompagnement des membres sur les problématiques RH & Animation du club RH
- La valorisation des compétences des membres auprès des structures de formation (AMU et écoles d'ingénieurs)

Pour mener à bien ces actions, Éa Eco-entreprises sollicite une subvention de 20 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire

du Pays d'Aix, correspondant à 3,67 % du budget prévisionnel d'un montant de 544 193 €.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 15 000 € sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 € sur le Budget Principal Métropolitain

Conformément au règlement Budgétaire et Financier, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire,
- le solde de 20 % sur production des comptes annuels

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Éa Eco-entreprises une subvention de 20 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 5 000 € sur le budget principal Métropolitain
- 15 000 € sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropolitain, en section fonctionnement, sous-politique B370, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 187**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Réseau Entreprendre Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, dans le but de développer l'emploi et la compétitivité sur les territoires. Son action est basée sur le financement mais surtout sur la validation et l'accompagnement des projets à fort potentiel de création d'emplois et s'appuie sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Depuis 2013, Réseau Entreprendre Provence a accompagné une centaine de lauréats porteurs de projets de création, de reprise ou de développement, et son action concerne

essentiellement des entreprises situées sur les Territoires d'Aix-en-Provence, Aubagne et Marseille.

Dans un cadre de perfectionnement de ses méthodes d'accompagnement, l'association a entamé depuis 2017 une refonte de l'accompagnement des porteurs de projets pressentis pour le Comité d'Engagement. Les candidats sont suivis par un chargé d'étude et plusieurs autres chefs d'entreprise bénévoles.

Les candidats travaillent durant plusieurs semaines aux côtés de 4 entrepreneurs bénévoles (possibilité de cumuler jusqu'à 30 heures de travail avec des entrepreneurs chevronnés), l'ensemble étant coordonné par les permanents de l'association.

Chaque promotion (environ 15 à 20 porteurs de projets par an) est accompagnée sur deux années effectives suivant la date d'entrée, ce qui explique que l'association peut suivre jusqu'à cinquante lauréats sur une même année.

Le « label » de l'association est attribué lors du comité d'engagement ; ce qui déclenche l'accès au prêt d'honneur ainsi que l'accompagnement individuel et collectif.

Pour exemple : en 2018, sur 50 lauréats en cours d'accompagnement (dont ceux en fin de parcours de 2017 et un reliquat de 2016), 15 ont été labellisés (représentant 12 entreprises), et une douzaine d'autres candidats est en parallèle suivie et pressentie pour un passage en comité d'engagement.

Réseau Entreprendre a également organisé diverses manifestations en 2018 sur le Territoire :

- 5 clubs lauréats,
- 6 clubs des membres,
- 2 petit-déjeuner,
- 4 comités d'engagements

et participé à différentes actions menées par d'autres acteurs du développement économique dont :

- le dispositif d'amorçage de Provence
- les Talents du Pays d'Aix
- les événements au Carrefour de l'Innovation
- le Sourcing dossiers ARDAN pour le CNAM
- le travail en commun sur le sourcing de projets à la Pépinière Cleantech de l'Arbois.

Pour l'année 2019, l'association Réseau Entreprendre poursuivra son développement avec 3 programmes complémentaires destinés aux lauréats, et ayant pour objectif de renforcer l'accompagnement collectif, notamment via Booster et Ambition :

- **START** : Renforcer son projet et réussir sa création / reprise : accompagnement individuel, collectif et financier
- **BOOSTER** : 1<sup>er</sup> stade de fort développement, 5 emplois et 500 keuros de chiffre d'affaires minium à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier

- **AMBITION** : 10 emplois et 1Meuros de chiffre d'affaire à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier

Chacun de ces programmes permet à davantage d'entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement et ainsi de créer ou maintenir davantage d'emplois sur le territoire.

Les entreprises suivies bénéficient d'un financement variant de 15 000 euros à 300 000 euros selon le type de parcours suivi.

L'association souhaite que 2019 soit une année consacrée à l'élargissement de ses actions.

Afin de lui permettre de continuer à développer ce territoire à fort potentiel, notamment grâce à la revalorisation de sa politique de communication et le déploiement de nouvelles méthodes d'accompagnement, Réseau Entreprendre Provence sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2019, une subvention de 19 500 euros, représentant 8,67 % du budget prévisionnel, d'un montant de 225 000 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 7 500 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 12 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront comme suit :

- Un acompte de 80% dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire ;
- Le solde de 20% sur production des comptes annuels et sur remise du bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Réseau Entreprendre Provence, une subvention de 19 500 euros au titre de l'exercice 2019, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile :
- Territoire du Pays d'Aix :

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 188**

**AVIS - Approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Doté d'un tissu productif dynamique et diversifié, et bénéficiant de plusieurs filières d'excellence en expansion, le territoire métropolitain offre de réelles opportunités de développement pour ses entreprises. Dans ce contexte, l'Agenda du Développement Économique métropolitain, voté en 2017, prône le soutien à la création d'emplois et une politique volontariste de soutien à l'industrie, afin de conforter la capacité du territoire à créer de la valeur ajoutée. Par ailleurs, la Métropole tient à proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie d'une entreprise.

L'Agenda du Développement Économique prévoit ainsi la mise au point progressive d'un système d'aides homogène sur l'ensemble de son territoire. À ce jour, l'assemblée délibérante s'est prononcée en faveur de l'abondement de projets de R&D collaboratifs et de la création du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Une convention cadre avec la Région Sud est également en cours de signature, afin de permettre à la Métropole de cofinancer, le cas échéant, des projets économiques relevant de la compétence de la Région.

En complémentarité de l'action en matière de foncier économique, il est aujourd'hui proposé de déployer, à l'échelle de la Métropole, le dispositif d'aide à l'immobilier mis en œuvre jusqu'à présent sur le territoire du Pays d'Aix. Une politique de portée métropolitaine paraît d'autant plus justifiée que les aides à l'investissement immobilier s'inscrivent dans le cadre de la compétence propre de la Métropole, en complémentarité des dispositifs de soutien régionaux aux entreprises.

**Point sur la réglementation en vigueur**

La Loi NOTRe du 7 août 2015 a modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux, précisant notamment le cadre d'intervention complémentaire de la Région et des EPCI. Le soutien à l'investissement immobilier des entreprises représente désormais une compétence propre des EPCI. S'appuyant sur le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements, le Code Général des Collectivités Territoriales a intégré ces nouvelles dispositions à travers son article L1511-3, qui souligne que l'aide a pour objet la création ou l'extension d'activités économiques, et R1511-4 et suivants. Par ailleurs, l'aide à l'investissement immobilier des entreprises s'inscrit dans le cadre du Schéma régional de développement économique, d'internationalisation

et d'innovation (SRDEII), approuvé par la délibération métropolitaine ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017, conformément aux dispositions de l'article L.4251-17 du CGCT.

Il convient de noter également que les articles R1511-10 à R1511-16 admettent, sous certaines conditions, le soutien aux projets immobiliers de grandes entreprises en zone AFR. Enfin, les taux réglementaires de l'aide à l'immobilier sont en adéquation avec le cadre réglementaire européen et plus particulièrement le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

### **Objectifs et fondement du dispositif d'aide à l'immobilier**

D'importants efforts sont aujourd'hui consentis en faveur du développement des filières d'excellence et du soutien à l'innovation. Néanmoins, la compétitivité et le développement des entreprises passent aussi par l'amélioration du cadre et des conditions de travail. Nombreuses sont les TPE ou PME qui, à défaut de locaux appropriés, sont freinées dans leur développement mais aussi dans leur relation client avec les donneurs d'ordre. Par ailleurs, l'investissement immobilier tend à ancrer durablement sur le territoire les entreprises, notamment en permettant l'extension de leurs surfaces d'activités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose ainsi de favoriser, moyennant un soutien financier, le développement et l'emploi des Petites entreprises (effectifs inférieurs à 50 salariés et chiffre d'affaires annuel ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 10 millions d'euros), Moyennes entreprises (effectifs inférieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 43 millions d'euros) et des Grandes entreprises (effectifs supérieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est supérieur à 43 millions d'euros), seulement si elles se trouvent sur des zones d'Aide à Finalité Régionale, fixées par le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014. Le versement de l'aide est soumis à certaines conditions réglementaires. Sont exclusivement concernées par ce dispositif les entreprises industrielles ou de services à l'industrie, issues prioritairement des 6 filières d'excellence retenues dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique (Santé, Maritime et logistique, Mécanique et aéronautique, Industries numériques et créatives, Environnement et énergie, Art de vivre et tourisme), sans oublier les entreprises de l'industrie agroalimentaire.

### **Quatre types de projets sont concernés par ce dispositif :**

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

### **Modalités de mise en œuvre**

Le dispositif proposé se traduirait par l'attribution d'une subvention, faisant l'objet d'une convention d'application spécifique, fixant les engagements de chaque partie. La subvention est versée, selon le montage du projet, à la société exploitante, à la Société Civile Immobilière (SCI), ou à un crédit-bailleur. Il s'avère en effet que de très nombreuses entreprises choisissent le passage par une SCI, répondant ainsi notamment à une exigence de la part des banques, dans un souci de partage des risques. Dans ce cas, la subvention est versée à la SCI (titulaire du prêt bancaire), dans le cadre d'une convention tripartite entre la collectivité, la société exploitante et la SCI. La société exploitante s'acquittant d'un loyer auprès de la SCI, la subvention est répercutée sur le montant du loyer (en général durant les premières années).

Il est à noter que si l'opération fait intervenir une société à vocation immobilière de type SCI, le capital de celle-ci doit impérativement être détenu majoritairement par les actionnaires majoritaires de la société bénéficiaire de l'aide et exploitant les locaux. Une attention particulière sera portée à ce point au moment de l'instruction du dossier.

La subvention pourrait également être versée à une société de crédit-bail, dans le cadre d'une convention tripartite voire quadripartite (en cas de présence d'une SCI). Cette option est parfois issue des négociations entre la structure porteuse et les banques. La subvention est répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Dans la limite de cette réglementation, les taux d'intensité de l'aide appliqués à chaque dossier apparaîtront dans les conventions d'application.

Compte-tenu du contexte budgétaire, il est proposé de plafonner l'aide à 200.000 euros par entreprise. Un déplafonnement pourrait être envisagé à titre exceptionnel notamment si le projet assure la création de plus de 50 emplois. Ce déplafonnement se fera dans le respect des taux réglementaires.

Ce dispositif d'aide est conditionné par la création d'emplois en CDI (augmentation des ETP au minimum de 10 % sur 3 ans). Dans certains cas, le simple maintien d'emplois pourrait être pris en compte. L'entreprise devra présenter un projet de développement visant l'augmentation du chiffre d'affaires et de l'activité de l'entreprise. Le choix de la Métropole tiendra compte également de l'éventuelle démarche de qualité environnementale, qu'il s'agisse d'une démarche globale sur la phase conception réalisation et fonctionnement du type Bâtiment Durable Méditerranée ou HQE ou, à

défaut, de la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables. L'octroi de la subvention donnera lieu à une convention d'application.

L'enveloppe maximale allouée est limitée aux montants des autorisations de programme et des crédits de paiement votés.

Une proposition de règlement du dispositif est annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.

- Que ces aides peuvent revêtir la forme d'une subvention et donnent lieu à l'établissement d'une convention avec l'entreprise bénéficiaire.
- Que la Métropole a la volonté de mettre en œuvre une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises sur l'ensemble de son territoire, sous forme de subvention.
- Qu'il convient d'approuver la mise en place de ce dispositif d'aide sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- Qu'il convient d'approuver le règlement du dispositif joint en annexe.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la mise en place du dispositif d'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises sur l'ensemble du territoire métropolitain, sous forme de subvention.

**Article 2 :**

Est approuvé le règlement du dispositif joint en annexe.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour chaque Conseil de Territoire :

- Pour le CT – Marseille Provence:

200.000 euros - Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement sur l'Opération 2008114800 – Nature 20421 - Fonction 61.

- Pour le CT – Pays d'Aix:

500 000 euros – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement sur l'Opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

- Pour le CT – Pays Salonnais:

Pas de ligne prévue au budget en 2019.

- Pour le CT – Pays d'Aubagne et de l'Etoile:

150 000 euros - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement sur l'Opération 20194001500 - code AP 194031BP – Nature: 20421 – Fonction 61.

- Pour le CT – Istres Ouest Provence:

120 000 euros - Etat Spécial de Territoire Istres Ouest Provence, en section d'Investissement sur l'Opération 2017502300 - Nature 20422 - Fonction 60.

- Pour le CT – Pays de Martigues:

Pas de ligne prévue au budget en 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 189**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

**1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,**

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

**2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,**

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en

2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

**3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES**

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

**4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE**

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **146 000 €** aux associations ci-après et selon la répartition suivante (cf. tableau en annexe) :

- **CBE SUD LUBERON 14 000 €**
- **COUVEUSE INTERFACE 10 000 €**
- **AVENIR PLAN DE CAMPAGNE 36 000 €**
- **CENTRE DE VIE RÉGIONAL 36 000 €**
- **BOREAL INNOVATION 10 000 €**
- **I.R.C.E 40 000 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010-A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;

- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué aux six associations sus-mentionnées un montant total de subvention de **146 000 €**.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec les associations, CBE SUD LUBERON, AVENIR PLAN DE CAMPAGNE, CENTRE DE VIE RÉGIONAL et I.R.C.E.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 190**

**Attribution d'une subvention à l'association "Anonymal TV : Maison Numérique" au titre de la stratégie numérique et de la French Tech - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme l'un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous.

Par délibération N°2013\_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire du Pays d'Aix approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- d'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Ces principes entrent pleinement en cohérence avec les projets des structures numériques du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence (pôles, campus...). Elles sont les catalyseurs de projets économiques, technologiques et culturels basés sur le numérique.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech. Initialement

attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016 et est actuellement en cours de renouvellement pour le nouveau label annoncé par le gouvernement au début de l'année 2019 au titre de Réseau French Tech et Capitale French Tech.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés.

Dans la continuité des actions conduites en 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir « **Anonymal TV** » qui mène, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille concernant le thème de la médiation numérique.

Pour 2019, « **Anonymal TV** » prévoit de poursuivre l'animation de la médiation numérique en Pays d'Aix, notamment à travers ses ateliers et workshops autour des thématiques de l'Open Data en Pays d'Aix, des objets connectés, ou encore de la recherche d'emploi grâce à l'outil numérique. Cette association organise également de nombreuses interventions dans les écoles primaires, collèges et lycées tout au long de l'année, sous forme d'actions de sensibilisation auprès des jeunes au sujet de la sécurité numérique, la construction du projet professionnel, ou encore le harcèlement en ligne.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention à l'association « **Anonymal TV** », d'un montant total de 20 000 €, correspondant à 14,28 % du budget prévisionnel de 140 000 € (cf tableau en annexe)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_106 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative aux versements de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech ;
- La délibération n°ECO 022-343/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le versement de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les projets portés en 2019 par cette association sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association « Anonymal TV » une subvention de 20 000 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association.

### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019\_CT2\_191**

**Attribution d'une subvention à l'association "Startup Aix-Marseille" en vue de l'organisation sur le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée du 17ème "Startup Weekend Aix-Marseille" - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

"Startup Weekend" est le plus important mouvement mondial dédié à la création de start-up et à la culture de l'entrepreneuriat. Il se concrétise par l'organisation de manifestations se déroulant durant les week-ends, lors desquelles des aspirants entrepreneurs viennent proposer ou participer à des projets d'entreprises encore embryonnaires et faire en sorte que ces derniers évoluent durant 54 heures au stade de potentielles start-up.

Chaque année, plus de 1400 « Startup Weekend » sont organisés dans le monde au sein de plus de 200 pays. En Europe, 500 éditions sont organisées

et la France en comptabilise près de 50, localisées dans les Métropoles les plus engagées dans la promotion de l'entrepreneuriat.

Depuis 2010, date de l'organisation du premier « Startup Weekend » sur le territoire métropolitain, 16 éditions réparties entre les villes d'Aix-en-Provence et Marseille ont déjà été organisées.

Historiquement, les éditions de Marseille se déroulent au sein du campus de KEDGE Business School à Luminy, alors que l'édition d'Aix-en-Provence se déroule sur le territoire du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée. Celles-ci ont permis à plus de 1 500 participants de travailler à la réalisation de projets entrepreneuriaux et à 40 start-up de voir le jour.

Mais au-delà d'être un formidable outil d'aide à la création d'entreprises, « Startup Weekend » est également un élément fort d'attractivité et de promotion du territoire. En effet, à travers leur organisation, ces événements révèlent aux yeux de la communauté d'aspirants entrepreneurs le dynamisme des écosystèmes territoriaux en faveur de l'entrepreneuriat.

Il convient à ce titre de noter que depuis 2014, date du premier Startup Weekend organisé à Aix-en-Provence, 6 lauréats sont venus localiser leurs jeunes entreprises sur le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée. Parmi ces 6 entreprises - Erylon, Wexup, Sonora Labs, GéoSentinel, Smartembed et ICPS- il convient de noter que 3 ne proviennent pas à l'origine du département des Bouches-du-Rhône.

Aussi, afin d'accueillir et de bénéficier de l'organisation d'une nouvelle édition de « Startup Weekend » sur son territoire, le Territoire du Pays d'Aix, à travers la Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite allouer une subvention à l'association « Startup Aix-Marseille » ; organisation non gouvernementale en charge de l'organisation sur le territoire métropolitain de cet événement.

Sachant que le coût global de l'organisation de l'édition d'Aix-en-Provence est d'environ 54 000€ TTC (cf. budget ci-après), le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose de poursuivre cette année encore son soutien à cet événement en allouant une aide de 15 000€ TTC à l'association « Startup Aix-Marseille ».

Le budget prévisionnel de l'organisation de l'édition « Pays d'Aix » du Startup Weekend Aix-Marseille 2019 est le suivant :

Dépenses en euro			Recettes en euro		
611	Prestation de services	10 000	70	Ventes de places	4 000
6135	Locations mobilières	1 500	74	Subventions Métropole AMP	20 000
6228	Rémunération d'intermédiaires	11 000	75	Sponsors privés	12 000
6256	Déplacements	3 500			
6257	Frais de repas	10 000			
<b>TOTAL</b>		<b>54 000</b>	<b>TOTAL</b>		<b>54 000</b>

La convention jointe en annexe détaille le cadre du versement de cette subvention dont les fonds seront alloués par la Direction du Technopôle de l'Arbois qui a inscrit ces lignes de dépenses sur son budget de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'accueil de la 17ème édition de Startup Weekend Aix-Marseille sur le site du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 15 000 € à l'association « Startup Aix-Marseille ».

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention à conclure avec l'association « Startup Aix-Marseille ».

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65 nature 65748 fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 192**

### **AVIS - Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise SIMA-PHARMA - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° .../19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.

Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

#### **1. Présentation de l'entreprise**

Créée dès 1983 et installée à Rousset depuis 1994, la société SIMAGEC conçoit et fabrique en salle blanche des emballages pour les dispositifs médicaux et le médical. Sont concernés l'orthopédie, la chirurgie du rachis, les implants cardio-vasculaires, les implants dentaires et les anneaux gastriques. Ces emballages sont en effet garants du maintien de la stérilité des produits jusqu'à leur ouverture et leur utilisation par le chirurgien. A cet effet, SIMAGEC dispose de deux salles blanches de 350 m², classées respectivement ISO 7 et ISO 8.

SIMAGEC propose également le service de « décontamination et conditionnement » de dispositifs médicaux en salle blanche, pour les clients qui ne sont pas équipés ou n'ont pas ce

savoir-faire. Ce service s'étend depuis peu au marché de l'instrumentation à usage unique.

Enfin, l'entreprise est aussi prestataire de service en remplissage de liquide (désinfectant, détergeant) destiné à l'industrie pharmaceutique (notamment pour la décontamination et le nettoyage de salles blanches).

SIMAGEC dispose aujourd'hui d'une clientèle régulière d'environ 130 clients actifs. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de plus de 9 M€.

Sous la responsabilité du même dirigeant depuis 2002, le site de Rousset n'a cessé de croître, grâce à de nouveaux investissements matériels et immobiliers. L'effectif de SIMAGEC est passé de 10 salariés en 2004 à 40 salariés en 2018, auxquels il convient d'ajouter les 18 emplois créés sur la société holding pour les fonctions support et les deux emplois SIMA MECA, pour la fabrication de machines. L'extension du bâtiment actuel a été financée par la Communauté du Pays d'Aix à hauteur de 90 K€ en 2015.

Dans le cadre de cette stratégie de développement, l'entreprise prévoit aujourd'hui le déploiement d'une nouvelle activité à confier à une entité dédiée, la SAS à associé unique SIMA PHARMA, dont SIMAGEC est l'associé unique et détient 100% des actions. En effet, son principal client de l'activité « remplissage de liquide destiné à l'industrie pharmaceutique », la société ANIOS, a été rachetée par le groupe américain ECOLAB. Or, ce rachat s'est avéré une réelle opportunité pour SIMAGEC, puisque ECOLAB, après avoir audité son outil de production et son système qualité de SIMAGEC, a souhaité confier à SIMAGEC le conditionnement d'une nouvelle gamme de produits.

Afin de répondre à cette demande, SIMAGEC a d'ores et déjà engagé des investissements à hauteur de 400 K€ pour la construction d'une nouvelle salle blanche et l'achat du matériel nécessaire à son fonctionnement. Toutefois, à l'horizon 2020/2021, cette nouvelle activité requiert un site pharmaceutique qualifié de BPF (« Bonnes Pratiques de Fabrication ») nécessitant notamment la construction d'un bâtiment dédié et l'embauche d'un pharmacien responsable. L'exploitation de cette activité sera confiée à la société SIMA PHARMA.

A terme, cette activité « Pharma » devra générer un chiffre d'affaires de l'ordre du 4 M€ et la création d'une quinzaine d'emplois. Au-delà de l'investissement immobilier, la réalisation du site « BPF » nécessite des investissements à hauteur de plus de 1,3 M€.

#### **2. Le projet immobilier**

En vue de son projet de développement, SIMAGEC a fait l'acquisition, fin 2017, et via la SCI IMMO MEDICAL, d'un terrain de 5.000 m² en face du site existant. Le coût du terrain était de 335.120 € HT. Un permis de construire a été déposé et obtenu en

décembre 2018. La construction envisagée, portée par SIMAGEC via la SCI, prévoit une partie « entrepôt » de 1.600 m² qui abritera à la fois l'outil de production et le stockage, et une partie bureaux de 664 m². Le site comportera également un quai de chargement/déchargement.

Plusieurs dispositions sont prévues en faveur du développement durable et des économies d'énergie :

- mise en place d'un puits canadien (géothermie),
- respect de la norme RT 2012 pour les bureaux,
- installation de panneaux photovoltaïques pour obtenir l'autonomie énergétique de l'entrepôt,
- récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts,
- mise en place de chargeurs pour véhicules électriques.

L'étude APS chiffre un coût de construction (hors frais d'études) de 1.153.000 euros HT. La livraison du bâtiment est prévue pour décembre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par emprunt bancaire.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par SIMA PHARMA à hauteur de 120.000 euros soit 10,40 % de l'assiette éligible de 1.153.000 €. Cette subvention sera versée à la SCI IMMO MEDICAL qui la répercutera sur la société exploitante SIMA PHARMA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG xxxxxxxx/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n°... /19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités ;
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application ;
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que l'entreprise SIMA PHARMA a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;

- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière, la SCI IMMO MEDICAL, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celle-ci ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 120.000 euros à la SCI IMMO MEDICAL - soit 10,40 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société SIMA PHARMA, au titre de la construction d'un bâtiment industriel.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention tripartite correspondante ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section investissement, opération budgétaire 378, nature 20421, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

### **2019 CT2 193**

#### **Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, douze opérateurs sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Sur une enveloppe inscrite au budget prévisionnel 2019 de 1.100.000 €, il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 414.000 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
0375	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitésLab Aix 2019	24.500 €	46.267 €	18.000 €	18.000 €	OUI
0376	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitésLab Pertuis 2019	-	15.155 €	6.000 €	6.000 €	OUI
0377	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitésLab Gardanne 2019	5.500 €	14.078 €	6.000 €	6.000 €	OUI
0749	CFAI 84	Action de promotion développement et mise en œuvre des formations sur l'antenne de Pertuis	10.000 €	204.550 €	10.000 €	10.000 €	NON
0977	INTER-MADE	Oser entreprendre / Starter et couveuse	45.000 €	113.743 €	45.000 €	45.000 €	OUI
0981	ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX	Fonctionnement espace vie collective	30.000 €	84.500 €	45.000 €	30.000 €	OUI
1093	LOOK & JOB	Salon beauté solidaire	-	30.100 €	10.000 €	10.000 €	NON
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
0058	PARTAGE ET TRAVAIL	Premier accueil Aix-en-Provence	36.000 €	92.200 €	36.000 €	30.000 €	OUI
0059	PARTAGE ET TRAVAIL	Antenne Vitrolles	30.000 €	71.100 €	30.000 €	30.000 €	OUI
0894	DE FIL EN AIGUILLE	Chantier d'insertion « Au fil de soi »	36.000 €	287.681 €	36.000 €	36.000 €	OUI
1102	LES ATELIERS DE LA TREVARESSE	Aide au démarrage – Chantier d'insertion	36.000 €	297.100 €	36.000 €	36.000 €	OUI
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							
0878	FEMMES	Auto-école sociale	20.000 €	69.890 €	20.000 €	20.000 €	NON

	RESPONSABLES FAMILIALES						
<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
0181	POLE D'ACTIVITÉS DE SERVICES DU PAYS D'AIX	Animation de la plateforme d'intermédiation des services à la personnes du Pays d'Aix	50.000 €	125.000 €	50.000 €	50.000 €	OUI
0609	CBE SUD LUBERON	Développement de la MASAP itinérante en Val de Durance	-	45.000 €	10.000 €	10.000 €	OUI
0610	CBE SUD LUBERON	Un pas vers l'emploi SENIORS	10.000 €	63.800 €	10.000 €	10.000 €	OUI
0611	CBE SUD LUBERON	Animation du dialogue social territorial et actions pour l'emploi	7.000 €	23.200 €	7.000 €	7.000 €	OUI
0911	CITE DES METIERS DE MARSEILLE	Animation territoriale	60.000 €	130.016 €	80.000 €	60.000 €	OUI
<b>TOTAL</b>					455.000 €	414.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 16 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- l'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 414.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- INITIATIVE PAYS D'AIX
- CFAI 84
- INTER-MADE
- ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX
- LOOK & JOB
- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- DE FIL EN AIGUILLE
- FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES
- POLE D'ACTIVITES DE SERVICES DU PAYS D'AIX
- CBE SUD LUBERON
- CITE DES MÉTIERS DE MARSEILLE

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2019 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs :

- INITIATIVE PAYS D'AIX
- INTER-MADE
- ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX
- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- DE FIL EN AIGUILLE
- POLE D'ACTIVITES DE SERVICES DU PAYS D'AIX
- CBE SUD LUBERON
- CITE DES MÉTIERS DE MARSEILLE

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, Fonction 61.

**Ne prend pas part au vote : Philippe de SAINTDO**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	1

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 194**

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE,

nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par l'action puissent en bénéficier.

En effet, le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près de nos populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

En retour de la participation financière octroyée à cette mission, les BME acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatif à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- d'une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- du travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) pour lesquels le Pays d'Aix participe au coût de l'abonnement à hauteur de 1.100 €,
- de mettre en place et/ou à participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, l'organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque commune de délibérer, afin d'autoriser la

signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec la Métropole dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte-tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires.

A ce titre, 6 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 37.600 € au titre de l'année 2019.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME de Jouques	3.000 €
BME de Lambesc	5.100 €
BME de Meyreuil	2.400 €
BME de Pertuis	20.000 €
BME de Peyrolles-en-Provence	4.700 €
BME de Venelles	2.400 €
<b>Total</b>	<b>37.600 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 37.600 € aux bénéficiaires suivants :

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Jouques

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Lambesc

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyreuil

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Pertuis

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Peyrolles-en-Provence

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Venelles

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657341, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 195**

**Approbation d'une convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour la réduction de la fracture numérique et la pratique des usages internet**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fondation d'entreprise Orange est à l'origine de la création de l'Association Orange Solidarité. Orange Solidarité a notamment pour objet de soutenir des actions destinées à lutter contre la fracture numérique et portées par des associations œuvrant dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'insertion sociale et professionnelle.

En 2018, l'Association Orange Solidarité a proposé au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix d'intervenir bénévolement auprès des 950 apprentis pour sensibiliser ces jeunes adultes aux usages du web, tant dans leur pratique personnelle que professionnelle.

Ces interventions ont été menées tout au long de l'année 2018, à la grande satisfaction de l'équipe pédagogique du CFA du Pays d'Aix, tant sur la démarche que sur le contenu des actions.

Il a donc été décidé de reconduire ces modules, déclinés sur trois thématiques différentes : le développement de compétences bureautiques (découverte, suites bureautiques), qui pourra se déployer d'un niveau initiation à celui d'expertise ; identité numérique ; et enfin recherche d'emplois. Les apprentis sont ainsi largement sensibilisés à un usage responsable des réseaux sociaux, dans un contexte de judiciarisation croissante de cet espace.

Ce partenariat prend la forme d'une Convention sans incidence financière. En effet, cette mission est réalisée à titre gratuit, dans les locaux du CFA du Pays d'Aix, à compter du 1<sup>er</sup> janvier et jusqu'au 30 août 2019.

La formation se déroule par groupe de 10 stagiaires maximum. Le volume d'heures proposées aux apprentis est estimé à environ 180 heures par trimestre, renouvelable au cours de l'année scolaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la Convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le CFA du Pays d'Aix et d'autoriser Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant à signer cette Convention.

##### **Délibère**

###### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le CFA du Pays d'Aix, ci-annexée à titre gratuit, sur le site du CFA, des modules de formation aux usages du web auprès des apprentis, pour l'année 2019.

###### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2019 CT2 196**

**AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant six ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy Sainte Réparate, Rognes et Trets.

- Eguilles

⇒ Parcelle(s) : BC 91 ; Surface : 50 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 170 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 22 512,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

⇒ Parcelle(s) : D 0008 ; Surface : 43 ares 83 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 270,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

⇒ Parcelle(s) : AO 442 (ex 270) ; Surface : 07 ares 69 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 19 400,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT

conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Puy Sainte Réparate

⇒ Parcelle(s) : BB 223 ; Surface : 14 ares 52 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 650,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rognes

⇒ Parcelle(s) : BI 0260 ; Surface : 17 ares 06 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 570,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

⇒ Parcelle(s) : AS 60 ; Surface : 63 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 24 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 15 500,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des six préemptions en révision de prix sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la

SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 197**

**Attribution de subventions aux associations à caractère agricole - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et ainsi de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 84 980 € aux 7 associations suivantes (cf. tableau en annexe) :

**LES VIGNERONS DE LA SAINTE VICTOIRE 42 400 €**

**LES AMIS DU FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE PROVENÇALE 27 000 €**

**ARGENA 6 180 €**  
**GDA SUD LUBERON 2 000 €**  
**ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE LA**  
**POMME DE TERRE DE PERTUIS 2 200 €**  
**PAYSANS CONNECTES 2 500 €**  
**ACOPA 2 700 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 11 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions aux 7 associations sus-mentionnées pour un montant total de 84 980€

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec les associations LES VIGNERONS DE LA SAINTE-VICTOIRE et LES AMIS DU FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE PROVENÇALE.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche**

**2019 CT2 198**

**Approbation d'une convention avec Aix-Marseille Université pour l'organisation de l'édition 2019 de la "Fête de la science" au Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fête de la science est une manifestation lancée en 1990 par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le but de favoriser la découverte par les jeunes scolaires des travaux menés au sein des laboratoires de recherche, dans le but de susciter des vocations vers les filières scientifiques et techniques.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche organisera ainsi, en s'appuyant sur ses académies et Universités, la 29<sup>ème</sup> édition de la Fête de la science du 5 au 13 octobre 2019.

Pour la 14<sup>ème</sup> année consécutive, le Technopôle Arbois et ses partenaires, laboratoires de recherche

et entreprises, accueilleront cet évènement la journée du 10 octobre 2019.

Ainsi, près de 600 élèves sont attendus sur le Technopôle de l'Arbois. Ces élèves, en provenance des écoles primaires et secondaires de toute l'Académie Aix-Marseille, pourront visiter une quinzaine de laboratoires et start-up qui expliqueront leur métier et exposeront leurs technologies.

Pour éveiller l'intérêt des jeunes scolaires vers les sciences de l'environnement, les équipes du Technopôle de l'Arbois proposeront à la visite une trentaine d'ateliers pédagogiques et organiseront en parallèle 5 conférences thématiques (origine de l'hominidé, la planétologie, les écosystèmes méditerranéens et la tectonique des plaques, la dérive des continents).

En outre, pour les élèves du secondaire, des rencontres avec les chercheurs/ingénieurs du Technopôle seront organisées pour répondre, de façon personnalisée, à toutes leurs questions.

Pour ce faire, au-delà des équipes du Technopôle de l'Arbois, plus d'une quarantaine de bénévoles issus des laboratoires et entreprises présents sur le Technopôle ou partenaires seront mobilisés.

Notons ici qu'à travers cette opération pédagogique pour les scolaires, la Fête de la Science permet également au Technopôle d'ouvrir ses portes et de mieux faire connaître ses richesses et atouts économiques et scientifiques.

Aussi, pour mener à bien cette opération, le Technopôle participe à l'organisation et à la logistique de l'évènement en fournissant à titre gratuit un goûter aux élèves pour une valeur d'environ 1000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi, Agriculture du 11 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la manifestation « Fête de la science ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et Aix -Marseille Université qui encadre l'organisation de la Fête de la Science sur le Technopôle de l'Arbois, le 10 Octobre 2019.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 06, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6228, fonction 61.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Politique culturelle et sportive - Sports

## 2019 CT2 199

### Équipements aquatiques – Approbation d'ajustements tarifaires pour les piscines du Pays d'Aix et le Lac de Peyrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### 1) Proposition d'évolution tarifaire pour le Lac de Peyrolles

Accueillant plus de 200 000 personnes par an, le Lac de Peyrolles est un véritable « lieux de vie » pour les habitants du Pays d'Aix et les départements voisins. En effet, en plus des multiples activités déjà présentes sur le site (tables de ping-pong, terrain de pétanque, terrains de beach volley, de soccer beach, 3 aires de jeux pour enfants) la base de loisirs s'est dotée depuis 2017 d'une aire de jeux d'eau de 600 m². Toutes ces activités sont en accès libre toute l'année.

Afin de contribuer à l'entretien du site, seul le stationnement est payant en juillet et en août.

En 2016, le Conseil Métropolitain avait validé l'augmentation des tarifs de la base de loisirs comme suit (délibération 2016\_CT2\_222 du 12/10/16) :

- 3 € la journée pour une voiture ;
- 6 € la journée pour un bus et un mini-bus ;
- 2 € les 2 roues ;
- Centres aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé : 60 € la journée (sur réservation et facture).

A ce jour, ces tarifs restent en dessous des tarifs pratiqués par les autres bases de loisirs de même nature. A titre d'exemple voici les tarifs du parking pour un VL :

- Lac des sapins (65 km au nord de Lyon) 5 € ;
- Lac de Saint Quentin en Yvelines 5 € ;
- Lac de Vouglans (Juras) 8 € ;
- Ile de loisirs Cergy – Pontoise 6€.

Aussi il est proposé une augmentation des tarifs pour 2019 :

- 4 € la journée pour une voiture ;
- 8 € la journée pour un bus et un mini-bus ;
- 3 € les 2 roues ;
- Centre aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé : 60 € la journée (sur réservation et facture).

Cependant, afin de ne pas trop pénaliser les usagers réguliers de la base de loisirs, il est proposé également de créer un abonnement à 30 euros les 20 passages.

#### 2) Proposition de facturer le support autorisant l'accès dans nos piscines

Depuis le mois de mai 2018, suite au changement de logiciel caisse, chaque entrée dans les établissements exige un badgeage au contrôle d'accès ou sur un lecteur déporté. Toutes les catégories de public sont impactées : l'utilisateur individuel, l'adhérent à une activité aquatique encadrée, l'enseignant accompagnant sa classe et enfin l'adhérent club.

En conséquence, 30 000 supports (environ) seront distribués chaque année et représenteront un réel coût pour la collectivité, il est donc proposé de facturer ces supports au tarif de 1,00€, à l'exception des supports scolaires qui resteront gratuits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003\_A082 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative aux équipements sportifs d'intérêt communautaire et au transfert des piscines ;
- La délibération n°2003\_A083 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative à la modification des statuts de la communauté et à la politique d'apprentissage de la natation ;
- La délibération n° 2014\_A277 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à une modification substantielle de la grille tarifaire des piscines du Pays d'Aix.
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où il est rapporté ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la proposition d'évolution tarifaire pour le parking du Lac de Peyrolles.

**Article 2 :**

Est approuvée la proposition de facturer les supports autorisant l'accès aux établissements aquatiques.

**Article 3 :**

L'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions tarifaires est prévue dès leur validation.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer les documents y afférents.

**Article 5 :**

Les recettes seront perçues par la Régie centrale de la Direction des Équipements Aquatiques et Bases de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 6 :**

La recette correspondant à la tarification des supports autorisant l'accès aux établissements aquatiques sera constatée sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70631, fonction 323.

La recette correspondant à la tarification du parking du Lac de Peyrolles sera constatée sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70328, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 200**

**PRODAS 2019 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations**

**sportives - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les dix-neuf subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 93.400 €.

Il convient de rappeler que l'association Centre International des Arts en Mouvement a déjà bénéficié en 2019 de deux subventions de la direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix pour son fonctionnement général et pour une action culturelle telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Guichet Unique 2019	Actions	Dispositif	Conseil de Territoire	BP 2019	Subvention 2019	Total
CIAM	00452	Fonctionnement général	Politique culturelle	27 février 2019	1.177.220 €	100.000 €	250.000 €
	00453	Festival Jours et Nuits de Cirque	Politique culturelle	21 mars 2019	430.000 €	150.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions attribuées en 2019 à 254.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association. L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet

de Développement des Activités Sportives ;

- La délibération n°2019\_CT2\_064 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_145 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 17 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées dix-neuf subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 93.400 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Centre International des Arts en Mouvement».

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Culture**

### **2019 CT2 201**

#### **AVIS - Approbation de l'avenant 4 à la convention d'aménagement confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", par convention notifiée le 25 juillet 2013, la mission de réaliser les études préalables de faisabilité et de programmation, dans l'objectif d'implanter une **Salle de Musiques Actuelles [SMAC]** sur le site de la Constance sur la Commune d'Aix-en-Provence.

A l'issue de ces études, la Communauté du Pays d'Aix a validé le programme et l'enveloppe financière de l'opération et a décidé, comme le prévoyait la Convention, d'engager la Phase 2 du contrat en demandant, par Avenant, à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", de réaliser l'opération.

Cet avenant n° 1, notifié à la SPLA le 5 novembre 2014, fixait, entre autres, le coût prévisionnel de l'opération à 17 730 000 euros H.T. et la fin du délai contractuel de la convention au 30 septembre 2018 suivant un calendrier prévisionnel de réalisation annexé à l'avenant. Ce calendrier prévoyait une attribution du marché de conception/réalisation fin mai 2015, un démarrage des travaux en février 2016, et une livraison de l'ouvrage fin juillet 2017. Dans le cadre de l'élaboration du Programme Technique Détaillé, des évolutions à la hausse du programme de construction ont été validées par le Comité Technique de l'opération du 27 avril 2017, puis par le Comité de Pilotage du 11 septembre 2015.

Un avenant n° 2, notifié à la SPLA le 2 décembre 2015, a entériné ces modifications de programme et augmenté le coût prévisionnel de l'opération en le portant à 20 500 000 € T.T.C.

Un avenant n°3, notifié à la SPLA le 18 décembre 2015, a modifié l'article 10.4 de l'acte d'engagement pour erreur matérielle.

Le Dossier de Consultation des Concepteurs qui, d'après le calendrier joint à l'avenant 1, devait être achevé à la fin du mois de septembre 2014, n'a donc pu être communiqué aux candidats que début mai 2015 (après validation du Comité Technique),

soit avec 7 mois de retard sur les prévisions, et le marché de conception/réalisation notifié fin décembre 2015, soit, avec 7 mois de retard par rapport au calendrier de l'Avenant n° 1.

Dans ce même calendrier, l'Ordre de Service de démarrage des travaux devait être donné 8 mois après la notification du marché, à la validation des études de projet.

Cette validation n'est intervenue que le 27 avril 2017 et l'Ordre de Service de démarrage des travaux a été donné le 2 mai 2017 soit 17 mois après la notification du marché.

La phase étude a une durée de 9 mois de plus que prévu au calendrier de l'avenant 1.

Cet écart de 9 mois est dû à une période de validation de l'APD, plus longue que prévue, compte tenu des nombreuses demandes de compléments techniques et précisions faites au groupement à la réalisation de la coque béton et aux problématiques d'entretien maintenance qu'elle peut poser, à une reprise totale du projet des aménagements extérieurs en phase projet, suite aux demandes faites par l'Architecte des Bâtiments de France à l'occasion de l'instruction du Permis de Construire, et à une prise en compte de demande d'adaptations du projet (hall, passerelle et régie), de nouvelles liaisons fonctionnelles entre locaux.

Enfin, le Maître d'Ouvrage a imposé au Groupement, par avenant n° 2 à son marché de conception/réalisation, "l'extension de leur responsabilité décennale à la coque béton et sa structure porteuse, sans qu'il soit besoin de justifier du caractère indissociable de l'ouvrage de cette enveloppe architectonique, élément non structurel du bâtiment", impliquant de nombreux essais demandés par le contrôleur technique.

Le délai global de réalisation de la coque étant de 8 mois (3 mois pour l'établissement de plans d'exécution de la structure métallique et sa fabrication, et 5 mois de montage de la structure et projection du béton comme cela figure dans le planning travaux du marché), le délai global des travaux est prolongé de 6 mois.

L'ensemble de ces faits nouveaux, récapitulés ci-dessous, justifie une prolongation du délai de la convention, de 22 mois :

- Modification du Programme de Construction ayant prolongé le délai d'élaboration du Programme Technique Détaillé : **+ 7 mois.**

- Reprise du Projet, suite aux demandes de l'ABF et à des demandes d'adaptations du projet de la part de la Métropole ayant prolongé le délai des Etudes Techniques : **+ 9 mois.**

- Extension de la garantie décennale à la coque béton et contraintes d'essais en laboratoire prolongeant le délai travaux : **+ 6 mois.**

Aussi, il convient d'approuver l'avenant 4 qui prolonge le délai d'exécution de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°2012\_A211 du Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 approuvant le pré-programme construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence ;
- La délibération N°2013\_B318 du Bureau communautaire du 27 juin 2013 approuvant la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence ;
- La délibération N°2014\_A227 du Conseil de Communauté du 14 octobre 2014 approuvant le programme définitif et le coût d'opération de la future salle SMAC sur le site de la Constance à Aix-en-Provence et l'avenant n°1 fixant les conditions d'intervention de la SPLA pour la réalisation de l'équipement.
- La délibération N°2015\_A227 du Conseil de Communauté du 8 octobre 2015 approuvant le coût prévisionnel de l'opération de la future SMAC et l'avenant n°2 fixant les conditions d'intervention de la SPLA pour la réalisation de l'équipement.
- La délibération N°2015\_A227 du Conseil de Communauté du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'aménagement confiée à la SPLA ;.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant,**

- Qu'il convient de poursuivre la réalisation de la Salle de Musiques Actuelles (SMAC) de la Constance à Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n° 4 ci-annexé et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 202**

**Approbation de la procédure d'élimination des collections obsolètes de la Médiathèque les Carmes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Médiathèque les Carmes a ouvert ses portes au public le 20 janvier 2018. Son fonds riche de plus de 70 000 documents est essentiellement constitué de livres, CD et DVD acquis depuis 2016, mais également de 8000 livres transférés des collections de l'ancienne bibliothèque municipale de Pertuis.

Afin que les collections de la Médiathèque les Carmes soient cohérentes, restent attractives, correspondent aux attentes du public et aux objectifs fixés par le projet scientifique, éducatif, social et culturel de l'établissement, elles doivent faire l'objet d'un tri régulier suivant les critères énoncés ci-dessous :

- l'état physique du document, la présentation et l'esthétique,
- le nombre d'exemplaires,
- la date d'édition,
- le nombre d'années écoulées sans prêt,
- la qualité des informations (contenu périmé, obsolète),
- l'existence ou non de documents de substitution.

Selon leur état, les documents réformés pourront :

- être jetés à la déchèterie et recyclés si possible,
- cédés gratuitement à un autre organisme ou une association après signature d'une convention.

La procédure d'élimination des collections est détaillée en annexe 1, une charte de régulation des collections à l'usage des agents est jointe en annexe 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de définir les règles et les conditions d'élimination des collections obsolètes de la Médiathèque les Carmes.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la procédure d'élimination des collections obsolètes de la Médiathèque les Carmes de Pertuis.

**Article 2 :**

Est approuvée la charte de régulation des collections de la Médiathèque les Carmes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 203**

**Approbation de la charte des dons de documents de particuliers à la Médiathèque les Carmes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis l'ouverture au public de la Médiathèque intercommunale Les Carmes à Pertuis, le 20 Janvier 2018, la direction de la Médiathèque est fréquemment sollicitée par des particuliers qui souhaitent faire don de livres à l'établissement.

Considérant d'une part que le traitement des ces dons a un coût en termes de temps de travail, d'équipement et de stockage, d'autre part que la médiathèque se doit d'assurer une cohérence vis à vis du projet scientifique, éducatif, social et culturel, il apparaît indispensable de définir les règles portant sur la démarche de donation et sur les critères d'acceptation des documents.

Cette charte, annexée au présent rapport et destinée à tous les éventuels donateurs, définit les règles portant sur la démarche de donation et sur ses critères d'acceptation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de définir les règles et les conditions d'approbation des dons de documents de la part de particuliers à la Médiathèque les Carmes.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la charte des dons de documents de particuliers à la Médiathèque les Carmes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 204**

**Attribution de subventions en investissement à des associations culturelles du Pays d'Aix –  
Approbation de conventions**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création,

la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,

- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-040/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

La demande de subvention de 80 000 € du Festival International d'Art Lyrique est adossée depuis plusieurs années à une convention multipartenariale actuellement en cours de renouvellement avec l'ensemble des partenaires publics.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-joint, de procéder à l'attribution de 2 subventions en investissement pour un montant total de 130 000,00 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les deux conventions respectives annexées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 005-5292/16/CM du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de crédits à cette opération par la Fondation Vasarely ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées deux subventions en investissement aux associations culturelles, « Fondation Vasarely » et « Association pour le festival international d'art lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence », d'un montant respectif de 50 000,00 € et de 80 000, 00 €, telles que présentées dans le tableau ci-joint, pour un montant total de 130 000,00 €.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions à conclure entre la Métropole et les associations.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement.

Pour le FIAL : Subventions Grands opérateurs : 4581162445 – 4581- 311- DI445AP

Pour la Fondation Vasarely (création salle exposition et restauration œuvres) : 4581162457 – 4581-311 - DI457AP2

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 205**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix avec conventions d'objectifs (+ de 23 000 €) - Approbation de conventions type d'objectifs et de moyens**

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et

des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives. La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions type d'objectifs et de moyens pour le fonctionnement général et les actions spécifiques annexées à la présente délibération.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 5 subventions pour un montant total de 263 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° SU	Nom Association	Commune (s) (s) (s)	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Date Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date soumission	Date OT
2019_2024	Aix qui	Aix-Provence	Festivals et concours à caractère, à diffusion culturelle et à l'expression artistique des Aix	Chant/Lecture 2019	Pays d'Aix	21 jan 2019 / Festival d'Automne 2019 - Opérations	50 000,00 €	240 071,00 €	50 000,00 €	Aix-Provence : 30 071,00 €	non	40 000,00 €	oui	17/04/19	08/05/19
2019_2020	Aix qui	Aix-Provence	Festivals et concours à caractère, à diffusion culturelle et à l'expression artistique des Aix	Tour du Pays d'Aix 2019	Pays d'Aix	14/11/19	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	non	80 000,00 €	oui	17/04/19	08/05/19
2019_2021	Musiques InterAix	Sancti-Spierre	Initiation d'instruments traditionnels de haut niveau impliquant de jeunes artistes et des artistes confirmés	21ème édition Les nuits parisiennes / l'accompagnement général	Sancti-Spierre - Provence et au large	Automne 2019	40 000,00 €	250 000,00 €	40 000,00 €	Aix-Provence : 30 000,00 €	non	40 000,00 €	oui	17/04/19	08/05/19
2019_2024	Parcours Culturels et Artistiques d'Aix-Provence	Aix-Provence	Organisation des ateliers intercommunaux de culture régionale	21ème édition Tour du Pays d'Aix	Métropole	28/11/19 au 17/12/19	50 000,00 €	270 000,00 €	50 000,00 €	Aix-Provence : 40 000,00 €	non	40 000,00 €	oui	17/04/19	08/05/19
2019_2027	Chœur d'Aix	Vitrolles	Pratiquer, créer et transmettre le chant chorale	21ème édition de Chœur d'Aix Festival 2019	Vitrolles	29/07/19	40 000,00 €	210 000,00 €	40 000,00 €	Vitrolles : 50 000,00 €	non	40 000,00 €	oui	17/04/19	08/05/19

Total : 263 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 17 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Sont attribuées des subventions en fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 263 000 €.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions type d'objectifs et de moyens à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations.

**Article 3**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 206**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix sans convention d'objectifs et de moyens (- de 23 000 €)**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au

développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
  - Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.
- La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :
- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
  - L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 15 subventions pour un montant total de 80 800 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Date du Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Grand Opérateur	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2019_00821	JH Font Saulière événements	Bouc-Bel-Air	Jazz sous les étoiles	Bouc-Bel-Air	12/07/19	0,00 €	0,00 €	16 700,00 €	2 000,00 €	Bouc-Bel-Air 2 000,00 €	NON	2 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00800	Eclatements Musicaux	Peynier	4ème édition Festival des nocturnes Sainte-Victoire	Peynier et Trets Pays d'Aix	2/07/19 au 12/07/19	7 000,00 €	7 000,00 €	63 500,00 €	13 000,00 €	0,0 €	NON	6 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00789	Les temps présents	Aix-en-Provence	Suite d'étonnements	Village autour de la Sainte-Victoire et Pays d'Aix	14/09/19 et 15/09/19	0,00 € (Rejet)	0,00 €	14 470,00 €	7 000,00 €	Aix-en-Provence 4 000,00 €	NON	3 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00908	M2F Créations	Aix-en-Provence	Festival International Garmetz 15 à résidences artistiques	Aix-en-Provence	Festival : Septembre 2019 Accueil au Lab Garmetz tout le long de l'année d'artistes en résidences de production	18 000,00 €	20 000,00 €	155 165,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence 40 000 €	NON	16 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00978	Gardanne Action Cinéma	Gardanne	Festival cinématographique d'automne de Gardanne	Gardanne	19/10 au 27/10/19	10 000,00 €	12 000,00 €	62 929,00 €	10 000,00 €	Gardanne 13 029,00 €	NON	9 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00966	Association Culturelle Provençale de Ventabren	Ventabren	58ème Grand Prix Littéraire de Provence	Ventabren	29/09/19	1 700,00 €	2 000,00 €	6 950,00 €	1 750,00 €	Ventabren 1 700,00 €	NON	1 500,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00901	Mémoire du camp du logis d'Anne	Peyrolles en Provence	L'Éclat Music Festival 4ème édition	Peyrolles en Provence	2 et 3 août 2019	2 000,00 €	2 000,00 €	36 500,00 €	3 000,00 €	Peyrolles 2 000,00 €	NON	1 800,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00955	Fondation Saint John Perse	Aix-en-Provence	Un voyage en Mongolie en 1920	Aix-en-Provence	Juin 2019 (5 mois)	2 500,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €	3 000,00 €	Aix-en-Provence 4 000,00 €	NON	2 500,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00968	Li Venturie Escolo Felibrenco	Aix-en-Provence	Festival du Tambourin	Pays d'Aix	Août 2019 (4/5 jours)	2 000,00 €	7 500,00 €	25 350,00 €	3 000,00 €	Aix-en-Provence 12 000,00 €	NON	1 500,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00969	Li Venturie Escolo Felibrenco	Aix-en-Provence	Bravade Calendale	Aix-en-Provence	Décembre 2019 (1 jour)	2 000,00 €	0,00 €	31 200,00 €	3 000,00 €	Aix-en-Provence 10 000,00 €	NON	1 500,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_01015	Les écritures croisées	Aix-en-Provence	Fête du livre 2019	Aix-en-Provence	Du 10/10/19 au 14/10/19	17 000,00 €	20 000,00 €	140 000,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence 60 000,00 €	NON	15 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_01000	Cultures du cœur 13	Marseille	Accès à la Culture par le biais de sorties et actions de médiation	Pays d'Aix	Année 2019	13 000,00 €	13 000,00 €	54 375,00 €	13 000,00 €	Aix-en-Provence 12 000,00 €	NON	12 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_01014	La Carabounier de Prouvenço	Gréasque	Célébration de la Sainte-Barbe	Gréasque Bassin Minier (de Trets à l'étang de Belle)	04/12/19	3 500,00 €	3 500,00 €	23 000,00 €	7 000,00 €	0,0 €	NON	3 000,00 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00993	Comité des fêtes de Simiane	Simiane-Colongue	Fonctionnement général : Calcaïade St Eloi, Noël en Provence, Sur les traces de nos pères	Simiane-Colongue	Année 2019	5 000,00 €	6 000,00 €	55 000,00 €	5 000,00 €	Simiane-Colongue 32 000,00 €	NON	4 500 €	NON	17/04/19	09/05/19
2019_00681	Les amis de Saint Marc Jaumegarde	Saint-Marco-Jaumegarde	3ème édition des soirées de Saint Marc	Saint-Marco-Jaumegarde	30/08 et 31/08/19	1 700,00 €	0,00 €	99 810,00 €	5 000,00 €	Saint-Marco-Jaumegarde 8 500,00 €	NON	1 500 €	NON	17/04/19	09/05/19

**Total : 80 800 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 17 avril 2019.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

#### Délibère

##### Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de **80 800 €**.

##### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36

Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

#### 2019 CT2 207

**Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire du domaine public de concession entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le maintien du kiosque d'information de Bimont**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2016, la Société du Canal de Provence a entamé d'importants travaux de rénovation du barrage de Bimont et de ses ouvrages annexes. Compte tenu de la grande fréquentation du site par le public (estimée par comptage à 210.000 personnes par an), en concertation avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, Direction du Grand Site Sainte-Victoire et Espaces Naturels, il a été décidé d'aménager un point d'information aux abords du parking de Bimont, avant l'entrée du site d'exploitation. Il s'agit d'un kiosque en bois, propriété de la Métropole, qui en assume la gestion. Il est installé sur la parcelle AB26 (commune de Saint-Marc-Jaumegarde), dépendant de la concession régionale gérée par la Société du Canal de Provence.

Compte tenu de sa situation et de sa fréquentation, ce kiosque ouvert d'avril à octobre joue un rôle fondamental en terme d'accueil des publics, en particulier lorsque les massifs forestiers sont fermés pour cause de risque météorologique incendie. Complémentaire aux panneaux d'information présentant les travaux en cours sur le barrage de Bimont, le rôle des agents d'accueil exerçant au kiosque est d'accueillir, informer, orienter et servir de relais vers les centres d'intérêt touristiques et économiques accessibles sur le territoire selon les demandes et les profils de visiteurs touristes,

voisins, administrés en promenade en famille ou individuels pratiquant une activité sportive.

Le kiosque est une structure légère en bois (dimensions 3,01 mètres de largeur x 6,21 mètres de longueur x 3,01 de hauteur), gérée par la Direction du Grand Site. Il comprend de la documentation, une boutique, un logiciel de caisse doté d'un terminal de paiement électronique, des toilettes sèches pour les agents, dispose d'une rampe d'accès externe adaptée aux personnes à mobilité réduite et est doté d'un banc sur son côté gauche. Il a vocation à être maintenu dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec la Société du Canal de Provence, propriétaire du foncier.

En accord avec la Société du Canal de Provence, la convention objet du présent rapport vise à déterminer les conditions de mise à disposition de la parcelle AB n°26 au profit de la Métropole. Cette convention autorise le maintien du point d'information de la Métropole pendant une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, soit jusqu'au 31 décembre 2022. En raison de l'utilité publique et commune aux deux parties, cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Il faut noter que la transformation de ce kiosque en un bâtiment pérenne, de type espace muséographique, lieu d'exposition et de présentation des productions locales, sera étudiée par les services respectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence en collaboration avec ceux de la Société du Canal de Provence, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de l'inspecteur des sites et des Architectes des Bâtiments de France et de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde à travers la réalisation d'un projet de maison d'accueil du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV004 - 1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence

pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le territoire d'exception que constituent les sites classés de la montagne Sainte-Victoire et du massif de Concors, ainsi que leurs franges et piémonts.
- Les enjeux de préservation et de gestion liés à cet espace reconnu par l'État et porté par un engagement fort de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les études de fréquentation attestant que les principaux itinéraires de promenade se situent autour des zones de stationnement de Bimont et Roques-Hautes.
- Le projet de territoire pour la période 2019-2025, co-construit avec l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels et locaux du Site, et notamment sa mesure 9C29 du projet de renouvellement du Label « Grand Site de France » constituant en un renforcement de la qualité d'accueil sur les lieux très fréquentés de Sainte-Victoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire du domaine public de concession entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le maintien d'un point d'information du public sur le site du barrage de Bimont.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 208**

**Approbation d'une convention avec l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est impliquée dans le projet d'envergure que constitue EMbleMatiC qui, au sein du programme européen Interreg-MED, vise à qualifier les montagnes emblématiques méditerranéennes comme des destinations côtières d'excellence.

Ce projet, sur lequel la Métropole est engagée à hauteur de 314.163,00 euros, peut bénéficier de financements FEDER (Fonds Européen de Développement Economique Régional) à hauteur de 85 % (salaires, frais administratifs, déplacements, expertises externes, travaux...).

Son objet est, avec les 9 montagnes et 5 pays parties prenantes, de tester et créer une nouvelle forme de tourisme pour leurs territoires d'arrière-pays côtiers, en s'appuyant sur leur dimension emblématique, différenciante et fonctionnant comme un effet de levier pour le développement local.

Cette nouvelle forme de tourisme est ainsi concrétisée par la création d'éco-itinéraires touristiques basés sur des critères relevant de leur emblématisation, sur les sites mêmes ou dans leurs périmètres proches.

Pour Sainte-Victoire, ce programme constitue ainsi un moyen de répondre à la demande de paysage et de randonnée tout en valorisant la périphérie du Grand Site qui, elle, est en demande de fréquentation. Une valorisation de cette offre de paysage et de pratiques est donc construite en utilisant l'image de Sainte-Victoire pour étayer l'argumentation, « un paysage est plus beau quand on prend du recul. »

Le produit éco-touristique, conçu dans le cadre de ce projet, s'appuie donc sur un sentier existant, le GR de Pays Provence, Mines d'Energies, porté par l'Office de Tourisme de Fuveau. Autour de thématiques diverses (le paysage, la vigne, l'apiculture,...), il invite les visiteurs à découvrir une Sainte-Victoire inattendue en vivant une expérience unique, centrée autour du partage des productions et traditions du territoire et la rencontre de ceux qui le font vivre. Ce produit, basé sur les principes du développement durable, s'appuie donc sur la participation et l'implication forte des acteurs locaux qui ont été fortement mobilisés pour sa création.

L'Office de Tourisme de Fuveau, constamment en lien avec les producteurs, restaurateurs et artisans locaux, et dont le site internet diffuse les informations consacrées au projet EMbleMatiC, constitue le partenaire le plus à même de porter cette animation.

Dans les semaines à venir, la promotion de cette réalisation va être assurée par :

- Une communication nationale et internationale sur l'ensemble des éco-itinéraires développés par le partenaires du projet, avec la création d'une marque ombrelle partagée, et qui prendra notamment la forme de guides touristiques en langue du pays et en anglais et de 10 films courts, l'un commun et les 9 autres présentant chacun un des 9 éco-itinéraires. Ces films sont tous réalisés et financés par l'Agence de Développement de Bergueda (Espagne), qui a contractualisé avec une entreprise spécialisée qui se déplacera sur chaque site. L'Office de Tourisme de Fuveau, par sa connaissance des acteurs locaux et du terrain, propose d'apporter un appui dans la construction du synopsis. Il se chargera de l'accompagnement des 2 vidéastes sur le terrain durant 3 jours et prendra en charge leurs frais de déplacement (hébergement, restauration, transport) à concurrence de 1.500 euros. L'ensemble de ces frais bénéficiera de financements extérieurs apportés par le Fonds Européen de Développement

Économique Régional (FEDER) à hauteur de 85 %.

- La pérennisation de l'itinéraire écotouristique EMbleMatiC à l'issue du projet (lequel échoit au 31 octobre 2019), passe par le maintien d'une animation ciblée de ces acteurs ainsi que la mise à jour en continu et la diffusion ciblée de tous les documents d'information réalisés, y compris la page internet dédiée. Pour cette mission, un montant forfaitaire de 1.200 euros sera versé à l'Office de Tourisme de Fuveau pour la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2019.

L'accompagnement à la réalisation du film, prévu par le projet, et l'animation de l'itinéraire écotouristique EMbleMatiC, à son issue, font l'objet de la présente convention pour en organiser les aspects administratifs, financiers, techniques et opérationnels.

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire cette convention d'animation avec l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau, pour l'année 2019.

A l'issue, la pérennité du projet pourra être envisagée dans le cadre de la convention existante et d'une portée plus large entre la Métropole et L'Office de Tourisme de Fuveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération 2016-23 du 15 décembre 2016 du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire relative

au programme EMbleMatiC, adoptant le contenu et le plan de financement du projet, et autorisant la Présidente à signer tout document relatif à ce sujet ;

- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 9 avril 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'au regard du besoin lié au maintien de l'éco-itinéraire touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC, un suivi et une animation de terrain ciblées sont indispensables.
- Que l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau dispose de la parfaite connaissance du terrain, des acteurs locaux et des dispositifs de communication et d'information liés au projet.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition, ci-annexée, à conclure entre l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau et la Métropole Aix-Marseille-Provence, concernant l'animation de l'itinéraire écotouristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC. Le coût de cette opération est de 2.700 euros en 2019.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du Territoire 06, en section de fonctionnement chapitre 011, nature 611, Contrat de prestation de services, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets**

### **2019 CT2 209**

**Approbation de conventions avec l'éco-organisme ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E, au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les lampes usagées**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des lampes usagées doit être assurée par les metteurs sur le marché. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets.

Créé dans le cadre du principe de la REP, ESR éco-organisme à but non lucratif agréé par les pouvoirs publics, regroupe les activités d'Eco-systèmes pour les DEEE ménagers et de Réylum

pour les DEEE professionnels, les lampes et les petits appareils extincteurs. Depuis le 1er janvier 2018, les agréments de Réylum, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2021, sont transférés à ESR.

A l'échelle de la Métropole, quatre des six Conseils de Territoire ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Recylum. Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants doivent être regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants. De plus, les deux autres territoires seront inclus dans le périmètre de collecte.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des lampes usagées collectées séparément, la fourniture de conteneurs spécifiques, et le versement de soutiens financiers pour certaines actions de communication.

La convention avec OCAD3E régit les relations administratives et financières avec la Métropole qui développe un programme de collecte séparée des lampes usagées, et la convention avec ESR détermine les conditions opérationnelles de collecte séparée de ces dernières.

Les engagements prévus au sein desdites conventions couvrent la période du 16 mai 2019 au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi de Transition Énergétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 09 novembre 2017 portant agrément d'ESR par transfert de celui de Recylum du 22 décembre 2015 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'à l'échelle de la Métropole, il convient de regrouper en un contrat unique la convention avec OCAD3E qui régit les relations administratives et financières et qui développe un programme de collecte séparée des lampes usagées sur le

territoire, et la convention avec ESR qui détermine les conditions opérationnelles de collecte séparée de ces dernières.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions, ci-annexées, de collecte de lampes usagées conclues avec l'Eco-organisme agréé ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E jusqu'au 31 décembre 2020.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les pièces relatives à ce dossier, et à prendre toutes dispositions y concourant.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets aux comptes correspondants.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement**

### **2019 CT2 210**

**Approbation du transfert de la subvention pour la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016-2019 attribuée initialement à la commune de Cabriès relatif à l'aménagement de la traversée de Calas pour la compétence pluviale**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La RD543 traverse le centre de la commune de Calas. Cette route départementale est très largement empruntée et les aménagements présents ne permettent pas d'assurer une circulation apaisée aussi bien pour les véhicules que pour les piétons malgré la limitation administrative à 50km/h.

La commune souhaite donc prévoir un aménagement qui limitera réellement la vitesse dans un objectif de confort et de sécurité pour les usagers de la RD543, comme pour les piétons sur les trottoirs. L'accès aux commerces sera ainsi plus agréable et favorisera leur développement.

Aussi, la Place Albert Florens et le parking de la place qui pourraient constituer des lieux de vie sont actuellement utilisés pour du stationnement. Même si les possibilités de stationnement doivent être maintenues, un réaménagement qualitatif de ces

places améliorerait leur perception et pourrait permettre de diversifier les usages.

Il est également souhaitable, au travers de ces travaux, de réaménager les deux principaux carrefours de la traversée afin de fluidifier la circulation :

- RD543/RD9b
- RD543/RD60

L'aménagement du premier carrefour permettra d'assurer la continuité des aménagements prévus par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur la RD9b. En effet, une piste cyclable bidirectionnelle est à raccorder à ce projet et sera prolongée au droit de la place devant la pharmacie, à la continuité Nord Sud de la piste cyclable de la RD543.

Enfin, au niveau de l'entrée sud de Calas, le Schéma Directeur Pluvial donne un tronçon DN1000 comme largement limitant (période retour d'insuffisance =  $T < 5$ ans) et préconise son renforcement. Les travaux à réaliser en bordure de RD543 sont l'occasion de renforcer le réseau pluvial.

Ainsi, les aménagements à prévoir permettront de répondre à plusieurs objectifs :

- Apaiser la circulation dans la traversée de Calas dans un objectif de confort et de sécurité pour les usagers,
- Sécuriser la circulation des piétons et assurer une continuité PMR au droit des aménagements,
- Assurer la continuité cyclable dans Calas entre le nord, le sud et la RD9b,
- Améliorer la perception visuelle de la traversée de Calas par l'enfouissement des réseaux aériens,
- Requalifier deux places tout en conservant leur usage actuel et la capacité de stationnement,
- Renforcer le niveau de protection ( $T=20$  ans) contre les inondations liées au ruissellement en partie sud de Calas.

La commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 septembre 2018 a approuvé la réaffectation d'une aide totale de 87.500€HT sur une dépense subventionnable estimée à 175.000€HT, allouée à la commune de Cabriès .

Cette réaffectation intervient dans le cadre du transfert des compétences pluviales de la commune de Cabriès au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016/2019, selon le détail indiqué ci-dessus :

TRANCHE 2018	MONTANT DEPENSES en € HT	PLAN DE FINANCEMENT	
		Conseil Départemental 13 (50%)	Métropole (50%)
Aménagement de la traversée de Calas (Réseau Pluvial)	175.000	87.500	87.500

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement, pour la tranche 2018, relatif à l'aménagement de la traversée de Calas (réseau pluvial).

Délibère

#### Article 1

Est approuvé le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement pour la tranche 2018, attribuée initialement à la commune de Cabriès, relatif à l'aménagement de la traversée de Calas.

#### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent au transfert de cette subvention.

#### Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropole, en section d'Investissement : nature 1313 fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :  
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :  
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :  
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2019 CT2 211

**Approbation du transfert de la subvention pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016-2019 attribuée initialement à la commune de Rognes, relatif à la construction d'une station d'épuration**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération « Construction d'une nouvelle station d'épuration », initiée par la commune de Rognes avant le transfert de la compétence assainissement, a fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Par délibération du Conseil Municipal n° 2016-65 du 14 octobre 2016 de la commune de Rognes, et dans le cadre d'un Contrat Départemental de développement et d'aménagement, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a approuvé en juin 2018 la réaffectation de l'aide financière relative à cette opération au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, pour l'opération « Construction d'une station d'épuration - commune de Rognes », le montant de la subvention qui s'élevait à 1.986.954€HT a été réparti comme suit :

- Tranche 2018 : attribution d'une subvention d'un montant de 1.425.000€HT pour un montant des dépenses subventionnables de 2.850.000€HT ;
- Tranche 2019 : attribution d'une subvention d'un montant de 481.602€HT pour un montant des dépenses subventionnables de 963.202€HT.

A titre d'information l'Agence de l'Eau, par convention n°2016-2226 et n°2016-2225, attribue une subvention d'un montant total de 490.500€HT.

La présente délibération vise à approuver le transfert de la subvention dans le cadre du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016/2019.

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel des dépenses, tranche 2018 et tranche 2019 :

#### Tranche 2018

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Contrat départemental de développement et d'aménagement »	50 %	1.425.000€HT
Agence de l' Eau	7%	199.500€HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	43 %	1.225.500€HT
Montant total	100 %	2.850.000€HT

#### Tranche 2019

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Contrat départemental de développement et d'aménagement »	50%	481.601€HT
Agence de l' Eau	30 %	291.000€HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	190.601€HT
Montant Total	100 %	963.202€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention, relative à la construction d'une station d' épuration, du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016/2019, attribuée initialement à la commune de Rognes puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 01 janvier 2018.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le transfert de la subvention pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016-2019, attribuée initialement à la commune de Rognes pour la construction d'une station d'épuration.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent au transfert de cette subvention.

### Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe Assainissement du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire RI 10, nature 1313, Construction d'une station d'épuration - commune de Rognes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 212

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de

l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Saint-Estève-Janson au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert

Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur le renouvellement des réseaux humides traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Cette convention portait sur les enveloppes de travaux suivantes :

- 10.933,00€HT, soit 13.119,60€TTC, pour la compétence eau potable,
- 11.566,00€HT, soit 13.879,20€TTC, pour la compétence assainissement,
- 27.077,00€HT, soit 32.492,40€TTC, pour la compétence pluvial.

Par délibération n° DEA 008-4227/18/CM, le Conseil de la Métropole décidait de confier à la régie des eaux du Pays d'Aix, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif sur le territoire de la Commune de Saint-Estève-Janson. Ainsi, la Métropole n'est plus légitime à confier une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage sur ces compétences à la commune de Saint-Estève-Janson.

Il est aujourd'hui donc nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la commune de Saint-Estève-Janson.

Cet avenant a pour effet de modifier l'article 1 de la convention afin de supprimer les travaux afférents aux compétences Eau potable et Assainissement et de supprimer l'annexe 1 de la convention.

Cet avenant a pour effet de diminuer l'enveloppe globale de l'opération de 49.576,00€HT, soit 59.491,20€TTC, à 27.077,00€HT, soit 32.492,40€TTC, soit une baisse de 45%.

La subvention du département liée à cette opération suivra la collectivité en charge de la compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de

Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant modification des statuts de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE – Création de la Régie des eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- La délibération n°FAG 021-5719/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 avec la commune de Saint-Estève-Janson relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 avec la commune de Saint-Estève-Janson relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 213**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0733 pour l'extension du réseau pluvial Impasse des Cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial Impasse des Oliviers et l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne sur la commune de Coudoux**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Coudoux au moyen d'un contrat de délégation de service

public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3879/18/BM une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur les opérations d'extension du réseau pluvial de l'impasse des Cerisiers, d'extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et d'extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Paul Cézanne à Coudoux. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de :

- 33.082,32€HT, soit 38.756,40€TTC, pour la compétence eau potable,
- 7.036,80€HT, soit 7.800,00€TTC, pour la compétence assainissement,
- 29.571,00€HT, soit 35.485,20€TTC, pour la compétence pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Coudoux.

Cet avenant a pour objet la prise en compte des surcoûts liés aux aléas de chantier de l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement des eaux usées rue Paul Cézanne.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération

- pour la compétence eau potable de 32.297,00€HT, soit 38.756,40€TTC à 33.082,32€HT, soit 39.698,78€TTC, soit une augmentation de 2,4%;
- pour la compétence assainissement de 6.500,00€HT, soit 7.800,00€TTC à

7.036,80€HT, soit 8.444,16€TTC, soit une augmentation de 8,3%;  
et est sans effet sur l'enveloppe concernant la compétence eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018 portant sur l'approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0733 avec la commune de Coudoux pour l'extension du réseau pluvial impasse des cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0733 pour l'extension du réseau pluvial impasse des cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne sur la commune de Coudoux.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- pour l'assainissement, sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.
- pour le Pluvial, sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme compétence Pluviale DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 214**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1408 pour l'opération de dilatation de la conduite AEP Chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebières et la ZI de Rousset**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est

substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Rousset au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de Rousset. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.773.339,67€HT, soit 2.128.07,60 €TTC pour la compétence eau potable.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Rousset.

En effet, ces travaux sont aujourd'hui terminés et clôturés financièrement à un montant inférieur à celui de l'enveloppe prévisionnelle. Il convient donc d'ajuster l'enveloppe de la convention aux dépenses qui se sont avérées nécessaires pour la réalisation des ouvrages identifiés, déduction faite des dépenses supportées par la Commune avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, date du transfert de la compétence assainissement à la Métropole.

L'opération de « dilatation de la conduite AEP – chemin de Saint Privat » a connu un début de réalisation avant le transfert de la compétence à la Métropole. La commune avait engagé des dépenses en 2017. L'inscription des montants dans le plan de financement initial correspond au montant global de l'opération et non au reste à payer par la Métropole.

L'opération « maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de Rousset » a été abandonnée par la commune. Le plan de financement est réajusté pour ne prendre en compte que les dépenses supportées par la Métropole.

L'enveloppe de la convention est ainsi réduite de 87%, ramenée de 1.773.339,67€HT, soit 2.128.07,60€TTC à 228.477,08€HT, soit 274.172,50€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1408 avec la commune de Rousset pour l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de la commune de Rousset.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1408, pour l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de la commune de Rousset.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 215**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1409 pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano sur la commune de Rousset**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Rousset au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux

conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano. Cette convention portait sur une enveloppe de travaux de 162.928,58€HT, soit 195.514,30€TTC pour la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Rousset.

En effet, cette opération est aujourd'hui terminée et clôturée financièrement à un montant inférieur à celui de l'enveloppe prévisionnelle ; il convient donc d'ajuster l'enveloppe de la convention aux dépenses réellement exposées par la Commune pour ces travaux.

L'enveloppe de la convention est ainsi réduite de 70%, ramenée de 162.928,58€HT, soit 195.514,30€TTC à 49.209,26€HT, soit 59.051,11€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1409 avec la commune de Rousset pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1409 pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano sur la commune de Rousset.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 216**

**Approbation de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du jeu de boules sur la commune de Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la Commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la Commune de Fuveau a engagé une opération de travaux pour la création d'un parking au lieu-dit « du Jeu de Boules ».

Cette opération concerne la création d'un parking sur 3 niveaux : 2 niveaux de parkings et un niveau aménagé en place publique avec des espaces verts, deux terrains de jeu de boules et des voies de secours.

La construction de ce parking nécessite des dévoiements des réseaux d'eau potable et d'assainissement qui se situent dans l'emprise du projet, pour un montant estimé à :

- 38.520,60€HT, soit 46.224,72€TTC pour l'eau potable,
- 55.131,00€HT, soit 66.157,20€TTC pour l'assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au bénéfice de la Commune de Fuveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Fuveau relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du Jeu de Boules.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Fuveau relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du jeu de boules.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- pour l'assainissement, sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 217**

**Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux

en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 1.090.000€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget EST de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019

Vu

## Ressources – Finances

### 2019\_CT2\_218

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Les Jardins de Saint-Cannat" située Chemin des Fumades à Saint-Cannat:**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée - Les Jardins de Saint-Cannat - située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 octobre 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Cependant, le co-garant prévu à l'origine, la ville de Saint-Cannat, n'a pas délibéré sur cette opération. Le contrat initial étant caduc, il est nécessaire de délibérer sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération d'un montant total de 780 520 euros est financée par un emprunt de 288 180 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par le Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 158 499 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 741 847 848 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 1 271 742 417 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 470 105 431 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 18 911 176 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 032-4488/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements « Les Jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N°92560 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Néolia a contracté un prêt d'un montant total de 288 180 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération

d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux à Saint-Cannat.

- Que la SA HLM Néolia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Néolia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Néolia.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération FAG 032-4488/18/CM du 18 octobre 2018.

### **Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288 180 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92560.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée « Les jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période

sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt

### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 219**

**AVIS- Approbation d'une garantie d'emprunt au Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis pour le financement de l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le**

## **cadre de l'Opération "Copermo" située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo » située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence.

Portée par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, cette opération d'un montant total de 71,5 millions d'euros est financée par les participations financières de l'Etat de 15 millions d'euros, de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 29,4 millions d'euros. Le solde, soit 27,1 millions d'euros reste à la charge de l'établissement, et nécessite le recours à l'emprunt pour un montant de 24 millions d'euros, dont 15 millions d'euros d'emprunt obligataire et 9 millions d'euros par consultation bancaire.

L'obtention de l'emprunt de 9 millions d'euros est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4,950 millions d'euros. Cet emprunt de 9 millions d'euros bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'analyse financière du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 139 022 972,89 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 81 900 956,59 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 57 122 016,30 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est déficitaire de - 10 867 820,93 euros.

L'analyse financière établie par l'Agence Régionale de Santé, dans son rapport du 27 février 2019, fait état d'une situation financière dégradée du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, avec un résultat net comptable 2017 déficitaire de -10,9 millions d'euros. Cependant, l'établissement s'est engagé dans un processus de retour à l'équilibre au travers d'un Contrat de Retour à l'Equilibre Financier 2019-2023, élaboré en lien étroit avec les services de l'Agence Régionale de Santé, et avec l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire et financier dans les 5 années à venir.

De même, l'Agence Régionale de Santé, après avis de la Direction Régionale des Finances Publiques, a autorisé le recours à l'emprunt pour les 24 millions d'euros, étant entendu que ce programme d'investissement et de restructuration immobilière est nécessaire pour permettre un déroulement

favorable du Contrat de Retour à l'Equilibre Financier 2019-2023.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis envisage de contracter cinq prêts d'un montant total de 9 millions d'euros pour financer l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo » située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence.
- Que le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur

de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de favoriser le développement économique et l'offre de soin sur son territoire.
- La situation comptable du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.
- L'avis de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur du 27 février 2019.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

## Délibère

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement des cinq prêts d'un montant total de 9 millions d'euros à souscrire par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis auprès :

- de la Caisse d'Epargne pour 1,2 million d'euros : Financement Copermo ;
- de la Caisse d'Epargne pour 2,8 millions d'euros : Financement Programme d'Investissement,
- d'Arkéa, Banque Entreprises et Institutionnels pour 1,2 million d'euros : Financement Copermo,
- d'Arkéa, Banque Entreprises et Institutionnels pour 0,8 million d'euros : Financement parking,
- du Crédit Agricole pour 3 millions d'euros : Financement Programme d'Investissement.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération de construction du nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo », située Avenue des tamaris à Aix-en-Provence.

### Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

- **Prêts Caisse d'Epargne**

Objet	Copermo	Programme d'investissement
<b>Montant</b>	<b>1 200 000 euros</b>	<b>2 800 000 euros</b>
<b>Durée maximale</b>	30 ans	8 ans
<b>Taux du prêt</b>	Taux du Livret A + marge de 0.85 % l'an (soit	Taux du Livret A + marge de 0.80 % l'an (soit à titre indicatif un taux à ce jour de

	à titre indicatif un taux à ce jour de 1.6% l'an)	1.55% l'an)
<b>Taux de rémunération du Livret A</b>	Le taux de rémunération du Livret A est publié au Journal Officiel en application du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière du 24 juillet 2003. Il est applicable au premier jour de la quinzaine qui suit sa publication.	
<b>Révision du taux d'intérêt du prêt</b>	La constatation du taux de rémunération du Livret A applicable est réalisée le deuxième jour ouvré précédant le commencement de chaque période d'intérêts.	
<b>Durée</b>	30 ans	8 ans
<b>Amortissement du capital</b>	Linéaire	Linéaire
<b>Différé d'amortissement partiel</b>	Sans objet	Sans objet
<b>Périodicité des échéances</b>	Annuelle	Annuelle
<b>Base de calcul des intérêts</b>	Exact/360	Exact/360
<b>Frais de dossier</b>	1 200 euros	2 800 euros
<b>Remboursement anticipé du capital (total ou partiel)</b>	Indemnité de 3% du montant remboursé par anticipation (hors en cas de passage du prêt à taux fixe)	
<b>Type de garantie</b>	45 % Ville d'Aix-en-Provence et 55 % Métropole Aix-Marseille-Provence	
<b>Frais de garanties (estimés)</b>	Aucune	
<b>Conditions préalables</b>	Accord ARS sur Emprunt/obtention des garanties	

**Prêts Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels**

Objet	Copermo	Parking
Montant	1 200 000 euros	800 000 euros
Durée	30 ans	30 ans
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Amortissement	Linéaire	Linéaire
Conditions financières	Taux fixe : 2.08 %	Taux fixe : 2.08 %
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360
Remboursement anticipé	Indemnité actuarielle	
Type de garantie	45 % Ville d'Aix-en-Provence et 55 % Métropole Aix-Marseille-Provence	

●→ **Prêt Crédit Agricole Alpes Provence**

Objet	Programme d'investissement
Montant	3 000 000 euros
Durée	8 ans
Périodicité	Mensuelle ou trimestrielle
Amortissement	Progressif ou constant
Taux	Fixe : 0.89 %
Base de calcul	30/360
Frais de dossier	2 000 €
Commission de non utilisation	Néant
Condition suspensive	Participation des autres établissements financiers sur la totalité du besoin de financement soit 9 millions d'euros.
Gestion Administrative	Contrat et avis d'échéances adressés par courrier au Centre Hospitalier et prélèvement de l'échéance sur votre compte ouvert dans les livres du Crédit agricole Alpes Provence

Pénalités en cas de remboursement anticipé	Semi Actuarielles
--	-------------------

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée des organismes bancaires, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, les contrats de prêt qui seront conclus entre la Caisse d'Epargne et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, les contrats de prêt qui seront conclus entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Agricole Alpes Provence et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 220**

**Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le compte de gestion de l'exercice 2018 du budget de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 du compte de gestion de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est le suivant :

En recettes de	169 717 408.12 euros
En dépenses de	169 717 408.12 euros
<b>Solde</b>	<b>0.00 euros</b>

**Article 2 :**

Est adopté le présent rapport et déclare que le Compte de Gestion du budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix dressé par le Receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## 2019\_CT2\_221

### **Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont constatées les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

Il est à noter que les réalisations se sont effectuées en 2018, de la manière suivante :

		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<b>RECETTES</b>	Prévisions totales	152 361 000,00	32 340 536,00	184 701 536,00
	Titres réalisés	141 910 986,36	27 806 421,76	169 717 408,12
<b>En % des prévisions</b>		93,14	85,98	91,89

<b>DÉPENSES</b>	Prévisions totales	152 361 000,00	32 340 536,00	184 701 536,00
	mandats réalisés	141 910 986,36	27 806 421,76	169 717 408,12
<b>DÉPENSES</b>	PRÉVISIONS TOTALES	152 361 000,00	32 340 536,00	184 701 536,00
	DÉPENSES NETTES	141 910 986,36	27 806 421,76	169 717 408,12

	Dont dépenses réelles	141 910 986,36	24 047 586,01	165 958 572,37
<b>En % des prévisions</b>		93,14	85,98	91,89

### **Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

### **Article 3 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Aménagement du Territoire, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de	169 717 408.12 euros
En dépenses de	169 717 408.12 euros
<b>Solde</b>	<b>0.00 euros</b>

### **Article 4 :**

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

### **Article 5 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes au Compte Administratif du budget annexe susvisé.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 222**

**AVIS- Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation des comptes de gestion 2018 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Aménagement du Territoire,
- Assainissement Non Collectif,
- Elimination des Déchets,
- Assainissement en Régie,
- Eau en Délégation,
- Eau en Régie,
- et Assainissement en Délégation.
- 

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun

des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix.
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Délibère

**Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

**BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Section d'investissement 513 057.12 euros  
Section de fonctionnement 394 592.95 euros  
Solde 907 650.07 euros

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Section de fonctionnement 13 107.40 euros  
Solde 13 107.40 euros

**BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS**

Section d'investissement 1 154 534.77 euros  
Section de fonctionnement 11 364 567.43 euros  
Solde 12 519 102.20 euros

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE**

Section d'investissement 2 807 988.05 euros  
Section de fonctionnement 1 310 905.47 euros  
Solde 4 118 893.52 euros

**BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION**

Section d'investissement - 1 793 423.45 euros  
Section de fonctionnement 2 477 466.82 euros  
Solde 684 043.37 euros

**BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE**

Section d'investissement 3 135 313.49 euros  
Section de fonctionnement 1 414 954.47 euros  
Solde 4 550 267.96 euros

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION**

Section d'investissement - 2 629 298.65 euros  
Section de fonctionnement 3 875 736.73 euros  
Solde 1 246 438.08 euros

Il est à noter que l'intégration des résultats par opération d'ordre non budgétaire des syndicats dissouts au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour un montant cumulé de 1 051 479.21 euros fera l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019

**Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Aménagement du Territoire, de l'Assainissement Non Collectif, de l'Elimination des Déchets, de l'Assainissement en Régie, de l'Eau en Délégation, de l'Eau en Régie, et de l'Assainissement en Délégation du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 :**

Approuve ces Comptes de Gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 223**

**AVIS- Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation des comptes administratifs de l'exercice 2018 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Budget annexe Aménagement ;
- Budget annexe Assainissement Non

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 907 650.07 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	415 335.81	0.00	97 721.31	513 057.12
FONCTIONNEMENT	- 12 847.52	0.00	407 440.47	394 592.95
TOTAL	402 488.29	0.00	505 161.78	907 650.07

Collectif ;

- Budget annexe Elimination des Déchets ;
- Budget annexe Assainissement en Régie ;
- Budget annexe Eau en Délégation ;
- Budget annexe Eau en Régie ;

- Budget annexe Assainissement en Délégation ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 13 107,40 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		0.00	0.00
FONCTIONNEMENT	69 461.60	0.00	-56 354.20	13 107.40
TOTAL	69 461.60	0.00	-56 354.20	13 107.40

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 12 519 102,20 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-1 004 526.22		2 159 060.99	1 154 534.77
FONCTIONNEMENT	5 431 892.87	2 223 000.00	5 932 674.26	11 364 567.43
TOTAL	4 427 366.65	2 223 000.00	8 091 735.55	12 519 102.20

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 4 118 893,52 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		2 807 988.05	2 807 988.05
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	1 310 905.47	1 310 905.47
TOTAL	0.00	0.00	4 118 893.52	4 118 893.52

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 684 043,37 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		-1 793 423.45	-1 793 423.45
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	2 477 466.82	2 477 466.82
TOTAL	0.00	0.00	684 043.37	684 043.37

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 4 550 297,96 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		3 135 313.49	3 135 313.49
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	1 414 954.47	1 414 954.47
TOTAL	0.00	0.00	4 550 267.96	4 550 267.96

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION  
SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 1 246 438,08 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		-2 629 298.65	-2 629 298.65
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	3 875 736.73	3 875 736.73
TOTAL	0.00	0.00	1 246 438.08	1 246 438.08

**Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

**Article 3 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 3 568 884.63 euros  
Reprise des résultats antérieurs 402 488.29 euros  
En dépenses de 3 063 722.85 euros  
**Solde 907 650.07 euros**

**Article 4 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement Non Collectif, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 610 530.20 euros  
Reprise des résultats antérieurs 69 461.60 euros  
En dépenses de 666 884.40 euros  
**Solde 13 107.40 euros**

**Article 5 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Elimination des Déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 72 047 388.20 euros  
Reprise des résultats antérieurs 4 427 366.65 euros  
En dépenses de 63 955 652.65 euros  
**Solde 12 519 102.20 euros**

**Article 6 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Régie, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 24 301 971.04 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 20 183 077.52 euros  
**Solde 4 118 893.52 euros**

**Article 7 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Délégation, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 10 837 887.84 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 10 153 844.47 euros  
**Solde 684 043.37 euros**

**Article 8 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Régie, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 26 798 740.72 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 22 248 472.76 euros  
**Solde 4 550 267.96 euros**

**Article 9 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Délégation, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 11 043 996.81 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 9 797 558.73 euros  
**Solde 1 246 438.08 euros**

**Il est à noter que l'intégration des résultats par opération d'ordre non budgétaire des syndicats dissouts au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour un montant cumulé de 1 051 479.21 euros fera l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019.**

**Article 10 :**

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

**Article 11 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 224**

**AVIS- Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 des budgets du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé par le vote du compte administratif.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions.

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à effectuer en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations des résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

BUDGETS	Résultats 2018		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser en recettes d'investissement	Restes à réaliser en dépenses d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à fonction
	Fonctionnement	Investissement						
SPANC	- 56 354,20		13 107,40					
AMENAGEMENT	407 440,47	97 721,31	394 592,95	513 057,12			394 592,95	
SPED	5 932 674,56	2 159 060,99	11 364 567,43	1 154 534,77			183 168,23	11
ASSAINISSEMENT EN REGIE	1 310 905,47	2 807 988,05	1 310 905,47	2 807 988,05				1
EAU EN DELEGATION	2 477 466,82	-1 793 423,45	2 477 466,82	-1 793 423,45	1 793 423,45			2
EAU EN REGIE	1 414 954,47	3 135 313,49	1 414 954,47	3 135 313,49				1
ASSAINISSEMENT EN DELEGATION	3 875 736,73	-2 629 298,65	3 875 736,73	-2 629 298,65	2 629 298,65			3

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Aménagement comme suit :

Le résultat positif de la section de fonctionnement de 394 592,95 euros est destiné à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 394 592,95 euros imputé en recette sur la nature 1068 « autres réserves ».

#### Article 2 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Elimination des déchets comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 11 364 567,43 euros est destiné à couvrir un besoin de financement de la section d'investissement 183 168,23 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 183 168,23 euros imputé en recette sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le reliquat 11 181 399,20 euros est reporté en section de fonctionnement sur le compte 002 en recettes.

#### Article 3 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Eau en Délégation comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 2 477 466,82 euros sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2019.

Le déficit de la section d'investissement de 1 793 423,45 euros est couvert par les restes à réaliser en recettes de 1 793 423,45 euros et sera constaté sur le compte 001 en dépenses.

#### Article 4 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Assainissement en Délégation comme suit :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 3 875 736,73 euros qui sera reporté au compte 002 « excédent reporté » pour un montant 3 952 276,15 euros après l'intégration des résultats des syndicats dissouts détaillés ci-dessous.

Le déficit de la section d'investissement de 2 629 298,65 euros est couvert par les restes à réaliser en recettes de 2 629 298,65 euros et sera constaté sur le compte 001 en dépenses pour un montant de 1 654 358,86 euros après l'intégration des résultats des syndicats dissouts détaillés ci-dessous.

Il est à noter pour ce budget, l'intégration des résultats de clôture des communes Bouc Bel Air, St Marc Jaumegarde, Rives Hautes, Sipa-Sia.

Les résultats des syndicats dissouts feront l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019 soit :

- Section de fonctionnement : 76 539 .42 €
- Section d'investissement : 974 939.79 €

La reprise du résultat de fonctionnement se décompose comme suit :

- SIPA	241 909.47 €
- RIVES HAUTES	- 219 578.84 €
- SIA	54 208.79 €
-	

La reprise du résultat d'investissement se décompose comme suit :

- SIPA	250 146.18 €
- RIVES HAUTES	234 461.79 €
- SIA	490 331.82 €

#### **Article 5 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Assainissement non Collectif :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 13 107,40 euros en l'absence de section d'investissement est inscrit en report à nouveau en section de fonctionnement.

Ce report donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à une inscription en recette d'un montant de 13 107,40 euros sur le compte de recette 002 « excédent reporté ».

#### **Article 6 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Assainissement en Régie :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 1 310 905,47 euros qui sera reporté au compte de recette 002 « excédent reporté ».

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 2 807 988,05 euros qui sera reporté au compte de recette 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2019.

#### **Article 7:**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Eau en Régie :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 1 414 954,47 euros qui sera reporté au compte de recette 002 « excédent reporté ».

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 3 135 313,49 euros qui sera reporté au compte de recette 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 225**

**AVIS- Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation du Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Gestion des déchets » et « Opérations d'aménagements » ;
- la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Service public d'assainissement non collectif »

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Concernant le budget annexe « Gestion des déchets » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	11 427 401.94 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	7 315 721.94 euros

**Concernant le budget annexe «Eau » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	2 488 933.09 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	2 587 352.28 euros

**Concernant le budget annexe« Assainissement » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	5 187 179.78 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	1 958 800.67 euros

**Concernant le budget annexe « Service public d'assainissement non collectif » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	12 000.00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	pas de mouvements

**Concernant le budget annexe « Opérations d'aménagement »**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	pas de mouvements
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	659 107.07 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 096-4912/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix

- La délibération n° FAG 005-5702/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets.

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrées au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 226**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement Pépinière jeunes agriculteurs couveuses agricoles et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de couveuse agricole est prévu sur le site du Terrain de l'Enfant, à Luyes. La Métropole Aix-Marseille-Provence -Territoire du Pays d'Aix, est

propriétaire d'un ensemble de terres agricoles situées sur la commune d'Aix-en-Provence : Lieu-dit « L'Enfant Est » Section HL Numéro 0060 d'une surface de 9ha 09 a 08 ca. La collectivité souhaite la mise en œuvre, sur cette parcelle, d'un projet agricole (espace-test agricole) en partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

L'objectif de l'investissement est de lutter contre la pression foncière, remettre en culture des friches, transmettre des exploitations aux jeunes générations, développer les produits du terroir et la vente en circuits courts, préserver les paysages, la biodiversité et maintenir l'agriculture sur le territoire. L'étude de faisabilité rendue par le programmiste évalue le coût de l'investissement direct à 1 500 000 euros.

L'investissement consiste en la réalisation d'un bâtiment d'exploitation agricole de type hangar agricole, tunnels froids et serres froides, plus logements fonctionnels modulaires.

Un avenant à la convention 2018 a été signé avec la Chambre d'Agriculture afin de permettre de définir les modalités de réalisation d'une couveuse/pépinière agricole au moyen d'un avant-projet permettant aux élus de faire les choix stratégiques qui définiront les caractéristiques du projet pour engager ensuite la phase opérationnelle.

Sur la base de l'étude de faisabilité du programmiste, les questions à aborder seront les suivantes : accessibilité, contraintes en terme d'aménagement, activités présentes dans le voisinage et incompatibilités éventuelles, ressources en eau et électrification existante ou potentielle, contraintes liées au règlement du PLU et aux Servitudes d'Utilité Publique, classement du site dans les plans de prévention des risques, construction d'un bâtiment d'exploitation agricole (caractéristiques requises et équipements fonctionnels, aménagements).

L'opération fait l'objet de co-financements attendus du CD13 (pouvant aller jusqu'à 60% du coût de l'opération d'investissement) et de la CA13.

L'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles d'un montant initial de 90 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI462-4A doit être révisée pour un montant de + 1 410 000 € T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs - couveuses agricoles autorisation de programme DI462-4A de 90 000 € T.T.C avant révision à 1 500 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 410 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs - couveuses agricoles afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 410 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles pour un montant de + 1 410 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles**

**Montant initial de l'AP : 90 000 € T.T.**

**Révision de l'AP : + 1 410 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 1 500 000 € T.T.C**

Déjà financé : 15 860,48 € T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 260 000 € T.T.C.  
CP 2020 : 1 224 139,52 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 227**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Aides aux entreprises (immobilier, PAT,...) » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit d'apporter un soutien aux projets de développement et de recrutement présentés par des entreprises du territoire, appui à l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire.

L'action du territoire se fait sous la forme de subventions d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par une entreprise : acquisition d'un terrain + construction, acquisition de locaux d'activité, extension de locaux existants.

Le tissu économique du territoire est dynamique. Compte-tenu du nombre de demandes actuellement en instruction et susceptibles d'être validées avant fin 2019, il est nécessaire de revoir l'Autorisation de Programme à la hausse.

L'opération d'investissement 378 « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » d'un montant initial de 2 000 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI378AP doit être révisée pour un montant de + 300 000 € T.T.C,

Cette révision porte le montant de l'opération 378 - Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) autorisation de programme DI378AP de 2 000 000 € T.T.C avant révision à 2 300 000 € T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 300 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 300 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » pour un montant de + 300 000 € T.T.C

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

### **DI378AP « Aide aux entreprises (immobilier, PAT, ...) »**

**Montant initial de l'AP : 2 000 000 € T.T.  
Révision de l'AP : + 300 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 2 300 000 € T.T.C**

Déjà financé : 549 531,50 € T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 750 000 € T.T.C.  
CP 2020 : 500 000 € T.T.C.  
CP 2021 : 250 000 € T.T.C.  
CP 2022 : 250 468,50 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 228**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit d'assurer un soutien aux structures dans le champ de l'économie sociale et solidaire sur le Territoire du Pays d'Aix.

En fin d'année 2018, un nouvel opérateur a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour une aide en investissement concernant la construction d'un siège social. Il convient en conséquence d'élargir l'intitulé de l'autorisation de programme.

La participation du Territoire du Pays d'Aix prend la forme d'une subvention d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par deux associations : Mise à disposition d'un terrain par la commune permettant la construction de locaux d'activités.

Le coût total de la nouvelle opération s'élève à 200 000.00 €, ce qui implique une augmentation d'AP à hauteur de 200 000.00 € portant son montant global à 400 000.00 €.

L'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) d'un montant initial de 200 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI3481 doit être révisée pour un montant de + 200 000 € T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) autorisation de programme DI3481 de 200 000 € T.T.C avant révision à 400 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations et d'autorisations de programme. Budget principal métropolitain. Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 200 000 € T.T.C. de

l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 200 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) pour un montant de + 200 000 € T.T.C.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS)**

**Montant initial de l'AP : 200 000 € T.T.**

**Révision de l'AP : + 200 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 400 000 € T.T.C**

Déjà financé : 0 € T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 200 000 € T.T.C.

CP 2020 : 200 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 229**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix  
– Approbation de la révision de l'opération**

## **d'investissement « Echangeur A8-A51 » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'échangeur autoroutier présent entre l'A8 et l'A51 est incomplet, il est donc prévu de finaliser la liaison A8 Ouest /A51 Nord.

Ce complément comprend 2 bretelles :

- 1<sup>ère</sup> bretelle dans le sens A51 nord vers A8 Ouest
- 2<sup>ème</sup> bretelle dans le sens A8 Ouest vers A51 nord

L'opération actuelle permettait de réaliser la première bretelle actuellement en cours de travaux. Dans le cadre du plan de relance autoroutier, l'État a engagé la seconde bretelle pour laquelle la Métropole s'est engagée à financer 4,8M€, il donc nécessaire d'augmenter l'AP pour pouvoir honorer cette participation.

L'opération dont le coût global est de 50 M€ est portée par l'État avec 12 M€ des collectivités (6M€ du CD13, 4,8 M€ de la métropole et 1,2 M€ de la ville d'Aix), le fonctionnement sera quant à lui assuré par ASF.

L'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 d'un montant initial de 23 000 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI551AP doit être révisée pour un montant de +5 000 000 € T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI551AP Échangeur A8-A51 autorisation de programme DI551AP de 23 000 000 € T.T.C avant révision à 28 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI551AP Échangeur A5-A51**

**Montant initial de l'AP : 23 000 000 € T.T.**

**Révision de l'AP : + 5 000 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 28 000 000 € T.T.C**

Déjà financé : 13 924 948,09 € T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 4 190 000 € T.T.C.

CP 2020 : 3 400 000 € T.T.C.

CP 2021 : 2 000 000 € T.T.C.

CP 2022 : 500 000 € T.T.C

CP 2023 : 500 000 € T.T.C

Reste à financer : 3 485 051,91 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 230**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Pôle d'Activités Aix Entrée Est RD59 (ex rue Berthelot) » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans l'aménagement de l'entrée Est du Pole d'activités d'Aix-en-Provence et particulièrement la section de la RD59 comprise entre le giratoire de Véra et le giratoire De Saboulin. En effet, suite à l'attractivité nouvelle générée notamment par la mise en service de l'ARENA, les flux piétons et vélo sont de plus en plus nombreux.

Cette section de voie est actuellement très routière et dangereuse pour les modes de déplacement doux.

Pour sécuriser en urgence cette section, le territoire avait posé en 2018 des glissières béton provisoires de part et d'autre de la voie. Des études de faisabilité ont été menées afin de définir le programme d'une opération pérenne.

Ainsi il a donc été voté en mars 2019 un programme de travaux permettant de créer un cheminement piéton sécurisé comprenant un balisage lumineux, et protégé de la voie de circulation par une barrière bois. Cette dernière aura également comme fonction d'empêcher le stationnement anarchique sur ce

secteur. Le programme de réaménagement comprend également la réalisation d'une troisième voie de circulation qui sera réservée aux Transports en commun dans le sens sortant du Pôle.

Au moment de la création de l'Autorisation de Programme, le programme de l'opération n'était pas connu. Aujourd'hui le programme de travaux voté est de 1,8ME il est donc nécessaire d'augmenter le montant de l'AP et de la passer à 2M€.

L'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) d'un montant initial de 1 000 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI305A11 doit être révisée pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) autorisation de programme DI305A11 de

1 000 000 € T.T.C avant révision à 2 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot)**

**Montant initial de l'AP : 1 000 000 € T.T.**

**Montant final de l'AP : 2 000 000 € T.T.C**

Déjà financé : 0 € T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 30 000 € T.T.C.

CP 2020 : 800 000 € T.T.C

CP 2021 : 1 170 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 231**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Vitrolles ZA Estroublans Tr3 » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réhabilitation de la ZI des Estroublans sur la Commune de Vitrolles est divisée en 4 tranches de travaux :

1ère tranche de travaux réalisée de 1999 à 2002 = 10 470 198 €

2ème tranche de travaux réalisée de 2003 à 2009 = 12 400 000 €

3ème tranche de travaux en cours de réalisation pour un montant voté à ce jour de 14 000 000€

4ème tranche de travaux programmée au PPI du CT2 pour un montant prévisionnel de 10 000 000€

La poursuite de la troisième tranche de travaux de réhabilitation de la ZI des Estroublans nécessite la réalisation des travaux de réhabilitation de l'avenue

de Bruxelles, dernier barreau non encore réhabilité sur le secteur.

Un avenant à la convention SPLA Pays d'Aix Territoires a été proposé au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 afin de réaliser les travaux de l'avenue de Bruxelles.

L'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 d'un montant initial de 14 000 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI306AP1 doit être révisée pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 autorisation de programme DI306AP1 de 14 000 000 € T.T.C. avant révision à 15 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 pour un montant de + 1 000 000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr3**

**Montant initial de l'AP : 14 000 000 € T.T.**

**Montant final de l'AP : 15 000 000 € T.T.C**

Déjà financé : 4 570 617,02€ T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 97 207 € T.T.C.

CP 2020 : 300 000 € T.T.C

CP 2021 : 2 000 000 € T.T.C.

CP 2022 : 2 000 000 € T.T.C.

CP 2023 : 2 000 000 € T.T.C.

Reste à financer : 4 032 175,98 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 232**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Aides aux logements privés" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération a pour but d'apporter un soutien aux propriétaires et locataires dans l'acquisition,

l'entretien et la réhabilitation de leurs logements afin d'en améliorer les performances.

L'opération Façades Pertuis entrant dans le même champs d'intervention, il est proposé de la clôturer et de l'intégrer à l'opération Aides aux Logements privés ; l'ensemble des soutiens financiers déjà mis en place seront réunis au sein d'une même opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° DEVT 007-5201/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logement Privé du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 53 200 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 53 200 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés pour un montant de + 53 200 € T.T.C

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

#### **DI735AP Aides aux logements privés**

**Montant initial de l'AP : 6 000 000 € T.T.**

**Montant final de l'AP : 6 053 200 € T.T.C**

Déjà financé : 0€ T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 1 667 264 € T.T.C.

CP 2020 : 1 620 000 € T.T.C

CP 2021 : 1 540 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 233**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Aides aux logements Social public" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Soutien apporté aux différents bailleurs de logements sociaux dans l'entretien et la réhabilitation de leur parc d'habitat afin d'en améliorer les performances.

Afin d'améliorer la gestion des crédits réservés aux bailleurs sociaux et de rendre plus lisible la politique publique du Territoire du Pays d'Aix dans ce domaine, il est proposé de fusionner au sein d'une seule opération les actions conduites dans le cadre de l'habitat et du droit commun et celles réalisées dans le cadre de la politique de la ville.

Ainsi l'opération DI7322AP Opération de réhabilitation GUP sera clôturée pour être intégrée à l'opération Aides au logement social public DI736AP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° DEVT 008-5201/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logement Social Public du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 32 213 400 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 32 213 400 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public pour un montant de + 32 213 400 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon

l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI736AP Aides au logement social public**

**Montant initial de l'AP : 68 500 000 € T.T.**

**Montant final de l'AP : 100 713 400 € T.T.C**

Déjà financé : 0€ T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 10 235 000 € T.T.C.

CP 2020 : 7 100 000 € T.T.C

CP 2021 : 22 000 000 € T.T.C.

CP 2022 : 22 000 000 € T.T.C.

CP 2023 : 22 000 000 € T.T.C.

Reste à financer : 17 378 400 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 234**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Clôture d'Autorisations de Programme**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à des fins ou des fusions d'opérations il convient de clôturer les autorisations de programme suivantes :

**DI164AP : FDC Stations d'épuration**

Montant de l'AP : 9 553 865 € T.T.C

RAF : 293 708 € T.T.C.

**DI427BAP : Réhabilitation Piscine Alex Jany Vitrolles**

Montant de l'AP : 564 950 € T.T.C

RAF : 564 950 € T.T.C.

**DI428BAP : Construction piscine de Fuveau**

Montant de l'AP : 76 822,81 € T.T.C

RAF : 59 246,67 € T.T.C.

**DI475AP : Réhabilitation patrimoine édilitaire communautaire**

Montant de l'AP : 6 000 000 € T.T.C

RAF : 3 088 114,36 € T.T.C.

**DI384AP2 Fonds Unique Interministériel 2009-2011**

Montant de l'AP : 1 289 986 € T.T.C

RAF : 370 726 € T.T.C.

**DI731 Façades Pertuis**

Montant de l'AP : 90 000€ T.T.C

RAF : 60 000,40 € T.T.C.

**DI550AP3 SCOT suivi communication**

Montant de l'AP : 270 000 € T.T.C

RAF : 148 045,06 € T.T.C.

**DI7322AP Opération de réhabilitation GUP**

Montant de l'AP : 40 000 000 € T.T.C

RAF : 32 213 468,67 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole d'Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la clôture des autorisations de programme listées ci-dessus.

**Délibère**

**Article unique.** Mandaté au 31/12/2018 : 2 911 885,64 € T.T.C

Est approuvée la clôture des autorisations de programme telles que proposées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Mandaté au 31/12/2018 : 919 260 € T.T.C

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Mandaté au 31/12/2018 : 7 786 531,33 € T.T.C

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 235**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération "Subvention Fondation Vasarely " et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération CSGE 007-4049/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole s'est engagée dans le versement d'une subvention d'investissement à la Fondation Vasarely pour la phase B4 des travaux de restauration du bâtiment classé au titre des monuments historiques.

La phase B4 consiste à finaliser la restauration des façades du bâtiment dans le respect des normes muséales et de procéder à des travaux supplémentaires dus à des modifications de programme et des raisons techniques conformément aux notes de présentations des travaux supplémentaires.

Le montant de la participation votée est de 473 070 €, le premier acompte de 50 % à été réglé en 2018.

Le solde de la subvention d'un montant maximal de 236 535 € devrait être réglé en 2019.

L'autorisation de programme initiale n'a pas été correctement dimensionnée d'où la nécessité de procéder ce jour à une augmentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et révisions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 155 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 155 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely pour un montant de + 155 000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI457AP Subvention Fondation Vasarely**

**Montant initial de l'AP : 628 000 € T.T.**

**Révision de l'AP : + 155 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 783 000 € T.T.C**

Déjà financé : 438 683,50€ T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 343 535 T.T.C.

Reste à financer : 781,50 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 236**

**AVIS- Réitération d'une garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération "Rachat des bâtiments" située Rue Albert Einstein à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a racheté en 2005 les bâtiments, d'une capacité de 200 chambres, que l'association occupe dans le cadre de ses activités, qui sont d'accueillir des jeunes, entre 16 et 30 ans, nécessitant une aide, une assistance en matière d'hébergement et d'accompagnement pour une meilleure socialisation

et intégration dans le monde du travail. L'association permet ainsi, depuis 1972, l'accès à un habitat transitoire à moindre coût dans un contexte immobilier difficile, et un accompagnement grâce à un réseau de partenaires actifs ayant pour même objectif l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

Cette opération de rachat nécessitait alors un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 978 724 euros, amortissable sur 25 ans. Cet emprunt a bénéficié d'une garantie accordée par le Conseil Communautaire de la CPA, à hauteur de 100 %, quotité en vigueur en 2004, par délibération n° 2004\_A348 du 17 décembre 2004.

Un premier réaménagement, consistant en une prolongation de la durée du prêt de 2 ans a été acté par délibération n° 2015\_B660 du 17 décembre 2015.

L'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, un deuxième réaménagement consistant en un allongement de la durée d'amortissement de 5 années supplémentaires avec une échéance à 2036.

Ce rééchelonnement permet à l'association d'ajuster l'amortissement financier des bâtiments sur l'amortissement technique. En effet, les travaux de réhabilitation entrepris en 2016 et 2017 et la mobilisation des logements mis en travaux ont eu pour conséquence une diminution du résultat d'exploitation. De même, les réformes économiques et fiscales du gouvernement de 2018, au travers de la réforme des contrats aidés, ont engendré une baisse de ses recettes au travers de la diminution des subventions accordées par l'Etat à l'association.

Le montant du prêt réaménagé, relatif à cette opération, s'élève au 1er juin 2019 à 652 655,62 euros.

Le Caisse des Dépôts et Consignations subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 652 655,62 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 100 % des sommes dues par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

L'analyse financière de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, effectuée à partir de son bilan 2018, met en évidence un actif comptable égal à 5 400 984 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 1 995 882 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 3 405 102 euros. Bien que le résultat net 2018 soit positif à 24 092 euros, le report à nouveau de - 606 745 euros traduit un cumul de pertes dans le passé jusqu'en 2015. En 2018, le résultat d'exploitation reste déficitaire à - 105 473 euros. C'est l'impact de la reprise de l'amortissement annuel de subvention

d'investissement qui contribue au résultat net positif. Fin 2018, la situation nette reste négative à - 585 652 euros, mais elle poursuit un redressement à un rythme modéré. Le niveau d'emprunt reste élevé, mais il poursuit sa diminution (13% depuis 2016).

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération 2004\_A348 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2004 approuvant la garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour le financement de l'opération de rachat des bâtiments du Foyer des Jeunes travailleurs des Milles ;
- La délibération 2015\_B660 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour le réaménagement d'un prêt d'un montant de 676 317,79 euros ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a contracté un prêt n° 1042908 / 1277810 d'un montant de 978 724 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de rachat de bâtiments.
- Que ce prêt a fait l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par la Caisse des dépôts et Consignations.
- Qu'il convient dès lors de conclure une nouvelle convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement d'une ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations ». Ce réaménagement proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations concerne la ligne du prêt n°1277810 pour un montant total de 652 655,62 euros.

La garantie est accordée pour la ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

#### **Article 2 :**

Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisables indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 17 avril 2019 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

#### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale de chaque ligne du prêt réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement

#### **Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

#### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer l'avenant au contrat de prêt établi entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 237**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Développement de la signalétique et des équipements de plein air liés à l'accueil du public" sur les communes du territoire du Grand Site Sainte-Victoire**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Grand Site Sainte-Victoire est un espace naturel connu pour ses paysages. Avec près d'un million de visiteurs par an, la fréquentation de Sainte-Victoire induit des politiques d'accueil, de gestion des flux et d'aménagement du territoire.

Afin de répondre à sa mission de gestion de la fréquentation et d'accueil du public, le Grand Site Sainte-Victoire développe depuis quelques années une signalétique d'information touristique autour du massif Sainte-Victoire par la pose de mobiliers bois et des équipements de plein air sur les aires de stationnement constituant un lieu identifié de départ de randonnée.

En 15 ans de développement de la signalétique, et plus particulièrement du mobilier bois d'information du public, plusieurs vagues de mobiliers ont été mises en place. Il ressortait de ces différentes vagues d'implantations, un mobilier assez hétérogène sur le terrain.

Par ailleurs lors du renouvellement du label en septembre 2010, le Ministère et les Commissions des Sites avaient attiré l'attention sur la nécessité de réfléchir à la question du mobilier.

Pour répondre à ce besoin d'homogénéité, le Grand Site Sainte-Victoire et le Département des Bouches-du-Rhône propriétaire d'espaces naturels sur le périmètre se sont dotés d'un cahier des normes techniques commun pour les mobiliers situés en site classé.

Ce cahier des normes techniques des mobiliers bois, adopté conjointement par le Département des Bouches du Rhône et le Grand Site Sainte-Victoire, a reçu un avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (CDNPS) en novembre 2016.

Le projet de remplacement de l'ancien mobilier concerne ainsi une partie des panneaux informatifs aux départs de randonnée, des Relais d'Informations et Services (RIS) et quelques équipements thématiques spécifiques, soit un signalétique terrain composé de 20 mobiliers bois sur les 60 que compte le Grand Site.

Le cadre de la gestion de la fréquentation, une des mesures phare du projet de territoire, pour le renouvellement du Label Grand Site de France, vise la mise en place de cette signalétique et de ces équipements qui faciliteront la lecture du territoire par les usagers grâce à une meilleure visualisation des départs de sentiers et apporteront les informations utiles pour la pratique de la randonnée ainsi que la protection du site.

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

Date prévisionnelle des travaux : premier semestre 2019

Fin prévisionnelle des travaux : dernier semestre 2019

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 45 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches du Rhône <b>Plan partenarial métropolitain</b>	80 %	36 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	9 000,00 euros
TOTAL HT		45 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 201 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471AP ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Développement de la signalétique et des équipements de plein air liés à l'accueil du public sur les communes du territoire du Grand Site Sainte-Victoire.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les

communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 238**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement d'un itinéraire de valorisation patrimoniale de l'aqueduc de la Traconnade sur la commune de Meyrargues"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires

institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### *Descriptif de l'opération concernée :*

La commune de Meyrargues, en collaboration avec la Direction du Grand Site Sainte-Victoire et les services compétents, a fait réaliser en 2013 une étude sur la protection et la valorisation de l'aqueduc du Pas de l'Étroit et sur le tracé du canal romain aux abords du village.

Parmi les axes dégagés par l'étude, figure la création d'un « itinéraire de valorisation patrimoniale » entre l'aqueduc du Pas de l'Étroit et la pile de Réclavier classée au titre des monuments historiques.

Une étude préalable réalisée en 2015 pour la mise en œuvre de cet itinéraire de valorisation a permis d'identifier huit ouvrages d'intérêt particulier à réhabiliter le long de l'itinéraire. Une signalétique patrimoniale viendra par ailleurs ponctuer l'interprétation de ce patrimoine.

Le montant total de l'opération s'élève à 200 000 € HT :

- 22 500 € HT pour la maîtrise d'œuvre,
- 105 000 € HT pour la réhabilitation des ouvrages de l'aqueduc : confortement d'ouvrages archéologiques d'intérêt particulier afin de mettre fin aux pathologies et dégradations constatées sur ces vestiges,
- 72 500 € HT pour l'aménagement d'un itinéraire de valorisation le long de ces vestiges, accompagné de la conception et du déploiement de la signalétique d'interprétation afférente.

Le projet est suivi par un comité de pilotage constitué de la commune de Meyrargues, de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), des Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine (STAP13), de la Direction du Grand Site Sainte-Victoire et Espaces Naturels, services Patrimoine et Accueil du Public.

#### *Service rendu à la collectivité :*

Outre la sauvegarde et la valorisation d'un patrimoine remarquable, l'aménagement de l'itinéraire viendra compléter l'offre de randonnée sur la partie nord du territoire.

Sainte-Victoire accueillant près 1,5 millions de visiteurs par an, dans le cadre du dossier de renouvellement du label 'Grand Site de France' (délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018), les élus locaux ont unanimement déclaré vouloir une maîtrise

durable de la fréquentation avec un nécessaire rééquilibrage entre le Nord et le Sud.

#### *Lieu de réalisation :*

Commune de Meyrargues

#### *Numéro d'opération et budgets concernés :*

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

#### *Date de démarrage des travaux et date de fin prévisionnelle :*

Démarrage prévisionnel de la maîtrise d'œuvre (22 500 € HT) : 2019  
Travaux de réhabilitation des ouvrages 1ère tranche (50 000€ HT) : 2020  
Travaux de réhabilitation des ouvrages 2ème tranche (55 000€ HT) : 2020-2021  
Démarrage des travaux sur sentier et de la signalétique (72 500€ HT) : 2021

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône <b>Plan partenarial métropolitain</b>	70 %	140 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	60 000 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>200 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : aménagement d'un itinéraire de valorisation patrimoniale de l'aqueduc de la Traconnade sur la commune de Meyrargues.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en

section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 239**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Mise en œuvre d'un plan de sauvegarde archéologique et de valorisation de l'ancien aqueduc romain de Traconnade"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

***Descriptif de l'opération concernée :***

L'aqueduc de la Traconnade est le plus important aqueduc romain de la ville antique d'Aquae Sextiae. Il amenait les eaux depuis la source de Traconnade, située sur la commune de Jouques, jusqu'à Aix en Provence, soit un ouvrage de 31 kilomètres

traversant plusieurs communes, parmi lesquelles Meyrargues et Peyrolles.

Une mission d'assistance archéologique a été confiée au bureau d'étude spécialisé Architecture et Héritage pour l'élaboration d'un programme de protection et de mise en valeur sur la longueur totale de l'aqueduc. Les actions prioritaires retenues portent sur :

- la géolocalisation précise des parties enfouies potentiellement menacées ;
- la mise en place d'une protection administrative notamment au travers des documents d'urbanisme (PLUi) ;
- la réalisation de chantiers de sauvegarde et de mise en sécurité des vestiges.

Une première intervention est prévue en 2019, sur les vestiges considérés comme les plus urgents de par leur intérêt patrimonial et leur état sanitaire.

*Lieu de réalisation :*

Les communes de Jouques et/ou Meyrargues et/ou Peyrolles.

*Date de démarrage et de fin prévisionnelle des travaux :*

Démarrage prévisionnel des travaux : second semestre 2019

Fin prévisionnelle des travaux : dernier semestre 2020

*Numéro d'opération et budgets concernés :*

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 30 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 <b>Plan partenarial métropolitain</b>	80 %	24 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	6 000 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>30 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 062-3081/14/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde archéologique et de valorisation de l'ancien aqueduc romain de Traconnade

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 240**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Piscine de Gardanne"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Travaux de mise en conformité PMR et d'aménagement de la piscine de Gardanne.

Réalisation des travaux : novembre 2018 à juin 2019.

Dans le cadre de la mise en conformité PMR des bâtiments recevant du public, il s'est avéré nécessaire de rendre accessible l'ensemble de la piscine de Gardanne.

A ces obligations réglementaires s'ajoutent des travaux d'aménagement, afin de répondre à un besoin d'amélioration des conditions d'hygiène dans les vestiaires, de l'accueil du public et des conditions de travail du personnel.

L'ensemble de ces aménagements consistent entre autre à, réaménager le hall d'accueil billetterie, créer une zone de déchaussage, réhabiliter les douches et sanitaires du public, à créer une salle de réunion et un espace détente pour le personnel déjeunant sur site.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 550 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Plan Partenarial Métropolitain	80 %	440 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	110 000 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>550 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 021/5712/CM du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI46025A .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Piscine de Gardanne

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible

d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération budgétaire : 4581162460, nature : 4581, fonction 323, autorisation de programme DI46025A.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Nature 1323, Fonction 323, (Réf. interne RI46025).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 241**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Centre de collecte Agavon" par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour la commune des Pennes Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans

le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### **Descriptif de l'opération concernée :**

L'augmentation progressive des effectifs du pôle administratif nécessite l'agrandissement des locaux et l'amélioration des conditions de travail du personnel. De plus, la réhabilitation des locaux répond également au besoin de faciliter le stationnement des véhicules légers dans le hangar existant pour les protéger contre les vols récurrents.

Travaux d'extension et de réaménagement des locaux administratifs du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères de l'Agavon aux Pennes Mirabeau.

Réalisation des travaux : Juin 2019 à octobre 2019.

En outre, un renforcement de la protection des locaux contre les risques d'incendie va être apporté. L'ensemble de ces aménagements consiste, entre autres, en la réhabilitation des vestiaires et douches et l'installation d'une mezzanine, créant une surface permettant l'aménagement de deux bureaux pour trois postes de travail, d'un espace reprographie, de deux locaux de rangement destinés aux EPI, d'un espace détente pour le personnel déjeunant sur site et d'un sanitaire.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 550 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Conseil Départemental 13 Plan Partenarial Metropolitain	80 %	440 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	110 000 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>550 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI181 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Centre de collecte Agavon.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement. Opération budgétaire 181, nature (21351,2031), fonction 7212, autorisation de programme DI181.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement. Nature 1313, fonction 7212, (Réf. Interne RI181).

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 242**

**Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Budget Supplémentaire 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

### **1 – Section de Fonctionnement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Il s'agit, entre autres, d'ajuster les prévisions relatives à la DECI suite à la C.L.E.T.C. définitive pour 108 218 €, et d'abonder la convention avec Escota pour 146 500 €.

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à  
183 218 €**

### **2 – Section d'Investissement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Les mouvements notables sont les suivants :

- Centre de Formation des Apprentis : + 2 122 747 euros sur le CP 2019 ;
- Aide à l'immobilier dans le cadre du développement économique : + 200 000 € ;
- Pépinières jeunes agriculteurs : + 200 000 € ;
- Pluvial : + 1 000 000 € ;
- Parking de Peynier : + 227 600 € ;

- Contrats Communautaire Pluriannuel de Développement : + 600 000 € ;
- Complexe du Farigoulier : + 300 000 € ;
- Aréna (protocole transactionnel + taxe d'aménagement) : +1 366 920 € ;
- Subvention Vasarely : + 236 535 €.

Compte tenu du décalage dans l'attribution de marchés de travaux, des aléas de chantier et de financements de partenaires extérieurs décalés, les restitutions sur les services suivants sont proposées :

- Entrées de Villes : - 300 000 € ;
- Coordinations de projets : - 1 228 772,35 € (TER, modernisation, Lac de Peyrolles, CD13 déviation, Suppression PN La Calade) ;
- Enseignements Supérieur et Recherche : - 1 783 368 € (CHIAP, CPER 2008-2014) ;
- Technopole de l'Arbois : - 2 120 000 € (Plan de développement ESR, Gestion des eaux pluviales, Aménagement ZAC petit Arbois, Développement immobilier des entreprises) ;
- Opérations d'aménagement : - 600 000 € (BBA bel Ombre).

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à  
0 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n° FAG002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018\_CT2\_496 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- la délibération n°2019\_CT2\_076 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FAG001-5698/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence et de ses Etats Spéciaux de Territoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 23 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article Unique :**

Le Budget Supplémentaire pour 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adopté, par nature.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Ressources - Foncier**

**2019 CT2 243**

**Acquisition d'un terrain propriété du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la construction d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La déchèterie de Bouc-Bel-Air est l'une des plus fréquentées du Pays d'Aix, tout particulièrement par des professionnels, du fait notamment

d'interdictions d'accès sur les sites du territoire marseillais, sa plate-forme haute est étroite avec une entrée-sortie commune, provoquant parfois de longues files d'attente pouvant perturber la circulation sur la route départementale.

Cette déchèterie est aujourd'hui complètement saturée et ne permet plus d'accueillir les usagers dans des conditions satisfaisantes. Elle ne peut pas non plus bénéficier de travaux d'extension permettant de régler de façon pérenne ce problème de saturation.

À défaut de pouvoir effectuer des travaux d'extension permettant de régler de façon pérenne ce problème de saturation, le Territoire a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour l'implantation d'un projet privé de déchèterie destinée aux professionnels par un contrat de bail emphytéotique administratif à consentir sur les parcelles CD 306, 307 et 310 sises dans le quartier des Chabauds. Cette nouvelle déchèterie sera dédiée aux professionnels, et offrira un exutoire en adéquation avec leurs besoins (rapidité de dépotage, traçabilité,). L'ouverture de ce site devra s'accompagner de la fermeture aux apporteurs professionnels des déchèteries publiques avoisinantes (Bouc-Bel-Air, Les Pennes-Mirabeau et Gardanne) et permettra au Pays d'Aix de se recentrer sur ses missions de bases et de dédier les déchèteries publiques à leurs missions premières à savoir le service aux particuliers.

Dans le cadre des démarches entreprises dans l'Appel à Manifestation d'intérêt, la question de la réalisation de l'accès au site projeté a mis en avant l'opportunité pour la Métropole d'acquérir les parcelles voisines.

En effet, ces terrains, propriétés du Département des Bouches-du-Rhône, avaient été identifiés pour la réalisation d'un Parc Relais au moment de l'initiation du projet. Toutefois, l'ensemble de la compétence mobilité ayant été transférée à la Métropole, et compte tenu de la synergie entre les projets il est proposé de procéder à l'acquisition à titre gratuit d'un terrain de 16.621 m<sup>2</sup> cadastré section CD n°305, 308 et 309 sur la commune de Bouc-Bel-Air, propriété du Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'acquérir à titre gratuit un terrain de 16.621m<sup>2</sup> appartenant au Département des Bouches-du-Rhône cadastré section CD n°305, 308 et 309 pour la construction de la déchèterie de la Commune de Bouc-Bel-Air.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gratuit d'un terrain de 16.621 m<sup>2</sup>, par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, cadastré section CD n°305,308 et 309 pour l'implantation d'un projet privé de déchèterie destinée aux professionnels sur la Commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 21, nature 2111, fonction 7213.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 244**

**AVIS- Renonciation à l'incorporation d'un bien sans maître sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) prévoit que « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ».

L'immeuble sis 3 rue Grande à Jouques, cadastré section I n°82 entre dans le champ d'application de cet article.

Ces biens sans maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés (article 713 du Code Civil). Le Conseil Municipal doit prendre une délibération autorisant l'incorporation du bien dans le domaine de la commune. Mais la commune peut également renoncer à exercer ses droits au profit de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre. Le bien sans maître est alors réputé appartenir à l'EPCI. Si à son tour l'EPCI à fiscalité propre renonce à exercer ses droits, la propriété est transférée de plein droit à l'État.

Par arrêté n°26-2005 du 17 mars 2005, le Maire de Jouques a constaté que le bien sis 3 rue Grande à Jouques, cadastré section I n°82 n'avait plus de propriétaire et que les contributions foncières n'avaient pas été acquittées depuis plus de 3 ans.

Par délibération n° 095-2019 du 1<sup>er</sup> avril 2019 rendue exécutoire le 4 avril 2019, la commune de Jouques a renoncé à exercer ses droits sur cette parcelle au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La parcelle I 82 est en conséquence réputée appartenir à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette dernière souhaitant également renoncer à exercer ses droits sur ce bien, il est proposé au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article 1123-1 ;
- Le Code Civil et notamment l'article 713 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 095-2019 du Conseil Municipal de la Commune de Jouques du 1<sup>er</sup> avril 2019 rendue exécutoire le 4 avril 2019 renonçant à l'incorporation du bien sans-maître.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Il est décidé de renoncer à l'incorporation de la parcelle I 82 sise sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

### **2019 CT2 245**

**Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent des enjeux stratégiques de la mobilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaires aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Mobilité et intelligence collective (ou Action 1)

Animation d'événements répondant aux enjeux de sensibilisation à l'offre de services de mobilités alternatives, valorisation des actions favorisant les solutions de mobilité durable des partenaires et associations, fédération des acteurs et opérateurs de mobilité de la Métropole autour de réflexions thématiques.

- Petits déjeuners mobilité (*ou Action 2*)  
Impulser des actions de mobilité durable favorisant l'insertion sociale et professionnelle, à partir d'un temps d'échange thématique permettant la consultation des acteurs et la livraison de travaux thématiques auprès d'entreprises, de services de l'emploi, de formation et insertion.
- Trophée Entreprises (*ou Action 3*)  
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun.
- Accompagnement « mobilité » à la politique de recrutement (*ou Action 4*)  
Visant à accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Accompagnement à la mobilité des habitants de St Mauront/Parc Bellevue (*ou Action 5*) et des habitants de La Castellane/La Bricarde (*ou Action 6*)  
Favoriser la mobilité alternative des QPV (quartiers politique de la ville) en accompagnant les populations fragiles par la recherche de solutions de mobilité et la sensibilisation à la mobilité durable, accompagner les projets de territoire sur la thématique de la mobilité, optimiser les aides de droit commun en garantissant une sortie de dispositif rapide et des solutions pérennes de mobilité liées à l'insertion et à l'emploi.
- Centrale de mobilité dédiée aux publics en insertion et aux salariés précaires (*ou Action 7*)  
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges, de formation et de dispositifs de levée des freins à la mobilité dans le cadre de parcours d'insertion de salariés précaires.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 100 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions Mobilité de l'association Maison de l'Emploi.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 100 000 euros à l'association Maison de l'Emploi.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs relative à l'exercice 2019 avec l'association Maison de l'Emploi.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs et tout document y afférent.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération**

#### **2019 CT2 246**

**Attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal sous l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997 a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire.
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes.
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que

l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques.

- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

Dans le cadre de son objet, la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association prévoit en 2019 de programmer une action spécifique dans le domaine de la Mobilité : la conception d'une « boîte à outils Mobilité Durable », dont les objectifs sont :

- Offrir aux acteurs plusieurs supports de conseil et d'orientation Mobilité
- Créer un outil interactif et modulable pour sensibiliser à la mobilité et aux comportements citoyens
- Apporter de la connaissance, une aide à la décision et recherche de solutions adaptées
- Développer et tester la boîte à outils dans le cadre de PDES (Plans de Déplacements d'Établissements Scolaires).

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement et de la promotion des mobilités durables, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 10.000 euros à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention annuelle, pour la réalisation de cette action

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros à l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la CPIE du Pays d'Aix.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou sont représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 247**

#### **Approbation du Plan vélo métropolitain 2019-2024**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Actuellement 39% des déplacements du quotidien de moins de 3 kilomètres - soit 15 minutes en vélo classique et 7 minutes en vélo à assistance électrique- se font actuellement en voiture. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite inverser la tendance en donnant toute sa place au vélo sur son territoire.

Bénéfique pour la santé individuelle et collective, outil d'attractivité et de qualité de vie, le développement du vélo méritait un plan d'action ambitieux et coordonné entre la Métropole et le Département.

Outil de programmation et feuille de route de la politique métropolitaine sur les cinq années à venir,

le plan vélo territorial traduit l'ambition de la Métropole et du Département : doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien et renforcer l'attractivité cyclo-touristique du territoire.

Dotée d'atout climatique certain, d'un patrimoine d'exception et confronté à des problématiques de pollution de l'air et de congestion urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence réunit atouts et enjeux pour développer l'usage du vélo sur son territoire.

En partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de consacrer un budget de 60 millions d'euros au sein de ce plan vélo 2019-2024. Premier document cadre consacré au vélo par la Métropole, ce plan est composé des 3 axes suivants :

- Développer l'usage de vélo dans les trajets du quotidien ;
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et promouvoir l'usage du vélo.

Dans la continuité de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine et du schéma vélo du Département, ce plan décline 15 actions à mener :

- Développer l'usage du vélo pour les trajets du quotidien avec la création d'un réseau Vélo+ dotée d'aménagement cyclable sécurisé en connexion avec les principaux pôles d'attractivité.
- Renforcer les réseaux cyclables de maillage en créant de nouveaux aménagements mais aussi en améliorant l'existant et en traitant les points noirs et discontinuités.
- Déployer une nouvelle offre de stationnement vélo avec plus de 3600 places au sein des pôles d'échanges dont 60% en abris sécurisé.
- Créer des agences du vélo afin de promouvoir l'ensemble des services vélos.
- Développer l'intermodalité avec les transports en commun avec du stationnement à chaque station de transport et l'autorisation de transporter des vélos pliants et trottinettes au sein du réseau de transport métropolitain.
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre avec un dispositif d'aide à l'acquisition de vélo à assistance électrique de 25% du prix d'achat plafonné à 400€.
- Permettre l'essai par la mise en place d'un service de vélo en location moyenne et longue durée.
- Proposer une nouvelle offre de vélo en libre-service sur Marseille en intégrant les nouvelles technologies disponibles et étudier l'opportunité de proposer une offre dédiée à l'intermodalité pour les villes moyennes.

- Soutenir les déplacements doux dès le plus jeune âge avec des actions en direction des écoles et des établissements d'enseignement autour de sécurité routière.
- Lutter contre le vol de vélo en développement un plan d'action partenarial dissuasif.
- Renforcer l'attractivité cyclo touristique du territoire en se dotant d'un schéma dédié au cyclotourisme et en soutenant la réalisation des véloroutes et voies vertes.
- Sensibiliser l'ensemble des usagers de l'espace public et encadrer les nouveaux services.
- Promouvoir l'usage du vélo en l'intégrant dans le nouvel outil de navigation transport et en proposant une fonction de GPS dédié.
- Harmoniser les pratiques d'aménagement en dotant la Métropole d'un référentiel technique à destination des différents maîtres d'œuvre.
- Soutenir le tissu associatif et les actions menées pour améliorer la visibilité du vélo notamment la fête du vélo.

Aujourd'hui, plus de 60% des métropolitains considèrent le vélo comme un mode de déplacement d'avenir.

Ce plan donne donc les moyens et la feuille de route afin de faire du vélo et des nouvelles mobilités une solution de déplacement sûre et efficace pour tous les métropolitains : capable de contribuer de façon significative à la diminution de l'usage de la voiture individuelle sur tout le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés ;
- Qu'il convient d'approuver le Plan vélo métropolitain 2019-2024 ;
- Que ce plan vise à promouvoir l'usage du vélo sur les déplacements du quotidien ;
- Que ce budget pour la mise en place de ce plan est estimé à 60 millions d'euros pour la Métropole.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Plan vélo métropolitain 2019-2024 ci-annexé.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 248**

**Approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine et de la distribution de titres de transport métropolitains à l'occasion d'opérations de promotion de la mobilité**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le territoire métropolitain est particulièrement attractif. A ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national sont régulièrement organisées sur le territoire.

La Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations, souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements.

Néanmoins, la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle métropolitaine. En effet, il existe bien sur certains bassins de déplacement des produits tarifaires événementiels mais qui sont disparates et limités aux réseaux locaux hérités du passé.

Il est donc proposé d'approuver une gamme tarifaire métropolitaine événementielle jointe en annexe attractive sur la plan financier offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales.

Cette gamme tarifaire pourra être commercialisée pour répondre à des événements ou des opérations portés par la Métropole ou auxquels elle est

associée en qualité de partenaire. Par ailleurs, Cette gamme sera systématiquement proposée aux organisateurs de congrès sur le territoire métropolitain.

Il convient de préciser que des offres tarifaires spécifiques pourront faire l'objet de délibérations particulières lorsque la Métropole accueille des événements majeurs de niveau international.

Par ailleurs, dans le cadre de la manifestation Marseille Provence Gastronomie 2019 la Métropole souhaite distribuer gratuitement à l'entrée de quelques stations de métro de Marseille des titres de transport le 28 juin prochain à partir de 15h qui seront utilisables jusqu'à la fin de la journée d'exploitation. Le coût de cette opération supporté par la Métropole s'élèvera à 18 000€ (13 000€ pour l'acquisition des titres et 5 000€ pour l'encodage des tickets pris en charge par la RTM).

Enfin, afin de promouvoir l'usage des transports publics sur le périmètre de la Métropole, dans le cadre de sa stratégie de conquête clientèle, cette dernière se donne la possibilité à l'occasion d'actions de marketing promotionnel et de communication, menées à l'initiative des services de la Métropole, de distribuer à titre gratuit des pass INTEGRAL découverte dans la limite de 3500 forfaits par an soit 2000 pass 24h et 1500 pass hebdomadaires.

Ces Pass permettent de découvrir l'ensemble des services de mobilité organisés par la Métropole sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le territoire métropolitain est particulièrement attractif ;

- Qu'à ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national et international sont régulièrement organisées sur le territoire ;
- Que la Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements ;
- Que la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle de métropolitaine ;
- Que pour répondre à ces besoins, il est proposé d'approuver une gamme tarifaire attractive offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales ;
- Qu'également la Métropole souhaite à l'occasion d'opérations de marketing promotionnel et de communication faire découvrir l'offre de mobilité métropolitaine.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la gamme tarifaire événementielle métropolitaine et ses conditions d'utilisation jointes en annexe 1

##### **Article 2 :**

Est approuvée la distribution de titres gratuits permettant de circuler sur le réseau RTM lors de la manifestation Marseille Provence Gastronomie du 28 juin 2019 à partir de 15h jusqu'à la fin de l'exploitation du réseau

##### **Article 3 :**

Est approuvée la distribution à titre gratuit de pass INTEGRAL découverte dans la limite de 3500 forfaits par an soit 2000 pass 24h et 1500 pass hebdomadaires à l'occasion d'opération de marketing promotionnel et de communication organisés par la Métropole

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 249**

**Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Aprovel**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association APROVEL a pour objet de promouvoir

et de protéger la pratique du vélo comme moyen de déplacement à part entière en complémentarité avec d'autres modes de transports alternatif à la voiture (TC, Piétons...), ainsi que d'œuvrer à la réalisation du Schéma Régional de Véloroutes et Voies Vertes et à la création d'itinéraires cyclables dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son siège social est situé à Salon de Provence.

Les activités de l'association sont :

- La participation aux réunions pour le développement et la structuration des véloroutes et voies vertes sur le territoire.
- L'organisation de randonnées à vélo.
- La participation aux événements locaux et territoriaux dont la fête du vélo.
- Des rencontres avec le réseau associatif local et la remontée de problématiques vélos.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en termes d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Au vu des objectifs de l'association APROVEL et de leur cohérence avec les objectifs de la Métropole, il est proposé de soutenir cette association selon la demande de subvention transmise en fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 958 euros à cette association, sous la forme d'une subvention pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objet de l'association APROVEL s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 958 euros à l'association APROVEL

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 250**

**AVIS - Vente d'une parcelle d'espaces verts située à l'arrière du parc relais Malacrida et acquisition d'un local de 100m2 à destination de salle d'attente voyageurs à proximité du parc relais Malacrida à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a réalisé et mis en exploitation le parc relais Malacrida, situé avenue Malacrida à Aix en Provence en 2014. Cet ouvrage comprend 242 places de stationnement, 11 places vélo, 5 places PMR et 6 places avec bornes de recharge électrique.

Lors de sa réalisation, la CPA a acquis les parcelles cadastrées BP142 et BP146. La parcelle BP142 est grevée d'une servitude de passage sur l'arrière au profit des parcelles BP144 et BP143. La Métropole souhaite développer les services de transport au départ de ce site stratégique, et y organiser le transfert de services scolaires sur le réseau urbain Aix en bus. Pour cela il convient de pouvoir proposer de bonnes conditions d'attente aux usagers.

La Métropole, bénéficiaire d'un emplacement réservé (n°104) sur les parcelles BP143 et BP144 a approché les propriétaires en 2016, en vue de négocier l'achat de leurs parcelles. Le résultat de l'estimation foncière s'est révélé extrêmement coûteux au regard du projet de hub bus projeté à cet endroit. En effet, la parcelle BP144 était estimée

à 966 000 euros, et la parcelle BP143 à 2 599 000 euros.

Par courrier du 6 septembre 2018, la Métropole renonçait à son emplacement réservé, suite à la mise en demeure par les propriétaires d'acquiescer.



Ceux-ci sont vendeurs de leurs biens à un promoteur, M. Mathey qui souhaite édifier sur les deux parcelles, un immeuble d'activités et de bureaux. Pour ce faire, il souhaite pouvoir racheter l'arrière de la parcelle BP142 à la Métropole, de façon à aménager un accès au parking souterrain de son immeuble projeté. Il a également besoin de cette acquisition pour se prévaloir de suffisamment de surface d'espaces verts en vue de l'obtention de son permis.



La Métropole y voit l'opportunité de bénéficier à l'intérieur de l'immeuble à construire par M. Mathey, d'un local de 100m<sup>2</sup> en vue de s'en servir comme salle d'attente de voyageurs en correspondance entre le parc relais/le réseau urbain/ le réseau scolaire/ le réseau interurbain. (voir annexe 1)

Une évaluation de la parcelle à détacher a été réalisée par les services du Domaine et transmise à la Métropole en date du 24 avril 2019. Cette parcelle, d'une contenance de 1327m<sup>2</sup> (sur la parcelle cadastrée BP 142 est estimée à 765 000 € HT.



Le local que la Métropole souhaiterait acquérir à destination de salle d'attente de voyageurs, d'une superficie de 100m<sup>2</sup>, est estimé par avis des services du Domaine, transmis à la Métropole le 23 mai 2019, à 305 000€ HT.

Ainsi il est proposé d'approuver l'acquisition d'un local de 100m<sup>2</sup>, sis à l'angle de l'avenue Malacrida et de l'avenue Mauriat, en rez de chaussée d'un immeuble à construire, et la vente d'une parcelle de 1327m<sup>2</sup> située à l'arrière de la parcelle BP142. L'acquisition du local se fera au prix de 305 000 euros, et la vente de la parcelle détachée au prix de 765 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L.1311-11 et L.5211-37 du CGCT
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- Le rapport de la société Aixpertise consulting du 24 janvier 2019,
- Les avis du Domaine du 24 avril 2019 et du 23 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la transaction foncière proposée permet à la Métropole de poursuivre le projet de réalisation d'un hub bus près du parking Malacrida à Aix en Provence,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidée l'acquisition d'un local de 100m<sup>2</sup> par un contrat de VEFA conclu avec M. Philippe Mathey, auquel pourra se substituer la société civile de construction vente qui sera constituée pour la réalisation de ce projet, à l'angle des avenues Mauriat et Malacrida à Aix-en-Provence, en rez-de-chaussée pour un montant de 305 000 euros HT (366 000 euros TTC).

**Article 2 :**

Est décidée la vente par la Métropole d'une parcelle de 1327m<sup>2</sup>, détachée à l'arrière de la parcelle BP142 lui appartenant au prix de 765 000 euros HT (918 000€ TTC) au profit de M Philippe Mathey. auquel pourra se substituer la société civile de construction vente qui sera constituée pour la réalisation de ce projet.

**Article 3 :**

Le promoteur prendra en charge les frais d'actes (vente et acquisition).

**Article 4 :**

Les recettes provenant de la vente de la parcelle seront inscrites au Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence section d'investissement – Sous Politique C350 – Chapitre 77 - Nature 775.

**Article 5 :**

Les dépenses nécessaires à l'acquisition seront inscrites au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix Marseille Provence section Investissement – opération n° 2017264200 – Parc Relais Malacrida - N° inventaire 1942 - Sous Politique C350 Chapitre 21 – Nature 2131 et 2135.

**Article 6 :**

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 251**

**AVIS - Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Phase Etudes et Travaux)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Plan-de-Campagne.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire. Il est inscrit dans la Directive Territoriale de 2007, en tant que point essentiel « d'articulation et d'accès au réseau de transports collectifs, signalé comme priorité dans le Plan de Déplacements Urbains de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2015, confirmé par l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en 2016.

Le programme du pôle d'échanges est le suivant :

- Réalisation d'une halte ferroviaire
- Réalisation d'une gare routière
- Elargissement d'un Pont-route sous l'A51
- Elargissement d'un Pont-Rail sous la ligne ferroviaire

- Création d'un giratoire en sortie de A51 sur la route départementale 543

Le tracé de l'extension du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus, a été modifié afin que son terminus rejoigne ce PEM de Plan-de-Campagne.

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

- Déroulement des études : 2019 ;
- Acquisition du foncier : 2019 ;
- Démarrage de l'élargissement du Pont-route : 1<sup>er</sup> trimestre 2019 ;
- Fin des travaux des quais : Octobre 2021 ;
- Mise en service du pôle d'échanges (parkings et gare routière) : Dernier trimestre 2022 ;
- Mise en service du BHNS (Extension Zenibus) : Début 2023.

#### **Coût prévisionnel de l'opération :**

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 7.350.000 euros HT financés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La participation du Département des Bouches-du-Rhône est appelée, sur les volets études et travaux engagés à compter de 2019, à hauteur de 25,40%, sur une assiette subventionnable de 6.300.000 euros HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Département des Bouches-du-Rhône	25,40 %	1.600.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	74,60 %	4.700.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>6.300.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 038-5128/18/CM du 13 décembre 2018 portant création et affectation d'une Autorisation de Programme pour l'opération d'investissement du Pôle d'échanges de Plan de Campagne.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Phase Etudes et Travaux)

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution à signer tout document, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2019001600. rattachée au programme 54 Pôle d'échange multimodal Code AP 198540TP.

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique C240 Natures : 1311 – 1312 – 1313 – 1314 – 1317 – 1318.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 252**

**AVIS - Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport- réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Les transports publics au niveau national sont marqués par une dégradation de leurs conditions de financement C'est également une réalité sur le territoire métropolitain notamment en raison de spécificités telles qu'un périmètre vaste à l'urbanisation discontinue, un étalement périurbain, des recettes commerciales faibles, un fort attachement culturel à la voiture, une politique tarifaire peu dynamique et une forte congestion des réseaux de voirie urbains et périurbains, se traduisant par une vitesse commerciale faible et irrégulière.

La Métropole doit d'agir sur les leviers qui permettent de réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports.

La Métropole cherche ainsi à obtenir les meilleurs services au meilleur coût économiquement possible. Il est donc opportun, à chaque échéance de contrat de réfléchir au périmètre le plus pertinent et de mettre en concurrence les services publics qu'elle exerce et de remettre ainsi à plat les coûts de production.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, à l'est de l'étang de Berre, la Métropole a souhaité redéfinir un

périmètre plus pertinent et cohérent. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de « réseaux » permettant de réduire le nombre de procédures et ainsi faciliter la gestion et l'optimisation des coûts de structure mais aussi des coûts de production de l'offre de transport. Ce périmètre élargi permettra aux réseaux de taille plus modeste de bénéficier de la même qualité de service que ceux de plus grande envergure au meilleur coût au vu de la mutualisation des moyens.

En effet, le réseau des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012 dont le terme est fixé au 31 décembre 2020

Compte tenu de l'échéance au 31 décembre 2020 de la convention de délégation de service public, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de transport urbain sur le périmètre du réseau des bus de l'Etang, du réseau Libebus du bassin de mobilité de Salon de Provence ainsi que des communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins, et Châteauneuf-les-Martigues, périmètre élargi de la direction de proximité centre nord-ouest.
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021,

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour ce bassin de mobilité. Cette démarche d'analyse s'est appuyée d'une part sur :

- Les études préalables menées
- L'enquête Origine Destination réalisée en 2018.

Et d'autre part sur :

- La démarche de concertation engagée auprès des usagers dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain, en parallèle des études de programmation d'un réseau mieux intégré au territoire Métropolitain.

Le présent rapport présente les données suivantes :

- Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport
- Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus
- Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole

- Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer
- Principales modalités de consultation

### Principales caractéristiques des services de transports concernés

Les services sont exploités par divers contrats :

- Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang (Groupe Transdev) pour les lignes du bassin de déplacement des Bus de l'Etang décomposées en 16 lignes régulières, 33 circuits scolaires, 5 secteurs de Transport à la demande, 1 service de transport à la demande réservé aux PMR. Cette convention de délégation du service public du Réseau des Bus de l'Etang a été signée le 26 décembre 2012 pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012, elle prend fin au 31 décembre 2020.
- Accord cadre passé avec la société Car Postal pour les lignes Libébus du bassin de mobilité de Salon de Provence composé de 15 lignes régulières, 3 navettes de centre-ville, 5 doublages scolaires, 3 secteurs de TAD, 1 service de TAD PMR
- Accords cadre passés avec différents opérateurs pour l'exploitation de circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence (clause de réexamen)
- Accord cadre passé avec la société SUMA pour les lignes du secteur de la côte bleue décomposées en 5 lignes régulières, 2 secteurs de TAD

Ces services de transport s'entendent sur 28 communes représentant une superficie de 845 Km<sup>2</sup> et une population de 299 384 habitants. Le nombre de kilomètres effectués sur ces lignes en 2018 est de l'ordre de 6,1 millions pour 5,12 millions de voyages effectués.

Afin d'assurer l'ensemble des services, les exploitants disposent fin 2018 d'un parc de 192 matériels roulants composé de cars, bus moyen et minibus.

A l'échéance de l'actuel contrat de délégation de service public, le patrimoine de la Métropole comptera :

- Un dépôt complet constitué d'une aire de stationnement des bus, d'un atelier de réparation-maintenance, d'une station-service gazoil et de distributeurs charges rapide et lente GNV et des locaux abritant le personnel administratif (Vitrolles)
- 2 pôles d'échanges (Salon de Provence gare et Vitrolles Pierre Plantée)
- 2 agences commerciales « Boutiques mobilité » (Vitrolles, Marignane)

- 1 parc relais (Salon de Provence).

Les objectifs de la politique tarifaire générale menée par la Métropole visent à conquérir une nouvelle clientèle, à fidéliser l'usager des transports en commun, développer l'intermodalité, simplifier la grille tarifaire pour une meilleure lisibilité par les usagers.

A ce jour, la gamme tarifaire du réseau métropolitain est composée de Pass Métropolitains (tout public, scolaire, étudiant, senior) et d'une gamme et des abonnements différents selon les bassins de mobilité.

La Métropole s'inscrit dans une volonté constante de promouvoir l'intermodalité sur l'ensemble de son ressort territorial, en tenant compte des spécificités de celui-ci, de son organisation et des nouveaux besoins des habitants qu'il dessert ainsi que de l'évolution des équipements et des rythmes de déplacements induits.

La conjugaison et l'organisation des différents modes de déplacement (cars, bus, BHNS, navettes électriques, midi et minibus) permettent d'articuler efficacement ces derniers afin de proposer une alternative au « tout voiture » tout en s'inscrivant, de manière pérenne, au centre de la stratégie de « transition énergétique » de la Métropole.

La gestion des différentes composantes des services décrites doit être regardée en termes de complémentarités nécessaires au bon fonctionnement d'un réseau efficient.

### Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- La gestion en régie qui peut prendre 3 formes :

**La régie directe** n'ayant aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité juridique propre, a été écartée puisqu'elle n'est pas possible s'agissant d'un service public industriel et commercial (article L. 2221-4 du CGCT).

**La régie dotée de la seule autonomie financière**, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique et du risque, notamment

commercial, exclusivement assumé par l'Autorité Organisatrice.

Cependant, a été examiné ci-après l'avantage que présenterait le recours à une régie dite « personnalisée ».

**La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière** qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférés y compris en terme de fixation des tarifs.

Il convient de rappeler que le Règlement européen sur les Obligations de Service Public (ROSP 2007 - article 7) encadre les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice doit contrôler son opérateur interne.

La Métropole en tant qu'organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial dispose de 2 opérateurs internes, la RTM, opérateur historique sur le périmètre marseillais et la RDT 13 depuis le transfert des compétences transport du Département vers d'autres collectivités ; la Métropole étant devenue l'Autorité de rattachement de la RDT13. Cet EPIC était chargé d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches du Rhône.

Confier la gestion du service public de transport présente des avantages organisationnels et opérationnels une stabilité de gestion car non tributaire des aléas du marché, la souplesse de gestion grâce au lien direct avec la gouvernance de la personne publique et une autonomie juridique et financière déchargeant la Métropole de la gestion de l'activité entièrement tournée vers le service public et l'intérêt général., L'EPIC en qualité d'opérateur interne réalise ainsi pour le compte de la Métropole toutes les opérations de l'activité de transport tant en recettes qu'en dépenses. Le choix de ce mode de gestion apparaît adapté dans le secteur des transports, où la politique tarifaire incitative de la Métropole est largement en deçà du coût du service.

Pour autant, dans un contexte budgétaire contraint, la Métropole est confrontée à des freins propres à son territoire conséquences d'une urbanisation discontinue et d'un fort étalement urbain dont le premier impact est un coût élevé du service de transport pour l'autorité organisatrice.

Dans le cas présent, la métropole a souhaité redécouper les périmètres pertinents des bassins de mobilité. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de contrats permettant d'en faciliter la gestion et d'optimiser les coûts de production.

Le périmètre géographique a donc été redessiné pour permettre une mutualisation des moyens. Les coûts de production de ce périmètre agrégé n'étant pas connus, il apparaît opportun que la métropole consulte largement différents opérateurs afin de pouvoir bénéficier des meilleurs coûts et de la meilleure organisation possible.

C'est dans cet objectif de recherche d'économies et d'optimisation des moyens, qu'ont donc également été examinées les solutions d'externalisation ci-après exposées.

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

**Gestion externalisée statutaire :** Il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP a également été écartée compte tenu qu'elle constitue un dispositif nouveau dont la mise en œuvre, est méconnue.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création et à l'existence de deux opérateurs internes, la RTM et la RDT13, sur lesquels la Métropole exerce déjà, seule, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services. De plus, la participation d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités à une SPL est conditionnée par l'exercice de l'ensemble des compétences sur lesquelles porte l'objet social de la SPL (CE, 14 novembre 2018, Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, n° 405628 405690, B.). Les services de transport concernés sont de la compétence exclusive de la Métropole condamnant ainsi toute création de SPL.

**Gestion externalisée contractuelle :** Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises

publiques ci-dessus) qui *via* la conclusion d'une convention se voit confier la gestion du service de transport. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public de services ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

**Le marché public :** la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations du service public de transport. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la collectivité, d'un prix, habituellement forfaitaire dans le cadre des marchés publics de transport (coût kilométrique par exemple), qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce, sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation. De même, il fait peser sur l'Autorité Organisatrice, le risque d'exploitation, notamment commercial, du service. A noter que, les conditions de mise en concurrence ne permettent pas la négociation et sont ainsi susceptibles d'induire des « prix agressifs » entraînant de facto une exécution incertaine des prestations quant à la qualité attendue ainsi que l'application des mesures coercitives du contrat, source de différends contractuels qui ne résoudraient pas le défaut de qualité supporté directement sur l'utilisateur.

**La délégation de service public :** le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire qui agit pour son compte peut être chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

L'article L.1121-1 du Code de la Commande Publique définit le contrat de concession comme un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation

normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

Conformément à l'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique, la délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.

L'exploitation du réseau de transport objet de la présente délibération étant qualifiée de service public par la loi, il convient donc de qualifier le contrat de contrat de délégation de service public.

Le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance d'un parc de matériels roulants conséquent (192 véhicules), la construction d'un dépôt, la gestion de la transition énergétique, induisent inévitablement des charges importantes que la Métropole souhaite limiter en externalisant à un opérateur privé spécialisé avec lequel s'ouvriront de grandes possibilités de négociation orientées sur des économies d'échelles et un modèle économique fondé sur des coûts d'exploitation réalistes non déconnectés de la réalité économique.

Le nouvel environnement normatif des concessions avec la mise en œuvre de clauses de réexamen précises et non équivoques peut en outre s'avérer un levier efficace à l'avantage du service public dans le cadre des négociations.

En outre, la construction d'un dépôt sur le secteur de Salon de Provence, permettra le transfert à l'opérateur privé d'une mission globale regroupant le financement et la construction de l'ouvrage sous maîtrise d'ouvrage privée, ce qui est un gage de réactivité et de souplesse pour la programmation de l'investissement.

En effet, si en gestion déléguée, le coût du service payé par l'Autorité Délégante comporte des frais de structure spécifiques tels que l'assistance technique du groupe ou la politique de rémunération du personnel, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels l'Autorité Organisatrice ne pourrait accéder seule. De ce point de vue, la mise en concurrence du service à exploiter sur le marché offre à l'Autorité Organisatrice l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui peuvent être ceux de grands groupes opérant également à l'International. Ces avantages concernent des charges d'exploitation minorées comme le carburant ou les pneumatiques qui grâce à des effets de seuils obtenus par l'opérateur privé sur ses achats mutualisés bénéficie indirectement à l'Autorité Organisatrice même si le délégataire répercute dans sa rémunération le risque porté par lui dans l'exploitation du réseau qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels roulants, des taux de

CVAE plus favorables, des mesures fiscales telles que le suramortissement pour l'acquisition de véhicules propres permettent également à l'autorité délégante de bénéficier indirectement d'avantages accordés à l'opérateur privé qui en tant que concessionnaire est exploitant fiscal.

Enfin, concernant les véhicules nécessaires et recherchant les meilleures réponses aux obligations tirées de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte qui dès 2020 exigent que le parc en renouvellement présente 50% de matériels à faibles émissions il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé.

En matière de contrôle du service délégué les nouvelles dispositions réglementaires sur l'accès aux données d'exploitation dite « open data » sont de nature à limiter l'asymétrie de la relation contractuelle entre délégant et délégataire, neutralisant de fait un des avantages préexistants de l'internalisation.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

Deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque : la délégation de service public de type concessif d'une part et la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière d'autre part au regard des services publics, objets du présent rapport dont les coûts sont difficiles à anticiper, et nécessitent un savoir-faire technique et commercial important :

- Exploitation d'un réseau commercial
- Participation au projet d'extension du BHNS et son exploitation future
- Mise en œuvre de la transition énergétique à l'ensemble du parc concerné
- Construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence
- Gestion de pôles d'échanges et de parcs relais
- Mise en place de solutions innovantes

• **Critère technico-économique :**

Eu égard aux objectifs temporels concernant l'attractivité du réseau (les usagers se révèlent très sensibles à l'impact des transports urbains sur leur qualité de vie et attendent que le service soit sans délai à la hauteur du prix payé), la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Des moyens de transport qui permettent aux usagers d'accéder aux dernières innovations est une garantie d'une meilleure qualité de vie grâce à des moyens de déplacement propres. Il est ainsi attendu du nouvel exploitant des innovations pour satisfaire à l'objectif d'accroissement de l'attractivité du réseau.

La maîtrise des aspects techniques de lignes régulières qui demain seront exploitées également avec des matériels à faible émissions (GNV) ou électriques, représente en effet un enjeu qu'il convenait de prendre en considération dans le choix du mode de gestion.

L'anticipation des coûts : La réduction des coûts au kilomètre ne peut se limiter à la seule question du coût d'exploitation, la maintenance notamment peut représenter jusqu'à 50% du roulage, de même l'achat ou le remplacement d'un matériel roulant n'induit pas que des coûts directs. L'organisation du service exploité suppose donc des coûts indirects qu'il convient de limiter, de ce point de vue la délégation de service public sur un périmètre élargi est apparue la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel généralement estimée à 12 ans.

La métropole souhaite bénéficier du savoir-faire et de l'ingénierie des groupes opérateurs de transport en matière de construction de l'outil de production à savoir un dépôt sur le bassin de Salon de Provence. Il est en effet envisagé de confier les études et la construction de ce dépôt et que l'outil soit un bien de retour à la métropole. La maîtrise du foncier et le positionnement stratégique des dépôts sont en effet un élément indispensable à la maîtrise des coûts car il permet de limiter les kilomètres improductifs dits hauts le pied mais aussi de ne pas être tributaire d'un opérateur et permettre une meilleure concurrence à l'échéance des contrats.

En conséquence, au regard du critère technico-commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

• **Critère du savoir-faire commercial :**

Gérer un réseau de transport urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux clients et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel ne fait aujourd'hui plus débat, d'autant qu'avec le développement des modes de déplacements alternatifs et les grands chantiers de modernisation des infrastructures l'usager n'est pas captif.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante des lignes, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à optimiser l'exploitation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers empruntant le réseau de transport, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc plus faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du réseau

présente donc pour l'exploitant une part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

- **Critère financier :**

L'objectif poursuivi sur ce périmètre élargi par rapport au périmètre de l'actuelle DSP et des marchés publics en cours est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût.

La gestion d'un réseau de transport repose sur deux variables principales nécessaires à la production kilométrique : le personnel de conduite et l'outil de production dont le matériel roulant.

Or, il est à noter que cette seconde variable pourrait peser demain de manière plus importante dans la production kilométrique pour répondre aux exigences de la Loi de transition énergétique qui impose à l'autorité organisatrice, en cas de renouvellement de son parc d'autobus et d'autocars, d'acquiescer ou d'utiliser dans la proportion de 50% du renouvellement en 2020 puis de 100% en 2025, des véhicules à faibles émissions : véhicules électriques ou électriques-hybrides ou roulant au gaz avec 20% de biogaz..

De surcroît, il est à noter que la modernisation des matériels roulants affectés à l'exploitation des services de transport est un élément incitatif majeur pour l'usager des transports en commun.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune, également parce les opérateurs privés de ce secteur d'activité bénéficient de tarifs de location ou d'acquisition des véhicules auxquels seuls les professionnels du secteur accèdent. L'optimisation de ces charges répercutées ainsi de manière indirecte sur le versement effectué par l'Autorité délégante est apparue comme un avantage qui ne pourrait être obtenu si la Métropole procédait elle-même aux investissements nécessaires à l'exécution du service.

Par Ailleurs, les professionnels du secteur ont la capacité de mobilisation pour répondre de manière efficace et rapide à une demande d'augmentation du nombre de véhicules de l'autorité délégante.

De surcroît, une gestion par un contrat permet de préserver de manière suffisante la capacité d'emprunt de la Métropole.

Sur ce critère et notamment sur la base de cette composante essentielle des coûts il est apparu que la gestion déléguée mettant à la charge du délégataire la constitution du parc de matériels roulants et la construction d'un dépôt, était le mode de gestion le plus pertinent pour le futur réseau.

- **Critère du transfert de risque :**

Dans le cadre d'une DSP, le délégataire s'engage sur les coûts d'exploitation (charges) et sur les recettes commerciales. Ainsi, sont délégués à l'exploitant l'intégralité du risque dit industriel sur l'évolution des dépenses de l'exploitation, et le risque commercial sur l'évolution des recettes de l'exploitation.

Le délégataire assure sa rémunération à partir des recettes commerciales de manière substantielle et d'une contribution forfaitaire fixée au début et pour toute la durée du contrat (à offre kilométrique constante et hors révision).

S'agissant des charges, le coût du personnel est un élément important. Sur ce volet social, la métropole reste vigilante quant au respect des obligations légales en matière de gestion du personnel dans le cadre des différentes conventions collectives qui régissent la profession au travers du cahier des charges. Elle choisit cependant de transférer ce risque vers un délégataire plutôt que de le conserver à travers une gestion par un opérateur interne.

Sur la base des éléments qui précèdent et dans un contexte budgétaire contraint, l'objectif Métropolitain de développer les transports publics, impose de jouer sur notamment trois leviers, une politique tarifaire volontariste, des coûts de production compétitifs, et une vitesse commerciale permettant de concurrencer la voiture particulière.

Il s'agit pour la Métropole d'obtenir les meilleurs services au meilleur coût. Il apparaît donc opportun, à l'échéance des contrats susvisés de mettre en concurrence les opérateurs sur le marché dans les meilleures conditions d'efficacité du service public.

La Métropole fait ainsi le choix de conserver une diversité d'opérateurs de transport et la possibilité d'utiliser chacun d'eux dans son domaine de pertinence, en veillant à pouvoir comparer en toute transparence les avantages des uns et des autres.

Dans le cas présent, le redécoupage des périmètres pertinents des bassins de mobilité du secteur Centre-Nord-ouest est également apparu opportun pour bénéficier d'économies d'échelles et de possibilité de réutilisation des moyens matériels, via le regroupement des contrats.

La Métropole escompte ainsi optimiser le contrôle, le suivi et la gestion des services autant que les coûts de production in fine obtenus, ces derniers n'étant cependant pas connus de manière certaine sur le nouveau périmètre, il est apparu opportun d'en transférer le risque dans le cadre d'une procédure avec négociation que seule la concession dans la forme d'une délégation de service public autorise. L'objectif in fine est un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, d'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs sur tout le territoire.

Afin d'agir sur les leviers identifiés ci-avant pour réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports publics, la délégation à un opérateur privé est apparue la solution la plus efficace à court et moyen terme.

Au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir à une délégation de service public qui confie au délégataire la gestion de différents services de transport, la fourniture du parc de véhicules nécessaire à l'exploitation des lignes régulières devant assurer la transition énergétique, la gestion des pôles d'échange et parcs relais ainsi que la construction d'un dépôt pour le bassin de mobilité de Salon de Provence.

Ce choix est apparu après analyse le plus opportun pour assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs.

#### **Consistance des services attendus et orientations données par la Métropole**

L'objectif de la Métropole en confiant à un délégataire l'exploitation technique et commerciale du service de transport est de proposer aux usagers des transports en commun un service moderne et attractif. L'exploitant répondra au programme de la Métropole dans un objectif d'amélioration constante et d'harmonisation de la qualité de service avec la garantie de la continuité du service public.

#### **Objet et description de la mission d'exploitation :**

La mission d'exploitation vise les services de transport urbains sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest (réseaux des Bus de l'Etang et Libebus) étendu aux communes de Carry le Rouet, Châteauneuf les Martigues et Sausset les pins.

Le délégataire sera responsable de la bonne gestion du service qu'il assure seul. La mission d'exploitation du réseau que lui confie l'Autorité délégante met à la charge de l'exploitant :

- La responsabilité des opérations de transport des voyageurs y compris l'acquisition des véhicules dans le respect des dispositions relatives à la transition énergétique,
- L'entretien et la maintenance du parc relais de Salon de Provence et des pôles d'échange de Salon de Provence et de Vitrolles,
- La gestion du personnel,
- La relation commerciale et contractuelle avec les usagers,
- La gestion et la rémunération des dépositaires du réseau,

- Les obligations dues au titre de l'activité de transport urbain de voyageurs, aux administrations fiscales et sociales, ainsi qu'aux organismes spécialement dédiés aux différents contrôles de cette activité,
- La garde du matériel et la surveillance de l'état des biens mis à disposition par l'autorité délégante
- L'entretien, la maintenance, les travaux de grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à disposition par l'autorité délégante à l'exclusion des poteaux d'arrêt et des abribus
- Le déménagement du dépôt des Estroublans à celui de l'Anjoly à Vitrolles
- La construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence adapté à la transition énergétique et son aménagement
- L'aménagement, l'entretien et la maintenance des dépôts et des bâtiments annexes mis à disposition par l'autorité délégante à l'exception des travaux de grosses réparations et de gros entretien qui permettent de prolonger la durée de vie de ces biens immobiliers relevant du propriétaire,
- La gestion des espaces à usage commercial (boutiques mobilité)
- L'application du plan de maintenance des matériels roulants qu'il est chargé de fournir
- Le conseil technique et toute action de formation pour aider ou parfaire la maîtrise des services confiés,

#### **Objet et consistance des services attendus**

Dans l'objectif d'amélioration et d'optimisation du service l'Autorité Organisatrice structure son réseau afin de faciliter l'intermodalité aux usagers et d'inciter à l'usage des transports en commun. L'exploitant organise et propose des conditions de mise en œuvre des services de transport pour atteindre ces objectifs.

Les services de transport de voyageurs confiés sont notamment les suivants :

- Exploitation (gestion technique et commerciale), commercialisation et promotion des lignes régulières de transport urbain du réseau, internes au périmètre géographique
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport des scolaires internes au périmètre géographique du réseau,
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport à la demande y compris en soirée en fin de semaine, y compris la gestion de la centrale de réservation et des services de transport dédiés aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le kilométrage prévisionnel du réseau délégué au démarrage de la convention est estimé environ 6 120 000 km/an en charge tenant compte de l'extension du périmètre géographique mais pas de l'intégration de certains circuits de transport scolaire actuellement exploités au travers d'accords cadre qui font l'objet de clauses de réexamen.

L'autorité organisatrice ambitionne d'adapter progressivement le réseau selon les principes d'organisation suivants :

- Hiérarchisation et optimisation des lignes et circuits scolaires
- Limitation des superpositions de services métropolitains
- Proposition de dessertes plus efficaces : trajets plus directs
- Développement des transports de proximité « innovants et interactifs »
- Proposition d'un transport à la demande plus performant et optimisé pour les secteurs peu denses
- Desserte adaptée vers les zones d'emplois
- Privilégier les lignes régulières pour le transport des scolaires
- Promouvoir un réseau respectueux de l'environnement

Des modifications ultérieures du réseau délégué et leurs conséquences financières et contractuelles seront gérées au travers des clauses de réexamen prévues à cet effet dans le projet de convention.

En tant qu'Autorité Organisatrice, la Métropole privilégie une approche systémique de la mobilité sur son ressort territorial qui repose sur la mutualisation des outils existants comme le SAEIV (Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs) ou le système billettique qu'elle met à disposition du délégataire. Dans ce cadre les missions de ce dernier sont les suivantes :

- Réalisation des opérations d'installation et de câblage des systèmes embarqués mis à disposition,
- Entretien et maintenance de premier niveau des systèmes billettiques, d'exploitation et d'information des voyageurs mis à disposition,
- Contrôle des flux de fréquentation à l'aide du système billettique
- Prise en charge des interfaces nécessaires au transfert de l'ensemble de la topologie du réseau réalisée sur son outil de gestion et d'exploitation propre
- Financement, fourniture, entretien et maintenance des véhicules de transport public et élaboration d'un plan pluriannuel de renouvellement conforme aux dispositions de l'article 37 de la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret 2017-23 du 11 janvier 2017. Le nombre de véhicules nécessaires

à l'exploitation du réseau délégué au démarrage de la concession est estimé à environ 192 véhicules (hors et circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence).

Dans une logique de cohérence technique et fonctionnelle, d'autres prestations concourant à la mobilité des habitants sur le périmètre géographique susvisé sont confiées au délégataire. Elles sont les suivantes :

Gestion, entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement des bâtiments et infrastructures de voirie) des parkings relais et pôles d'échange situés sur le périmètre géographique du réseau défini ci-dessous soit :

- pôles d'échanges de Salon-de-Provence et Vitrolles ;
- parcs relais de Salon.

Et dans le cadre d'une clause de réexamen, cette mission pourra être étendue à des parkings relais supplémentaires dans des conditions financières établies sur le fondement d'un bordereau des coûts unitaires contractuel adapté aux différents types de parkings relais.

Information des voyageurs sur supports numériques (Borne d'information voyageurs et écrans) et physiques (poteaux d'arrêt, abribus et dans les P+R et pôles d'échanges) par la conception et la distribution des supports qui comprend l'information multimodale de tous les réseaux

Le délégataire aura la charge d'animer et rémunérer un réseau de dépositaires ainsi que 3 agences commerciales (boutiques mobilité) mise(s) à disposition par l'autorité délégante.

Dans le cadre d'une clause de réexamen, des services connexes seront présentés par le délégataire afin de répondre aux objectifs multimodaux de l'Autorité Organisatrice. Ces services connexes innovants tels que véhicules en libre-service, co-voiturage organisé, vélo en libre-service, Transport à la demande innovant pourront être développés progressivement selon un plan d'actions proposé.

La clause de réexamen encadrera les conditions financières de la mise en œuvre de ces services connexes sur le fondement de cadres de coûts individualisés pour lesquels toutes les composantes seront déterminées à l'exception des quantités.

La Métropole dans son rôle de facilitateur des déplacements et de promoteur du transport en commun pourra autoriser le délégataire, après accord expresse, à effectuer des activités annexes et accessoires dont notamment : le transport en commun des usagers lors des manifestations et événementiels organisées par les opérateurs publics ou privés en charge de l'animation des pôles culturels, sportifs ou touristiques implantés sur le périmètre géographique du réseau délégué.

D'une manière générale, le délégataire sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains, sauf en cas de force majeure. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Métropole.

### **Principales caractéristiques du contrat à passer**

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

L'objet du contrat vise d'une manière générale l'exploitation des services de transport dans le respect des principes d'égalité de traitement des usagers et de continuité du service public de transports urbains sur le périmètre géographique visé.

Afin de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers, le contrat d'exploitation qui sera passé avec le futur délégataire comporte un objectif d'optimisation du pilotage économique et de l'ajustement du service de transport urbain en continu.

Le contrat permettra de faire progresser les services délégués au fil des besoins et sur la durée du contrat grâce à des clauses de réexamen claires précises et non équivoques décrivant selon les services pressentis l'encadrement de leur rémunération sur le fondement exclusif des coûts définis initialement au contrat.

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat, l'exploitant conservant son autonomie de gestion aura toute latitude pour définir et mettre en œuvre à ses risques et périls les moyens appropriés, il contracte à cet égard une obligation de résultat doublée d'une obligation d'information et d'un devoir d'alerte vis-à-vis de l'Autorité délégante.

Pour contrôler cette obligation de résultat et préserver une relation partenariale, le contrat prévoira un système de mesure factuel de la performance selon des plans d'action établis dans une démarche globale « gagnant-gagnant ».

En particulier, et dans cet esprit, le contrat d'exploitation définira les mécanismes contractuels encadrant la mission du délégataire, les prestations mises à sa charge.

### Durée du contrat d'exploitation :

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge du délégataire est de 9 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat. Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra se poursuivre au-delà de 9 ans dans la limite d'une année complémentaire.

### Conditions financières et rémunération du délégataire :

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération prendra principalement la forme d'un versement de l'autorité organisatrice :

- Tenant compte des obligations de service public qui lui sont imposées ;
- Basé sur un engagement ab initio de charges qui constituera le risque industriel supporté par le délégataire ;
- Minoré d'un engagement de recettes acquittées par les usagers sur lequel sera basé son risque commercial.

La délégataire s'engagera également sur les recettes annexes (amendes, publicité etc...).

La convention pourra prévoir des modalités de reversement des recettes à l'autorité organisatrice dans le cas où ces dernières dépasseraient les prévisions définies dans la convention, au-dessus d'un seuil et selon un taux définis contractuellement.

Elle pourra également prévoir un mécanisme d'intéressement basé sur la qualité du service, la fréquentation et l'évolution de la fraude.

Les tarifs ainsi que les conditions d'évolution de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- Respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- Convergence Métropolitaine progressive
- TVA à taux intermédiaire à la mise en service du contrat
- Compensation des tarifs sociaux
- Chambre de compensation qui encadre et définit les mécanismes de répartition des recettes entre la métropole et ses opérateurs de mobilité.

### • **Clauses de réexamen**

La convention comprendra plusieurs clauses de réexamen permettant de faire évoluer au cours de la concession les caractéristiques des prestations à assurer ou les conditions d'exécution de la convention.

En première approche, il est prévu des clauses de réexamen portant sur :

- La prolongation d'un an de la durée de la convention
- L'évolution des tarifs dans le cadre de l'harmonisation des tarifs des réseaux de transports gérés par la Métropole non encore définie
- L'évolution du réseau délégué
- L'intégration éventuelle de circuits scolaires
- L'évolution du réseau suite à la mise en œuvre progressive du Réseau

- Express Métropolitain et l'intégration éventuelle des lignes « Le Car »
- L'évolution de la composition du parc de véhicules, pour permettre l'utilisation de véhicules de type hybride, électrique, fonctionnant au gaz naturel et non affectés au départ dans la délégation ou encore pour répondre à une évolution importante de la fréquentation
- L'exploitation de nouveaux parkings-relais
- La mise en œuvre expérimentale ou pérenne de services connexes et innovants tels que le covoiturage intégré, l'autopartage, des véhicules et vélos en libre-service et des navettes autonomes
- La modification des conditions d'exploitation du pôle d'échange de Vitrolles dans le cadre d'une éventuelle reconfiguration ;
- L'exploitation de la liaison en site propre entre la gare SNCF de Vitrolles – Airbus hélicoptères et l'Aéroport Marseille Provence en mode routier ou par câble.

Ces clauses seront claires, précises et sans équivoque et seront encadrées financièrement pour permettre leur mise en œuvre effective dans un cadre financier préétabli.

#### Conditions d'exécution du service :

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées et en produira copie à l'autorité délégante.

L'autorité délégante remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation.

Cet inventaire mis à jour annuellement, comportera notamment :

- Le dépôt de Vitrolles ainsi que ses équipements indissociables tels que les équipements lourds de l'atelier de maintenance (ponts élévateurs, station carburant Gazole, station lavage, recyclage, extracteur gaz d'échappement, distributeurs charge rapide GNV et distributeurs et perches équipant les quais pour un rechargement en GNV en charge lente...),
- Le matériel billettique, logiciels et équipements embarqués, terminaux de travail et ordinateur,
- Le SAEIV, logiciels, équipements embarqués et ordinateurs,

- Les sanitaires au terminus des lignes,
- Le parking relais de Salon de Provence et les pôles d'échanges de Salon de Provence et Vitrolles
- Les boutiques mobilité (Marignane, Salon de Provence, Vitrolles).

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées et notamment du matériel roulant. Il devra en outre assurer le déménagement du dépôt des Estroublans vers le nouveau dépôt situé à l'Anjoly à Vitrolles. Il aura également à sa charge l'aménagement de ce nouveau dépôt.

A l'issue de la construction du dépôt du bassin de mobilité de Salon de Provence, le délégataire prendra aussi à sa charge l'aménagement et assurera le déménagement.

Il devra également faire son affaire du remisage des véhicules, en sus des dépôts mis à sa disposition par l'autorité délégante.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation des services qui lui sont confiés selon les dispositions légales applicables. Il devra par ailleurs s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

#### Relations avec les usagers :

Les relations entre les usagers et le délégataire seront définies dans le règlement de transport urbain métropolitain.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des usagers.

#### Société dédiée :

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public, le délégataire retenu constituera une société dédiée au service public délégué pour l'exécution du contrat d'exploitation.

#### Rôle de l'autorité délégante :

La Métropole, autorité délégante, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial au sens des articles L.1231-1, L.1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports et en application de l'article 18 de la NOTRe décide de confier par voie de concession, le service public de transport urbain sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest – réseaux Bus de l'Etang et Libebus et étendu aux communes de Carry le Rouet, Sausset les Pins et, Châteauneuf les Martigues à un ou des opérateurs privé(s) après publicité et mise en concurrence conformément à l'ordonnance 2016-65 et au décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 pris pour son application.

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé, qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique.

Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Le contrat de concession à passer prendra toutes dispositions pour que ce rapport permette en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service tant en quantité qu'en qualité.

Dans un souci constant de la continuité du service de transports publics de voyageurs, quelles que soient les circonstances (grèves, manifestations, pics de pollution...) la Métropole dans son rôle d'Autorité Organisatrice veillera à ce qu'une offre de transport soit mise en place le cas échéant aux frais et risques de l'exploitant défaillant.

A l'impératif de continuité du service public s'ajoute celui de son efficacité, de son efficience et de sa qualité.

Ainsi, l'autorité délégante s'est dotée des moyens d'assurer un suivi financier et technique lui permettant de procéder à des contrôles directs, grâce auxquels les deniers publics seront mieux gérés et les besoins des usagers satisfaits de manière plus efficiente. L'autorité délégante suivra les indicateurs techniques et financiers, via des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

La délégation de l'exploitation du service de transport public permettra également à la Métropole de développer des démarches répondant aux exigences du développement durable notamment sur la dimension environnementale (limitation des émissions de gaz à effet de serre...).

Pour ce faire, la Métropole sensible aux innovations entend apporter sa contribution notamment au travers d'expérimentations que le contrat à passer prévoira d'opérer, comme à titre d'exemple la desserte du 1<sup>er</sup> ou dernier kilomètre le cas échéant via des véhicules autonomes...

## **5/ Principales modalités de consultation**

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des nouvelles dispositions du code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

La procédure retenue sera une procédure ouverte, impliquant que les candidats déposent en même temps leur candidature et leur offre.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- Une revue spécialisée dans les services de transport urbains

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier qui comprendra principalement :

- un règlement de candidature.
- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation ;
- un document programme.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 6 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'exploitation du service de transports urbains « direction de proximité centre nord-ouest réseau Bus de l'Etang – Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues » dans le cadre d'une délégation de service public

### **Article 2 :**

Est approuvé le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le nouvel exploitant du réseau, telles qu'elles sont définies dans l'exposé du mode de gestion contenu dans le rapport qui précède, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à la Présidente d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales régissant la délégation de service public et L.3124-1 du Code de la Commande Publique.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et de passation de la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Réseau de transport de la Direction de proximité Centre Nord-Ouest – réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry le Rouet, Sausset Les Pins et Châteauneuf les Martigues.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 253**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives. Les questions d'accessibilité aux

zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'association WIMO OV, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée depuis 2007, de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité "Bougez vers l'emploi" dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de La Ciotat. Ses dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi s'étend également sur Aubagne. Depuis 2017 sur le secteur d'Aix-en-Provence l'association participe s'inscrit dans les actions de création et maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

La plateforme Wimoov est un dispositif d'accueil et d'accompagnement, qui propose une offre de mobilité adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

De par son implantation locale et sa modularité, la plateforme de mobilité est un guichet unique pour l'ensemble des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires, dont elle vient compléter les dispositifs existants.

Elle est un acteur de proximité auprès des publics pour :

- La mobilité inclusive – accompagner les publics dans leur mobilité et son management pour favoriser l'accès et maintien en emploi ou formation
- La mobilité durable et responsable – accompagner les publics fragiles, au changement de pratiques de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement, en prenant en compte les enjeux sanitaires.

L'association WIMO OV s'engage à réaliser en 2019 dans le cadre de cet outil, un programme d'actions autour de six axes :

- Des actions de sensibilisation et promotion de la mobilité durable sur l'ensemble des quartiers prioritaires
- Des actions « mobilité durable et découverte des territoires » en partenariat avec les acteurs de proximité (centre social, mission locale...)

- La mise en place d'une action en partenariat avec le centre des monuments nationaux (CMN) axée sur un usage direct, intergénérationnel et inclusif des moyens de mobilité urbains et interurbains dont le support est l'objectif d'une visite
- Des actions participatives de découverte des modes doux en partenariat avec Utoplab
- Des actions de développement d'une culture mobilité durable pour les publics jeunes
- Des animations de mobilité responsable

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association WIMOOV en lui attribuant une subvention globale de 50 000 euros au titre de l'année 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 35 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 15 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi sur son territoire

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions de l'association Wimoov pour ses actions en faveur des Mobilités durable et responsable dans le champ de l'insertion et de l'emploi .

### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Wimoov pour son plan d'actions et son plan d'actions et son offre de services qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 35 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 15 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Wimoov.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 35 000 euros,
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61, pour 15 000 euros

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires**

### **2019\_CT2\_254**

**AVIS- Création de la 2ème bretelle autoroutière entre l'A8 et l'A51- Validation de la convention de financement entre l'Etat, le Département, la ville d'Aix-en-provence et la métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix est traversé par l'autoroute A51 dans le sens Nord-Sud et par l'A8 dans le sens Est-Ouest. Ces deux autoroutes se croisent au cœur de la ville d'Aix-en-Provence mais l'échangeur entre ces deux autoroutes n'est pas complet.

Depuis de nombreuses années, la ville d'Aix-en-Provence et la Communauté du Pays d'Aix ont sollicité l'État pour travailler sur le complément d'échangeur et particulièrement la liaison A8 Ouest avec l'A51 Nord.

Les études portées par l'Etat ont permis d'aboutir en 2011 à une estimation des travaux nécessaire à ce complément avec :

- la 1<sup>ère</sup> bretelle ( sens A51Nord vers A8 ouest ) évaluée à 13M€HT

- la 2<sup>ème</sup> bretelle ( sens A8 ouest vers A51Nord ) évaluée à 50M€HT

Face aux difficultés pour engager cette opération, la Communauté du Pays d'Aix a souhaité afficher son ambition de voir aboutir ce projet en participant financièrement. Ainsi lors du conseil communautaire du 15 janvier 2014, la CPA approuvait le financement complet de la première bretelle.

Cette 1<sup>ère</sup> bretelle est aujourd'hui en cours de travaux et devrait être mise en service au deuxième semestre 2020.

En 2016, dès le démarrage des discussions concernant le Plan d'Investissement Autoroutier, la Métropole a affiché son souhait de voir inscrire la

2ème bretelle de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51Nord.

Les collectivités ont été sollicitées pour formaliser leurs engagements financiers sur cette opération.

Ainsi, par délibération n° TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la métropole s'engageait dans le financement de la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord pour un montant de 4,8M€HT.

Les collectivités locales ont chacune délibéré pour la participation suivante :

- le Conseil Départemental, à hauteur de 6M€
- la Métropole, à hauteur de 4,8M€
- la ville d'Aix-en-Provence, à hauteur de 1,2M€

La parution du Décret du Plan d'Investissement Autoroutier du 8 novembre 2018, entérinait le lancement de cette opération.

Un premier COPIL a été organisé par le sous préfet d'Aix-en-Provence le 28 mars 2019 afin d'amorcer le démarrage de ce projet.

Il est donc aujourd'hui proposé de valider la convention de financement jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 M€ ;
- La délibération n° TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 d'engagement dans la Métropole à participer financièrement à la deuxième bretelle pour un montant de 4,8M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement pour la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord telle que présentée en annexe.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires au suivi de ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 551, nature 4581, fonction 844 autorisation de programme DI551AP. »Echangeur A8/A51 ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 255**

#### **Création de la 2ème bretelle autoroutière entre l'A8 et l'A51- Instauration d'un périmètre d'étude**

Par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole s'engageait dans le financement de la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord.

La parution du Décret du Plan d'Investissement Autoroutier du 8 novembre 2018, entérinait le lancement de cette opération.

Une convention de financement est proposée au conseil du 13 juin 2019 afin de permettre à la société ASF de démarrer cette opération.

Un premier COPIL a été organisé par le sous préfet en date du 28 mars 2019 afin d'amorcer le démarrage de ce projet.

Il s'avère que les terrains concernés par le projet sont aujourd'hui constructibles et il serait préjudiciable que des demandes au titre du droit des sols soient déposées sur des terrains qui sont susceptibles d'accueillir le projet de bretelle.

C'est pourquoi, en attendant le lancement des procédures réglementaires sur cette opération et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, il est aujourd'hui nécessaire d'inscrire un périmètre d'étude pour pouvoir exercer un sursis à statuer sur les éventuelles autorisations de construire qui pourraient se présenter.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 M€ ;
- La délibération n°TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 d'engagement dans la Métropole à participer financièrement à la deuxième bretelle pour un montant de 4,8M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de contrôler les autorisations du droit des sols dans le périmètre d'étude du projet de Liaison A8 Ouest vers A51 Nord.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de liaison autoroutière entre l'A8 Ouest et l'A51 Nord sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les parcelles affectées par ce projet sont délimitées conformément au document joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La décision de prise en considération de la mise à l'étude, sans incidence financière, sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est rendu compétent pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 256**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "bretelle de liaison autoroutière entre l'A51 nord et l'A8 Ouest"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Le Pays d'Aix est traversé par l'autoroute A51 dans le sens Nord-Sud et par l'A8 dans le sens Est-Ouest. Ces deux autoroutes se croisent au cœur de la ville d'Aix-en-Provence mais l'échangeur entre ces deux autoroutes n'est pas complet. Pour réaliser ces deux autoroutes il est aujourd'hui nécessaire de transiter par la RD64, dite route de Galice, qui traverse le quartier du Jas de Bouffan.

Par délibération n°2014\_A047 du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix décidait de s'engager dans le financement de la bretelle autoroutière entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest pour un montant de 13M€. Cette opération correspond à la première phase du complément d'échangeur entre l'A8 et l'A51.

Par délibération n°2015-A322 du 17 décembre 2015, le bureau communautaire du Pays d'Aix validait la convention de financement avec les ASF pour un montant de 12,55M€HT, et par délibération n°VOI 003-2238\_17\_BM du 13 juillet 2017 le bureau de la Métropole validait l'avenant n°1 à la convention avec les ASF portant ainsi le financement à 13,43M€HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13,43 M€ euros HT (valeur 2011).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	67 %	8 998 100 euros
Commune d'Aix-en-Provence	3,7 %	507 000€ euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	29,3 %	3 934 990 euros
TOTAL HT		13 430 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP DI551AP « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 M€ ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : bretelle de liaison autoroutière entre l'A51 nord et l'A8 Ouest.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération : 4581162551, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI551AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323,13241, Fonction 844 (Réf. Interne RI551).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 257**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "liaison RD9 RD65 avec pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Le Bureau communautaire du 15 janvier 2014 déclarait la voirie nouvelle de contournement sud d'Aix-en-Provence d'intérêt communautaire.

Ce contournement comprend trois sections :

- La voirie de l'ensoleillée, reliant le giratoire Vasarely au giratoire Georges Noel sur la RD65
- La liaison entre la RD65 et la RD9 qui induit la réalisation d'un pont de franchissement de la rivièrre de l'ARC
- La liaison entre la RD9 et la RD8n au secteur de la Félicité

La voirie de l'ensoleille est réalisée depuis 2016.

La liaison entre la RD9 et la RD8n a fait l'objet d'une convention de Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence, elle est à ce jour à l'étude.

Enfin, concernant la liaison entre la RD9 et la RD65, le Bureau communautaire du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 validait le programme de l'opération pour un montant de 9 855 600€HT.

Les travaux ont été confiés à la SPLA Pays d'Aix territoires et ont démarré depuis le début de l'année 2019. La voie nouvelle devrait être livrée en avril 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 9 855 600 € euros HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	6 898 920 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	2 956 680 euros
TOTAL HT		9 855 600 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 de validant le montant de l'AP DI5521AP « Contournement sud d'Aix-en-Provence » pour un montant de 21 M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : liaison RD9 RD65 avec pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération budgétaire 4581162552, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI5521AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 844 (Réf. Interne RI5521)

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019\_CT2\_258**

## **AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville d'Aix-en-Provence - Les 3 Sautets"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

### **Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune d'Aix-en-Provence sur l'avenue Malacrida et s'étend du pont des Trois Sautets jusqu'au carrefour giratoire de la route du Cagnard.

Le fort accroissement de la commune d'Aix-en-Provence, caractérisé par le développement programmé du secteur des Trois Sautets en termes de logements, de commerces ou de stationnements, générera une augmentation significative du trafic automobile, cycliste et piétonnier. Il a été jugé nécessaire d'anticiper et d'adapter les équipements existants afin de sécuriser les usagers.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement des carrefours à feux sur l'emprise du projet avec réduction, adaptation et remise en état de la voirie ;
- La requalification architecturale et qualitative au niveau de l'oratoire existant et du futur cœur du quartier (place publique) avec création d'une zone 30 ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- Le réaménagement des arrêts de bus ;
- L'aménagement de trottoirs et de bandes cyclables normalisés de part et d'autre de la RD7n avec mise en place d'ouvrage de soutènement lorsque nécessaire ;
- Le traitement paysager du terre-plein central du carrefour giratoire de la RD7n et la route du Cagnard (Renault Truck) ;
- La végétalisation des accotements et plantation d'arbres d'alignement le long de la RD7n ;
- La mise en discrétion des réseaux aériens ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Par délibération n°2013\_B485, le Bureau Communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 1,4 M €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1,4 M €HT de travaux (valeur 2013).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	980 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	420 000 €HT
TOTAL HT		1 400 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013\_B485 du Bureau Communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les 3 Sautets pour un montant de 1,4 M€HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville d'Aix-en-Provence - Les 3 Sautets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019\_CT2\_259**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville d'Eguilles - Rue d'Aix"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Le projet est situé au Sud de la commune d'Eguilles et s'étend sur le chemin des Lampis, sur la traverse des Jasses et sur la rue d'Aix.

Cette entrée de ville a pour objet de ralentir la circulation automobile et d'y établir une liaison piétonne et cycliste avec le centre ville.

Le programme du projet se caractérise comme suit :

- l'adaptation et la requalification de la chaussée ;
- la modification du carrefour de la rue des Lampis/traverse des Jasses/rue d'Aix ;
- la création d'une esplanade piétonne et de murs de soutènement de talus instables ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs sur l'ensemble du projet ;
- la création de places de stationnement ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_B505, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 29 octobre 2015 décidait d'approuver, d'une part, le programme de l'opération pour un montant global de 1,2 M €HT, et d'autre part, le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune d'Eguilles.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,2 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	840 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	360 000 €HT
TOTAL HT		1 200 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015\_B505 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville d'Eguilles - Rue d'Aix pour un montant global de 1,2 M €HT, et approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Eguilles ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée d'Eguilles - Rue d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 260**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Fuveau - RD46 - Avenue du 8 mai 1945"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé à l'Ouest de la commune de Fuveau sur un tronçon de 310 mètres de l'avenue du 8 mai 1945 (RD46). Il est situé entre le carrefour giratoire de l'avenue célestin Barthélémy, et le carrefour giratoire de la rue Chanoine Moisan.

Actuellement, cette section de la RD46 en agglomération se caractérise par une large voie rectiligne propice à la vitesse des véhicules. Celle-ci est bordée de talus, de fossés et ne présente aucun aménagement pour les piétons et les cycles. La requalification de l'entrée de ville Ouest de Fuveau est un enjeu important pour la commune et ses habitants. A terme, cet équipement adapté, normalisé et dédié à l'ensemble des usagers permettra de relier le Nord et le Sud de la ville.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- La réduction et la requalification de la voie ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- La création d'une promenade paysagère, de trottoirs et de pistes cyclables ;
- Le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- La sécurisation des traversées piétonnes ;
- La création de stationnements longitudinaux normalisés ;
- La création de bandes et pistes cyclables sur l'ensemble du projet ;
- La requalification paysagère des espaces résiduels ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2013\_B221, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 625 000 €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 600 000 €HT de travaux (valeur 2019) dont 50 000 €HT de participation du département au titre des travaux de réfection de structure de chaussée ;

Le coût global de l'opération d'entrée de ville (hors travaux pour tiers) est donc de 550 000 €HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	385 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	165 000 €HT
TOTAL HT		550 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Fuveau – RD46 – Avenue du 8 mai 1945 pour un montant de 625 000 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP

Globale pour la porter à un montant de 76 M€ ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Fuveau – RD46 – Avenue du 8 mai 1945.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 261**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Gardanne - Avenue d'Arménie - Phase II"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

La seconde phase du projet est située à l'Ouest de la commune de Gardanne sur l'avenue d'Arménie. Elle s'étend de la ZA Bompertuis jusqu'à l'avenue Raoul Décoppet.

Le projet prévoit l'intégration d'un cheminement piétons et cycles sur l'ensemble du linéaire, et tend à améliorer la qualité de cette entrée de ville située dans une zone en plein essor urbain avec l'aménagement d'un rond-point et de chicanes pour gérer les carrefours.

Le programme de cette seconde phase comprend :

- la création de chicanes ;
- la modification et la mise en cohérence du tracé de la voie ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs aux normes de pistes cyclable ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la création d'espaces paysagers ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_A207, le Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 08 octobre 2015 décidait d'approuver, d'une part, le programme de la phase II de l'opération pour un montant global de 1,5 M €HT, et d'autre part, le transfert temporaire de

la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune de Gardanne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,5 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	1 050 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	450 000 €HT
TOTAL HT		1 500 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A207 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 validant le programme de la Phase II de l'opération d'entrée de ville de Gardanne – Avenue d'Arménie - ZA Bompertuis/Avenue Raoul Décoppet pour un montant global de 1,5 M €HT et approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Gardanne ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17

décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Gardanne - Avenue d'Armenie - Phase II

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 262**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Gréasque - RD46a - Route de Gardanne "**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé au Nord-Ouest de la commune de Gréasque sur la RD46a. Il s'étend sur environ 800 mètres depuis le carrefour giratoire de la route du puits Hely d'Oissel jusqu'au panneau d'agglomération.

L'aménagement prévu sur cette portion de route en forte déclivité située en et hors agglomération est multiple. Le premier objectif est la réduction des vitesses des nombreux véhicules empruntant cette voie et, le second est de prendre en compte les modes de déplacements doux, de mettre en valeur l'entrée du village et sécuriser les accès des lotissements riverains.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le recalibrage de la chaussée à 6,50 m ;
- La création d'un tourne à gauche ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique
- L'aménagement de cheminements piétons normalisés sur trottoir
- La création de bandes et pistes cyclables sur l'ensemble du projet ;
- Le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- La requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2014\_B465, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 28 novembre 2014 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 1 210 000 €HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 1 100 000 €HT (valeur 2019) auquel il faut ajouter 180 000 €HT de travaux hors programme répartis de la façon suivante:

- 105 000 €HT de participation du département au titre des travaux de réfection de structure de chaussée ;
- 75 000 €HT à la charge de la commune via une convention de maîtrise d'ouvrage unique au titre de la réalisation de travaux de génie civil pour l'enfouissement de réseaux secs hors éclairage public ;

Le coût global de l'opération d'entrée de ville (hors travaux pour tiers) est donc de 1 100 000 €HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	770 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	330 000 €HT
<b>TOTAL HT</b>		<b>1 100 000 €HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2014\_B465 du Bureau de la Communauté de la CPA du 28 novembre 2014 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Gréasque – RD46a – Route de Gardanne pour un montant de 1 100 000 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Gréasque – RD46a – route de Gardanne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 263**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville du Tholonet - RD17 Est "**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Le projet est situé à l'Est de la commune du Tholonet sur la RD17. Il s'étend depuis l'intersection des RD17 et RD64e jusqu'au Moulin de Cézanne, à l'Est.

L'aménagement programmé sur cette voirie départementale à forte déclivité vise à la fois la mise en valeur qualitative de l'entrée de ville et du patrimoine alentours, et l'intégration des modes de déplacements doux (bus et piétons).

Le programme du projet se caractérise comme suit :

- l'adaptation et requalification de la chaussée ;
- la modification du carrefour de la RD17 et de la RD64e ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs aux normes sur l'ensemble du projet ;
- la mise en œuvre d'un arrêt de bus conforme ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;

- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_B019, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 29 janvier 2015 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant global de 1,2 M €HT.

Par délibération n°2015\_B237, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 11 juin 2015 décidait également d'approuver le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune du Tholonet.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,2 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	840 000 €HT
Métropole Aix- Marseille- Provence	30 %	360 000 €HT
TOTAL HT		1 200 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015\_B019 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville du Tholonet – RD17 Est pour un montant global de 1,2 M €HT.
- La délibération n°2015\_B237 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune du Tholonet ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée du Tholonet – RD17

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille - Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 264**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville des Pennes-Mirabeau - RD113 - La Gavotte Sud"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune des Pennes Mirabeau sur la RD113. Il se déploie sur environ 300 mètres depuis l'intersection de la RD113 et de la traverse Collet vers le cœur du village.

L'objectif de l'aménagement projeté est d'apporter des solutions adaptées et normalisées aux défauts de l'entrée de ville actuelle, tant au niveau de la valorisation de l'espace public que de l'intégration des modes de déplacement doux (piétons et cycles).

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- La réduction, adaptation et remise en état de la chaussée ;

- La création d'un plateau traversant sécurisé ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique
- L'aménagement de cheminements piétons normalisés et d'une piste cyclable le long de la voie ;
- Le réaménagement de l'arrêt de bus ;
- La requalification paysagère des espaces résiduels ;
- Le réaménagement du réseau pluvial de la voie ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2013\_B485, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 7 novembre 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 600 000 €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 400 000 €HT de travaux (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	280 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	120 000 €HT
TOTAL HT		400 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B485 du Bureau Communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville des Pennes Mirabeau – RD113 – La Gavotte Sud pour un montant de 600 000 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville des Pennes-Mirabeau – RD113 – La Gavotte Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019\_CT2\_265**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Saint-Esteve-Janson - Place des anciens Combattants"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé au nord de la commune de Saint Estève Janson sur une superficie d'environ 2000m<sup>2</sup> de voies et espaces communaux.

Les objectifs de cet aménagement sont l'embellissement et la sécurisation du principal axe d'accès au cœur du village.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement du carrefour giratoire en carrefour à croix muni de « stops » ;
- La création d'aires de stationnement pour les cars de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La création d'une esplanade villageoise plantée d'arbres ;
- La mise en discrétion des conteneurs de tri sélectif ;

Par délibération n°2015\_B703, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant global de 515 000 €HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 460 000 €HT (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	322 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	138 000 €HT
TOTAL HT		460 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B703 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Saint-Esteve-Janson – Place des anciens combattants pour un montant global de 515 000 €HT, dont 467 083 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP

GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Saint Estève Janson – Place des anciens combattants.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 266**

**AVIS- Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Vitrolles - Le Griffon "**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune de Vitrolles sur environ 450mètres au niveau de l'échangeur du Griffon.

Actuellement le site de l'échangeur du Griffon est une source de danger pour l'ensemble des usagers. En effet, le manque d'équipements ad hoc génère une forte insécurité pour les piétons, les cycles et les automobilistes. Aussi, l'intervention programmée sur ce secteur a pour objectifs, une cohérence avec le développement projeté de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) du SMITEEB sur son territoire et notamment sur la commune de Vitrolles, de sécuriser les nombreux sectionnements de voie et d'intégrer les différents modes de déplacement

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement des différentes intersections ;
- La modification du tracé de la voie ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- Le réaménagement de l'arrêt de bus pleine voie ;
- L'aménagement d'une aire de stationnement ;
- La création de cheminements piétons et de pistes cyclables normalisés sur l'ensemble du projet ;
- Le traitement paysager des espaces résiduels ;
- Les fourreaux en réservation du Très Haut Débit ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Par délibération n°2013\_B361, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 18 juillet 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 625 000 €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 624 000 €HT de travaux (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	436 800 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	187 200 €HT
TOTAL HT		624 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013\_B361 du Bureau Communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Vitrolles – Le Griffon pour un montant de 625 000 €HT de travaux ;

- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Vitrolles – Le Griffon.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire Habitat**

### **2019 CT2 267**

**AVIS- Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010, elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

L'action engagée dans le centre historique de Pertuis se poursuit sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis » depuis 2011.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020, puis à nouveau prorogée de trois années jusqu'en 2023 par un troisième avenant au traité.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,

- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Un avenant n°3 au traité de concession a été adopté lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 ; il porte sur des modifications du programme

de la concession, une augmentation de 3 années de la durée de l'opération et l'augmentation de la participation de la Métropole de 150 000 € pour rémunérer l'aménageur sur les trois années supplémentaires (2020 à 2023).

Il est en effet apparu nécessaire de reconsidérer le programme de la concession suite à l'ouverture de la Médiathèque des Carmes et à la réalisation d'une étude urbaine sur le fonctionnement et la mise en valeur de l'ensemble de ce secteur du centre-ville. L'aménagement des espaces situés autour de la médiathèque doivent être reconfigurés pour faciliter son fonctionnement et son accessibilité (démolition de bâtiments, création d'axes de circulations piétons...) et les places de la Diane et Parmentier situées dans le prolongement de la médiathèque seront entièrement reconfigurées avec la démolition de l'îlot Murette.

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2018 a concerné l'acquisition à l'amiable de l'immeuble 36 rue Murette, les travaux d'aménagement des rues François Morel et Colbert, les honoraires pour ces travaux, des frais divers et la rémunération de l'aménageur.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2018 s'élevait à 2 495 759 € pour un montant réalisé de 979 336 €, ce différentiel s'explique par le report de l'acquisition et des frais d'éviction du local commercial situé dans l'îlot Murette pour 401 043 € et par le décalage des travaux des rues, places et esplanade des Escourts pour un montant de 1 115 086 € (travaux et honoraires).

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 1 718 600 € pour un montant perçu de 1 517 332 €, ce qui s'explique par le report des cessions de l'îlot de l'Ange (locatif intermédiaire et accession) et du 53 rue Notre-Dame pour un montant de 219 300 €, diminué des produits financiers (18 492 €).

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel est stable par rapport au bilan approuvé dans le CRAC 2017 (18,4 millions).

Néanmoins, si l'on reste dans la même enveloppe financière, la reconfiguration du programme de la concession amènera le Comité de Pilotage à procéder à des choix dans les aménagements prévus après 2021.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 1 393 300€ et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

### **Perspectives 2019**

Conformément au bilan présenté, en 2019 les actions suivantes se poursuivront :

- Finalisation de la commercialisation des immeubles,

- Poursuite de la procédure de DUP avec expropriation du local commercial de l'îlot Murette afin de réaliser l'aménagement d'une esplanade dans le prolongement de la médiathèque,
- Etudes techniques sur l'îlot Durance en vue de la création de logements locatifs très sociaux,
- Poursuite des études techniques pour l'aménagement de la Butte du Barry, de la place Mirabeau et lancement des études pour les aménagements autour de la médiathèque,
- Travaux d'aménagement des rues Danton, place des Barres et la mise en valeur des remparts au niveau de l'îlot des Escourts et de l'esplanade de la Dévalade.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A284 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération,
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession,
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**Article 3 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 1 393 300 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section investissement : opération budgétaire 4581162716, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI716AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 268**

**AVIS- Opération d'aménagement du centre ancien de Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opération d'aménagement antérieure.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des études ;
- de la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- de la commercialisation du stock foncier ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,

- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte- rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption etc.).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 17 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les travaux de requalification des Rues Bert et Grande Pujade ont été réalisés. Le marché pour la création d'un passage vers le jardin des remparts, sous l'immeuble Borde, a été attribué. Il s'agit des derniers travaux d'aménagement de cette concession.

Cinq des derniers immeubles du stock ont fait l'objet de la signature de promesses de vente avec Grand Delta Habitat pour la réalisation de logements sociaux.

Le dernier immeuble du stock foncier est la Maison Seigneuriale, dont la cession n'a pour l'instant pu aboutir. En effet, sa réhabilitation demeure coûteuse, car le bâtiment est inscrit au registre des monuments historiques qui impose la préservation des salles voûtées et de la façade. Toutefois, le projet de réhabilitation et de création de logements dans la Maison Seigneuriale a été retenu dans le cadre du « loto du patrimoine ». La subvention mobilisée dans ce cadre devrait permettre à un acquéreur d'assurer le financement de l'opération.

Les dépenses réalisées en 2018 sont inférieures aux prévisions. L'écart d'environ 200 000 € correspond au décalage des travaux du passage sous l'immeuble Borde.

Les recettes perçues en 2018 sont très inférieures aux prévisions de plus de 600 000€. Il s'agit essentiellement du décalage de la cession du stock

foncier. En effet, aucune cession n'a pu aboutir sur l'année 2018 ; elles ont été reportées en 2019.

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel est stable par rapport au bilan approuvé du CRAC 2017. Les dépenses (4,5 millions d'euros) évoluent pour environ 40 000 €, ce qui correspond essentiellement à l'augmentation des assurances et des taxes foncières.

Cette concession doit se clôturer fin 2019. Toutefois, afin de procéder aux derniers travaux, d'assurer la période de garantie de parfait achèvement, et d'aboutir sur les dernières cessions dont la Maison Seigneuriale, il est proposé de prolonger la concession de deux années, soit jusqu'en 2021.

L'augmentation de la durée de la concession engendre une rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 2 ans à hauteur de 35 000 €. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet d'absorber la totalité de cette rémunération.

Cette prolongation fonctionne donc à budget constant et ne nécessite pas d'augmentation de la participation du concédant (opération DI716AP3). Cette prolongation fera l'objet d'un avenant n°3.

### **Perspectives 2019**

En 2019, l'objectif est de finaliser la cession des cinq immeubles à Grand Delta habitat. Il s'agira également de finaliser le montage financier pour la cession de la Maison Seigneuriale.

Il est également prévu de terminer les travaux pour le passage sous l'immeuble 10 rue Borde.

Vous trouverez ci-joint les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A168 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013\_A169 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°DEVT 007-2603/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération du Centre Ancien de Trets ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la concession de l'opération du Centre Ancien de Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération du Centre Ancien de Trets.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68

Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 269**

**AVIS- Opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

Deux avenants ont déjà été signés sur cette concession. En effet, en 2015, l'avenant n°1 a modifié la participation du concédant afin de l'ajuster à la modification de programme et aux travaux à réaliser. En 2017, la durée de la concession a été prolongée de deux années supplémentaires jusqu'à fin 2019, sans augmenter la participation du concédant. Il est nécessaire aujourd'hui de prolonger une nouvelle fois la concession. En effet, des travaux d'aménagement restent à engager et les périodes de garantie de parfait achèvement courent encore. Par ailleurs, la cession du stock foncier n'a pas encore pu aboutir. Cinq immeubles sont sous compromis de vente et le montage financier pour la cession de la Maison Seigneuriale n'est pas finalisé. La rénovation de ce bâtiment et sa transformation en logement est coûteuse puisqu'il faut conserver les salles voûtées et la façade inscrites au registre du Patrimoine. La Maison Seigneuriale a toutefois été retenue dans le cadre du « loto du patrimoine » et les subventions ainsi mobilisées permettront à un acquéreur de financer son projet.

Afin de s'assurer de la poursuite des missions de la SPLA sur les travaux, sur la cession du stock foncier et sur la gestion et la vente de la Maison

Seigneuriale, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de deux ans, la portant ainsi à huit ans.

Il s'agit donc de modifier :

- Les articles 7 et 36, afin de porter la durée de la concession de 73 mois à 97 mois ;
- L'article 35 portant la rémunération du concessionnaire à 1 281 407 €, au lieu de 1 246 407 €, afin de tenir compte de l'allongement de la durée de la concession. Cette augmentation est absorbée par l'ajustement et l'optimisation des postes de dépenses, et n'a donc aucun impact financier sur le bilan de l'opération.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A168 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013\_A169 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°DEVT007-2603/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Les missions restant à réaliser sur l'opération Centre Ancien à Trets.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, au traité de concession de l'opération Centre Ancien à Trets.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 270**

##### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31/12/2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 17 aides directes à la personne, soit un montant de 42 500 euros ;

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 20 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 42 500 euros aux 17 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68

Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Habitat et politique de la ville - Habitat

### **2019 CT2 271**

**Attribution de subventions d'équipement aux communes de Lambesc et de Peyrolles dans le cadre des opérations façades**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002\_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Huit demandes ont été reçues par le Territoire du Pays d'Aix.

Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 26 301€ par les communes de Lambesc et Peyrolles :

Commune	Nombre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix
LAMBESC	12	113 936 €	23 911 €	17 933 €	5 978 €
LAMBESC	5	43 821 €	12 100 €	9 075 €	3 025 €
LAMBESC	4	25 142 €	8 377 €	6 283 €	2 094 €
LAMBESC	9	62 815 €	16 836 €	12 627 €	4 209 €
LAMBESC	7	47 891 €	14 099 €	10 574 €	3 525 €
LAMBESC	5	31 748 €	11 358 €	8 518 €	2 839 €
LAMBESC	5	17 891 €	6 220 €	4 665 €	1 555 €
PEYROLLES	3	46 182 €	12 312 €	9 236 €	3 076 €
TOTAL	50				26 301 €

**TOTAL : 26 301 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002\_A020 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2002 relative à l'aide aux propriétaires engageant des travaux de ravalement de façades ;
- La délibération cadre n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 20 mai 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, une aide d'un montant de 23 225 euros à la commune de Lambesc et une aide d'un montant de 3 076 euros à la commune de Peyrolles, dans le cadre des opérations façades.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à cette délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Habitat et aménagement du territoire - Habitat

### 2019 CT2 272

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention du Programme d'Intérêt Général du Pays d'Aix "Mieux Habiter, Mieux Louer" avec secteurs renforcés**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'équilibre social de l'habitat est une compétence obligatoire du Territoire du Pays d'Aix.

À ce titre, depuis 2002, diverses actions ont été mises en place visant notamment à favoriser le développement d'une offre locative sociale et la réhabilitation du parc privé du territoire. Cette politique communautaire s'est concrétisée au travers d'un premier Programme Local de l'Habitat (PLH 2005/2011) puis d'un deuxième PLH couvrant la période 2015/2021.

La volonté du Territoire du Pays d'Aix est de poursuivre ce travail sur l'ensemble de la chaîne du logement en augmentant l'offre nouvelle et en intervenant sur le phénomène de vacance, relativement important dans les noyaux villageois et centres anciens du territoire.

Des OPAH ont été menées à Aix-en-Provence et sur Pertuis. Par ailleurs, deux dispositifs PIG ont été lancés en 2007-2009 et en 2011-2014.

Les résultats de ces deux premiers Programmes d'Intérêt Général (PIG) avaient été très satisfaisants.

La mise en œuvre en 2016 d'un nouveau PIG s'est appuyée sur les bilans des précédentes opérations et a mis en exergue plusieurs problématiques et un public-cible constitué de propriétaires occupants et bailleurs nécessitant d'être accompagnés en vue de l'amélioration de leur confort d'habitat et de réduction de leurs charges liées au logement.

Ce PIG « Mieux Habiter Mieux Louer » vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Son champ d'application porte sur l'ensemble des 36 communes du Territoire du Pays d'Aix. L'objectif global initial pour les trois premières années était de 446 logements :

- 220 logements relevant de propriétaires occupants,
- 226 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Par ailleurs, six centres anciens présentant des potentiels d'habitat indigne ou très dégradé avaient été identifiés et retenus en vue d'optimiser la démarche de prospection, d'animation et d'information du dispositif auprès des propriétaires. Le PIG « Mieux Habiter Mieux Louer » prévoit donc une ingénierie renforcée sur les centres anciens de : Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Trets, Aix-en-Provence.

Une convention triennale avait été signée avec l'ensemble des partenaires institutionnels : l'ANAH des Bouches-du-Rhône et l'ANAH de Vaucluse, les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, le Conseil Régional PACA, les villes des secteurs renforcés. Cette convention traite des objectifs globaux de réhabilitation sur l'ensemble du territoire communautaire et sur le périmètre « secteurs renforcés ».

Enfin, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'auto-réhabilitation accompagnée – ARA - prévu par l'ANAH (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux.

Des équipes opérationnelles ont été choisies : Citémétrie pour la mission de suivi et d'animation et les Compagnons Bâtisseurs de Provence pour la mission d'auto-réhabilitation. Un travail partenarial régulier avec les communes, les membres des Comités de Pilotage, des Comités Techniques, des Comités Techniques Habitat indigne, et des structures sociales et associatives a été engagé.

Par ailleurs, pour l'ensemble des propriétaires voulant s'engager dans un projet de réhabilitation, l'accompagnement des opérateurs consiste notamment en une aide à la prise de décision, en la réalisation de diagnostics techniques, et l'aide au montage des dossiers de financement et de paiement des subventions.

Le Territoire du Pays d'Aix attribue des aides financières aux propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes ainsi qu'aux propriétaires bailleurs privés dans le cadre de leurs travaux de réhabilitation, sur le territoire communautaire.

Elle encourage les travaux engagés par les propriétaires occupants, sur conditions de ressources, à hauteur de 10 % de la dépense subventionnée par l'Anah. Elle soutient les propriétaires bailleurs qui signent une convention avec l'État et s'engagent à proposer un loyer maîtrisé durant 9 ans. Elle complète la prime de réduction de loyers de l'Anah à raison de 50€/m<sup>2</sup> pour les loyers intermédiaires, 100€/m<sup>2</sup> pour les loyers conventionnés sociaux et 125€/m<sup>2</sup> pour les loyers conventionnés très sociaux (plafond évalué à 80 € m<sup>2</sup>).

Dans le cadre du PIG, les aides financières spécifiques aux « secteurs renforcés » sont majorées et se définissent ainsi :

Pour les propriétaires occupants modestes et très modestes, il s'agit de privilégier les réhabilitations des logements indignes et très dégradés en y encourageant des travaux lourds à la condition qu'ils soient subventionnables par l'Anah. Le Territoire du Pays d'Aix propose, en faveur des propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes de ces secteurs renforcés, une aide aux travaux lourds, exclusivement, atteignant les 20 % du montant subventionné par l'Anah.

Pour les propriétaires bailleurs, il s'agit de remettre sur le marché immobilier locatif des logements vacants depuis plus d'un an. Le Territoire du Pays d'Aix encourage cette démarche visant à augmenter l'offre en logements à loyers maîtrisés sur le territoire communautaire et propose de verser une prime de « sortie de vacance » aux propriétaires bailleurs privés à raison de 1.500 € (loyer

intermédiaire), 2.500 € (loyer conventionné social), 5.000 € (loyer conventionné très social).

Le PIG doit s'achever le 27 septembre 2019, mais au terme de 2018 les résultats sont très satisfaisants pour les propriétaires occupants : 380 interventions ont été ou vont être réalisées dans ces logements. Les projets portant sur les logements locatifs sont plus restreints et concernent 61 interventions.

Au vu des bons résultats et des demandes constantes des particuliers d'aide à la réhabilitation, il apparaît nécessaire de prolonger le PIG, et ainsi de profiter de la dynamique impulsée sur le territoire depuis de nombreuses années.

Tous les partenaires sont favorables à la reconduction de ce programme afin de toucher davantage de logements appartenant aux propriétaires bailleurs d'une part, mais aussi d'insister sur la lutte contre l'habitat indigne. Des moyens supplémentaires sont prévus dans le nouveau marché afin d'accompagner de façon plus satisfaisante les personnes concernées par l'habitat indigent et/ou indigne et aboutir aux travaux de mise aux normes/sécurisation des logements. Les autres axes d'interventions sont maintenus : lutte contre la vacance, réduction des gaspillages énergétiques, production de logements locatifs conventionnés, afin d'améliorer les conditions d'habitat du parc de logements privés.

Les nouveaux objectifs définis pour les deux années supplémentaires s'élèvent à 418 logements ainsi répartis :

- 353 logements occupés par leur propriétaire, dont 20 au titre de l'Auto-Réhabilitation Accompagnée
- 65 logements locatifs conventionnés appartenant à des bailleurs privés :
  - 40 logements à loyer conventionné socialement
  - 2 logements à loyer conventionné très social
  - 23 logements à loyer intermédiaires

Concernant les secteurs renforcés, le noyau villageois des Milles est intégré au secteur renforcé d'Aix-en-Provence. Il présente les mêmes problématiques que les secteurs renforcés initiaux : un habitat ancien dégradé, des propriétaires aux ressources plutôt basses, des propriétaires bailleurs en retrait des projets de réhabilitation. Lors du dernier comité de pilotage de novembre 2018, il est apparu opportun d'intégrer ce quartier au secteur renforcé d'Aix-en-Provence afin de doter les propriétaires de moyens supplémentaires, tant pour l'accompagnement que pour les financements.

	2019	2020	2021	TOTAL
<b>Logements indignes et très dégradés traités</b>	<b>9</b>	<b>35</b>	<b>24</b>	<b>68</b>
dont logements indignes (LHI) PO	1	3	1	5
dont logements indignes (LHI) PB	1	3	1	5
dont logements très dégradés (TD) PO	2	10	8	20
dont logements très dégradés (TD) PB	5	19	14	38
<b>Autres Logements de propriétaires occupants (hors LHI et TD)</b>	<b>41</b>	<b>164</b>	<b>123</b>	<b>328</b>
dont aide pour l'autonomie de la personne	11	47	35	93
<b>Autres logements de propriétaires bailleurs (hors LHI et TD)</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>Total des logements PO bénéficiant de l'aide du ASE</b>	<b>32</b>	<b>130</b>	<b>98</b>	<b>260</b>
<b>Répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés</b>	<b>8</b>	<b>33</b>	<b>24</b>	<b>65</b>
dont loyer intermédiaire	3	11	9	23
dont loyer conventionné social	5	20	15	40
dont loyer conventionné très social	0	1	1	2

Le Territoire du Pays d'Aix s'engage, au titre du PIG, à réserver une dotation budgétaire d'un montant de 1 863 420 € pour les deux années supplémentaires. Cette enveloppe prévisionnelle intègre :

- les aides aux travaux : 1 297 000 €,
- l'ingénierie : 366 420 €,
- l'aide financière destinée aux communes qui engageront des travaux d'office : 200.000€. En effet, le Territoire du Pays d'Aix prévoit de dédier un financement pour chaque commune, du secteur renforcé, qui engagera une procédure de lutte contre l'habitat indigne et effectuera les travaux d'office visant à sortir de l'indignité un bien diagnostiqué en tant que tel. Les crédits à mobiliser sont évalués à 100.000€/an soit 200.000€ sur la durée du dispositif.

La répartition des aides mobilisées par l'ensemble des co-financeurs, pour la durée de l'avenant, est la suivante :

Financiers	ANAH 13	TPA	Région	CD13	CD84	Ville Aix	Ville Pertuis	TOTAL
Aides travaux	4 558 940 €	1 297 000 €	255 000 €	482 000 €	40 000 €	200 000 €	80 000 €	6 912 940 €
Aides Ingénierie	413 580 €	366 420 €	/	/	/	/	/	780 000 €
Travaux d'office		200 000 €	/	/	/	/	/	200 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 972 520 €</b>	<b>1 863 420 €</b>	<b>255 000 €</b>	<b>482 000 €</b>	<b>40 000 €</b>	<b>200 000 €</b>	<b>80 000 €</b>	<b>7 892 940 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_B297 du Bureau communautaire de la CPA du 17 juillet 2014, relative au lancement du marché d'une mission de suivi annuel et d'animation du PIG « Mieux Habiter Mieux Louer » sur le territoire de la CPA ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014, relative aux dispositifs d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015\_A253 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, relative aux principes d'intervention financière dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter, Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 20 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires privés à engager des travaux en vue de lutter contre l'insalubrité, d'améliorer la performance énergétique et de contribuer au maintien à domicile.
- Qu'il convient de lutter contre la vacance des logements du parc privé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la prorogation jusqu'au 27 septembre 2021 du dispositif Programme d'Intérêt Général du Pays d'Aix « Mieux Habiter, Mieux Louer ».

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement à conclure avec la Région PACA.

**Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention du Programme d'Intérêt Général du Pays d'Aix.

**Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les avenants et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 5 :**

Pour la durée de la prorogation est approuvée :

- la réservation d'un budget sur la partie Section Investissement de 1 297 000 euros pour les aides aux particuliers, et de 200 000 euros pour les communes concernant le financement des travaux d'office.
- la réservation d'un budget sur la partie Section de Fonctionnement de 366 420 euros pour financer l'ingénierie du suivi-animation.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix :

- en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP, pour les aides aux particuliers et aux communes pour les travaux d'office ;
- en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 62268, fonction 50 pour l'ingénierie.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 273**

**AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association HandiToit Provence créée en 2002 a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne handicapée de vivre seule ou en famille dans un logement ordinaire adapté à son besoin et favorisant l'autonomie. Elle agit en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

HandiToit Provence a développé, sur les territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Plateforme Régionale du Logement Adapté, qui constitue une interface entre l'offre et la demande de logements des personnes en situation de handicap moteur. Cette démarche vise à répondre aux difficultés des personnes handicapées moteur d'accéder à un logement adapté.

Depuis plusieurs années, dans le cadre de conventions de partenariat et de financement spécifiques, l'association intervient plus particulièrement sur les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix.

Concernant le Conseil de Territoire de Marseille Provence : la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a signé dès 2010 une convention de partenariat et de financement avec l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

Concernant le Conseil de Territoire du pays d'Aix : depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a pris

l'engagement d'une prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite pour mettre en œuvre une politique volontaire en faveur des personnes à mobilité réduite et des personnes handicapées. Dans sa délibération du 15 juillet 2002, la Communauté du Pays d'Aix indique que « les collectivités locales jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à ces droits fondamentaux. L'accessibilité du cadre de vie est une condition indispensable pour permettre l'autonomie des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale et professionnelle. Les collectivités qui participent à l'aménagement de l'environnement doivent tout mettre en œuvre pour assurer à l'ensemble des citoyens et donc aux personnes handicapées, la possibilité de circuler librement et d'utiliser les services ouverts au public».

ans la continuité de ces actions, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

En 2018 le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont contribué respectivement à hauteur de 10 000 euros et 8 000 euros à l'action d'Handitoit Provence.

Handitoit a poursuivi le partenariat avec les bailleurs sociaux et a aujourd'hui signé des conventions avec 31 bailleurs présents sur le territoire de la Métropole, avec pour objectif de développer des logements accessibles et adaptés et garantir la bonne adéquation entre la demande et l'offre produite.

Au vu de la demande de l'association pour l'année 2019, et de l'enjeu d'assurer la continuité du partenariat engagé avec les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix, tout en accompagnant le développement de l'action d'Handitoit à l'échelle métropolitaine afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie, il est proposé au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 37 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté », et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2019.

La subvention est répartie de la manière suivante :

- 10 000 euros pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence
- 8 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

- 19 000 euros pour l'ensemble du territoire métropolitain

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque territoire concerné et sur le budget de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

La mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté consiste à :

- Encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation,
- Organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite :
- Participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité,
- Organiser la mise en relation entre l'offre et la demande :
- Orienter les demandes d'adaptation vers les opérateurs des Programmes d'Intérêt Général et autres dispositifs programmés mis en place par la Métropole et les Conseils de Territoire afin de favoriser l'adéquation entre la demande et l'offre de logement du parc privé conventionné.
- Développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.

Pour sa part, la Métropole en lien avec les Conseils de Territoire s'engage à :

- Soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2019.
- Participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire.
- Poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans le PLH.
- Sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention.

- Porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'elle aura identifiés sur son territoire.

Sur le territoire du Pays d'Aix, plus spécifiquement, dans la continuité des actions engagées dans le cadre de la précédente convention :

- Développer une production de logements adaptés avec un accompagnement minimum afin de favoriser l'autonomie des personnes dépendantes liées à l'âge ou au handicap.
- Inciter les constructeurs et gestionnaires spécialisés à s'orienter vers des produits moins coûteux avec moins de services obligatoires et mieux intégrés.
- Poursuivre l'effort de mise en accessibilité du parc social existant par des incitations financières en direction des bailleurs et des communes.
- Négocier une réservation de logements adaptés dans les programmes neufs qu'elle finance.
- Faciliter les mises en relation avec les partenaires : communes, État, Aatiko...

Cette subvention sera attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association, et fait l'objet de la répartition suivante :

GU N°	Domaines d'activités	Subvention n-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée
2019_00404	Développement de la plateforme du logement adapté sur le territoire du Pays d'Aix pour favoriser l'accès au logement des personnes en situation de handicap	8 000,00 euros,	459 000 euros	8 000,00 euros	8 000,00 euros
2019_00403	Plateforme du logement adapté Loger les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge	10 000 euros		10 000,00 euros	10 000,00 euros
2019_01216	Plateforme du logement adapté Loger les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge			19 000,00 euros	19 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La délibération n°2002\_A122 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 juillet 2015 relative à la prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEVT 011-2971/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie ;
- La délibération VU 031-149/18/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 37 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Handitoit Provence pour son action de plateforme régionale du logement adapté, se répartissant comme suit :

- 10 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence.
- 8 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
- 19 000 euros sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Handitoit Provence pour l'année 2019.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'Etat Spécial de Territoire 2019 du Territoire Marseille-Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix chapitre 65, nature 65748, fonction 50
- Le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35

Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 274**

**AVIS- Approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 79<sup>ème</sup> congrès HLM s'est réuni à Marseille du 9 au 11 octobre 2018.

Dans ce cadre, un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et du foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en signant une charte déclinant 6 objectifs majeurs :

- Construire une vision stratégique du territoire
- Soutenir une production de logements adaptés aux besoins
- Agir sur le parc existant et le renouvellement urbain
- Faciliter les parcours résidentiels et la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord
- Poursuivre la mobilisation de tous au service du logement et du foncier
- Valoriser les savoir-faire de notre région et promouvoir l'innovation

Cette signature a eu lieu le 18 octobre 2018, sous le haut patronage du Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Cohésion des territoires, Monsieur Julien Denormandie, et a réuni aux côtés du Préfet de région représentant l'État, la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat, l'Association Régionale HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ce nouvel engagement fait suite à la « Charte d'engagement pour le Logement et de mobilisation du foncier en Provence-Alpes-Côte d'Azur » initié en 2014 par les partenaires ci-dessus énoncés.

Au vu des résultats opérationnels positifs obtenus sur la période 2014-2017, il a été jugé opportun de poursuivre

et amplifier cette dynamique régionale vertueuse en y associant les acteurs majeurs à l'échelle de la Politique de l'Habitat, au rang desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence, en charge de la compétence habitat à l'échelle des 92 communes et des 6 territoires qui la composent.

Cette sollicitation a été formellement exprimée par un courrier du Préfet de Région, Monsieur Pierre Dartout aux membres du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement le 15 novembre 2018.

Depuis cette date, 16 autres partenaires ont accepté de signer l'engagement partenarial.

Ainsi, il est proposé à la Métropole de se prononcer sur l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette charte fait état du soutien à nombre de chantiers déjà engagés par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux côtés d'autres partenaires et collectivités, et notamment :

- Le soutien au développement du logement social et très social
- Le soutien au logement des jeunes et en direction des publics fragiles
- L'action sur le parc existant et le renouvellement urbain
- la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement
- la déclinaison du Plan Logement d'abord à l'échelle intercommunale
- l'action sur les copropriétés dégradées

Tous ces axes sont d'ores et déjà mis en œuvre ou inscrits dans le « Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de Marseille Provence », « l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées » signé le 21 décembre 2017 par la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les travaux engagés pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat à l'échelle métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- L'engagement de la Métropole dans le Plan « Initiative Copropriétés » du 10 octobre 2018, faisant suite à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées signé le 21 décembre 2017 par la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'engagement de la Métropole dans l'élaboration de son Programme Local de l'Habitat ;
- Les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement officiellement installée le 3 juillet 2017 sous la double présidence du Président de la Métropole et du Préfet des Bouches du Rhône ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 19 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en Région PACA, en signant une charte déclinant six objectifs majeurs ;
- Que la signature de la charte portant engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par la Métropole est conforme aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par celle-ci à travers le Programme Local de l'Habitat 2020-2025, la lutte contre les copropriétés dégradées dont six bénéficient d'un suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » mis en place le 18 octobre 2018, le pilotage du Nouveau Programme National de Renouvellement

Urbain sur 21 quartiers de la Métropole, ainsi que les travaux engagés dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement mise en place le 3 juillet 2017 ;

- Qu'il convient d'approuver l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la charte y afférent.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### Article 2 :

Est approuvée la charte détaillant les 6 axes de l'engagement partenarial, ci-annexée.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte ci-annexée ainsi que tous les documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire - Politique de la Ville / Cohésion sociale

### 2019 CT2 275

AVIS- Approbation de la Convention du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2014, les anciens-EPCI et depuis 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans l'ambition de ce nouveau projet de renouvellement urbain avec 21 quartiers en renouvellement urbain, dont 11 qualifiés d'intérêt national et 10 d'intérêt régional.

La contractualisation de ces opérations s'appuie sur la signature avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de protocoles de préfiguration. Le protocole de préfiguration des opérations de Renouvellement Urbain du Pays d'Aix a été signé en décembre 2015 et concerne les quartiers prioritaires d'Encagnane à Aix-en-Provence et le secteur Centre à Vitrolles qui ont été retenus au titre des Projets de Renouvellement Urbain, deuxième génération et les financements de ces projets sont inscrits au titre des Quartiers d'Intérêt Régionaux, au sein du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

La prise en compte des enjeux de développement de quartiers fragilisés du Territoire du Pays d'Aix relève d'une volonté ancienne de certaines communes confrontées à l'existence de phénomène de concentrations de populations précarisées. L'inscription de 8 quartiers du Territoire du Pays d'Aix dans la nouvelle géographie prioritaire vient confirmer l'acuité de certaines inégalités de développement territorial au sein d'une agglomération dynamique et disposant d'un niveau de vie élevé.

Dans le cadre du Contrat de Ville, la définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations territoriales déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement d'équipements. Quatre dimensions fondamentales seront ainsi à respecter dans le cadre des projets urbains pouvant être déployés sur les communes du Contrat de Ville et les quartiers Politique de la Ville.

- Une meilleure inscription dans une armature territoriale de développement économique, commercial fondée sur une plus forte interconnexion des polarités
- La promotion d'un cadre de vie de qualité, fondé sur la limitation des nuisances environnementales et l'accompagnement de la transition énergétique
- La production et la gestion d'une offre de logements adaptés, diversifiés, favorisant la réalisation des parcours résidentiels et la mixité sociale à différentes échelles
- La valorisation d'un espace de vie sécurisé, entretenu et organisé autour de centralités et équipements

Le Territoire du Pays d'Aix accompagne les projets de rénovation urbaine depuis 2003, à travers les études pré-opérationnelles conduites sur les quartiers de Beisson/Corsy à Aix-en-Provence et des Pins à Vitrolles et par son soutien financier dans le cadre des deux conventions ANRU élaborées sur ces quartiers.

Le quartier d'Encagnane représente un enjeu fort pour le développement de la Ville d'Aix-en-Provence et la réalisation des objectifs de transformation du territoire.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme de la commune, ce quartier apparaît comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classé comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...). Les interventions sur le patrimoine existant sont en cela fondamentales, concernant d'une part les logements sociaux dont une partie ne correspond plus aux normes en vigueur en matière de performance énergétique, d'isolation acoustique ou d'accessibilité, et d'autre part les copropriétés les plus dégradées (dont la copropriété des Facultés).

Le schéma d'aménagement global du quartier fait apparaître une partie Nord du quartier centrée sur des problématiques d'intégration à la ville, de restructuration des espaces de centralité et de connexion, perméabilité avec le futur BHNS.

Dans la partie Sud, apparaissent plutôt des enjeux de requalification de l'espace, en lien avec l'émergence d'un nouveau quartier : projet majeur du renouvellement urbain : *Phares et Balises* incarne le renouveau d'Encagnane autour duquel viendront se greffer des opérations qualitatives d'aménagement de l'espace (espace boulodrome – jardins partagés et pôle éducatif). Ce traitement qualitatif des espaces publics constituera le support à une dynamique résidentielle renouvelée (vers un retour des classes moyennes).

Enfin, le trait d'union entre ces deux parties se fera via le cours d'Encagnane dont l'objectif est d'améliorer la connexion Nord-Sud, dans une logique des modes doux (piétons/vélos).

Le renouvellement urbain du quartier d'Encagnane est structuré autour de 7 grands projets :

- **Le Boulodrome** dont l'objectif est de créer un véritable espace de convivialité pour les habitants « le poumon vert du quartier » en s'appuyant sur les usages existants et en réaménageant l'espace et le jardin partagé engagé par le bailleur Famille et Provence. De recomposer et valoriser cet espace en intégrant le jardin d'enfant

de la résidence « Les lavandes », de proposer de nouveaux usages : pôle fitness, jeux d'eau, jeux pour enfants, espace détente, de déplacer et restructurer le local du boulodrome en le divisant en deux parties : un espace dédié à l'utilisation du boulodrome et un espace de restauration rapide.

- **L'avenue du 8 Mai** dont l'objectif est de proposer un nouveau visage à cette avenue dénaturée par l'automobile en diminuant les flux de transit voiture, au profit des transports en commun et des modes doux, de créer une « colonne vertébrale » apaisée et l'inscrire comme trait d'union entre le secteur de *Phares et Balises* et le centre dynamique autour de la centralité de la place Romée de Villeneuve. De sécuriser cette artère traversante et restructurer certains espaces attenants tels que le square Martin Luther King et les espaces délaissés ou peu valorisés. Composer des espaces intermédiaires (espaces de respiration) accueillants et agréables, venant rythmer le cheminement le long de l'avenue du 8 mai. Et de créer un véritable accompagnement paysager en valorisant les éléments présents sur le site et à proximité.

- **La Place Romée de Villeneuve** dont l'objectif est de renforcer le statut de centralité et de cœur de vie du quartier, de maintenir et de mettre en valeur le marché. D'articuler et d'être en cohérence avec les aménagements (revêtement et mobilier urbain) liés au BHNS et à la requalification de l'avenue de l'Europe.

- **Les Centralités de proximité** dont l'objectif est de rendre lisible et accessible les centralités de proximité pour renforcer l'animation et la vie du quartier et de mettre en place un stationnement de courte durée autour des commerces, services et équipements (ex : 1 heure gratuite), de réaménager ces espaces afin de valoriser les commerces et services et de sécuriser les accès.

- **Le Pôle éducatif** dont l'objectif est de regrouper les équipements scolaires au sein d'un pôle éducatif, d'optimiser l'utilisation des équipements sportifs (gymnase et city stades), de répondre aux besoins des familles avec des enfants de 3 mois à 11 ans, de protéger la maternelle Giono et la crèche Pom'Happy de la pollution liée l'autoroute et de recomposer des espaces publics en lien avec le projet de *Phares et Balises* et le boulodrome.

- **Phares et Balises** dont l'enjeu est d'imaginer un nouveau « morceau de ville » pour redynamiser l'Ouest du quartier d'Encagnane. L'objectif est de diversifier l'offre d'habitat en proposant des logements en accession à la propriété à coût maîtrisé et la construction d'une résidence senior, de désenclaver physiquement ce secteur, d'attirer et innover, de prendre en compte la pollution et le bruit, de construire un équipement rayonnant et d'ouvrir le quartier d'Encagnane vers la Constance et Vasarely par un traitement qualitatif et ambitieux des cheminements piétons et de la passerelle.

- **La résidence les Facultés** dont l'objectif est de changer l'image de la copropriété des Facultés stigmatisée en la réhabilitant (Plan de Sauvegarde) pour une nouvelle dynamique, de

mettre en valeur les façades des logements, de privatiser et sécuriser le cœur d'îlot, de végétaliser et de mettre en valeur afin de favoriser son réinvestissement et son appropriation. De poursuivre l'acquisition des logements (préemption sociale) et engager des travaux de restructuration et de réhabilitation en s'appuyant sur une politique inter-bailleurs, d'affirmer « la priorité au piéton » dans l'espace public dessiné et structuré, de fermer le cœur d'îlot ainsi que la traverse des coquelicots à la circulation (réservée uniquement aux livraisons) et de supprimer des places de stationnement et d'organiser et répartir les fonctions (commerces, bureaux, logements).

Cette convention pluriannuelle a pour objectif de fixer les engagements contractuels des différentes parties prenantes (ANRU, porteur de projet, maître d'ouvrage,...) pour la durée de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain. Cette convention se décline en plusieurs articles dont le premier dépeint le quartier d'Encagnane, un second décline le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane, un troisième définit les concours financiers du NPRU aux opérations programmées dans la convention, en 4 sont décrits les évolutions et le suivi du projet de renouvellement urbain et intègre des dispositions diverses en son article 5 et une table des annexes.

Le projet de renouvellement urbain d'Encagnane s'élève à 175 881 227 euros TTC, il se décline dans la maquette financière jointe à la convention par opérations et intègre les participations financières de l'ensemble des partenaires signataires. La participation de la Métropole à cette opération s'élève à 31 384 750 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Cette convention essentielle à la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les termes de la convention du projet de renouvellement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence et la participation de la Métropole s'élève à 31 384 750 euros.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : chapitre 4581162714, nature 4581, fonction 52 sur l'autorisation de programme DI714AP2 et sur le chapitre 45811822735, nature 4581, fonction 50 sur l'autorisation de programme DI735AP et sur chapitre 4581162732, nature 4581, fonction 52, sur l'autorisation de programme 201722.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 276**

**Partenariat avec le Dispositif Régional de l'Observation Sociale (DROS)**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence Politique de la ville, le Territoire du Pays d'Aix (TPA) a signé en 2018 une convention avec le DROS pour une durée de trois ans pour son accompagnement dans le cadre de ses travaux, et notamment le suivi du contrat de ville signé le 30 juin 2015.

Le Dispositif Régional d'Observation Sociale Paca, conscient de l'intérêt tout particulier que présentent sur le plan économique et social les éléments d'information dont il dispose, est intéressé à poursuivre le partenariat avec le Pays d'Aix engagé depuis 2014, le DROS marque ainsi sa volonté de fournir les données sociales disponibles, son appui méthodologique et son expertise, dans le cadre des travaux menés par le Pays d'Aix.

Cette collaboration à laquelle il faut ajouter l'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance (AUPA) a permis de réaliser en 2015, un « portrait social du territoire » qui a orienté les actions en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain sur les différents quartiers concernés.

Afin d'anticiper le besoin en matière de suivi et d'évaluation du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix, la fourniture des données et l'accompagnement expert du DROS sont nécessaires.

A partir de ces données, l'AUPA aura les éléments pour assurer le suivi des indicateurs liés au niveau du revenu, au nombre d'allocataire du Revenu Solidarité Active (R.S.A) notamment, à l'échelle des IRIS (infra communal). Il est prévu aussi la fourniture de données spécifiques pour les « quartiers politique de la ville » (QPV). Enfin, l'actualisation de l'indice de fragilité « sociale » sera possible sur les communes concernées.

Au delà de la fourniture de ces données statistiques issues des données brutes de la CAF (Caisses d'Allocations Familiales), l'équipe du DROS sera associée à l'évaluation en continu du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

Dans le cadre de la convention, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019 s'élève à 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° 2018\_CT2\_349 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'Approbation de la Convention de partenariat avec le DROS ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Urbanisme du 20 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que ce partenariat avec le Dispositif Régional d'Observation Sociale (DROS) est essentiel pour le suivi et l'évaluation de la politique de la ville mise à œuvre à l'échelle du territoire.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 10 000 € au Dispositif Régional de l'Observation Sociale pour son accompagnement dans le cadre de ses travaux, et notamment le suivi du Contrat de Ville. Le montant de cette participation est accordée au Dispositif Régional de l'Observation Sociale.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6188, fonction 52.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT**

### **2019 CT2 277**

**AVIS- Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Peyrolles-en-Provence – Secteur de la zone d'activités du Val de Durance**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation charnière entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes, de la présence du CEA de Cadarache, de l'installation du projet ITER et de la Cité des Energies.

La zone d'activités économiques de Peyrolles-en-Provence déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 22 octobre 2004, d'une superficie de 11,2 hectares, est entièrement commercialisée et ne permet plus d'accueillir des entreprises liées au développement de la filière énergie alors même que des demandes sont enregistrées.

Pour pallier le manque de foncier d'activités, la requalification de la zone d'activités existante et son projet d'extension sur un périmètre de 8,5 hectares ont été déclarés d'intérêt communautaire par délibération du 21 décembre 2015. Pour mener à bien ce projet, une procédure de zone d'aménagement concerté a été engagée par délibération du 18 octobre 2018.

Sur le plan foncier, le secteur de la zone d'activités existante se caractérise par des espaces urbanisés mités par de l'habitat avec cependant de larges espaces non occupés. Le périmètre en extension recouvre un parcellaire très morcelé et non-maîtrisé.

Ainsi, au regard de l'ensemble des éléments précités et des enjeux importants de développement économique du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles et l'Etablissement Public Foncier PACA ont convenu de s'associer pour assurer la maîtrise foncière du secteur, au travers de la conclusion d'une convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation. Cette dernière porterait sur un périmètre d'environ 20 hectares, incluant d'une part la zone d'activités existante afin d'optimiser le foncier et d'autre part, son projet d'extension.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2024. La garantie de rachat est fixée dans la

présente convention à 6 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n° URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant le lancement de la procédure de zone d'aménagement concerté dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le projet d'intérêt métropolitain de requalification et d'extension de la zone d'activités du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Peyrolles-en-Provence.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 278**

### **AVIS- Création d'une zone d'aménagement différé sur la commune de Peyrolles-en-Provence – Secteur de la zone d'activités du Val de Durance**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation charnière entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes, de la présence du CEA Cadarache, de l'installation du projet ITER et de la Cité des Énergies. Parallèlement à ces grands projets, des besoins intrinsèques existent en Pays d'Aix et notamment dans le Val de Durance : il s'agit principalement de petites et moyennes entreprises de production et de service et des activités artisanales qui sont déjà implantées sur le secteur et qui cherchent à s'agrandir.

La zone d'activités économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence d'une superficie d'environ 11,2 hectares, déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 22 octobre 2004, est entièrement commercialisée. Toutefois, des potentialités foncières subsistent : un tiers de la surface des lots est vide et quelques espaces urbanisés sont mités par de l'habitat.

Ainsi, face à la nécessité de poursuivre le développement économique local et conformément

aux documents d'orientation et d'urbanisme, l'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence sur un périmètre d'environ 8,5 hectares a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 21 décembre 2015. La structure foncière du secteur d'extension apparaît contrainte par un parcellaire très morcelé et une typologie en lanières.

Sur le plan opérationnel, la Métropole a engagé en octobre 2018 une procédure de zone d'aménagement concerté s'inscrivant dans une démarche d'aménagement et de requalification globale du secteur de la zone d'activités.

Afin de mobiliser le foncier nécessaire à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence ont confié à l'Etablissement Public Foncier PACA une mission de maîtrise foncière au travers de la mise en place d'une convention d'intervention foncière tripartite portant sur un périmètre d'environ 20 hectares.

Compte-tenu des enjeux fonciers décrits ci-dessus, la création d'une zone d'aménagement différé par la Métropole Aix-Marseille-Provence telle qu'autorisée par les dispositions de l'article L. 212-1 du Code de l'urbanisme, apparaît aujourd'hui comme un outil nécessaire dans la perspective d'acquérir le foncier à un coût maîtrisé, compatible avec les équilibres financiers du projet et avec les capacités financières des entreprises.

En effet, la zone d'aménagement différé ouvre, pour une durée de six ans, un droit de préemption et fixe la nouvelle date de référence pour l'estimation de la valeur vénale des biens à acquérir à la date de création de la zone.

Au terme du délai de six ans, la zone d'aménagement différé pourra être renouvelée par délibération de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 212-1, R.212-2 et L.300-1 ;

- La délibération n° 2015\_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n° URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant le lancement de la procédure de zone d'aménagement concerté dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- L'avis favorable de la commune de Peyrolles-en-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compatibilité du projet avec les orientations du schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix qui identifie l'extension de la zone d'activités à Peyrolles-en-Provence parmi les espaces d'activités à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix et de participer au développement de la filière énergie.
- La déclaration de l'intérêt métropolitain du projet de requalification et l'extension de la zone d'activités du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence.
- Le projet de requalification et d'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence entre dans le champs d'application des zones d'aménagement différé aux termes des dispositions des articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'Urbanisme.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, en application de l'article L.5217-2.
- Le périmètre proposé pour la création de la zone d'aménagement différé ci-annexé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la création d'une zone d'aménagement différé sur la commune de Peyrolles-en-Provence pour une durée de six ans renouvelable, selon le périmètre annexé à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur est désigné titulaire du droit de préemption à l'intérieur de la zone d'aménagement différé ainsi créée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 279**

**AVIS- Avis sur la modification du périmètre de la zone d'aménagement différé Font Trompette - Commune de Venelles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Venelles qui regroupe 8 352 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2015 constitue un pôle structurant du Nord du Pays d'Aix .

Le secteur de Font Trompette situé dans le prolongement Nord du village, bordé par la RD96, à proximité d'un échangeur autoroutier de l'A51 à équidistance des communes d'Aix-en-Provence et de Pertuis, a été identifié depuis plusieurs années comme un espace de développement stratégique afin de répondre aux besoins en logements de la population tout en favorisant une mixité urbaine et sociale dans le contexte de l'implantation du projet ITER mais également d'objectifs de production de logements sociaux fixés par l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

Dans ce cadre, pour éviter les difficultés liées à la pression foncière, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Font Trompette a été créée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2007 sur un périmètre de 38 hectares avec pour bénéficiaire la commune. Par arrêté préfectoral du 3 juin 2016, elle a été renouvelée sur son périmètre initial pour une période de 6 ans.

Parallèlement, pour mener à bien les interventions sur le secteur, une première convention d'anticipation foncière entre la commune de Venelles, la Communauté du Pays d'Aix et l'Établissement Public Foncier concernant le site a été validée et signée par les parties le 18 septembre 2007. Cette première convention a permis à l'Établissement Public Foncier de procéder à l'acquisition d'environ 20 hectares.

Dans le prolongement de ce partenariat qui prenait fin le 31 décembre 2017 et afin de conduire les dernières acquisitions foncières sur environ 4 hectares nécessaires au projet global, la commune de Venelles en lien avec la Métropole a sollicité l'Établissement Public Foncier pour une mission d'intervention en phase réalisation sur ce site signée le 29 décembre 2017.

Les dernières études menées par le Bureau d'études AREP ont stabilisé le périmètre et envisagent la création d'environ 360 à 400 logements, un groupe scolaire ainsi qu'une ferme pédagogique.

Cependant, le périmètre pertinent retenu dans le cadre du projet ne correspond pas au périmètre actuel de la Zone d'Aménagement Différé.

En effet, cette dernière comprend une zone UD3 d'environ 2,67 hectares immédiatement constructible contrairement au reste du périmètre situé en zone 2AUB. Les parcelles concernées à proximité du village sont en partie construites et font l'objet de dépôts de permis de construire.

Afin de mettre en adéquation le périmètre de Zone d'Aménagement Différé avec le périmètre envisagé pour le projet, la commune a décidé de solliciter le Préfet pour le faire évoluer et soustraire du périmètre ZAD les parcelles situées en zone UD3 du PLU en vigueur. Dans ce cadre et conformément à l'article L212-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la Métropole est requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L212-1 ;
- La délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Venelles du 11 juillet 2016 ;
- Les délibérations de modification n°1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme du 27 juin 2017 ;
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette en phase réalisation entre la commune de Venelles, l'Établissement Public Foncier et la Métropole du 29 décembre 2017 ;
- L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2007 portant création de la Zone d'Aménagement Différé de la commune de Venelles ;
- L'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 portant renouvellement de la zone d'aménagement différé de Venelles.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de la commune de soustraire du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé les parcelles situées en zone UD3 du PLU en vigueur.
- Les études réalisées sur le quartier de Font Trompette excluant lesdites parcelles de la zone de projet.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est donné un avis favorable à l'évolution du périmètre de Zone d'Aménagement Différé Font-Trompette, tel qu'annexé à la présente délibération.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme**

### **2019\_CT2\_280**

#### **AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren – Modification simplifiée n°1 – Bilan de la mise à disposition et approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Conseil de la Métropole a défini par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°75, en date du 11/12/2017, le Conseil Municipal de la commune de Ventabren a approuvé son PLU.

Par courrier en date du 3 octobre 2018, le maire de la commune de Ventabren a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 de son PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations suivantes :

- Adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière »,

- Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14,
- Ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V46.

Les pièces du PLU modifiées dans le cadre de cette procédure sont le règlement écrit et graphique.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°2018\_CT2\_532 en date du 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Ainsi, par délibération n°URB 008-5139/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Par arrêté n°19/091/CM en date du 4 avril 2019, la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit la procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la commune de Ventabren.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ont été définies par délibération n°2019\_CT2\_089 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 21 mars 2019.

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren a eu lieu du 29 avril 2019 au 29 mai 2019 inclus.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Ventabren a été notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux Maires des communes concernées le 21 mars 2019, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même Code.

Aucune observation n'a été formulée par ces personnes publiques associées et consultées.

#### **Bilan de la mise à disposition du public :**

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L132-7, L132-9 et L132-11

du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 29 avril 2019 au 29 mai 2019 inclus, au service urbanisme de la commune de Ventabren situé 17 Grand Rue (13 122 VENTABREN) aux jours et heures habituels d'ouverture.

- Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en ce rendant sur le site: (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-PLU-MS1-mad>), accessible depuis le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) ;
- de même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'adresse : [ventabren-PLU-MS1-mad@mail.registre-numerique.fr](mailto:ventabren-PLU-MS1-mad@mail.registre-numerique.fr) ;
- Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 19 avril 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ventabren et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition :

- aucune observation a été consignée sur le registre ouvert en Mairie de Ventabren ;
- aucune observation a été émise par voie dématérialisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de l'Environnement,
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE),
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE),
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole en

date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs,

- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La délibération n°2018\_CT2\_532 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018, sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°URB 008-5139/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté n°19/091/CM en date du 4 avril 2019 de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°2019\_CT2\_089 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 21 mars 2019 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren,
- La notification du projet de modification simplifiée n°1 aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et aux Maires des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme ;
- La décision n°CU-2019-2159 rendue le 10 avril 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- L'avis simple du Conseil Municipal de la commune du Ventabren, sur le projet de modification simplifiée n°1 de son PLU.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- Les modifications apportées au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren pour prendre en compte les résultats de la mise à disposition du public.
- Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren, annexé à la présente délibération, prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le bilan de la mise à disposition du public tel que présenté ci-dessus.

### Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren, telle qu'annexée à la présente.

### Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, soit notamment :

- d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Ventabren,
- de l'insertion en caractères apparents d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 281

### **AVIS- Plan Local d'urbanisme de la commune de Mimet – Révision allégée n°1 – Bilan de la concertation et arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-115 du 13 décembre 2017, la commune de Mimet a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objectif d'ouvrir à l'urbanisation une fraction de quatre parcelles précédemment classées en zone agricole et naturelle, au bord des routes départementales D8 et D58, afin de les classer en zone urbaine dédiée au commerce et service de proximité et d'équipements publics (UF) pour permettre l'implantation d'entreprises ou d'équipements publics qui créent des emplois et services.

Par délibération n°2017-116 du 13 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre la procédure qu'elle avait engagée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM afin de poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- un registre permettant de recueillir les observations du public sera ouvert aux heures d'ouverture du service urbanisme ;

- les documents graphiques et écrits élaborés seront disponibles aux heures d'ouverture du service urbanisme pendant la durée de la procédure ;

- les délibérations afférentes à cette révision seront affichées sur le site internet de la Municipalité et sur le tableau prévu à cet effet ;

### **BILAN de la CONCERTATION**

Aucune contribution n'a été portée sur le registre de concertation.

Ainsi, il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2017-115 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 prescrivant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- La délibération n°2017-116 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017, donnant accord à la Métropole Aix -Marseille - Provence afin de poursuivre la procédure engagée ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme annexé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Est arrêté le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 282**

**AVIS- Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cabriès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les communes de moins de 200 000 habitants situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du Code Général des Impôts et listées en annexe du décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts, peuvent instaurer une procédure d'autorisation de changement d'usage pour transformer un local d'habitation en une location meublée de courte durée. (art. L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Ces communes sont en zone dite tendue, l'offre de logement est inférieure à la demande. La commune de Cabriès en fait partie.

Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que son équilibre et sa mixité, et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Cabriès.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de Cabriès, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage. Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Les autorisations préalables de changement d'usage seront délivrées sous les conditions du règlement ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,
- Le Code du Tourisme et notamment ses articles L324-1-1, D.324-1 et D.324-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Le décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts ;
- La sollicitation de la commune pour l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation du 29 novembre 2018 ;
- Le PLU approuvé de la commune de Cabriès en vigueur.

#### **Où il rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La multiplication des locations saisonnières de logements meublés pour des séjours répétés de courte durée, transformant l'usage des locaux à usage d'habitation en meublés de tourisme au détriment de l'offre de logements sur le marché locatif dans la commune Cabriès.
- La situation de la commune en zone tendue.
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social.
- Que la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

## Délibère

### Article 1 :

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Cabriès.

### Article 2 :

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de Cabriès et le formulaire de demande, ci-annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 283

### **AVIS- Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'Habitation sur la commune de La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires, dont le territoire du Pays d'Aix.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du CCH).

Conformément aux dispositions de l'article L. 631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartient aux maires des Communes autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article L.631-7, de solliciter Monsieur le Préfet lui demandant de rendre applicable les dispositions prévues par l'article L.631-7 Code de la Construction et de l'Habitation, à savoir instaurer une autorisation préalable de changement d'usage.

La Roque d'Anthéron est une commune bénéficiant d'un fort attrait touristique (Office de tourisme : 14 000 contacts directs/an ; abbaye de Silvacane : 36 000 entrées/an ; labyrinthe : 61 000 entrées/an ; festival international de piano : 75 500 entrées en 2018...) favorise des flux importants de visiteurs. Cette situation a favorisé une transformation des locaux à usage d'habitation principale ou secondaire en offre d'hébergements saisonniers, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre. Cette situation génère non seulement une difficulté accrue d'accès au logement pour les habitants en limitant l'offre, en la ciblant sur une période, mais aussi une concurrence

envers les acteurs professionnels de l'hébergement de tourisme qui supportent les charges réglementaires, sociales et fiscales.

S'appuyant sur son office de tourisme, la commune a sensibilisé les hébergeurs sur la réglementation, a ouvert une liste de l'offre pouvant être compulsée ; la commune a voté une taxe de séjour spécifique à chaque catégorie, intégrant la taxe additionnelle départementale et les modifications récentes associées à cette taxe.

Dans un contexte où l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier ; tenant compte d'autre part d'un développement très rapide de la commercialisation sauvage d'hébergements modifiant un usage initial déclaré, il devient nécessaire pour la commune de La Roque d'Anthéron, de pouvoir contrôler les changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de La Roque d'Anthéron. Ainsi, sur sollicitation de la commune, le Préfet a, par arrêté en date du 19 mars 2018, rendu applicables sur son territoire les dispositions des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de La Roque d'Anthéron, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation préalable de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,
- Le Code du Tourisme et notamment ses articles L324-1-1, D.324-1 et D.324-1-1 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à La Roque d'Anthéron des dispositions des articles L631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le courrier de la commune de La Roque d'Anthéron en date du 9 janvier 2018 demandant l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation ;
- Le PLU approuvé de la commune de La Roque d'Anthéron en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La location de meublés de tourisme et chambre d'hôtes pour de courtes durées à une clientèle de passage, connaissant un essor notable, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre.
- Le contexte immobilier tendu où l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier.
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social.
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à La Roque d'Anthéron des dispositions des articles L631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation

- Qu'il convient d'instaurer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation destiné à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logement d'habitation ainsi que l'équilibre habitat et activités.

## Délibère

### Article 1 :

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de La Roque d'Anthéron.

### Article 2 :

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de La Roque d'Anthéron et le formulaire de demande, ci annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 284

**AVIS- Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'attribution d'une subvention complémentaire à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance pour l'année 2019**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'État et la ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-

Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt de chacun, dans l'esprit de l'article L110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Par délibération n°URB 025-4780/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé le programme de travail de l'AUPA pour l'année 2019 et le montant de la subvention correspondante.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confiées à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent notamment sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Il convient de compléter les missions confiées à l'AUPA pour 2019 en fonction de l'avancée du projet.

### Concernant le PLUi du Territoire du Pays d'Aix

Depuis 2016, l'AUPA a accompagné le Territoire du Pays d'Aix dans des travaux préparatoires à l'élaboration du PLUi ce qui a permis d'identifier les objectifs qui guideront son élaboration et qui ont été définis dans la délibération de prescription prise lors du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de PLUi, les travaux suivants ont été confiés à l'AUPA :

- l'élaboration du diagnostic territorial qui sera alimenté par des études complémentaires notamment sur les thèmes agriculture, environnement et risques
- l'accompagnement sur l'écriture du PADD
- la réalisation d'une analyse typomorphologique support pour la définition du zonage et du règlement
- l'élaboration d'une partie des OAP

Au regard de l'avancement des travaux, des missions complémentaires doivent être prises en charge :

- le complément du diagnostic agricole notamment sur la commune de Pertuis, la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône n'ayant pas eu accès aux informations de celle de Vaucluse

- la déclinaison territoriale de la méthodologie d'identification du potentiel foncier.

#### **Concernant la gestion des PLU communaux :**

Sur les 35 communes du territoire du Pays d'Aix en dehors de la ville d'Aix-en-Provence, ce sont 42 procédures d'évolution des documents d'urbanisme qui sont en cours et environ 20 procédures de mise à jour des servitudes d'utilité publique par trimestre. Les effectifs des services du territoire n'étant pas en capacité d'absorber cette charge de travail, les travaux suivants seront confiés à l'AUPA :

- définir le besoin avec la commune concernée et assurer le lien avec les services du territoire notamment dans le cadre de l'élaboration du PLUi
- analyse de la procédure à mettre en œuvre
- suivi technique de la procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux

Ces nouvelles missions représentent une charge de travail supplémentaire, il convient de réajuster la subvention versée à l'AUPA sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019 à hauteur de 80 000 €.

#### **Concernant la prise en compte dans la CLECT définitive des transferts de charges des communes adhérentes à l'AUPA**

Le transfert de la compétence Urbanisme a été effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les communes de Gardanne, Pertuis et Aix-en-Provence. Il convient de compléter le programme de travail de l'AUPA pour l'année 2019 en prenant en compte les études en cours et contractualisées sur la compétences PLU par les communes adhérentes.

Le montant de la subvention correspondant à ces études a été consolidé dans la CLECT définitive et transféré sur l'État Spécial du Territoire du Conseil de Territoire sur le Budget Principal 2019.

Il correspond à 134.449 € identifié sur le chapitre 65.

Le présent avenant a donc pour objet de :

- compléter le programme de travail pour l'année 2019
- réajuster la subvention accordée en fonction des nouvelles missions confiées à l'AUPA
- rectifier l'erreur de non prise en compte de la CLECT définitive

L'avenant s'élève à 214.449 €, pour une subvention totale de 1.769.449 dont 969.449 € sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération n°FAG 021-28/03/2019/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 025-4780/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'AUPA contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les missions complémentaires confiées à l'AUPA dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix et de la gestion des PLU communaux décrits ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de 214.449 €, pour l'année 2019.

#### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'AUPA qui précise les missions confiées à l'agence et les modalités de financement pour 2019.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention et tout document y afférent.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire

4581162719, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI719AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 285**

#### **AVIS- Plan local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Modification n°2 - Engagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017, la commune de Ventabren a approuvé son Plan Local de l'Urbanisme.

Plusieurs procédures d'évolution du PLU de la commune de Ventabren sont en cours :

- Par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 005-3844/18/CM du 18 mai 2018, la procédure de modification n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 008-5139/18/CM du 13 décembre 2018, la procédure de modification simplifiée n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 004-3843/18/CM du 18 mai 2018, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 007-5138/18/CM du 13 décembre 2018, la procédure de révision allégée n°2 a été engagée.

La commune de Ventabren sollicite l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme ayant notamment pour objet des modifications réglementaires et graphiques.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°75 du Conseil Municipal de la commune de Ventabren du 11 décembre

- 2017, sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°2 de son PLU ;
- Le PLU de la commune de Ventabren approuvé en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Ventabren sollicite l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son PLU pour notamment pour des modifications réglementaires et graphiques.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 286**

### **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Modification n°10 - Ouverture à l'urbanisation**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Meyreuil a fait l'objet :

- d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-104 du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-105 du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-113 du 26 septembre 2014 ;
- d'une procédure de modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-36 du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-37 du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°5 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-38 du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°6 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-127 du 16 décembre 2015 ;
- d'une procédure de modification n°8 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-66 du 3 juillet 2017 ;
- d'une procédure de modification n°7 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-111 du 12 décembre 2017 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 013-4172/18/CM du 28 juin 2018 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°3 approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 013-4173/18/CM du 28 juin 2018 ;

- d'une procédure de modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 013-4174/18/CM du 28 juin 2018 ;

Par courrier du 23 octobre 2018, la commune de Meyreuil a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°10 de son PLU.

Par délibération n° URB 011-5142/18/CM e du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°10 du PLU de Meyreuil ayant en autre pour objet l'ouverture à l'urbanisation de la zone 7 AU.

La zone 7AU est située à l'est de la commune de Meyreuil, au niveau du hameau du Canet-de-Meyreuil qui se situe de part et d'autre de l'autoroute A8, au niveau de l'échangeur du Canet-de-Meyreuil, le long de la RDN7. Le Canet-de-Meyreuil est limité au Nord par le Massif de la Roussette. Ce hameau est composé d'un quartier résidentiel à l'est de l'autoroute, et de plusieurs secteurs d'activités mixtes et tertiaires, qui s'organisent autour du giratoire du Canet-de-Meyreuil.

Le site de projet constitue une dent creuse de la zone d'activité du Canet, située au nord du giratoire, entre la RDN7 et l'A8. Il borde sur sa partie Nord une zone d'activité tertiaire, et sur sa partie sud une zone mixte qui accueille notamment un restaurant gastronomique. La zone de projet 7AU se compose d'une surface enherbée entretenue et d'un espace de stationnement bétonné avec une ombrière, entouré d'aménagements paysagers (haies, alignement d'arbres, arbustes).

La présente modification a pour objet d'ouvrir à l'urbanisation la zone 7AU du secteur du Canet-de-Meyreuil dont les motivations sont les suivantes.

L'objectif de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 7AU d'une superficie de 0,7 hectare, est de permettre le confortement du secteur d'activités tertiaires « Arterparc » dont la zone 7AU constitue le dernier gisement. En effet, devant le grand succès de ce complexe tertiaire innovant, les entreprises du Pays d'Aix et au-delà ont manifesté leur intérêt pour une installation dans le complexe. Aujourd'hui, ce dernier est occupé à 100% et se trouve dans l'impossibilité de répondre à la demande grandissante d'autres entreprises et à un besoin de foncier tertiaire.

D'une part, le projet d'ouverture à l'urbanisation du secteur du Canet-de-Meyreuil est une opportunité pour la commune de Meyreuil de valoriser son entrée de ville, à proximité de l'échangeur autoroutier du Canet de Meyreuil, ainsi que de l'axe de la RDN7 qui constitue un axe majeur de la commune. Ce secteur est concerné par l'objectif du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de mise en valeur des entrées de villes et a fait l'objet d'une étude d'entrée de ville.

D'autre part, le secteur du Canet-de-Meyreuil a connu un fort développement en création d'activités au cours des dernières années, et constitue aujourd'hui l'une des polarités économiques principales de la commune. Son ouverture à l'urbanisation est l'occasion de mettre en valeur ce secteur d'entrée de ville, par la construction de bâtiments tertiaires qualitatifs, accompagnée d'aménagements paysagers.

En application de l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, « lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Les motifs qui justifient l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sont exposés ci-après.

### **1. Au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées**

La commune de Meyreuil possède actuellement plusieurs zones urbaines pouvant juridiquement accueillir des activités tertiaires : les zones UEa, UEb, UEd, UEe et UEf.

Cependant, ces secteurs ont déjà été entièrement urbanisés.

La zone 5AU du Ballon n'offre plus de possibilités, les permis de construire ayant été délivrés sur la totalité du secteur.

Concernant les zones urbaines mixtes, la configuration du tissu urbain existant ne permet pas d'accueillir les besoins exprimés nécessitant des surfaces foncières supérieures à celles restantes.

Il est donc nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation un nouveau secteur afin de répondre à la demande en tertiaire.

### **2. Au regard de la faisabilité opérationnelle**

Parmi les périmètres d'urbanisation complémentaire figurant au PLU, certaines zones à urbaniser à vocation économique n'ont pas vocation à recevoir d'activités tertiaires.

La zone 2AUE correspond aux espaces stratégiques de développement futur de la commune de Meyreuil à vocation d'activités économiques industrielles et logistiques.

La zone 4AU a vocation à recevoir des activités en lien avec la santé.

La zone 6AU correspond aux exigences de la loi SRU qui incite fortement à produire du logement à proximité immédiate des zones d'activités économiques.

A ce jour, le secteur du Canet-de-Meyreuil est le plus à même d'accompagner la production d'activités tertiaires. Il n'existe pas d'autres secteurs ayant ces caractéristiques au sein des zones.

En effet, aucune possibilité n'est permise dans les zones d'urbanisation future à vocation économique définies par le PLU qui ne disposent pas des réseaux suffisants.

La zone 1AUE est divisée en deux sous-secteurs : d'une part, le sous-secteur 1AUEa déjà ouvert, a fait l'objet de permis de construire délivrés sur la totalité du périmètre et de l'emprise disponible et d'autre part, le sous-secteur 1AUEb est subordonné à la réalisation des réseaux nécessaires au bon fonctionnement de la zone.

De plus, le secteur du Canet-de-Meyreuil est directement desservi par les réseaux d'eau potable et des eaux usées, les tracés des réseaux étant situé au niveau de l'impasse de l'Auberge ainsi qu'au niveau de la RD7N.

Ainsi, l'ouverture à l'urbanisation de la zone 7AU, dernière dent creuse à urbaniser en continuité de la zone UEd de l'Arteparc, déjà desservi par les réseaux, et notamment les réseaux routiers, est justifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 011-5142/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil en vigueur et ses évolutions successives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 20 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le tissu urbain existant des zones urbaines mixtes ne peut recevoir des projets d'une certaine importance.
- Les zones urbaines destinées à recevoir des activités tertiaires sont entièrement urbanisées.
- Qu'aucune possibilité n'est permise dans les zones d'urbanisation future à vocation économique définies par le PLU pour les diverses raisons évoquées précédemment.
- Que la zone 7AU, dernière dent creuse à urbaniser en continuité de la zone UEd de l'Arteparc, est déjà desservie par les réseaux, et notamment les réseaux routiers.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Approuve l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 7AU du Canet-de-Meyreuil au regard des motivations exposées ci avant quant aux capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 287**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge - Elaboration du PLU - conférence des maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **Le contexte métropolitain**

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

#### **L'exercice de la compétence « urbanisme »**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

#### **L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Châteauneuf le Rouge**

Par délibération n°79 du 09 octobre 2015, la Commune de Châteauneuf-le-Rouge a lancé la procédure d'élaboration de son PLU.

Par délibération n°50 bis du 17 novembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 008-3565/18/CM pour poursuivre de l'élaboration du PLU de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Par délibération n°2017/064 du Conseil Municipal du 20 décembre 2017, la commune a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU.

Le projet de Plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques (PPA) associées à son élaboration.

L'enquête publique s'est tenue du 14 janvier au 13 février 2019 inclus.

L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation du PLU de la commune de Châteauneuf-le-Rouge, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera

soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en vigueur ;
- La délibération n°78 de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 14 octobre 2015 engageant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°50 bis de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 17 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 14 octobre 2015 ;
- L'arrêté n°18\_CT2\_074 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 décembre 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- La notification du projet d'élaboration aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
- Le Règlement National d'Urbanisme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Urbanisme et aménagement du 20 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Madame le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 288**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Elaboration partielle du PLU - Définition des modalités de collaboration avec la commune**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La commune de Saint Marc Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 21 mars 2017, par délibération n° 2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de la Métropole a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 010-4628/18/CM du 18 octobre 2018.

Enfin, par délibération du Conseil Municipal n°2017-109-DELIB-2-1, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée. La Métropole a acté la poursuite de cette procédure par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Suite à l'annulation partielle de son document d'urbanisme, il a été nécessaire d'engager une procédure d'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Conformément à l'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Par dérogation à l'article L.153-8, le Conseil de Territoire « *arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes* ».

C'est dans ce contexte qu'une conférence intercommunale du Territoire doit être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de la collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Dès lors, Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix a invité Monsieur le Maire de Saint-Marc-Jaumegarde à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions sont prévues afin d'examiner :

1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet d'élaboration partielle avant l'arrêt du projet,

2 - Les éventuelles adaptations du projet d'élaboration partielle après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 20 mai 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que suite à l'annulation partielle de son document d'urbanisme, il a été nécessaire d'engager une procédure d'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Saint Marc Jaumegarde doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

### **Délibère**

### **Article unique :**

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde dans le cadre de l'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

### **2019 CT2 289**

#### **AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération du secteur des bords de l'Étang - Quartier Lion à Vitrolles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La société « SNC COGEDIM PROVENCE » assure le portage et la réalisation d'une opération

immobilière privée sur le secteur des Bords de l'Étang - Quartier du Lion, à Vitrolles. Ce terrain de 74.500 m<sup>2</sup> était anciennement occupé par des hangars constituant les anciens entrepôts de l'aéroport. Dans le respect des principes programmatiques de l'OAP du PLU de la commune, cette opération d'aménagement prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, une résidence pour seniors, des commerces et des bureaux.

Pour accompagner ce programme de construction privé, un programme des équipements publics a été défini. Il prévoit notamment :

Des travaux liés à l'aménagement de voirie

- Aménagement du carrefour d'accès sur la RD 20
- Création d'une voie de desserte primaire de 492ml
- Création d'une promenade belvédère de 745ml
- Création d'espaces verts sur la promenade
- Création d'une placette
- Extension voie primaire pour raccordement sur chemin des oiseaux 110ml
- Des travaux liés à la desserte en réseau : eau potable, eaux usées, assainissement, ERDF, gaz.

L'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain en octobre 2017 ce qui confère à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à l'intérieur du périmètre.

Le montant prévisionnel de ces dépenses est estimé à 4 997 000 euros HT, soit 5 996 400 € TTC, et est réparti de la manière suivante :

	Dépenses HT
1 - Travaux VRD et aménagement des espaces publics + Aléas	4 380 500 €
2 - Études et honoraires techniques (MOE, CSPPS, BC...)	310 000 €
3 - Frais divers (Maîtrise d'ouvrage déléguée, Frais financiers, ...)	306 500 €
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 997 000 €</b>

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux a été déléguée à la SPLA «Pays d'Aix Territoires».

Par ailleurs, pour financer les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du projet, un Projet Urbain Partenarial (PUP) a été mis en place sur le périmètre concerné et une convention de PUP a été signée avec le promoteur. Ainsi, compte tenu des recettes prévisionnelles liées à cette opération, le reste à charge prévisionnel pour la Métropole s'élève à 2 105 893 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Taux sollicités	Montants sollicités HT
Conseil Départemental 13 (plan partenarial métropolitain)	22 %	1 106 493 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	999 400 €
Recettes PUP	58 %	2 891 107 €
Montant total HT :	100 %	4 997 000 €

L'opération est présentée au titre des financements du Département des Bouches-du-Rhône prévus dans le cadre du Partenariat Métropolitain, elle peut bénéficier à ce titre d'une subvention de 1 106 493 € (soit 22 % des dépenses).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 028-4187/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Étang-Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 qui a ouvert l'AP relative à l'opération « Vitrolles / PUP les Bords de l'Étang » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération du secteur des Bords de l'Étang - Quartier Lion à Vitrolles, et de solliciter les subventions nécessaires auprès notamment du Conseil Départemental.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 312, nature 238, fonction 61, autorisation de programme DI312AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 61, autorisation de programme RI312AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 290**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concertée du Jas de Beaumont à Pertuis – Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le Syndicat Durance Lubéron et la**

## commune de Pertuis pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eaux potables et d'assainissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iler depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de convention pour la constitution de réserves foncières. L'urbanisation du secteur dans sa totalité sera phasée dans le temps ; la première ZAC porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain, des commerces et services de proximité.

Pour mener à bien ce projet et assurer le bon fonctionnement des réseaux d'eau potable et d'assainissement, au vu des autres projets envisagés notamment par la commune de Pertuis dans le secteur (collège, EPHAD, groupe scolaire etc.), d'importants travaux structurants des réseaux sont exigés par le fonctionnement du service eau et assainissement. Le SIVOM Durance Luberon est compétent de part ses statuts sur la commune de Pertuis pour la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Le coût de ces opérations a été estimé en 2017 durant les études de faisabilité, et représente un investissement que le SIVOM Durance Luberon ne peut supporter intégralement sans engendrer une hausse excessive des tarifs pour les usagers. Le Bureau de la Métropole a donc approuvé le 15 février 2018 la signature d'une convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SIVOM Durance Luberon et la commune de Pertuis.

Pour rappel, les coûts estimés étaient les suivants :

	Assainissement	Eau potable
Études	160 000 €HT	230 755 €HT
Travaux	690 000 €HT	2 295 070 €HT
<b>TOTAL</b>	<b>850 000 €HT</b>	<b>2 525 825 €HT</b>

Les infrastructures d'eau potable et d'assainissement à l'intérieur des périmètres des différentes opérations d'aménagement et d'équipements seront réalisées et financées par les aménageurs concernés sous le contrôle du SIVOM Durance Luberon. Ce dernier prend en charge les travaux de renforcement sur les infrastructures eau potable et assainissement nécessitant un renouvellement de réseaux.

Le reste des travaux sera supporté par la Métropole et la commune au titre de leurs projets respectifs sur le secteur au prorata des équivalents habitants, sur la base des estimations réalisées en 2017 durant les études de faisabilité :

	Assainissement		Eau potable		TOTAL
	Participation	Montant	Participation	Montant	
SIVOM	34,72 %	295 159 €HT	47,84 %	1 208 340 €HT	1 503 499 €HT
MAMP	62,17 %	528 420 €HT	49,55 %	1 251 611 €HT	1 780 031 €HT
Commune	3,11 %	26 421 €HT	2,61 %	65 874 €HT	92 295 €HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>850 000 €HT</b>	<b>100 %</b>	<b>2 525 825 €HT</b>	<b>3 375 825 €HT</b>

Ainsi, la participation initiale de la Métropole s'élève à 1 780 031 €HT.

Les marchés de travaux, attribués par le SIVOM Durance Luberon fin 2018, ont fait apparaître des écarts par rapport aux estimations, notamment sur les travaux portant sur le réseau d'eau potable. Ainsi, le surcoût des travaux d'eau potable s'élève à 841 860,05 €HT, déduction faite des dépenses rattachées à des renouvellement de réseaux (pris en charge par le SIVOM Durance Luberon).

Afin d'ajuster au mieux l'articulation entre les travaux actuellement réalisés sur les réseaux et l'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont, il a été convenu que le maillage des réseaux d'eau potable, nécessaire pour le bon fonctionnement des réseaux et devant passer dans le périmètre de l'opération, sera réalisé ultérieurement par l'aménageur. Ainsi, ces travaux représentant un coût de 133 182,50 €HT ne seront pas réalisés, ramenant le surcoût à 708 677,55 €HT, qu'il convient de ventiler entre les parties signataires de la convention de financement selon la clé de répartition notée ci dessus.

En parallèle, il a été étudié la révision à la baisse des participations aux frais d'études sur les opérations d'eau potable et d'assainissement, notamment car le marché de maîtrise d'œuvre attribué début 2018 présente des économies sur les dépenses envisagées.

Les coûts actualisés sont donc les suivants :

	Assainissement	Eau potable
Études	75 000 €HT	195 000 €HT
Travaux	684 138 €HT	3 003 747 €HT
<b>TOTAL</b>	<b>759 138 €HT</b>	<b>3 198 747 €HT</b>

Les participations sont donc révisées selon le prorata initial :

**Assainissement                      eau                      potable**  
**TOTAL**

	Participation	Montant	Participation	Montant		
SIVOM	34,72 %	263 573 €HT	47,84 %	1 530 281 €HT	1 793 854 €HT	290 35
MAMP	62,17 %	471 956 €HT	49,55 %	1 584 979 €HT	2 056 935 €HT	276 90
Commune	3,11 %	23 609 €HT	2,61 %	83 487 €HT	107 096 €HT	14 801
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>759 138 €HT</b>	<b>100 %</b>	<b>3 198 747 €HT</b>	<b>3 957 885 €HT</b>	<b>582 05</b>

Ainsi, la participation globale de la Métropole aux dépenses augmentera de 276 904 €HT, s'élevant donc à 2 056 935 €HT au lieu de 1 780 031 €HT, soit une augmentation de 15,56 %.

Enfin, il est aussi proposé de réviser l'échéancier des paiements. Pour rappel, les conditions de versement initiales étaient les suivantes :

- 10 % du montant au démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre
- 40 % du montant à la notification du marché de travaux
- un appel de fonds de 25 %, 6 mois après le début des travaux, sur présentation des bordereaux de mandats
- le solde (25 %) à l'achèvement des travaux sur présentation du Décompte Général Définitif des travaux

La Métropole a déjà versé les 50 % de sa participation correspondant aux deux premiers versements. Il est proposé :

- de prévoir un appel de fonds de 35 %, 6 mois après le début des travaux,
- de verser le solde (15 %) à l'achèvement des travaux,
- d'intégrer le montant de la révision de la participation portant sur les deux premiers versements, lors du troisième versement.

La commune de Pertuis et le SIVOM Durance Luberon présenteront pour approbation cet avenant respectivement lors du prochain Conseil Municipal et du prochain Comité Syndical.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création et créant

la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont ;

- La délibération n°URB 028-3469/18/BM du Bureau de la Métropole le 15 février 2018 approuvant la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser des travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour la mise en oeuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer le présent avenant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 (Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix), en section d'investissement : opération budgétaire 4581162612, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI6124AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35

Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi - Zones d'activités

### 2019 CT2 291

**AVIS - Approbation d'une convention d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation d'un schéma d'accessibilité au pôle d'activités d'Aix-en-Provence et au secteur de l'ARENA**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le pôle d'activités d'Aix-en-Provence, est l'un des secteurs d'activités le plus attractif de la région avec ses 426 hectares et plus de 26 000 emplois. Il est situé sur le secteur des Milles sur la commune d'Aix-en-Provence, entre la RD9 et l'A51 qui représentent ses deux accès principaux. Les conditions d'accès à ce pôle ne sont pas toujours aisées et les difficultés qui peuvent être rencontrées ne font que s'agrandir avec le développement et la densification du secteur.

L'entrée Est qui relie l'A51 au pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fait l'objet depuis plusieurs années de beaucoup d'attention et d'investissement de la part de l'ensemble des gestionnaires concernés que sont la Métropole, la ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Départemental ainsi que l'État.

Dans ce même périmètre, a été implanté en 2017 l'ARENA du Pays d'Aix, qui aujourd'hui augmente l'attractivité du secteur et génère de nouveaux besoins.

Face aux difficultés rencontrées, il est aujourd'hui proposé de réfléchir à un schéma d'accessibilité à ce secteur allant des 3 Pigeons à la ZAC de Lenfant.

La SPLA Pays d'Aix Territoires connaît bien les problématiques de la zones pour avoir récemment

réalisé l'aménagement de l'ARENA ainsi que l'aménagement de la ZAC de Lenfant. Il est donc aujourd'hui proposé de lui confier une convention d'études afin de répondre à cette problématique.

L'objectif de cette étude est :

- d'une part de faire un diagnostic de la situation actuelle : avec les nouveaux usages, les conditions de circulations, les possibilités en termes d'aménagement au vu des documents d'urbanismes, l'état des lieux en terme de fonciers disponibles...
- d'autres part de faire des propositions d'aménagements viaires, (pour VL et TC) ainsi que l'identification de zones de stationnement pour les événements de l'ARENA.

La proposition de convention s'élève à 80 000 € HT y compris rémunération de la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant l'AP d' « études et petits travaux – Toutes communes » pour un montant de 1M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'améliorer l'accessibilité du pôle d'activités d'Aix en Provence et du secteur de l'ARENA.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires jointe en annexe, pour un montant de 80 000€HT y compris la rémunération de la SPLA.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette étude.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Études et Petits travaux - Toutes communes ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 292**

**AVIS - Création d'une liaison entre la rue Victor Baltard et la Rue Georges Claude sur le pôle d'activités d'Aix-en-Provence – Instauration d'un périmètre d'étude**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fort de ses 1460 entreprises est une zone très attractive qui connaît des difficultés en termes de trafic.

Les études circulatoires réalisées dans le secteur ont montré que la création d'une liaison routière entre la rue Georges Claude et la Rue Victor Baltard aiderait à alléger la circulation sur le Pôle d'activités

d'Aix-en-Provence, saturé en entrées aux heures de pointes. Cela permettrait de créer une nouvelle voie de circulation parallèle qui permettrait également de traverser le pôle d'Est en Ouest.

L'instauration d'un périmètre d'étude permettrait de maîtriser l'utilisation du droit des sols dans le secteur concerné par le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations n°2006\_A002 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 03 février 2006 et 2007\_A085 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 avril 2007 déclarant les voiries du pôle d'activités d'Aix-en-Provence d'intérêt communautaire ;

- La délibération n° DL 2015-349 du 23 juillet 2015 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence approuvant son Plan local d'Urbanisme ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il peut être sursis à statuer sur la demande de permis ou, en cas d'opposition ou de prescriptions, sur la déclaration préalable lorsque des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été prise en considération par l'autorité compétente et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de liaison routière entre la Rue Victor Baltard et la rue Georges Claude sur le pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les parcelles affectées par ce projet sont délimitées conformément au document joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La décision de prise en considération de la mise à l'étude sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est rendu compétent pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35

Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 293**

**AVIS - Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne - Acquisition d'une parcelle sur la commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous l'autoroute A51 et la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Il s'agit de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation à double sens ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours. En effet, à ce jour, il n'existe pas de voie pour sortir de la zone sur ce secteur ; seul le sens entrant est possible.

L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone, ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Ainsi, le programme de l'opération, voté en 2015 et réévalué en 2018, comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51,
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée,
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud,

avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,

- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

A l'issue des études qui ont été menées, la réalisation de la future voie nécessite l'acquisition de surlargeurs impactant plusieurs parcelles privées. En 2016, la Commune des Pennes-Mirabeau, étant alors compétente en matière de foncier, s'est rapprochée des différents propriétaires pour obtenir leur accord sur la cession des emprises nécessaires au projet. Plusieurs prises de possession anticipée ont déjà été signées.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la zone d'activités a été transférée à la Métropole. L'acquisition du foncier ne relève donc plus de la Commune, mais de la Métropole.

Aujourd'hui, plusieurs accords restent à finaliser, notamment sur la parcelle cadastrée AM179. En effet, une emprise de 919 m<sup>2</sup> est à détacher de la parcelle AM179 propriété de Monsieur Alain PORSIN et de Monsieur Rémi FOURNIER.

La Commune avait en 2016 sollicité le Service des Domaines qui avait évalué la valeur de cette parcelle à 23 € / m<sup>2</sup>.

En 2019, la Métropole a relancé ces propriétaires qui ont donné leur accord pour céder ce terrain au montant alors estimé par le Service des Domaines, à savoir 21 137 € pour l'emprise de 919 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM179 (soit 23 € / m<sup>2</sup>).

Cette acquisition sera financée sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP des Rigons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018

approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Les Pennes-Mirabeau / PUP Les Rigons Plan de Campagne » (DI343AP4/BPMF) pour un montant de 13,7 M€ ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 919 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°179, propriété de Monsieur Alain PORSIN et de Monsieur Rémi FOURNIER et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 21 137 € HT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 343, nature 2111, fonction 61, autorisation de programme n°2018-1 « Les Pennes-Mirabeau / PUP Les Rigons Plan de Campagne » (DI343AP4).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 294**

**AVIS - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la Commune de Vitrolles pour la réhabilitation de la rue d'Espagne et de la ZA de l'Anjoly**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de

satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la Commune de Vitrolles souhaite engager la réhabilitation de la rue d'Espagne.

La vétusté de cette voirie ne permet plus aujourd'hui une desserte dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Par ailleurs, la voirie ne dispose pas de caractéristiques permettant le déplacement des modes doux (piétons, vélos).

Une étude de faisabilité a été réalisée par la commune qui souhaite aujourd'hui passer en phase opérationnelle.

**Le programme des travaux de la rue d'Espagne est le suivant :**

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- ☐ Décapage complet de la voirie
- ☐ Reprise en chaussée lourde de la voirie en conservant une emprise de 6m de large
- ☐ Création d'un trottoir réglementaire et sécurisé (intégration d'une protection avec une bordure haute)
- ☐ Reprise de l'éclairage public
- ☐ Signalisation verticale et horizontale

La section du projet est une voie en impasse où l'on constate très peu de déplacements en vélo et qui ne dispose pas des emprises foncières nécessaires pour intégrer un cheminement dédié. Il est proposé de classer l'axe en zone 30 et de prévoir une voirie partagée.

Le coût des travaux est estimé à 380 000€ TTC auxquels il faut ajouter 20 000€ TTC d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 400 000€ TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » (DI336AP) pour un montant de 500 000€ ;
- la délibération FAG105-4546/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1207 avec la commune de Vitrolles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation de la rue d'Espagne sur la ZA de l'Anjoly pour un montant de 400 000€TTC.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de la rue d'Espagne sur la commune de Vitrolles pour un montant de 400 000€TTC

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, et tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Etudes et Petits travaux - Toutes communes ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 295**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total qui a permis de viabiliser 13ha de surfaces cessibles.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;

de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;

de la commercialisation des lots ;

de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni une fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...)

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Reprise de certains ouvrages de la seconde tranche suite à des actes de vandalisme
- Réalisation et réception des espaces verts
- Achèvement de la commercialisation de la première tranche
- Achèvement de la commercialisation de la seconde tranche

Les dépenses 2018 sont inférieures à celles prévues. En effet, le montant total des charges s'élève à 285 578€HT, pour un prévisionnel de 592 225€HT. Cet écart provient notamment de la diminution du montant des travaux et donc des honoraires associés.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total des recettes s'élevant à 2 458 499€HT au lieu des 5 216 462€HT prévus. Cela s'explique par le décalage en 2019 de la perception d'une partie des recettes foncières prévues en 2018.

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel de l'opération a évolué par rapport au CRAC 2017, avec une baisse prévisionnelle des dépenses de 370 608€HT, liée principalement à la diminution du montant des travaux et donc des honoraires associés. En effet, les travaux de viabilisation de la première et seconde tranche étant terminés, ce poste a été ajusté en fonction de la réalité de l'ensemble des marchés de travaux.

Le montant général des recettes n'a quasiment pas évolué malgré une baisse des participations prévues. En effet, les projets situés sur des terrains privés non commercialisés par la SPLA et donc soumis aux participations pourraient être de moindre envergure qu'envisagé, ce qui entraîne mécaniquement une baisse de ces dernières.

Le résultat d'exploitation a augmenté de 378 371€HT pour atteindre 6 698 045€.

### **Perspectives 2019**

En 2019, les travaux de reprises des espaces verts seront achevés et la deuxième tranche de la ZAC remise à la Métropole.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivant ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil Communautaire de la CPA n°2001\_A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006\_A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009\_A221 du Conseil Communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010\_A012 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010\_B026 du Bureau Communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC du Quartier de Lenfant ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC du Quartier de Lenfant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 296**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires-Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m<sup>2</sup> pour un programme d'environ 27 000m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation ont commencé en juin 2017 et sont terminés depuis juillet 2018. La commercialisation des terrains a commencé en 2018.

La SPLA s'est engagée aux côtés de la commune et de la Métropole dans la mise en œuvre d'une démarche HQE-Aménagement. Cette labellisation inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération,
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni également deux fois en 2018. L'opération étant en phase travaux depuis juin 2017 jusqu'au 26 juillet 2018, chaque semaine des réunions de chantier ont eu lieu.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques,

ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).
- 

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 a présenté le CRAC 2018.

### **La démarche HQE – Aménagement :**

La ZAC des Vergeras est inscrite depuis 2015 dans la démarche « HQE- Aménagement », démarche certifiée par Certivéa. Cette certification garantit une intégration optimale de l'environnement dans les principes d'aménagement de l'opération. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération a été réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fait l'objet d'un suivi par l'organisme certificateur de la démarche, qui contrôle la mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

Depuis 2015, chaque année, un audit de suivi a lieu. Le 7 décembre 2018, cet audit a renouvelé la certification sur les phases 1 à 5 de la démarche qui compte 6 phases. La dernière étape consistera en un audit de clôture en phase d'exploitation de la ZAC lorsque plus de 50 % des terrains seront commercialisés.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Assurer une continuité entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la topographie au cœur de la conception du projet,
- Prise en charge par le maître d'ouvrage du pré-verdissement des lots,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privatifs, et utiliser l'eau brute du canal de Peyrolles pour l'arrosage des espaces verts,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privatifs et les espaces publics,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert

pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,

- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

Au niveau administratif :

- Elaboration du livret de sensibilisation à l'attention des futurs usagers sur les bonnes pratiques en matière d'aménagement durable sur diverses thématiques : aménagements des lots (espaces verts, stationnement), performance énergétique des bâtiments, gestion des déchets d'activités, gestion des eaux pluviales, mobilité et déplacements des salariés...,
- Constitution du dossier pour la démarche « HQE- Aménagement » avec l'assistance du bureau d'étude EODD Environnement et organisation le 7 décembre 2018 d'un audit de suivi pour la labellisation des phases 1 à 5 de la démarche sous l'égide de Certivéa.

Au niveau technique :

- La SPLA et son maître d'œuvre ont suivi les travaux de viabilisation réalisés par le lot 1 attribué à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée ; ainsi que le lot 2 espaces verts attribués à Calvière,
- Un avenant a été signé le 18 juillet 2018 augmentant le montant des travaux du lot 1 de 59 803,72:€ mais l'enveloppe prévisionnelle pour les travaux a été respectée,
- Les travaux ont été réceptionnés le 26 juillet 2018 avec les levées de réserves en cours.

Au niveau commercialisation :

- 5 entreprises ont été agréées en Comité de pilotage puis présentées en Conseil de Territoire. Sur ces 5 sociétés, deux se sont désistées pour défaut de financement.
- Le Comité de pilotage du 17 avril 2018 a validé le principe de lancer un appel à projets promoteurs sur le lot n° 1 (2 337 m²).

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2018 s'élevait à 1 409 879 € dans le CRAC 2017, le montant réalisé est de 1 333 455 €.

Les recettes réalisées sont conformes au prévisionnel, et sont constituées de la participation du concédant à l'opération soit 40 000 €. Les recettes issues des cessions des lots devraient commencer à être perçues en 2019.

### **Evolution du bilan**

Le bilan 2018 est quasiment inchangé par rapport au bilan approuvé au CRAC 2017 et s'élève en dépenses à 2,74 M d'€ HT et en recettes à 2,79 M d'€ HT.

### **Perspectives 2019**

- Poursuite de la commercialisation des terrains et signature des premiers compromis,
- Lancement de l'appel à projets sur le lot n° 1 (2 357 m²) pour une opération de promotion immobilière de qualité en priorisant l'implantation d'artisans et de PME/TPE.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2000-A164 du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n°2005\_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013\_B406 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B354 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°ECO 008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°ECO 007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre

2016 approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC des Vergeras ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC des Vergeras.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à St Estève-Janson.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

**Article 3 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 40 000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section investissement : opération budgétaire 4581162320, nature 4581, fonction 515, AP DI3203AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération**

**2019 CT2 297**

**AVIS- Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la ZAC de la Burlière. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en prolongement de la zone commerciale existante. L'opération s'étend sur 23 ha et permet la commercialisation de 12,5 ha de terrains. Sa vocation est en partie commerciale, en renforcement de l'offre déjà existante, et en partie industrielle et artisanale. Ces terrains offrent également une solution aux entreprises locales implantées en centre ville et qui souhaitent déplacer leur activité sur un site plus adapté.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 3 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage, réuni 3 fois, aux mois de février, juillet et novembre.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Réalisation des dernières tranches de fouilles archéologiques ;
- Réalisation de la première tranche de travaux, réceptionnée en février 2018, et qui a permis la création de 29 lots. Les travaux de la deuxième tranche ont démarré pour la viabilisation de 7 lots ;
- Réalisation de l'étude de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation de la 3ème tranche (6 lots) ;

- Commercialisation de la zone avec la signature de 14 promesses de vente et 5 actes authentiques.

Les dépenses 2018, qui s'élèvent à 660 000€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 2 millions€. Cet écart provient essentiellement du décalage des travaux de la phase 3, programmés initialement en 2018 et reportés en 2019.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions avec un réalisé de 1,8 millions€ pour une prévision de 3,6 millions€. Il s'agit notamment d'un décalage de cessions foncières prévues en 2018, dont des grands lots tels que les 2 ha sous compromis avec Carrefour, et qui ont dû être reportés à 2019.

### **Evolution du bilan :**

Le bilan de l'opération de la ZAC de la Burlière a notablement évolué et s'est amélioré, puisqu'on constate une baisse des dépenses de près de 900 000€ et une augmentation des recettes de 663 244€. Ces évolutions proviennent essentiellement d'ajustements réalisés en phase chantier.

En effet, en ce qui concerne les dépenses, les travaux de viabilisation des 2 premières tranches sont chiffrés aux dépenses réelles, ainsi que les honoraires de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie.

L'augmentation des recettes s'expliquent principalement par l'optimisation de la 3ème tranche qui va permettre de créer du foncier cessible supplémentaire et donc d'augmenter les recettes de cession.

Le bilan sera ajusté en 2019, à l'issue des travaux d'aménagement de la 3ème tranche.

Ainsi, la participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 reste inchangée et s'élève à 300 000€. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

### **Perspectives 2019 :**

En 2019, la 2ème tranche de travaux sera réceptionnée et la viabilisation de la 3ème tranche sera engagée.

L'objectif est de poursuivre la commercialisation de la zone en assurant notamment le suivi des permis de construire déposés par les acquéreurs et de permettre ainsi la signature d'actes authentiques.

Enfin, l'acquisition du dernier terrain nécessaire à la réalisation d'une voie de connexion entre la zone commerciale et la ZAC devrait aboutir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A180 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009\_A106 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010\_B432 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau Communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;
- La délibération n°2015\_B353 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC de la Burlière ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC de la Burlière.

Délibère

## Article 1 :

Est approuvé le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

## Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

## Article 3 :

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 300 000€, et sera versé après l'approbation du CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162334, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI334AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

## Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

## Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

## Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## 2019\_CT2\_298

**AVIS- Zone d'Aménagement Concerté de Bertoire 2 à Lambesc – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots, soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie. Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : Il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,

- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2018 présente le CRAC 2018.

#### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Signature de l'avenant n°3 au contrat de concession permettant de prolonger sa durée de 3 ans pour tenir compte du rythme de la commercialisation
- Création d'une nouvelle entrée sur les lots 13 et 13bis afin de les rendre plus accessible
- Fin des travaux de reprise des armoires techniques qui avaient été vandalisées
- Poursuite de la commercialisation de la zone avec la signature de trois promesses de vente supplémentaires

Les dépenses 2018 sont en deçà des prévisions. En effet, les travaux de reprise prévus et honoraires liés ont été engagés en 2018 et ne seront soldés qu'en 2019. Aussi, le montant total des charges s'élève à 85 982€HT, pour un prévisionnel de 137 220€HT.

Les recettes sont également moins importantes que planifiées. En effet, des cessions ont été décalées et une partie des recettes prévues en 2018 liées à la vente des terrains est reportée en 2019. Le montant total des recettes s'élève pour 2018 à 136 152€HT au lieu des 543 860€HT prévus.

#### **Evolution du bilan**

Le bilan présenté reste inchangé par rapport aux prévisions du CRAC 2017.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 34 500€. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

#### **Perspectives 2019**

En 2019, la commercialisation de la première tranche se poursuivra avec la signature d'actes authentiques et certaines reprise d'ouvrages dégradés à cause du vandalisme devront être complétées.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A320 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006\_A296 du Conseil Communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008\_A077 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011\_B010 du Bureau Communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B466 du Bureau Communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

**Article 3 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 34 500€, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix (06) en section d'investissement : opération budgétaire 4581162322, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme Di322AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### **2019 CT2 299**

#### **AVIS- Zone d'Aménagement Concerté de Cap Horizon à Vitrolles – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha dont 52 ha en ZAC, est destinée à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à l'échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet, qui a été déclaré d'intérêt communautaire en juillet 2013, a été divisée en deux secteurs :

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en juin 2015.
- Le secteur de Couperigne, hors ZAC, pour lequel les aménagements ont été également confiés à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération.

- Assurer la commercialisation et la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 3 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni 4 fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, conformément au protocole passé entre l'EPF PACA , la CPA et la Ville de Vitrolles,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels,

- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 a présenté le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

#### ***Foncier***

Pour mémoire, depuis 2016, la SPLA a acquis auprès de l'EPF PACA un total de 126 260 m<sup>2</sup> pour un montant de 11 783 064 € HT (hors frais notariés).

#### ***Acquisitions :***

- en ZAC : aucune acquisition réalisée. Les cessions foncières de l'EPF à la SPLA ont été différées, suite au retard pris dans la libération du foncier et de la procédure de DUP en cours.
- hors ZAC : aucune acquisition réalisée.

Par ailleurs, la mission foncière de l'EPF PACA se poursuit avec l'acquisition à l'amiable des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et le lancement de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 juin au 13 juillet 2018, avec un avis favorable du commissaire enquêteur. L'arrêté préfectoral est attendu pour février 2019.

#### **Concernant la libération du foncier :**

- parcelle CI80 (les Bus de l'Etang - les Estroublans), cette parcelle a été acquise par l'aménageur en juillet 2016 et la libération annoncée en décembre 2017 n'est pas effective. Le site de l'Anjoly qui doit accueillir le futur dépôt de bus ne serait opérationnel qu'en 2021. Cette parcelle n'est donc pas disponible pour la mise en œuvre du projet.
- parcelle CI32, difficulté de départ aussi pour l'occupant, son congé lui a été signifié pour septembre 2019, la détermination de l'indemnité d'éviction reste conflictuelle.
- parcelle CI 81, acquise en novembre 2017 avec un droit de jouissance jusqu'à fin 2018. L'entreprise occupe toujours les

lieux car son déménagement sur son nouveau site de Gardanne n'est toujours pas possible.

*Cessions :* aucune cession n'a été réalisée.

### ***Commercialisation hors ZAC (Appels à projets EPF PACA sur Couperigne)***

Lot A : le promoteur REDMAN a obtenu un premier permis de construire pour un programme hôtelier le 20 Décembre 2017 et un second pour un programme de bureaux le 19 Février 2018. Ces deux permis ont fait l'objet d'une demande en annulation auprès du Tribunal Administratif en Mars 2018. La procédure va se poursuivre en 2019.

Lot B : le promoteur GICRAM a obtenu son permis de construire le 12 Décembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités de 6 100 m<sup>2</sup>. Les travaux sont en cours, avec une livraison prévue en juillet 2019.

Lot C : le promoteur NEXITY NEXIMMO a obtenu un permis de construire le 21 Novembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités de 15 000 m<sup>2</sup>. Les travaux sont en cours, avec une livraison prévue en juin 2019.

### ***Travaux de requalification de Couperigne (hors ZAC)***

L'année 2018 a permis l'avancement des travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention sur l'ensemble du secteur de Couperigne :

- Finition des voiries avec revêtement des chaussées et des trottoirs, ainsi que la remise en circulation de la Draille des Tribales.

- Traitement des espaces verts par la préparation des jardinières avec la mise en place des réseaux d'arrosage.

Les travaux ont subis des aléas et des reports de calendrier suite à la découverte de réseaux existants non identifiés ne permettant pas le passage de canalisation à poser jusqu'à l'exutoire. Des investigations complémentaires ont été nécessaires pour proposer un nouveau tracé pour cette canalisation.

La fin des travaux interviendra au 1er semestre 2019.

### ***Mise en œuvre de la ZAC***

En 2017, la Maîtrise d'Œuvre Urbaine a finalisé l'AVP VRD de la ZAC, dossier validé en Août 2017 (hors gare routière les échanges devant se poursuivre avec les services Métropole Transports), et le Cahier des Charges de Cession de Terrain applicable à l'ensemble de la ZAC, validé en Conseil de Territoire.

Le CCCT du lot n°1 a été signé le 20 octobre 2017.

En avril 2018, la mission PRO Secteur « Esplanade publique » et « Gare routière », ainsi que la mission PRO « Secteur Nord Gare VAMP » ont été notifiées.

A l'issue de l'AVP, un groupe de travail s'est mis en place en vue de la conception d'une partie du pôle d'échanges multi-modal (gare routière + articulation avec le futur P+R).

Le travail, débuté en 2017, s'est poursuivi en 2018.

En parallèle, les missions d'études complémentaires nécessaires ont été engagées (Missions de géomètre, de géotechnicien, etc.).

Afin de suivre et piloter l'avancement de l'opération, se sont également tenus durant l'année 2018 trois comités techniques (Juin, Novembre, Décembre) et quatre comités de pilotage (Février, Mai, Juin, Novembre).

### **Commercialisation en ZAC**

Le lot n°1 a fait l'objet de l'agrément d'un binôme Promoteur AKERA + Occupant ASSYSTEM France (sous-traitant d'AIRBUS) lors du comité de Pilotage du 25 avril 2017 pour la construction d'un programme immobilier de bureaux de 4010 m<sup>2</sup> de SDP au prix de 220 € HT/m<sup>2</sup>. Le Permis de Construire a été obtenu le 27 octobre 2017. Les travaux de construction ont démarré pour une livraison prévue en mai 2019.

Un permis de construire modificatif a été sollicité en Décembre 2018, mais le dossier n'a pas été jugé satisfaisant au regard des recommandations urbanistiques de ZAC. Une nouvelle demande sera présentée début 2019 sur la base d'un projet corrigé.

### **Travaux en ZAC**

La démolition du bâtiment industriel présent sur le lot n°1 s'est achevée en Janvier 2018, préalable nécessaire à la libération et à la cession du terrain à AKERA.

Une convention d'occupation temporaire et d'autorisation de passage a été conclue en Novembre 2018 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et SNCF Réseau pour permettre la réalisation du chantier d'allongement des quais de la gare VAMP qui devrait se terminer au Printemps 2019.

### **Volet mobilité & transports de l'opération**

Un groupe de travail Mobilité co-piloté la Métropole et la Région a été créé en juillet 2017, il a ainsi permis :

- L'établissement d'un pré-programme fonctionnel de la plate-forme multimodale positionnée sur le plateau des Estroublans.

- La proposition de plusieurs scénarios d'aménagement des accès à la gare et à la gare routière (liaison haut/bas) à travers la Cuesta.

La dernière réunion de ce groupe de travail s'est tenue le 22 Mars 2018, lors de laquelle « Gares & Connexions » a exposé ses conclusions, avec notamment des propositions de positionnement d'une station de transport par câble sur la ZAC Cap Horizon.

Une réunion du comité de pilotage « Henri Fabre » s'est tenue en sous-préfecture d'Istres le 12 Avril 2018.

En Septembre 2018, une réflexion a été lancée par la Métropole (direction des transports) avec désignation du bureau d'études DCSA pour la réalisation d'une « étude de faisabilité d'une liaison par câble entre l'aéroport Marseille Provence, la Gare VAMP et le futur PEM de la ZAC Cap Horizon ». Plusieurs réunions de travail se sont tenues durant le 2ème semestre 2018. Dans l'hypothèse de la réalisation d'une liaison par câble, la future station proposée sur Cap Horizon a été positionnée à l'ouest de la gare SNCF (hors Cuesta et hors plateau des Estroublans), sur une emprise de 1500 m<sup>2</sup> située dans le lot n°5.

### **Mesures environnementales**

Afin de mettre en œuvre les mesures compensatoires au titre de la préservation des espèces protégées, le bureau d'études ECOTONIA intervient depuis Juillet 2016.

Sa mission a permis :

- L'intégration des recommandations nécessaires au sein des dossiers de consultation des entreprises relatifs aux travaux engagés par l'aménageur (requalification des voiries et de création des bassins de rétention de Couperigne, démolition du bâtiment industriel présent sur le lot 1 en ZAC).

- La transmission aux constructeurs d'ores et déjà identifiés, en ZAC et hors ZAC, des cahiers des charges de prescriptions environnementales et l'engagement des missions de suivi lors des études et travaux.

Une visite sur site des représentants de la DREAL et de la Police de l'Environnement s'est effectuée le 13 Novembre 2018.

### **Subventions**

La SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité une subvention FEDER au titre de l'Appel à propositions 2016 relatif à la requalification des voies de Couperigne (Programme opérationnel Régional FEDER 2014-2020).

Un dossier a été mis en œuvre et déposé le 21 Avril 2016. La notification de l'accord pour un montant de 854 370 € sur une période de 3 ans (2018/2019/2020) est intervenue le 20 Novembre

2017 avec un premier versement en Novembre 2018

En complément, la Métropole a également mobilisé les financements suivants, directement perçus :

- Une subvention d'un montant de 2 420 000 € dans le cadre du 3ème Appel à projet AFITF & ETAT « Transports collectifs et mobilité durable » lancé en 2016 par l'État.

- Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET), la Région a accordé une aide d'un montant de 7 923 703 €.

### **Evolution du bilan :**

Le bilan global de l'opération CAP Horizon est resté stable entre 2017 et 2018, avec un maintien des dépenses / Recettes à 77 499 913 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'avancement des travaux et de la concrétisation des acquisitions foncières.

Les dépenses 2018, qui s'élèvent à 1,343 M€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 5,945 M€.

Les recettes sont par contre supérieures aux prévisions avec un réalisé de 4,980 M€ pour une prévision de 4,546 M€.

*En ce qui concerne les dépenses, il a été constaté :*

- Un report des acquisitions foncières prévues. Cela concerne la parcelle occupée par l'entreprise COLAS sur le plateau des Estroublans (report du déménagement de l'entreprise sur Gardanne), le terrain de la Région assise du bassin de rétention situé à côté de la gare VAMP (La Région n'a pas encore arrêté ses bases de cession) et l'esplanade RD20 (Maîtrise foncière non finalisée par l'EPF).

- Une minoration des dépenses, principalement de travaux et d'honoraires, essentiellement dû à la poursuite des études de projet (PRO) de la Maîtrise d'œuvre (CITADIA + EGIS) qui n'a pas encore pu aboutir à une validation (Secteur Nord Gare et Esplanade, gare routière), au report des travaux de démolition et enfin, dans une moindre mesure, aux difficultés rencontrées dans la conduite du chantier de Couperigne (requalification des voiries et création de bassins de rétention) avec une fin des travaux aujourd'hui inscrite sur 2019.

*En ce qui concerne les recettes :*

- Perception des financements du FEDER en poste Subvention (Couperigne Mobilité) non prévus au prévisionnel 2018, sollicitée par la SPLA Pays d'Aix Territoires et perçue directement par l'aménageur.

- Le total général des participations (hors apport en nature de la Ville de Vitrolles) + subvention FEDER est maintenu à 38 404 413 € (Mobilité + Aménagement).

### **Perspectives 2019 :**

### *Acquisitions foncières prévisionnelles :*

- En ZAC, libération de la parcelle COLAS sur les Estroublans et acquisition de la partie Nord de la parcelle de la Région (assise du bassin de rétention actuel).
- Cas particulier de l'apport en nature de la Ville de Vitrolles, identifié en acquisition et neutralisé sur le poste « Aléas Honoraires ».
- Poursuite des acquisitions foncières suivant l'aboutissement de négociations et des procédures engagées par l'EPF, suivant une prise de possession des biens qui pourrait intervenir mi-2020.
- Intégration de l'apport en nature de la Ville de Vitrolles (sous forme de cession de foncier) en participation sur 2019.

### *Travaux prévisionnels :*

- Fin du chantier de Couperigne, engagement de la libération des emprises de COLAS (travaux de démolition et de dépollution), aménagement des abords du lot n°1 en ZAC, livraison du programme immobilier d'AKERA.

En fonction de ces éléments, les participations du budget général de l'aménagement et du budget annexe des transports pour 2019 seront respectivement de 131 307 € et 1 670 000 €.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;

- Les délibérations n°2012\_A024 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles et n°2013\_A114 du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015\_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015\_A318 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015\_B235 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B590 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A321 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération Vitrolles Cap Horizon ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de l'opération Vitrolles Cap Horizon.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relatif à l'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon.

#### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

#### Article 3 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'aménagement pour l'année 2019 s'élève à 131 307 €, et sera versée après l'approbation du CRAC 2018. Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement, opération budgétaire 4581162364, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI364AP.

#### Article 4 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la mobilité pour l'année 2019 s'élève à 1 670 000 €, et sera versée après l'approbation du CRAC 2018. Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe des transports, en section d'Investissement : opération budgétaire n°2017269300, nature 238.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2019 CT2 300

**AVIS- Extension de la Zone d'Activités de Pertuis – Approbation de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour constitution d'une réserve foncière menée par l'EPF PACA**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités de Pertuis est identifié dans le SCOT du Pays d'Aix

comme espace de développement prioritaire à rayonnement métropolitain. Dans cette logique, le projet a été déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2013 et la commune de Pertuis a inscrit dans son PLU une zone à urbaniser d'environ 90 hectares à vocation économique, sous réserve de l'obtention par les services de l'État d'une autorisation d'endiguement des ouvrages de protection contre les crues de la Durance.

Ce potentiel foncier situé de part et d'autre du parc d'activités existant représente un maillon essentiel de la stratégie de développement économique de la Métropole pour répondre aux besoins des entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive notamment en lien avec les énergies renouvelables et celles liées au projet Iter.

Dans ce contexte de pénurie foncière pour des terrains d'activités, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'EPF PACA afin de mettre en œuvre une politique d'anticipation foncière. Ainsi, en mars 2014, la ville de Pertuis et le Pays d'Aix ont signé avec l'EPF PACA une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités sur un périmètre d'environ 100 hectares. Dans le même temps, les trois partenaires ont déposé un dossier de demande de création de ZAD en Préfecture. Le 31 juillet 2014, le Préfet de Vaucluse a arrêté un périmètre de ZAD (Zone d'Aménagement Différée) de 99 ha aux franges Ouest et Est du parc d'activités existant.

La création de la ZAD a permis d'engager une veille foncière le plus en amont possible afin de maîtriser les prix du foncier et de proposer à terme aux industriels des terrains d'activités de grande taille à des coûts acceptables.

Parallèlement, les travaux de renforcement des digues existantes sur la Durance et de construction de nouveaux ouvrages, commencés en 2015, ont été réalisés et sont achevés ; le dossier d'autorisation d'endiguement a été déposé auprès de la DREAL PACA pour instruction. Des compléments ont été apportés dans le courant de l'année 2018. Cette autorisation est aujourd'hui sur le point d'être délivrée par les services de l'État.

Au regard du temps nécessaire à l'acquisition des terrains, le Conseil Communautaire de la CPA en accord avec la commune de Pertuis avait délibéré en 2015 sur le principe de lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière sur la base du périmètre de la ZAD, dont la mise en œuvre était confiée à l'EPF PACA. Puis en 2018, la Métropole a approuvé le périmètre de la DUP d'une surface de 86,5 ha.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver le dossier de DUP réserve foncière et d'autoriser l'EPF PACA à engager, auprès du préfet de Vaucluse, une demande d'enquête conjointe préalable d'utilité publique (DUP) et parcellaire en vue de la constitution d'une réserve foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 321-1 et suivants ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article R 112-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A188 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (CPA) du 10 décembre 2010 relative au soutien à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013\_A264 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A263 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Pertuis et l'EPF PACA relative à la zone d'activités de Pertuis ;
- La Convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune et la CPA ;
- La délibération n°2015\_A333 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une DUP pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La délibération n°URB 032-3590/18/CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 approuvant le périmètre de la DUP réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière ci-joint ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que seule la constitution d'une réserve foncière est de nature à assurer une maîtrise foncière des terrains concernés pour la création d'un espace d'activités économique visant à accueillir des entreprises industrielles à un horizon de moyen terme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le dossier d'enquête conjointe préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole autorise l'EPF PACA à solliciter du Préfet du Département de Vaucluse l'ouverture d'une enquête publique conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité, prononcés au bénéfice de l'EPF PACA.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 301**

**AVIS- Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot n°22**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise MABP qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication, la fourniture et la pose de menuiseries bois et aluminium.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 01 mars 2019 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société MABP le lot 22, d'une surface totale de 1301m<sup>2</sup>, au prix de 60€HT/m<sup>2</sup>.

Toutefois, la grille tarifaire validée par le comité de pilotage du 09 mars 2017 prévoit un prix de vente de 55€HT/m<sup>2</sup> pour les terrains supérieurs à 1ha et de 60€HT/m<sup>2</sup> pour les autres lots. Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Les services de France Domaine ont rendu un avis conforme à cette tarification pour les précédentes ventes. Cependant, des cessions récentes à proximité à des prix plus élevés les conduisent à réévaluer leurs avis faisant apparaître pour le lot 22 une différence de prix de +8,9% environ (avis n° 2019-084V0541 en date du 08 mars 2019). Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées. Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0541 du 08 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société MABP entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 01 mars 2019.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 22 d'une superficie de 1 301m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 78 060€HT, soit 93 672 €TTC, à l'entreprise MABP ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 302**

**AVIS- Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot n°3 Nord**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la

Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « Les Ateliers de Sylvacane » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la fabrication, la fourniture, la pose de charpente, de couverture et ossature bois et de divers éléments de construction en bois.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 01 mars 2019 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « Les Ateliers de Sylvacane » le lot 3 Nord, d'une surface totale de 1000m<sup>2</sup>, au prix de 60€HT/m<sup>2</sup>.

Toutefois, la grille tarifaire validée par le comité de pilotage du 09 mars 2017 prévoit un prix de vente de 55€HT/m<sup>2</sup> pour les terrains supérieurs à 1ha et de 60€HT/m<sup>2</sup> pour les autres lots. Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Les services de France Domaine ont rendu un avis conforme à cette tarification pour les précédentes ventes. Cependant, des cessions récentes à proximité à des prix plus élevés les conduisent à réévaluer leurs avis faisant apparaître pour le lot 3N une différence de prix de +16,67 % environ (avis n°2019-084V0544 en date du 08 mars 2019). Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier du 18 décembre 2018, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0544 du 08 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « Les Ateliers de Sylvacane » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 01 mars 2019.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 3N d'une superficie de 1 000m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 60 000€HT, soit 72 000 €TTC, à l'entreprise « Les Ateliers de Sylvacane » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 303**

**AVIS- Approbation de la convention de gestion avec la commune de Gardanne relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire " pour la poursuite de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole est en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec les communes concernées des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle,

commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ». Ainsi des avenants aux conventions de gestion ont été signées afin de proroger leur durée jusqu'au 1er janvier 2020.

Il convient également de conclure avec la Commune de Gardanne une convention de gestion complémentaire pour l'exercice de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ». La convention est proposée en annexe.

En effet, la zone d'activités économique du « Puits Morandat » est une opération qui a été engagée par la Commune de Gardanne avant le 1er janvier 2018. Pour la mise en œuvre de cette opération d'aménagement, la Commune a confié une concession d'aménagement à la SEMAG en octobre 2008.

La concession d'aménagement est en cours d'exécution, le foncier a été acquis, les études ont été réalisées, les travaux sont en cours. A cet effet, il convient de confier à la commune le suivi de l'exécution de la concession d'aménagement confiée à la SEMAG pour l'achèvement de l'opération.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Gardanne au titre de la compétence « création aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire pour assurer l'achèvement de l'opération d'aménagement de la ZAE Puits Morandat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion de la compétence « création aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Interventions économiques**

### **2019 CT2 304**

**AVIS- Attribution de subventions au titre de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n.º..... du 16 mai 2019 le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier d'entreprises et son règlement d'attribution. Le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution de deux subventions au titre de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix.

La première opération proposée concerne la société STid à Gréasque :

La société STid a été fondée à Gréasque en 1996. Elle est spécialisée dans la conception de solutions d'identification sans contact développées sur les technologies RFID, NFC, Bluetooth® et sur l'Internet des Objets (IoT). Elle fournit des solutions intelligentes destinées à sécuriser les accès et à assurer la traçabilité des actifs en environnements

contraignants comme l'aéronautique, l'énergie ou la défense. Ses activités se déploient sur deux marchés principaux : l'industrie et la sûreté. Sur le volet industrie, elle assure la traçabilité, la gestion et la maintenance des stocks et flux logistique. Sur le volet sécurité, elle propose des solutions d'authentification : envoi de codes à distance pour reconnaître momentanément des personnes. STid a rencontré ces trois dernières années une accélération de sa croissance, elle affiche actuellement un chiffre d'affaires d'un peu moins de 10 millions d'euros et emploie 41 personnes sur son site de Gréasque et 4 personnes en région parisienne. Elle se développe également à l'international, avec deux implantations aux États-Unis et en Angleterre.

### **1.2. Le projet immobilier**

Le projet immobilier de la société s'insère dans un plan de croissance et d'investissement plus général déployé jusqu'en 2023, la société ayant pour ambition de quadrupler son chiffre d'affaires actuel, de doubler ses effectifs (recrutement de 24 personnes) et de devenir en 5 ans le premier fabricant européen de lecteurs de contrôle d'accès « Haute Sécurité » et de solutions de traçabilité d'objets en conditions extrêmes. Ainsi, sur la période 2019-2023, STid a évalué son besoin cumulé en termes de ressources humaines à 12,3 M€ (renforcement sur la partie sécurité et sur la partie support technique). Les investissements matériels et immatériels représenteront 6.4 M€ et la disponibilité des produits nécessitera une trésorerie mobilisée de 4.2 M€.

Ce projet d'investissement à 5 ans de la société s'adosse à un projet de développement immobilier afin de créer un siège social en adéquation avec ses ambitions. STid est actuellement située dans un bâtiment de 1136 m² lui appartenant, sur un terrain de 6.000 m². Elle souhaite d'une part réorganiser le site existant et construire en parallèle sur son terrain un nouveau bâtiment de 1.200 m² qui sera relié à l'actuel par une passerelle. Afin d'attirer de nouveaux talents, STid souhaite équiper ce nouveau bâtiment de services de crèches, de conciergerie et d'équipements sportifs. Le montant total du projet s'élève à 2.218.956 €, distribués comme suit : 1.842.440 € dévolus à la construction du nouveau bâtiment et 376.516 € dévolus à la réorganisation du bâtiment existant. La durée de travaux est fixée à 1 an et la demande de permis de construire a été déposée à la mairie de Gréasque en février 2019. La société souhaite inaugurer le nouveau bâtiment en septembre 2020.

L'assiette éligible est chiffrée à 2.218.956 € HT. L'opération se fera dans le cadre d'un crédit-bail contracté par STid auprès de la société Sogefimur, filiale de la Société Générale (offre de financement signée en février 2019).

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la Société Sogefimur une subvention de 150.000€ (soit 6,75 % de l'assiette éligible) qui sera répercutée dans le tableau d'amortissement.

La seconde opération proposée concerne la société SOLUTECH à Rousset :

Créée en 2007 et installée avenue Olivier Perroy à Rousset depuis 2013, la société SOLUTECH est spécialisée dans le thermolaquage (peinture poudre cuite au four). Elle réalise également des travaux de décapage et de traitement de surface. Basée sur le site du groupe MGP (Métal Laser, Métal Tube, Métal Oxy et Métal Pliage), SOLUTECH procède au traitement d'un grand nombre de pièces fabriquées sur site, tout en travaillant avec des clients externes. Son enseigne commerciale s'appelle d'ailleurs « Métal peinture ».

Connaissant un développement régulier, la société génère aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1,3 M€ et emploie une quinzaine de salariés. Au vu du plan de charges, quatre embauches supplémentaires sont prévues en 2019. Dans ce contexte, la société SOLUTECH a programmé une extension de ses locaux.

## 2.2. Le projet immobilier

La SAS SOLUTECH occupe aujourd'hui plus de la moitié d'un bâtiment industriel construit en 2012 par la SCI ATOVI (liée à SOLUTECH) et la SCI Chaîne Sainte Victoire, sous le régime de la copropriété. La société SOLUTECH est ainsi locataire auprès de la SCI ATOVI, mais elle loue également une surface de 266 m<sup>2</sup> à la SCI Chaîne Sainte Victoire. A la suite d'une cessation d'activité de la société d'exploitation, Eurotex, la SCI chaîne Sainte-Victoire a mis en vente la seconde partie du bâtiment. Compte-tenu du projet de développement de la SAS SOLUTECH, la SCI ATOVI s'est positionnée sur ces locaux. Un compromis de vente a été signé en décembre 2018, l'acte de vente devrait être signé fin mars 2019.

Dans le cadre de cette opération, SOLUTECH devra récupérer 700 m<sup>2</sup> d'ateliers (y compris la partie qu'elle loue à ce jour) ainsi que 140 m<sup>2</sup> de bureaux sur deux niveaux. Ceux-ci vont être transformés en vestiaires, douches et salle de repos, ce qui permet de libérer les parties communes à l'avant du bâtiment et d'aménager des bureaux supplémentaires.

La vente du bâtiment est chiffrée à 1.000.000 € HT, auxquels s'ajoute un montant de 159.000 € HT pour les travaux d'aménagement. L'opération sera financée principalement par un prêt bancaire de la Banque Populaire.

Ces investissements s'inscrivent dans un souci d'amélioration des conditions de travail. Dans cette même logique, SOLUTECH va investir également dans une grenailluse automatique (250.000 €).

Cette opération d'investissement augmentera de manière significative la capacité de production de SOLUTECH, permettant à la société de se positionner plus facilement sur les marchés de grandes séries du bâtiment (garde-corps, menuiserie, séparatif...).

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération d'investissement immobilier à hauteur de 90.000 € soit 7,76 % d'une assiette financière éligible de 1.159.000 €. La subvention sera versée à la SCI ATOVI qui la répercutera sur les loyers à régler par la SAS SOLUTECH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales : l'article L 1511-3 (modifié par la Loi du 7 août 2015), les articles R1511-4 à R1511-5 « Dispositions communes » et « Aide à l'investissement immobilier » (modifiés par le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 et les articles R1511-10 à R1511-16 « Aides à l'investissement immobilier dans les zones AFR » (modifiés par décret n°2014-758 du 2 juillet 2014) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009\_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- Le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;

- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- La délibération n°.....du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 150.000 € au bénéfice de la société STid basée à Gréasque (subvention versée à la société Sogefimur, Crédit-bailleur) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 € au bénéfice de la S.A.S. SOLUTECH (subvention versée à la S.C.I.ATOVI).

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes, annexées au rapport .

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 378, nature 20421, fonction 61 , autorisation de programme DI378AP – n°2018/8.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 305**

**AVIS- Partenariat avec la Banque Publique d'Investissement (BPI) - report d'échéancier des remboursements en faveur de la société Aroma Therapeutics**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI (Banque Publique d'Investissement), la Métropole Aix-Marseille-Provence soutenait depuis 2006 les entreprises du territoire porteuses d'un projet technologique innovant, en abondant l'aide octroyée initialement par BPI France. Jusqu'en 2011, ces aides étaient versées sous la forme de subventions, elles ont été ensuite transformées en avances remboursables avec un délai de remboursement fixé par convention à 2 ans à partir du versement de l'aide.

Bénéficiaire de ce dispositif, la société Aroma Therapeutics, fondée en 2012 et basée à Meyreuil est spécialisée dans l'élaboration de solutions non-médicamenteuses et naturelles à base de plantes et d'huiles essentielles. Elle conçoit et commercialise l'Aromacare, un diffuseur basé sur l'aromathérapie clinique, dont elle a vendu 5.000 exemplaires depuis sa conception en 2017. Ses marchés principaux sont la vente aux particuliers et aux réseaux médicaux, ainsi qu'aux EHPAD. Une deuxième version de l'Aromacare, basée sur la chronobiologie, est actuellement en cours de prototypage. Par ailleurs, la PME a établi un partenariat avec le secteur recherche et innovation de l'AP-HM (Assistance publique-hôpitaux de Marseille). Des essais pilotes sont notamment réalisés dans ce cadre dans le service de néo-

natalité (prématurité). Aroma Therapeutics travaille également avec l'institut Paoli-Calmettes à Marseille et est actuellement dans une phase de prospection pour exporter son produit à l'international, essentiellement en Chine et en Asie. Elle emploie 5 personnes.

Afin de pouvoir développer son activité, la société avait obtenu de la BPI un soutien financier d'un montant de 50.000€, et dans le cadre de son partenariat avec la BPI, l'ex CPA a abondé cette aide à hauteur de 15.000€.

Soumise à des difficultés liées à la commercialisation de l'AromaCare, la société a sollicité auprès de la BPI le 8 septembre 2017 une renégociation de son échéancier de remboursement, et obtenu l'accord de la BPI le 19 juillet 2018 pour un redémarrage des remboursements au 31 mars 2019.

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence se met en conformité avec cette décision en réalignant son échéancier de remboursement. Compte-tenu des délais de traitement administratif de ce dossier au niveau de la BPI et de l'information par la société à la Métropole du nouvel échéancier intervenue seulement en mars 2019, la Métropole ne pourra fixer le démarrage de l'échéancier qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2019. Le nouvel échéancier sera le suivant :

1 <sup>ère</sup> échéance	2 <sup>ème</sup> échéance	3 <sup>ème</sup> échéance	4 <sup>ème</sup> échéance	5 <sup>ème</sup> échéance	6 <sup>ème</sup> échéance	7 <sup>ème</sup> échéance	8 <sup>ème</sup> échéance
Juillet 2019	Octobre 2019	Janvier 2020	Avril 2020	Juillet 2020	Octobre 2020	Janvier 2021	Avril 2021
1.250€	1.250€	1.250€	1.250€	2.500€	2.500€	2.500€	2.500€
TOTAL A REMBOURSER						15.000€	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A441 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2007, prévoyant l'octroi d'aides aux entreprises du Pays d'Aix impliquées dans des projets de R&D et la signature à

cet effet d'un partenariat avec OSEO devenu BPI France ;

- Les modifications apportées par la délibération n°2011\_A146 du Conseil Communautaire de la CPA le 03 novembre 2011 transformant la nature de l'aide qui devient ainsi une avance remboursable complétant l'aide octroyée par BPI France Financement dans le cadre d'un soutien à une entreprise pour la réalisation d'un programme innovant ;
- La délibération n°2015\_B035 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 portant renouvellement de la convention de partenariat avec BPI France Financement ;
- La délibération n°2015\_B147 du Bureau Communautaire de LA CPA du 09 avril 2015 entérinant le soutien financier à trois entreprises du Pays d'Aix, dont la société Aroma Therapeutics ;
- La convention bilatérale d'application signée le 1<sup>er</sup> juin 2015 entre la société Aroma Therapeutics et la Communauté du Pays d'Aix ;
- Le courrier d'acceptation de la BPI du report d'échéancier du 19 juillet 2018, et l'avenant correspondant DA14002U00/12 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de se mettre en conformité avec les décisions de la BPI dans le cadre du partenariat qui les lie depuis 2006, concernant la société Aroma Therapeutics.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le report d'échéancier de la BPI notifié à la société Aroma Therapeutics le 19 juillet 2018.

**Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide le report d'échéancier pour les créances la concernant, soient 15.000€, report qui fait l'objet d'un avenant à la convention, annexée au rapport. Cette décision sera notifiée à l'entreprise par courrier.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain (01), en section d'Investissement : nature 2745, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 306**

#### **AVIS- Dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises – Inscription de crédits supplémentaires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises, en validant le règlement y afférent. Cette décision s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant notamment la constitution d'un système d'aides homogène sur l'ensemble du territoire métropolitain. C'est en effet depuis plusieurs années que l'aide à l'immobilier est mise en œuvre sur le territoire du Pays d'Aix, depuis 2016, les délibérations étant votées aujourd'hui par le Bureau de la Métropole.

Complémentaire à l'action métropolitaine en matière de foncier, ce dispositif vise à favoriser le développement et l'emploi des entreprises, principalement des Petites et Moyennes Entreprises, en leur permettant d'accéder à des locaux d'activités adaptés à leurs besoins. Sont ciblées notamment les entreprises industrielles et de services à l'industrie, issues prioritairement des six filières d'excellence retenues par la Métropole.

Il est rappelé que quatre types de projets ont été retenus :

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de plafonner l'aide à 200.000 €.

Les opérations financées par crédit bancaire font l'objet de deux versements : le versement d'un acompte suite au démarrage du chantier, puis le règlement du solde à la fin de l'opération. En cas de crédit-bail, la totalité de la subvention est versée après achèvement de l'ouvrage.

A ce jour, trois territoires de la Métropole ont rejoint le Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ce dispositif métropolitain. Les inscriptions budgétaires correspondantes ont été actées dans la délibération précitée du 16 mai dernier :

- CT 1 (Marseille Provence) : 200.000 €
- CT 2 (Pays d'Aix) : 500.000 €
- CT 4 (Pays d'Aubagne et de l'Etoile) : 150.000 €
- CT 5 (San Ouest Provence) : 120.000 €.

Or, compte-tenu de l'ancienneté de cette action sur le Pays d'Aix où de nombreuses entreprises ont initié des projets d'investissement, le CT2 est amené à réévaluer à la hausse son inscription budgétaire 2019 pour couvrir les besoins au titre des dossiers déjà votés, en cours ou à voter dans le courant de l'année 2019 :

Nature du besoin	Montant prévisionnel	Dossiers concernés
Acomptes à verser sur des subventions déjà votées (retard dans le démarrage des opérations du Pôle Morandat)	285.000 €	Néowave/Nerlys, IP Energy, MECA 13, SIMAGEC
Soldes à verser sur des subventions votées	277.585 €	Caldor, FM Développement/Connect Sytee, Vermillon, CPI
Acompte à verser sur une subvention présentée au BM de juin	45.000 €	Simagec
Acomptes à verser sur des subventions à voter	140.000 €	4 demandes identifiées (dossiers éligibles en instruction)
TOTAL	747.585 €	

Par conséquent, il est nécessaire d'inscrire pour le CT2 – Pays d'Aix, au titre de l'année 2019, un crédit de paiement de 750.000 €, conformément aux dispositions du Budget Supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole de déployer une politique volontariste de soutien à l'industrie, afin de conforter la capacité du territoire à créer de la valeur ajoutée.
- La nécessité de soutenir l'économie productive et de favoriser son ancrage sur le territoire.
- Le souhait de la Métropole de faciliter la vie des entreprises, en proposant une offre d'accompagnement adaptée à chaque étape de leur parcours.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la réévaluation de l'enveloppe budgétaire 2019 dédiée à la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'investissement immobilier sur le Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour 250.000€ en section d'investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 307**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions

pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **152 500 €** aux associations ci-après et selon la répartition suivante (cf. tableau en annexe) :

- **PAYS D'AIX ASSOCIATIONS 119 000 €**

- **PROVENCE CRÉATION D'ENTREPRISES 10 000 €**
- **GROUPEMENT DES ENTREPRISES DU PAYS D'AIX 6 000 €**
- **CONFÉDÉRATION DES PME 13 4 000 €**
- **ENTREPRENDRE MEYRARGUES 1 500 €**
- **LES ENTREPRENEURIALES EN PACA 10 000 €**
- **CLUB D'AFFAIRES FRANCO-ALLEMAND 2 000 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions aux sept associations sus-mentionnées pour un montant total de **152 500 €**.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec « **PAYS D'AIX ASSOCIATIONS** ».

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 308**

**Attribution de subventions au titre de la stratégie numérique et de la French Tech - Approbation de conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous.

Par délibération n°2013\_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- d'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Ces principes entrent pleinement en cohérence avec les projets des structures numériques du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence (pôles, campus...). Elles sont les catalyseurs de projets économiques, technologiques et culturels basés sur le numérique.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016 et est actuellement en cours de renouvellement pour le nouveau label annoncé par le gouvernement au début de l'année 2019 au titre de Réseau French Tech et Capitale French Tech.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés.

Dans la continuité des actions conduites en 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir deux associations qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 167 000 € aux 2 associations nommées ci-après et selon la répartition suivante (cf tableau en annexe)

- **L'association « Pays d'Aix Développement », pour un montant de 117 000 €**

## Animation du Carrefour de l'Innovation

- Le « Laboratoire d'Aix-périmentation et de Bidouille », pour un montant de 50 000 €

## « FAB LAB » du Pays d'Aix

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_106 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative aux versements de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech ;
- La délibération n°ECO-022-343/16/BM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le versement de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que les projets portés en 2019 par ces associations sont en adéquation d'une part

avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé.

### Délibère

#### Article 1 :

Sont attribuées deux subventions pour un montant total de 167 000 € soit :

- 117 000 € à l'association « Pays d'Aix Développement »
- 50 000 € à l'association « Le Laboratoire d'Aix-périmentation et de Bidouille »

#### Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec les associations « FAB LAB du Pays d'Aix » et « Pays d'Aix Développement ».

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### 2019 CT2 309

AVIS- Approbation d'une convention relative à la rénovation du pavillon BELTRAM sur le Technopôle de l'Environnement de l'Arbois

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A la demande d'Aix-Marseille Université, deux projets structurants ont été retenus dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et vont être implantés sur le site du Technopôle de l'Arbois (ZAC du Petit Arbois) à Aix-en-Provence :

- La construction d'une halle technologique qui accueillera le « Centre d'Innovation et de Recherche en Environnement et en Écotechnologies » (CIRENE) qui vise à analyser le cycle de vie des nanoparticules et nanomatériaux ;
- La rénovation et le réaménagement du bâtiment BELTRAM en vue d'accueillir les locaux nécessaires aux étudiants et enseignants du Master « Sciences de l'Environnement Terrestre (SET) ».

Ces projets permettront de renforcer l'expertise scientifique dans les géosciences de l'environnement tout en favorisant les collaborations et le partage de connaissances entre chercheurs, entreprises et étudiants. Ils s'inscrivent dans l'enveloppe budgétaire allouée par l'État et les collectivités (Région, Département, Métropole) dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020. La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Concernant la rénovation du pavillon « BELTRAM », le coût est estimé à 1,198 M€ TTC, dont 918 000 € TTC de travaux. Une participation de l'État, à hauteur de 100 000 €, a notamment été accordée pour le « BELTRAM » afin de financer les équipements intérieurs du bâtiment. A la demande de l'État, cette subvention sera versée directement à Aix-Marseille Université.

Certains de ces équipements (paillasse, sorbonnes, agencement, etc...) seront installés dans le même temps que les travaux que va réaliser cette année la Métropole, car ils sont liés au bâti. La Métropole prendra donc en charge l'achat et l'installation de ces équipements.

Dès lors, il convient qu'Aix-Marseille Université en assure le financement et reverse à la Métropole le montant réglé dans le cadre du marché de travaux qui a été passé par ses soins.

Dans le cadre de cette opération, Aix Marseille Université s'engage donc à reverser une subvention de 44 197,00 € TTC à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de préciser les conditions de reversement à la Métropole d'une partie de l'aide financière de l'État, il est nécessaire de passer une convention avec Aix-Marseille Université.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 010-1784/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de la maîtrise d'ouvrage des opérations Beltram et Cirene sur le Technopôle de l'Arbois - CPER 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 013-2448/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 portant approbation d'une convention de financement et d'une convention de maîtrise d'ouvrage avec l'État ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt que présente la construction de la halle « CIRENE » et la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois au profit d'Aix-Marseille Université.
- Qu'il convient de préciser, pour la rénovation du pavillon « BELTRAM », les conditions de reversement à la Métropole de la participation financière de l'État à travers une convention avec Aix-Marseille-Université.

**Délibère**

**Article 2 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, définissant la participation financière

pour la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer avec Aix-Marseille Université cette convention, et tous documents afférents.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section d'Investissement : opération budgétaire ESRARBOI, nature 1326, fonction 61, autorisation de programme n°DI9051AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 310**

### **AVIS- Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31 décembre 2018, 440 personnes ; dont 330 personnes pour un projet d'entreprise et 110 pour un projet d'emploi salarié.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire (CT) :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etrole	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	315	41	27	22	14	21	440
Pour un projet d'entreprise	242	31	16	16	8	17	325
Pour un projet d'emploi salarié	73	10	11	6	6	4	117

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 €)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 €)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Pour lui permettre de continuer ses missions en faveur du développement économique et de

l'inclusion professionnelle mais aussi de bénéficier d'une couverture à l'échelle métropolitaine, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer une aide financière à l'association ADIE au titre de l'année 2019.

Il est proposé une subvention de 123 000 € répartie comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 70 000 €
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais : 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 €
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 19 juin 2019 ;
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le

territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 123 000 € au titre de l'année 2019 répartie ainsi :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 70 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au Budget Principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 311**

**AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Les Entrepreneuriales en PACA**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle accompagne l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA qui depuis six ans met en œuvre un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole.

En 2018, grâce à ce dispositif, 96 étudiants issus de 19 filières universitaires ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu.

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (car venant d'horizons divers de l'enseignement supérieur) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canvas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

Cette année, un volet supplémentaire sera dédié à l'innovation technologique, baptisé « Entrep digital » sur lequel porte la présente demande de subvention.

Tout projet ayant pour nature une innovation technologique sera accompagné par des experts et professionnels d'entreprises régionales du secteur micro-électronique, électronique et applications IoT, dont les professionnels du Pôle SCS et d'ARCSIS constituent un vivier important et incontournable qui va contribuer à aider les futurs ingénieurs et entrepreneurs à la mise en place d'un nouvel

écosystème « économique plus innovant, pertinent, jeune et créatif ».

L'objectif de l'association pour l'année en cours est d'accompagner de 25 à 30 équipes sur le campus Aix Marseille, dont 10 à 15 équipes sur le digital (soit une cinquantaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille).

Chaque équipe aura pour coach un professionnel provenant du secteur digital qui va les accompagner tout au long de son projet, développer l'idée vers le projet et ensuite à la création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront donc les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et ayant déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une entreprise qui contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera sur l'année scolaire (2019-2020) et comme suit :

1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2019.

2) Speed-dating en octobre réunissant de 150 à 250 étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.

3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera jusqu'en mars 2020.

L'accompagnement sera réalisé par le coach à raison d'une fois par mois minimum et par des experts qui, au cours de 7 soirées Tool, interviendront sur différents sujets liés à la création d'entreprise : business model, business model persona, études de marché, stratégie commerciale et marketing, compte de résultat et chiffre d'affaires, business plan, plan de financement, propriété industrielle et statuts juridiques.

4) En mars 2020, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise. Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis deux ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence, après leur participation au programme.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 23 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 84.500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Les Entrepreneuriales en PACA une subvention de 20.000 euros au titre de l'année 2019. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10.000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 euros par le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :  
 - le Budget principal de la Métropole sous-politique B320/61/65748.  
 - l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35

Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

### **2019 CT2 312**

**AVIS- Approbation de l'avenant 3 à la convention d'aménagement confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour la construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par Convention notifiée le 3 juillet 2015, une opération d'aménagement comprenant la construction d'un Centre de Formation des Apprentis (CFA), développant 6 700 m2 de surface de plancher ; ce nouvel établissement devant accueillir l'actuel CFA existant dans le quartier du Jas de Bouffan, à Aix-en-Provence.

Un premier avenant avait modifié l'article 9.4 relatif à la fréquence des demandes d'acomptes.

Un deuxième avenant numéro 2 proposait, à la demande du Trésor Public, d'ajuster les modalités des avances semestrielles, au vu des décomptes et de l'échéancier prévisionnel des dépenses, ajustées à chaque semestre.

Le présent avenant porte sur la prise en compte d'une prolongation de délai et sur une augmentation du coût de l'opération.

L'article 3, délai d'exécution, de la convention précise que les travaux devront être achevés le 31 janvier 2019. Or de nombreux ralentissements dans le déroulé de l'opération sont intervenus à la demande de la Métropole.

Il convient donc de modifier la date d'achèvement des travaux dans l'article 3, délai d'exécution, de la convention en la portant au 31 janvier 2020.

Le coût de l'opération est fixé, à l'article 9.1 de la convention, à 25 520 000 euros T.T.C.

Le délai supplémentaire, non imputable à la SPLA, survenu entre la date de notification du marché de conception/réalisation et l'Ordre de Service de démarrage des travaux, a généré un montant d'actualisation du coût des travaux, qui s'élève à 323 000 euros T.T.C.

Par ailleurs, des travaux modificatifs nécessaires à la finalisation de l'équipement ont été validés par la Métropole en Comités de Pilotage de l'opération, des 5 décembre 2017 et 26 mars 2019 pour un montant total de 127 000 euros T.T.C.

Il convient donc d'augmenter le coût de l'opération de (323 000 plus 127 000 euros T.T.C, soit 450 000 euros TTC) et de modifier l'article 9.1, coût de l'opération, en conséquence, en le portant à 25 970 000 euros T.T.C. montant compatible avec l'autorisation de programme votée.

Tel est l'objet du présent avenant n° 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2009\_A153 du Conseil de Communauté du 23 octobre 2009, approuvant la création de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommé « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015\_B250 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant la convention, avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'implantation du CFA (Centre de Formation des Apprentis) sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015\_A309 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le Programme Général de construction du CFA sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence et décidant du principe de confier l'opération à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » ;

- La délibération n°2015\_B\_630 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015, approuvant l'avenant n°1 à la Convention ;
- La délibération n° EMP\_005\_367\_16\_BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, approuvant l'avenant n°2 à la Convention ;
- La délibération n° FAG 021 du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'opération de construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant numéro 3 ci-annexé à la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019. Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Budget Est 06, Opération DI4161 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 313**

**AVIS- Approbation d'une convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique entre la Métropole-Aix-Marseille-Provence, la Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté de Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence. Le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance dans 12 métiers des secteurs du goût, de l'automobile et du service, pour des qualifications du niveau 3 au niveau 5 (CAP à Bac+2).

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR) assure la représentation et le développement des métiers et de l'artisanat au plan régional. Elle fédère parmi ses élus l'ensemble des organisations patronales d'artisans.

La Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté (CNAIB) est l'organisation représentative des professionnels d'esthétique cosmétique présents sur l'ensemble du territoire national. Elle est représentée dans le département par la CNAIB de Provence et présidée par Nathalie Pistolesi.

Le CFA du Pays d'Aix assure les formations par apprentissage en esthétique cosmétique (CAP et BP) depuis plus de 25 ans. Son implantation est confirmée par la régularité des effectifs en formation (entre 83 et 87 apprenants par an dans la filière depuis 2013) et la régularité des taux de réussite aux examens (taux de réussite moyen en BP de 84%). Son aire de recrutement va, depuis longtemps, bien au-delà du Bassin ou du département, avec des apprentis venant des départements limitrophes (04, 05, parfois 06, 83, 84), et pour des entreprises fidélisées de longue date.

La CMAR et la CNAIB de Provence ont sollicité la Métropole Aix Marseille Provence et son CFA du Pays d'Aix pour ouvrir le Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique, diplôme de niveau Bac+2,

à la rentrée 2019. Les Chambres de Métiers et de l'Artisanat, détentrices de la certification, sont seules habilitées à organiser ces Titres.

Le Conseil de Perfectionnement du CFA du Pays d'Aix en date du 22 mars 2018 a voté à l'unanimité en faveur de cette ouverture, qui permettra à l'établissement de proposer un cycle complet de formation dans l'esthétique cosmétique, du niveau 3 au niveau 5, et de répondre ainsi à une forte demande de la part des apprentis comme des entreprises de la Métropole.

La CNAIB estime en effet que cette ouverture répondrait aux besoins des 2.500 entreprises locales et aux souhaits des chefs d'entreprises de recruter un plus grand nombre de collaborateurs hautement qualifiés. Les apprentis titulaires de ce diplôme constitueraient également un gisement important de repreneurs d'entreprises ou de directeurs d'établissements d'esthétique du territoire, au regard des compétences et des qualifications acquises lors de leur formation.

Pour ce BM Esthétique Cosmétique, ce partenariat entre le CFA du Pays d'Aix et la CMAR favorisera les économies d'échelle sur les coûts de fonctionnement du CFA (locaux, équipements, formateurs...) et permettra d'optimiser les effectifs :

- mutualisation des effectifs apprentis du BM Esthétique Cosmétique et du BM Fleuriste (déjà assuré par le CFA pour la 4<sup>ème</sup> année) pour les modules généraux.

CHARGES		RESSOURCES	
Fournitures pédagogiques	8 202,50	Taxe d'apprentissage	7 018,58
Entretien	1 748,36	Régie recettes	877,32
Electricité - Eau - Gaz	1 908,35	Amortissements	2 386,32
Fournitures administratives	394,00	Participation de l'organisme gestionnaire	10 000
Frais postaux	778,28	Subvention Région	52 007,66
Missions déplacements	323,59	Participation CMAR	15 442,35
Petits équipements	2 534,54		
Locations	350,90		
Documentation	268,08		
Assurances	143,29		
Etudes et recherches	53,03		
Visites en entreprises	219,95		
Formation	5,19		
Transport	177,60		
Autres charges	3 018,79		
Amortissements	2 389,44		
Carburants	51,45		
TOTAL 1	22 565,34		
TOTAL 2 (salaires)	65 166,89		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>87 732,23</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>87 732,23</b>

- regroupement des publics en apprentissage et professionnalisation et des publics en formation continue (gérés par la CMAR pour les modules transversaux) pour les modules professionnels du BM Esthétique Cosmétique, permettant un financement supplémentaire pour cette section.

Cette synergie entre la CMAR et le CFA est un élément essentiel de la dynamique de projet, puisqu'elle s'applique à la fois aux modalités de la formation et à la gestion réciproque des flux de personnes en formation, tout en mutualisant l'effort de communication auprès des entreprises et des publics concernés.

L'ouverture du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique vient compléter et consolider l'offre existante et confirmer l'adéquation du dispositif de formation proposé avec les besoins des entreprises de la filière, sur des objectifs d'excellence.

La formation concernera :

- des apprentis dont la prise en charge est conforme à la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

- des stagiaires en formation continue, salariés et chefs d'entreprise dont le financement indiqué à l'article 6 de la convention est établi à 3.855 euros pour 257 heures d'enseignement, soit un taux horaire de 15 euros.

## 1 – Etablissements potentiels de recrutement des apprentis

Etablissements (Noms et localisations)	Sections	Nombre de jeunes
CFA du Pays d'Aix	BP esthétique	20/28 apprentis
Groupe Peyrefitte (privé) Aix	BP, BAC Pro/BTS Esthétique	20/25 apprentis
Lycée Professionnel Leau Marseille	BP/BAC Pro/BTS Esthétique	20/25 apprentis
Ecole Saglio (privé) Marseille	BAC Pro/BTS Esthétique	10/15 apprentis
Total : 4 établissements	7 Sections	

## 2 – Organisation pédagogique

Le Brevet de Maîtrise niveau 5 est organisé en :

- 6 modules d'enseignements généraux de 329 heures en formation continue et 497 heures en formation initiale.
- 1 module d'enseignement professionnel de 257 heures en formation continue et 385 heures en formation initiale, nécessitant un plateau technique.

## 3 – Budget prévisionnel de la formation

L'organisation en modules sur les deux années, et donc l'inégale répartition des coûts engendrés (statut et niveau de salaire des intervenants, volumes horaires, quantités de matières d'œuvre...) entre la 1ère et la 2ème année conduisent à présenter le budget détaillé sur un cycle complet, (1ère et 2ème année simultanément). Les coûts détaillés correspondent donc à des coûts de fonctionnement annuels de la formation à compter de la 2ème année.

Coûts évalués à compter de la 2ème année, sur un cycle complet (coexistence des groupes de 1ère et 2ème année)

Poste	Statut	EQTP lié au projet	Coût
Enseignement	permanent	1,14	57 589,35
Coordination suivi	permanent	0,14	7 072,37
Encadrement	permanent	0,01	505,17
<b>TOTAL SALAIRES</b>		<b>1,29</b>	<b>65 166,89</b>

Soit un coût annuel moyen prévisionnel de 43 866,115 € et un coût annuel apprenti prévisionnel de 3 655,50 € sur la base d'un effectif de 12 apprentis.

Pour préserver l'équilibre financier des organismes partenaires de cette formation, il est précisé que ce Brevet de Maîtrise sera dispensé à la condition de compter un seuil minimal de 8 apprentis.

Les éléments d'analyse prévisionnelle présentés ne prennent en compte que le public apprenti, au prorata des heures et effectifs en formation dans le cas d'un éventuel cumul apprentis / contrats de professionnalisation / formation continue.

Les publics hors apprentissage feront l'objet d'une facturation spécifique à la CMAR, prévue dans la convention.

Le présent rapport a pour objet de présenter la convention d'organisation du *Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique* entre le CFA du Pays d'Aix, la CMAR et la CNAIB de Provence.

Pour que le CFA puisse ouvrir ce diplôme en septembre 2019, il convient d'approuver cette convention d'organisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique entre le CFA du Pays d'Aix, la CMAR et la CNAIB de Provence.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique entre la Métropole et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de PACA, ainsi que la Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté de Provence.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention afférente ainsi que tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement au chapitre 70 – fonction 26 – nature 70688.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 314**

**AVIS- Mise en place d'un dispositif d'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis du CFA du Pays d'Aix, par la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence. Le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance dans 12 métiers des secteurs du goût, de l'automobile et du service, pour des qualifications du niveau 3 au niveau 5 (CAP à Bac+2).

L'organisation, le fonctionnement et le financement de l'apprentissage ont fait l'objet d'une réforme en profondeur par la récente loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Parmi les mesures de soutien aux apprentis, l'État a prévu le financement des permis de conduire à hauteur de 500 euros pour les apprentis de plus de dix-huit ans.

Le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 met en œuvre l'application de l'article 36 de la loi n° 2018-771.

#### **Conditions d'octroi**

Les conditions de bénéfice de l'aide sont les suivantes :

- être âgé d'au moins dix-huit ans
- être titulaire d'un contrat d'apprentissage en cours d'exécution
- être engagé dans la préparation des épreuves du permis de conduire catégorie B

Le montant de l'aide est fixé à 500 euros, quel que soit le montant des frais engagés par l'apprenti. L'aide est attribuée une seule fois pour un même apprenti. Elle est cumulable avec les autres aides, y compris les prestations sociales. Elle est incessible et insaisissable.

#### **Modalités de financement et de versement**

L'apprenti souhaitant bénéficier de cette aide transmet son dossier de demande au CFA où il est inscrit. Si les conditions sont réunies, le CFA verse l'aide à l'apprenti ou à l'école de conduite. Le CFA adresse ensuite la demande d'aide à l'Agence de services et de paiement (ASP) pour que celle-ci le rembourse du montant versé, comme le prévoit la loi.

Une convention peut être conclue entre le CFA et l'ASP. Celle-ci est en cours de publication au niveau national.

Elle précisera notamment les modalités de mise à disposition par l'ASP d'un montant de crédit prévisionnel correspondant au montant maximal des aides qui pourraient être attribuées aux apprentis justifiant des conditions d'octroi de l'aide.

Elle précisera également les modalités d'acompte et de solde, ainsi que les pièces justificatives nécessaires afférentes à chacun de ces versements, incluant le cas échéant les demandes d'aide des apprentis. Le CFA doit conserver les

pièces justificatives relatives au versement de l'aide et les tenir à disposition de l'ASP.

Le financement de l'aide au permis de conduire est assuré par France compétences. L'ASP verse l'aide au CFA, recouvre les sommes indûment perçues et procède aux contrôles nécessaires. Elle traite les réclamations et recours présentés par le CFA. Une convention est conclue à cet effet entre France compétences et l'ASP, qui inclut notamment les frais de gestion correspondants.

Le coût du financement de l'aide au permis de conduire pour la Métropole est donc nul. Le CFA sera remboursé de l'intégralité des sommes versées aux apprentis. En revanche le CFA devra supporter les frais de gestion administrative.

Le CFA et l'ASP sont responsables des traitements de données, y compris personnelles, nécessaires à l'attribution, au versement de l'aide et à la gestion des réclamations et des recours. Les informations mentionnées dans le dossier de demande d'aide sont transmises au ministère du travail et à France compétences dans un format anonymisé afin d'assurer le pilotage et l'évaluation de l'aide.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er janvier 2019.

Le présent rapport a pour objet de mettre en œuvre ce décret et les modalités d'application.

La dépense maximum prévue pour 2019 est estimée à 75.000 euros pour 150 apprentis : ce montant est prévu à l'équilibre en dépenses et en recettes au budget supplémentaire de juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 relatif à l'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'appliquer le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 qui met en œuvre l'article 36 de la loi n° 2018-771.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'application du décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 qui met en œuvre de l'article 36 de la loi n° 2018-771. Le CFA du Pays d'Aix organise le paiement et le recouvrement à l'équilibre des aides au permis de conduire en faveur des apprentis.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 6518, fonction 26.

La recette correspondante sera constatée sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 74718, fonction 26

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 315****Attribution d'une subvention à l'association "Foyer socio-éducatif Sainte-Victoire"**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, une structure sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière destinée à contribuer à l'insertion des apprentis du CFA du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer cette subvention pour un montant total de 5.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps : un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
2019_1146	FOYER SOCIO EDUCATIF SAINTE VICTOIRE	Projet Mobilité européenne	15.000 €	60.000 €	20.000 €	5.000 €	NON
TOTAL					20.000 €	5.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de cette demande de subvention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 5 000 € à l'association FOYER SOCIO EDUCATIF SAINTE VICTOIRE dans le cadre de l'insertion et de l'emploi.

**Article 2:**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout

document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 316**

**Attribution d'une subvention à l'association Cosens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, une structure sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière, afin de poursuivre son action, qui consiste à faire émerger des projets de création d'entreprise. La structure propose un accompagnement spécifique pour les demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et les participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer cette subvention pour un montant total de 15.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps : un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
2019_0073	COSENS	« Vitrolles CitéLab » service d'amorçage de projets	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
TOTAL					15.000 €	15.000 €	

Il convient de préciser qu'en ce qui concerne l'action **COSENS** « Vitrolles CitéLab, service d'amorçage de projets », il s'agit d'une action spécifique relative à la compétence Insertion et Emploi sur le territoire du Pays d'Aix, différente de celle présentée dans le rapport multi-territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir cette demande de subvention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 15 000 € à l'association COSENS dans le cadre de l'insertion et de l'emploi.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2019 à conclure avec l'association COSENS

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Agriculture

**2019 CT2 317**

**Attribution de subventions aux associations à caractère agricole**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **20 600 €** aux 6 associations suivantes (cf. tableau et fiches synthétiques en annexe) :

**MAISON DE LA TRANSHUMANCE 1 000 €**

**A.D.E.A.R.13 5 000 €**

**SERVICE REMPLACEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE 1 800 €**

**JEUNES AGRICULTEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE 4 000 €**

**COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA FÊTE DE LA VIGNE ET DU VIN 1 800 €**

**FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX 7 000 €**

Il convient de noter, que :

- outre la subvention sus-mentionnée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, par délibération du 13 juin 2019, a décidé d'attribuer à l'association « **Fédération Départementale des Foyers ruraux des Bouches du Rhône** », une subvention de 7 000 € au titre de l'action « prévention déchets », portée par la direction des collectes.
- outre la subvention sus-mentionnée, le Conseil de Territoire du Pays Salonais, par délibération N°30/19 du 27 février 2019, a décidé d'attribuer à l'association « **A.D.E.A.R.13** », une subvention de 1 600 € au titre des actions suivantes : accompagnement à la création des petites

entreprises agricoles, valorisation des circuits courts, mise en place d'un programme de formations, développement de l'agriculture paysanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées 6 subventions pour un montant total de 20 600 € aux 6 associations sus-mentionnées.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 06 - État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en

section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 318**

#### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence et Lambesc**

Madame le Président soumet avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

#### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que

la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant deux ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence et de Lambesc.

- Aix-en-Provence

□Parcelle(s) : Section NH N°214 (ex195) ; Surface : 54 ares 70 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 19 648,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

*S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).*

- Lambesc

□Parcelle(s) : Section AH N°34,35,36,37 ; Surface : 64 ares 78 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 16 150,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

*S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).*

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Développement économique, emploi et agriculture du Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente des parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence et de Lambesc.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des deux préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence et Lambesc, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 5 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Commerce et artisanat**

### **2019 CT2 319**

#### **Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 3 000 € à l'Association Artisans et Commerçants d'Eguilles : A.A.C.E. pour son action : deuxième festival des artisans et commerçants d'Eguilles qui aura lieu le dimanche 6 octobre 2019.

La demande a été examinée au regard des critères adoptés par le Conseil Communautaire du Pays d'Aix du 15 décembre 2011 (délibération n°2011\_A195).

La subvention présentée tient compte de l'impact de son action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le projet porté en 2019 par cette association favorise l'activité commerciale et artisanale de proximité en dynamisant le centre-village.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association « A.A.C.E. » une subvention de 3 000 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 60 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en

section de fonctionnement chapitre 65 nature 65748 , fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire**

### **2019 CT2 320**

**Attribution d'une subvention au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) pour le lancement d'une manifestation sur les bords de Durance au Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créé en 1976 entre les collectivités riveraines de la Basse-Durance, le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance regroupe depuis 2005 la Région PACA, les quatre départements de Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Alpes de Haute Provence et Hautes Alpes, 49 communes et 5 Communautés de Communes et d'Agglomération ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence, riveraines de la Durance entre Serre-Ponçon et le Rhône.

Concessionnaire de la gestion du Domaine Public Fluvial de la Basse-Durance depuis 1982, le SMAVD œuvre essentiellement dans les domaines de l'aménagement et la gestion du lit de la Durance,

de l'amélioration de la sécurité et de la protection contre les crues, de la gestion du transport solide, de la préservation et amélioration du patrimoine naturel et de la maîtrise des différents usages.

Depuis 2010, le SMAVD est labellisé « Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) de la Durance.

En tant que gestionnaire de la rivière Durance, les actions du SMAVD sont multiples :

- Lutte contre les inondations,
- Préservation et gestion des milieux naturels et de la biodiversité,
- Gestion morphologique du lit,
- Animation et coordination des politiques publiques à l'échelle du bassin versant,
- Pilotage de l'observatoire de la Durance,
- Gestion et surveillance du Domaine Public Fluvial,
- Gestion harmonieuse des différents usages.

Le SMAVD a réalisé, dans le courant de l'année 2017, des travaux de réhabilitation du site des Gravières situé sur la commune du Puy-Sainte-Réparate. Au delà de la réhabilitation et de l'ouverture de ce site au public, le SMAVD souhaite faire (re)découvrir au grand public les bords de la Durance, sa biodiversité et la majesté de ces paysages.

Le SMAVD prévoit également d'aménager les bords de la Durance pour l'accessibilité en mode doux. C'est, pour les professionnels du Tourisme, une réelle opportunité de développement avec une nouvelle destination autour de l'eau, fortement attendue par la clientèle estivale.

Les principaux travaux de réhabilitation du SMAVD sur le site ont été les suivants :

1. **Dépollution du site**, enlèvement des carcasses de voiture, des multiples dépôts sauvages,
2. **Fermeture des accès aux véhicules** pour éviter les dépôt-s sauvages et les usages illicites (quads dans la Durance, trafics, ...)
3. **Aménagement d'une promenade ouverte** aux piétons et aux vélos, aux personnes à mobilité réduite, construction de pontons en bois, d'une palissade d'observation des oiseaux,
4. **Création de parkings véhicules** et cars scolaires en entrée de site,
5. **Aménagements paysagers du site** : clairières, mise en valeur de points de vue sur la Durance, plantations-gradins,
6. **Aménagements écologiques** : radeau à Sterne (oiseau emblématique de la Durance), déversoirs et niveaux d'eau.

Le 16 juin 2019, le SMAVD organise « La Fête de la Durance » sur les Gravières du Puy-Sainte-Réparate. Il s'agit d'une fête populaire mêlant spectacles, musique, activités, animations et pique-nique au bord de l'eau.

Cet événement sera l'occasion, dans un premier temps, d'inaugurer officiellement le site des Gravières du Puy-Sainte-Réparate en présence d'élus de la Région et du Département, des EPCI et des Communes.

Dans un second temps, il s'agira d'organiser une manifestation familiale en bord de Durance avec l'installation d'un village d'exposants et un marché des produits locaux. Tout au long de la journée, des activités de loisirs, balades autour des étangs et découvertes seront proposées : balades naturalistes à pied et en canoë, balades à cheval, location de VTT, initiation à la pêche, démonstration de modélisme...

En fin d'après-midi, un spectacle sur l'eau sera l'occasion de clore l'événement autour du plan d'eau spécialement aménagé pour l'occasion.

le SMAVD sollicite une demande de financement au titre de la manifestation événementielle « Un Dimanche en Durance » à hauteur de 8 000 € qui représente 18 % du budget prévisionnel de l'action (45 000 €)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour le territoire de la valorisation de ce site par le SMAVD.
- L'opportunité de promouvoir des actions très prometteuses pour le tourisme sur l'ensemble du territoire métropolitain.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 8 000 € au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2019.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 321**

### **Convention de mise à disposition pour les Olympiades du 15 au 19 octobre 2019 des écrans tactiles actuellement disposés au sein des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence propose depuis 2012 un accueil numérique sur écrans tactiles et dynamiques afin de permettre à ses 600 000 visiteurs annuels de consulter l'information touristique, de composer leur séjour sur mesure, en fonction de centres d'intérêts et/ou des opportunités au moment de leur requête.

Une fois leur carnet de route établi, les visiteurs peuvent envoyer directement les informations touristiques choisies sur leur adresse mail et/ou leur téléphone portable, évitant ainsi la distribution de documents imprimés.

Dans le cadre de son accompagnement depuis 2010 sur le développement de l'image et l'amélioration de la lisibilité du Pays d'Aix, l'OMT d'Aix-en-Provence avait alors permis de déployer cette information touristique à travers tout le Territoire.

Dans ce contexte, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé dès le printemps 2013 de déployer ce dispositif pour offrir l'accès à l'information touristique dans chaque Office de Tourisme et Syndicat d'Initiative (OTSI) du Territoire ainsi qu'au sein de l'accueil touristique développé par le Grand Site Sainte-Victoire à Vauvenargues.

Une vingtaine d'écrans tactiles 42 pouces avec un ordinateur intégré ont ainsi été installés dans des sites d'accueil touristiques permettant l'accès à cet accueil numérique. Une convention de mise à disposition de ces écrans avait alors été signée avec chaque commune d'accueil du matériel.

Pour permettre un accueil numérique performant aux milliers de marcheurs participants aux Olympiades 2019 du 15 au 19 octobre prochain, l'OT d'Aix-en-Provence et la Fédération Française des Sports Populaires développent un site Internet dédiés aux Olympiades.

Il est proposé de mettre à la disposition de la Fédération 15 écrans tactiles actuellement disposés au sein des différents accueils touristiques et ce, pour une période de huit jours et à titre gratuit, afin de promouvoir l'événement ainsi que la destination touristique pour le Pays d'Aix.

La Fédération prendra en charge le montage et démontage des appareils, la maintenance et les éventuelles réparations, le transport, l'installation

sur les sites ainsi que la sécurité et la protection du matériel pendant la durée du prêt.

Les 15 appareils seront à récupérer puis à ramener dans les lieux d'origine suivants :

- Trois appareils à l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron (ou plus)
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Pertuis
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Lambesc
- Un appareil au Syndicat d'initiative de Saint-Cannat
- Un appareil au Syndicat d'Initiative du Puy-Sainte-Réparate
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Gardanne
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Fuveau
- Un appareil au Musée Edgar Melik de Cabriès
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Jouques
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Peyrolles
- Un appareil à l'Office de Tourisme de Vitrolles (vieux village)
- Un appareil en Mairie de Simiane
- Un appareil au Syndicat d'Initiative des Pennes-Mirabeau

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° 2013\_A089 du Conseil communautaire de la CPA du 6 juin 2013 approuvant Convention de mise à disposition de matériel multimédia à destination des Offices de Tourisme et Syndicats d'initiatives du Pays d'Aix ainsi que la Maison du Grand-Site ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'importance de l'événement des Olympiades sur le territoire du Pays d'Aix et le besoin sur les différents sites des Olympiades d'une information à jour et accessible.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire Pays d'Aix et la Fédération Française des Sports Populaires (IVV France)

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 322**

**Attribution d'une subvention au Comité Départemental de la Fédération Française des Sports Populaires pour l'organisation de 4 actions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comité Départemental 13 de la Fédération des Sports Populaires anime et coordonne, sur notre territoire, le réseau des marches populaires (5, 10 et 20 km). Cet organisme s'inscrit dans le schéma de développement touristique pour ce qui concerne la filière « Activités de Pleine Nature ». C'est aussi un acteur incontournable dans la démarche de sensibilisation du « Sport Santé » menée par l'État et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie au titre de la campagne « Sport sur ordonnance ». Incontournable aussi car cette pratique s'adresse à tous : familles, groupes, individuels, seniors, et quelques-unes de ces marches aux personnes à mobilité réduite. Ces marches sont destinées à tout le monde sans distinction. Une ou deux fois par an ces itinéraires font l'objet d'un événementiel destiné à animer la commune dans laquelle il a lieu.

Pour l'année 2019 qui est l'année des Olympiades (du 15 au 19 octobre) cette association a inscrit 4 actions dans son programme d'activités et son budget prévisionnel, détaillés dans les paragraphes suivants.

Pour mener à bien ce programme, l'association sollicite le soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 6 000 € (dossier-père n° 2019-00191).

Ce programme global de mise en place de la destination internationale IVV (Internationaler Volkssport Verband) - Pays d'Aix « Randonnées et Tourisme » impacte non seulement la population locale mais également les touristes-marcheurs IVV qui viennent des quatre coins du monde.

Le Comité Départemental 13 est en charge de la maintenance, du développement, de la programmation et de l'animation des marches suivant le calendrier ci-dessous, pour 2019 :

**CALENDRIER 2019 DES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LES COMMUNES SUR LES CHEMINS DES MARCHES POPULAIRES**

Dates	Communes	Marches
27 avril	Saint-Cannat	Des Epouvantails
mai	Les Pennes-Mirabeau	Du marché aux Plantes
9 juin	Gréasque	De la Mine
13 juillet	Jouques	Des Senteurs
31 août	Aix-en-Provence	Sur les pas de Cézanne
14 septembre	Mallemort	Du patrimoine
21 septembre	Fuveau	De la Montagne Bleue
3 novembre	Rognes	De la Courge
1 <sup>er</sup> décembre	Simiane-Collongue	Du Marché de Noël
8 décembre	Lambesc	De Noël

Les quatre actions entreprises pour l'année 2019, se déclinent de la façon suivante :

### **1. DEVELOPPEMENT ET ANIMATION DES MARCHES POPULAIRES – GU 2019-01192 – SUB : 1 000 €**

Cette implication impose des déplacements réguliers pour :

- créer de nouvelles marches populaires : Gardanne et Trets (demandes en cours d'affiliation)
- assurer l'entretien des 13 parcours existants ainsi le balisage des parcours à mettre en place, et déterminer une procédure suivie et régulière
- démarcher les prestataires susceptibles de participer aux postes de contrôle

Le Pays d'Aix est le pilote technique national sur lequel repose le développement de la fédération à toutes les Régions de France.

### **2. SALON DE LA RANDONNEE A LYON (MARS) – GU 2019-01193 – SUB : 1 000 €**

Même si un certain nombre de marcheurs reste fidèle, un effort doit être fait pour faire rayonner la démarche auprès des résidents du territoire. En effet cette pratique de « sport pour tous » d'origine allemande a été introduite et s'est développée initialement dans l'est de la France. Les marches développées dans le midi l'ont été grâce à l'initiative du directeur de l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron. La présence du Comité Départemental 13 qui réserve un stand au Salon de la Randonnée à Lyon (sur 3 jours) tous les ans (15 000 visiteurs) permet de promouvoir cette pratique dans le midi de la France.

### **3. SALON DES SPORTS A AIX-EN-PROVENCE (SEPTEMBRE) – GU 2019-01194 – SUB : 500 €**

Présent depuis 5 ans au Salon des Sports pendant 3 jours en septembre sur la commune d'Aix-en-Provence, le Comité Départemental 13 connaît un nombre croissant de participants. Une marche accompagnée par un guide est organisée 2 fois/jour au cours de cet événement.

### **4. SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DU RESEAU – GU 2019-01195 – SUB : 3 500 €**

La maintenance technique et l'animation de ce réseau se fait tout au long de l'année de façon récurrente sur chaque boucle. Pour 2019 cette maintenance permettra de valoriser, dans des conditions optimales, les Olympiades 2019 qui se dérouleront sur les communes du territoire tout en mettant en synergie ses forces vives : offices de tourisme et syndicats d'initiative, hébergeurs, producteurs, mais aussi organes de sécurité, ... etc.

C'est pour mener à bien toutes ces actions que le Comité Départemental 13 sollicite l'aide financière au Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 6 000 €.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONVENTION
2019_01192		Develop. Et Anim. Marches Populaires	1 000	2 300 €	1 000 €	1 000 €	Non
2019_01193	Comité Départemental 13 de la FFSP	Salon International de la randonnée à Lyon	1 000	2 000 €	1 000 €	1 000 €	
2019_01194		Salon des Sports Aix-en-Provence	500	1 050 €	500 €	500 €	
2019_01195		Suivi et accompagnement du réseau	2 500	5 990 €	3 500 €	3 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2012\_A029 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mars 2012 définissant les critères d'attribution de subventions aux associations œuvrant en faveur du développement touristique sur plusieurs communes ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG n° 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 002-30/06/16 CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relatif aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La manne économique que constituent les actions menées par cette association mais également son implication dans le « sport santé ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention exceptionnelle de 6 000 € pour l'année 2019 au profit du Comité Départemental des Sports Populaires 13 (CDSP 13) pour l'organisation des actions détaillées ci-dessus.

**Article 2 :**

Madame le Président du territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 323**

**Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules Astérisques du Cnrs Délégation Provence et Corse / Cerege - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique d'actions en matière de nouvelles technologies, enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser la mise en valeur de l'équipement du CEREGE : ASTERisques au travers du CNRS, tutelle porteuse du projet.

A l'origine de la création du Technopôle de l'Arbois, le CEREGE (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des géosciences de l'environnement) est une Unité Mixte de recherche qui fédère 5 tutelles : Aix-Marseille Université, le CNRS, l'IRD, le Collège de France et l'INRA. Il regroupe environ 240 chercheurs et ingénieurs qui travaillent sur 4 axes : climat, environnement durable, terre et planètes, ressources réservoirs hydrosystèmes.

La reconnaissance d'ASTERisques se manifeste non seulement par les demandes toujours plus nombreuses de collaborations émanant d'équipes de recherche distribuées sur toute la planète (Europe, USA, Asie), mais également par la venue pendant plusieurs mois au CEREGE de chercheurs et ingénieurs étrangers (Brésil, USA, Chine, Russie, Slovaquie, Allemagne,...) venant se former aux pratiques et techniques qui y sont élaborées et mises en œuvre.

ASTERisques est un équipement de référence mondiale dans la mesure des radionucléides cosmogéniques. Scientifiquement, ces techniques et cette technologie permettent de dater des événements qui ont eu lieu il y a des millions d'années. Ceci s'avère primordial pour des applications géochronologiques liées à l'évolution des hominidés et à leur dispersion, à la quantification de processus complexes contrôlant l'évolution de la surface terrestre et à la paléoclimatologie.

En 2017 une découverte technologique dans le monde des « accélérateurs de particules » a démontré la possibilité d'obtenir des données significativement plus précises que celles qui pouvaient être obtenues jusqu'à maintenant par ASTERisques.

Ainsi, afin que les études, sciences, développement technologique et enseignements développés à travers ASTERisques puissent être maintenus au niveau d'excellence qui était le sien et même d'amplifier le rayonnement et la notoriété du CEREGE, il est nécessaire de faire l'acquisition d'une nouvelle ligne d'analyse.

Incluant un aimant rempli de gaz (GFM), cette ligne d'analyse dédiée aux mesures du nucléide cosmogénique « Aluminium 26 » permettra de renforcer le positionnement du CEREGE aux meilleurs niveaux standards internationaux de ce domaine.

Le budget de cette acquisition est de 407 900 euros. Il se répartit comme suit :

- CNRS (INSU) 184 000 euros HT
- IRD 16 000 euros HT
- Région SUD 98 000 euros HT
- Ressources propres du CEREGE 29 900 euros HT

Aussi, compte tenu de ce qui précède et afin de permettre le financement de ce projet, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence octroie une subvention d'investissement d'un montant de 80 000 euros au CNRS, tutelle porteuse du projet pour le CEREGE (N° guichet unique 2019\_01225) et d'approuver la convention afférente.

Grâce à ce montage financier, l'acquisition et la livraison du matériel pourra s'envisager entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de soutenir le projet d'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules ASTERisques du CEREGE.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement au profit du CNRS pour financer l'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules ASTERisques pour un montant de 80 000 euros.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'investissement au CNRS ci-annexée.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905 nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 324**

**Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix-Marseille Université/CEREGE- Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Fédérant Aix-Marseille Université, le CNRS, l'IRD, le Collège de France et l'INRA, le CEREGE (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des géosciences de l'environnement), implanté sur le technopôle de l'Arbois, est une Unité Mixte de recherche de 240 chercheurs et ingénieurs qui travaillent sur 4 axes : climat, environnement durable, terre et planètes, ressources réservoirs hydrosystèmes.

Reconnues mondialement pour la qualité de ses recherches, les équipes du CEREGE développent de nombreuses collaborations avec les industriels soucieux de réduire l'impact de leur activité sur l'environnement.

C'est le cas du Groupe TOTAL, qui collabore depuis 2014 avec le CEREGE autour d'un outil de datation (la méthode uranium-plomb) appliqué à des carbonates diagénétiques dans différents types de réservoirs géologiques.

Ces analyses sont généralement assurées sur des phases carbonatées de tailles sub-centimétriques.

Les études et techniques développées par le CEREGE permettraient de dater des objets d'échelle micro-métrique, ce qui aurait pour conséquence de réduire la quantité de matière nécessaire pour assurer les analyses et de ne plus être destructeur pour les milieux.

La mise au point de cette nouvelle méthode de datation absolue des carbonates permettrait de résoudre nombre de questions encore en suspens, principalement dans 4 champs d'activité :

- La paléoclimatologie: datation absolue d'archives carbonatées (stalagmites, récifs coralliens) à des fins de reconstitutions de la variabilité climatique et des fluctuations du niveau marin.
- La paléontologie: datation de site à hominidés en milieu karstique (exemple de "Little Foot" et du "Cradle of humankind", d'Afrique du Sud).
- La tectonique: datation absolue des événements tectoniques par datation des carbonates secondaires précipités dans les remplissages de fracture, fente de tension... Un des axes d'applications dans ce domaine est la reconstitution de l'histoire des chaînes alpines (Alpes, Himalaya).
- La géologie des réservoirs sédimentaires: reconstitution des histoires tectoniques, diagénétiques et des circulations fluides. Les applications sont multiples: depuis le stockage des déchets radioactifs ultimes et à vie longue en formation géologique, l'évolution des grands systèmes aquifères, la séquestration géologique du CO<sub>2</sub> et l'exploitation des ressources pétrolières.

Pour répondre à ces enjeux écologiques, Aix-Marseille Université, agissant au nom et pour le compte du CEREGE, souhaite mettre au point et

faire l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à une ablation Laser (LA-ICPMS-HR).

Le budget pour cet équipement est de 110 000€ HT. Il se répartit comme suit :

-Métropole Aix-Marseille-Provence : 80 000€ HT

-Financements privés : 30 000€ HT

Afin de permettre le financement de ce projet, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence octroie une subvention d'investissement d'un montant de 80 000€ à Aix-Marseille Université, agissant au nom et pour le compte du CEREGE et d'approuver la convention afférente. (N° Guichet Unique 2019- 01232)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'Aix-Marseille Université, agissant au nom et pour le compte du CEREGE, sollicite la Métropole pour l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à une ablation Laser (LA-ICPMS-HR) ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande et approuver une convention pour l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix-Marseille Université/CEREGE.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement au profit d'Aix-Marseille Université pour financer l'achat d'une plateforme de datation in situ pour un montant de 80 000 euros.

### Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905 nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Forêt

### 2019 CT2 325

**Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaurecueil en vue de la**

## "valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil D17/D46"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La vallée de l'Arc constitue la première ceinture paysagère du versant sud de Sainte-Victoire. Contrairement au site classé, les piémonts ne bénéficient pas d'actions spécifiques de protection ou de mise en valeur du paysage alors qu'ils sont au contact direct de la poussée urbaine et des activités économiques. Ils sont même les plus sujets aux mutations et processus de banalisation paysagère.

Pour répondre aux enjeux paysagers et environnementaux, les communes de Beaurecueil, Tholonet, Châteauneuf-le-Rouge, Rousset, Puyloubier et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont donc confié une étude diagnostic et conseil au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône.

Cette étude menée en 2016 a notamment permis d'identifier des points noirs paysagers.

Sur la commune de Beaurecueil, le carrefour de la D17 dite « Route Cézanne » et la D46 reliant Beaurecueil à Châteauneuf-le-Rouge constituent un de ces points noirs paysagers mais offre paradoxalement une vue exceptionnelle sur la montagne Sainte-Victoire depuis la « Route Cézanne ».

Une étude Avant Projet a donc été confiée au CAUE en 2018 afin de requalifier ce carrefour. Elle a été présentée et a reçu la validation du maire de Beaurecueil. Cette étude a permis d'aboutir à un projet global comprenant :

- la reprise des abords des deux voies à la suite de l'enfouissement des lignes aériennes (et enlèvement des poteaux) ;
- la fermeture du délaissé routier situé à proximité qui favorise les stationnements temporaires, peu organisés et dangereux,
- et la réhabilitation des constructions patrimoniales situées à proximité telles la fontaine et les restanques, éléments paysagers non négligeables.

L'évaluation financière de ce projet est la suivante :

	Coûts estimatifs (H.T.)	%
Travaux	160.000 €	92,75
Maîtrise d'œuvre	12.500 €	7,25
Total HT	172.500 €	100,00

Ces travaux sont portés en direct par la commune de Beaurecueil.

Les éléments indissociables de cette opération de travaux relèvent à la fois de la compétence communale, compte tenu de leur intervention sur des emprises qui constituent des propriétés

communales, et de l'exercice de la compétence métropolitaine « actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ». Il s'en infère une situation de co-maîtrise d'ouvrage qui justifie le transfert temporaire par la Métropole de sa maîtrise d'ouvrage et sa participation au financement des dépenses de l'opération supportées par la Commune en qualité de maître d'ouvrage unique.

Il est donc proposé de valider cette convention qui fixe les modalités de réalisation de cet aménagement.

La commune de Beaurecueil assure la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération, pour son compte et pour le compte de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de poursuivre, avec la commune de Beaurecueil, commune du Grand Site Sainte-Victoire - Grand Site de France, le programme de suppression des points noirs paysagers du territoire conformément aux objectifs définis dans le cadre du renouvellement de la labellisation portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La nécessité d'approuver le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaurecueil afin de coordonner et regrouper la passation de marchés publics en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil RD17/RD46,
- La nécessité d'approuver la convention permettant de définir les modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaurecueil afin de coordonner et regrouper la passation de marchés publics en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil RD17/RD46.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaurecueil fixant le rôle de chacune des parties et leur implication financière dans le projet de re-qualification du carrefour D17/D46 (192.000 € TTC à la charge de la commune de Beaurecueil et 15.000 € TTC à la charge de la Métropole).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires au financement de la maîtrise d'œuvre sont inscrits sur le Budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 326**

**Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Lors du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017, la délibération n°ENV 009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 adoptées par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille tarifaire pour la saison estivale 2019.

- Il est prévu d'ajouter un nouveau produit :

L'Institut Géographique National et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône assisté du Grand Site Sainte-Victoire et de la Fédération Française de Randonnée Pédestre ont décidé de l'édition d'une nouvelle carte au 1/17 500ème, dans la série « Découverte de lieux d'exception » Loisirs de plein air, intitulée Montagne Sainte-Victoire – Massifs Concors – Grand Site de France.

Modèle 129 – Carte IGN Sainte-Victoire 1/17 500ème, prix public à 9,70 €.

- En outre, il est nécessaire d'ajuster un tarif :

Modèle 19 – TopoGuide La Montagne Sainte-Victoire ... à pied – Grand Site de France – Edition avril 2019, prix public à 15,40 € (en 2018, 15,20 €)

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La décision n°16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018 ;
- La délibération n°ENV 003-5758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire de la régie de recettes.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de compléter l'offre de produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 327**

**Attribution d'une subvention au CERPAM pour l'aide à la mise en œuvre de projets pastoraux dans les massifs forestiers du Pays d'Aix pour l'année 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le CERPAM (Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée) sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention annuelle de 8.000 € afin d'assurer une animation pastorale sur le territoire.

Depuis plusieurs années, le CERPAM travaille en collaboration étroite avec le service Forêt du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre d'opérations sylvopastorales. Depuis 2011, cinq mesures agro-environnementales à objectif de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) ont été contractualisées sur les massifs forestiers dont la

gestion et l'animation sont effectuées par le service Forêt du Territoire du Pays d'Aix, dans le but d'entretenir des aménagements DFCI, de favoriser et pérenniser l'ouverture des milieux forestiers, et de participer à la diminution de leur combustibilité par le pâturage.

L'entretien des travaux forestiers par le pastoralisme permet de diminuer les coûts d'entretien des zones de travaux en réduisant la fréquence du broyage mécanique, de diversifier les modes d'entretien avec une gestion plus écologique et permet également à l'éleveur de pouvoir disposer de secteurs supplémentaires pour faire pâturer son troupeau. Le pâturage génère donc emploi et revenus à plusieurs personnes sur le Pays d'Aix tout en alimentant les filières viande et fromage au niveau local et national.

Dans le cadre d'une Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC) DFCI, le contrat mis en œuvre répond à un cahier des charges strict dans le cadre d'un plan de gestion pastoral. L'éleveur est tenu à une obligation de résultat : un « état de végétation objectif » à atteindre est défini suivant l'importance DFCI de chaque zone. En contre-partie, l'éleveur bénéficie d'une aide financière annuelle (Département, Région, FEADER) pour une durée de 5 ans.

Le CERPAM propose de prendre en charge :

- L'élaboration des priorités d'actions avec les services de la Métropole,
- L'analyse et l'appui à l'émergence de projets pastoraux,
- L'établissement de relations contractuelles entre éleveurs et propriétaires,
- L'aide à la recherche de financements d'investissement pour ces projets,
- La mise en place de l'utilisation des sites,
- La formalisation des relations éleveurs – collectivités,
- La présentation d'un bilan annuel (rapport annuel) d'exécution récapitulant les différentes interventions réalisées durant l'année 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Modalités de paiement :

- Un acompte de 80 % sera versé au moment de la notification de la subvention.
- Le solde de 20 % sera versé sur présentation du bilan annuel financier et du rapport des opérations (certifié par le Président et le Trésorier du CERPAM). Ce bilan annuel peut-être provisoire. Le versement du solde doit être demandé durant l'année N, et ceci avant les opérations de clôture de l'exercice budgétaire.

Le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit, avant d'accorder le versement du solde, de demander une copie des factures afférentes dans la limite des dépenses réelles retracées dans le bilan de l'opération.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association communiqué lors de la demande de subvention, selon les procédures comptables en vigueur.

Renseignements administratifs :

N° G U	Manifestation Action	Association	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global de l'opération	Subvention solicitée	Convention d'objectifs oui/non
2019_00837	Partenariat pastoralisme	CERPAM	PIDAF	8.000 €	10.613 €	8.000 €	non

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Territoire du Pays d'Aix, entend poursuivre sa collaboration avec le CERPAM afin de développer le pastoralisme dans les espaces boisés, source de protection des espaces forestiers par diminution de la biomasse combustible mais aussi, et surtout, source d'économie et d'emplois dans les territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 21 mai 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les éléments exprimés ci-dessus.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 8 000 euros au CERPAM pour l'année 2019.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 328**

**Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité « Protection et Valorisation des espaces forestiers » sur les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux dépôts de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des résidus...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_051 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 attribuant une subvention à l'association IE13 au titre de l'année 2019 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 21 mai 2019.

### **Où il le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets**

### **2019 CT2 329**

**Rapport annuel 2018 du concessionnaire pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge de l'ISDnD Arbois situé sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois via une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la Matière Organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO2 sur toute la durée du contrat.

La société Arbois BioEnergie a contractuellement la charge de la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est en totalité réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique en contrepartie de la cession du gisement de biogaz. Le Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

L'objet du présent rapport est de présenter le Rapport Annuel d'Activité de l'installation de valorisation des biogaz pour l'année 2018.

### **a) Bilan Environnemental**

Le bilan environnemental de l'unité est à ce jour en amélioration, en effet depuis le remplacement du fût de la torchère BG500 et l'arrêt du traitement des lixiviats sur les modules de co-génération, les teneurs en métaux lourds constatées en sortie des torchères sont désormais conformes aux valeurs limites d'émissions imposées dans l'Arrêté Préfectoral d'exploitation de l'ISDnD.

En revanche, il est à noter que les rejets atmosphériques des groupes électrogènes sont en légère dérive, en effet deux des trois moteurs ont des rejets dépassant les seuils fixés sur les NOX. Pour remédier à cette problématique, une campagne d'entretien et de réglage des moteurs suivie d'une nouvelle analyse des rejets sont programmées.

### **b) Bilan Financier 2018**

L'année 2018 a été la septième année pleine en terme de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 12.922.946 Nm<sup>3</sup> de biogaz, de produire une énergie totale de 20,6 GWh électrique et d'éviter le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.700 tonnes de CO2. D'un point de vue financier, ces opérations ont généré une recette nette pour le Pays d'Aix de 679.216€.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 86% pour un engagement minimum contractuel de 85%.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 24€/tonne au lieu de 33€/tonne. Cela a représenté effectivement en 2018 une économie de TGAP d'environ 1.350.000€HT pour le Pays d'Aix.

En 2018, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,03M€.

### **c) Evolution Contractuelle**

Les obligations réglementaires imposées par les services de la DREAL ont contraint le territoire du Pays d'Aix à mettre en place sur le site de l'Arbois une unité d'épuration des lixiviats adaptée à la nature des effluents ainsi qu'aux contraintes environnementales du site. Ainsi, la problématique majeure de l'installation réside dans sa capacité à rejeter au milieu naturel un résidu d'épuration appelé perméat assimilable à de l'eau osmosée. Dans ce contexte et notamment en l'absence d'autorisation de rejet aqueux au milieu naturel pour une évacuation régulière et pérenne d'effluent traité, il a été décidé d'évaporer le perméat produit sur les modules de co-génération adossés à l'unité de valorisation des biogaz.

A cette occasion le Maître d'Ouvrage a élargi la réflexion sur la capacité et le process de valorisation du biogaz, afin d'une part de pérenniser le bénéfice d'une TGAP bonifiée du fait de la performance énergétique de la valorisation du biogaz (>75%) et d'autre part de sécuriser le niveau de recettes sur la durée en évaluant la pertinence de bloquer des tarifs de revente d'énergie intéressant.

Si des contraintes juridico-financières ont empêché la démarche d'optimisation économique de la concession sur la durée, en revanche un avenant cadrera continuellement l'évaporation du perméat (résidu de traitement des lixiviats) en lieu et place de lixiviats. Cette opération permettra à l'opération de continuer de bénéficier de la prime à la co-génération, la moitié des bénéfices générés seront reversés au Pays d'Aix contribuant ainsi à améliorer le bilan financier de l'opération par la perception de cette prime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte du rapport annuel 2018 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Il est pris acte du rapport annuel 2018 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 330**

#### **Demande de subventions pour les actions 2019 menées dans le cadre du plan de prévention des déchets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix a maintenu sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme de Prévention. Celui-ci regroupant les actions menées au niveau du Territoire sera intégré au Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés (PMPDMA).

Ce rapport présente le budget associé aux actions détaillées en annexe (ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil de Territoire du 21 mars 2019) et les plans de financement correspondants, permettant de solliciter des subventions auprès des partenaires financiers.

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2019 et décrites au sein de l'annexe à cette délibération a été classé par nature : Investissement et Fonctionnement.

#### **Dépenses d'investissement :**

##### Dépenses d'investissement :

Actions d'investissement 2019	DÉPENSES	RECETTES Propositions financières 2019 Financement maximal*		
	Montant En € HT	Financiers	%	Montant en €HT
Acquisition de composteurs individuels	77 500	CD13	30%	37 869 €
Distribution des composteurs individuels	5 000			
Acquisition de lombricomposteurs individuels	15 000	REGION PACA	15%	18 935 €
Acquisition de composteurs pédagogiques	250			
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences	500	ADEME	16%	20 181 €
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	10 400	Life (Europe)	19%	24 000 €
Acquisition d'un caisson de réemploi, caisson « donnerie » et de panneaux	13 300			
Acquisition de panneaux d'information pour les déchèteries	4 200	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	25 246 €
<b>TOTAL 2019</b>	<b>126 230 €</b>			<b>126 230 €</b>

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet LIFE IP Smart

Waste PACA/ LIFE16IPEFR005 notamment, et des réponses aux appels à projets... ).

### Dépenses de fonctionnement :

Actions de Fonctionnement 2019	DÉPENSES		RECETTES Propositions financières 2019			
	Nature fonctionnement	Montant (€ HT)	Financiers	%	Montant (€ HT)	
<b>Dépenses non subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>132 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>132 400</b>	
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	65748	7 000				
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	65748	5 800				
Subvention à la Ressourcerie Evolio	65748	7 000				
Subvention à la Ressourcerie Emmaüs	65748	10 000				
Subvention à la Ressourcerie Valtre – Histoire sans fin	65748	32 000				
Subvention à la Ressourcerie De fil en aiguilles	65748	23 000				
Subvention Unité	65748	3 500				
Subvention La Nouvelle Mine	65748	15 000				
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage	611	10 000				
Supports de communication compostage individuel, actions de prévention et achat éco responsable	6236	8 300				
Impression supports de communication compostage individuel, lombricompostage et éco mobilier	6236	10 000				
Acquisition d'objets promotionnels (set de jardinage)	60631	800				
<b>Dépenses subventionnées</b>	<b>Sous total</b>	<b>68 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>68 400</b>	
Accompagnement des porteurs de projet dans la lutte contre le gaspillage alimentaire	617	50 000	ADEME	20%	13 680	
Animations dans la grande distribution « Mieux consommer, moins jeter »	611	11 300				
Conception de supports de communication « Mieux consommer, moins jeter »	6236	4 200	REGION PACA	29%	19 836	
Impression supports de communication « Mieux consommer, moins jeter »	6236	2 100	Métropole AMP – Pays d'Aix	51%	34 884	
Impression guide du don alimentaire	6236	800				
<b>Dépenses subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>182 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>182 400</b>	
Accompagnement du projet DAE						
Conception de supports de communication	6236	4 200				
Impression supports de communication DAE	6236	3 000	ADEME	40%	72 960 €	
Distribution supports DAE	611	16 600				
Acquisition de cabas réutilisables	60632	13 000				
Acquisition d'autocollants stop pub	60632	2 000				
Education à l'environnement (Prévention)	611	75 000	REGION PACA	40%	72 960 €	
Impression supports de communication et kits pédagogiques prévention	6236	5 000				
Impression supports de communication compostage collectif	6236	1 600	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	36 480 €	
Développement et suivi du compostage collectif	611	62 000				
<b>TOTAL 2019</b>		<b>383 200 €</b>			<b>383 200 €</b>	

Les demandes de subvention, objets du présent rapport ne portent que sur la dernière partie du tableau de détail ci-dessus (soit 182.400€ de dépenses). Les autres actions étant soit déjà subventionnées par ailleurs soit retenues par les partenaires financiers.

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet LIFE intégré notamment, et des réponses aux appels à projets...).

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Sur la base du budget prévisionnel 2019, et compte-tenu du fait qu'il existe des dépenses de fonctionnement et d'investissement, les plans de financement prévisionnels suivants sont proposés (par type de recettes)

Plan de financement prévisionnel:

Programme de prévention des déchets 2019		
Dépenses d'investissement		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13, Life (Europe), Région, Ademe, DRAAF	80%	100 984 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	25 246 euros

Programme de prévention des déchets 2019		
Dépenses de fonctionnement		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13, Life (Europe), Région, Ademe, DRAAF	80%	145 920 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	36 480 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération n°2019\_CT2\_139 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 portant sur le programme de prévention des déchets-Bilan 2018 et perspectives 2019 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programme de prévention des déchets pour le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019 ;
- Que dans le cadre de ce programme, la Métropole sollicite l'aide financière auprès

de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les recettes de fonctionnement correspondantes seront constatées sur Budget annexe Service Public d'Élimination de Déchets du Territoire du Pays d'Aix – chapitre :74 Nature : 74788 Fonction : 7212.

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget annexe Service Public d'Élimination de Déchets du Territoire du Pays d'Aix– Nature : 1328 ; 1323 et 1322 Fonction : 7212 et 7213.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 331

**Validation du programme de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie de Meyreuil**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau actuel des déchèteries du Pays d'Aix est important et offre aux habitants du territoire, un Service Public de collecte des déchets encombrants de qualité.

Plusieurs sites ont été rénovés ces dernières années (Aix-en-Provence, Pertuis, les Pennes-Mirabeau,...). Cependant, la fréquentation augmente chaque année et certaines déchèteries connaissent aujourd'hui des problèmes d'encombrement liés en particulier à la difficulté de circuler à l'intérieur des sites.

Avec près de 5.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie de Meyreuil en fait partie avec une entrée et sortie commune et une plateforme de déchargement très étroite, en cul de sac.

L'objectif principal des travaux consiste donc à créer un flux traversant, à sens unique, avec entrée et sortie différenciées afin de faciliter la circulation des usagers.

Dans ce contexte, il est proposé de valider le programme de travaux qui permettra de créer un équipement accueillant et dimensionné au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Ces investissements sont estimés à 180.000€HT.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Réalisation d'une nouvelle voie d'accès à la déchèterie avec entrée au bout de la plateforme de déchargement,
- Création d'une dalle béton pour recevoir les caissons D3E et DDS sur le nouvel emplacement dédié,
- Mise en place de clôtures et portails,
- Création d'un bassin de rétention,
- Aménagement et extension du réseau de récupération des eaux pluviales et du réseau d'eaux usées,
- Aménagement de l'éclairage extérieur.

L'estimation repose sur l'étude de définition réalisée en décembre 2018.

En amont des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence lance une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet,
- de déposer le dossier de permis de construire nécessaire à la réalisation du projet,

- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

La prestation de maîtrise d'œuvre a été estimée à 20.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Meyreuil s'élèvent à :

- 20.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre ;
- 180.000€HT pour les travaux de requalification ;

soit un total de 200.000€HT.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : été 2019
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire : automne 2019
- Obtention du permis de construire : fin 2019
- Réalisation des travaux : 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et déchets du 21 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Meyreuil.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de modernisation de la déchèterie de Meyreuil pour un montant estimé à 200.000€HT.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : nature 2128 fonction 7213 opération 184AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 332**

**Validation du programme de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie d'Éguilles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau actuel des déchèteries du Pays d'Aix est important et offre aux habitants du territoire, un Service Public de collecte des déchets encombrants de qualité.

Plusieurs sites ont été rénovés ces dernières années (Aix-en-Provence, Pertuis, les Pennes Mirabeau...). Cependant, la fréquentation augmente chaque année et certaines déchèteries connaissent aujourd'hui, des problèmes d'encombrement liés en particulier à la difficulté de circuler à l'intérieur des sites.

Avec plus de 10.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie d'Éguilles en fait partie avec une entrée et sortie commune et une plateforme de déchargement étroite, en cul de sac.

L'objectif principal des travaux consiste donc à créer un flux traversant, à sens unique, avec entrée et sortie différenciées afin de faciliter la circulation des usagers.

Dans ce contexte, il est proposé de valider le programme de travaux qui permettra de créer un équipement accueillant et dimensionné au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Ces investissements sont estimés à 380.000€HT.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Réalisation d'une nouvelle voie d'accès à la déchèterie avec entrée au bout de la plateforme de déchargement,
- Création d'une dalle béton pour recevoir les caissons réemploi, D3E et DDS, sur un nouvel emplacement,
- Construction d'un quai supplémentaire en bout de plateforme pour permettre la mise en place d'une benne mobilière,
- Mise en place d'un abri modulaire pour l'agent au niveau de la nouvelle entrée avec raccordement au réseau électrique,
- Mise en place de clôtures et portails,
- Création d'un bassin de rétention,
- Aménagement et extension du réseau de récupération des eaux pluviales et du réseau d'eaux usées,
- Aménagement de l'éclairage extérieur.

L'estimation repose sur l'étude de définition réalisée en décembre 2018.

En amont des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence lance une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet,
- de déposer le dossier de permis de construire nécessaire à la réalisation du projet,
- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

La prestation de maîtrise d'œuvre a été estimée à 20.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie d'Éguilles s'élèvent à :

- 20.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre ;
- 380.000€HT pour les travaux de requalification ;

soit un total de 400.000€HT.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : mai 2019
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire : été 2019
- Obtention du permis de construire : automne 2019
- Réalisation des travaux : mars 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et déchets du 21 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie d'Éguilles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de modernisation de la déchèterie d'Éguilles pour un montant estimé à 400.000€HT est approuvé.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : nature 2128 fonction 7213 opération 184AP qui présente les disponibilités suffisantes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 333**

**Validation du programme de travaux de création d'une aire de lavage pour les bennes à ordures ménagères du centre de transfert de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a fait l'acquisition en novembre 2016 du centre de transfert de déchets de Pertuis. Celui-ci appartenait auparavant à la Communauté Territoriale Sud Luberon (Cotelub).

Le Pays d'Aix a engagé depuis cette date, des gros travaux de rénovation : changement de plusieurs trémies, dépollution puis mise en œuvre d'un nouveau bardage, amélioration de l'éclairage...

Aujourd'hui, le centre de transfert possède un espace rudimentaire et non sécurisé pour laver les véhicules de collecte et le matériel en place, très sommaire, ne permet pas de laver correctement les véhicules.

C'est pourquoi, il est proposé de construire sur le site, une nouvelle aire de lavage moderne et sécurisée qui sera réservée exclusivement aux véhicules de collecte du pôle de Pertuis. Un emplacement d'environ 1.000m<sup>2</sup> est disponible sur le site pour aménager cet équipement.

Par ailleurs, un diagnostic du pont bascule du site a confirmé sa vétusté et la nécessité de le remplacer rapidement.

L'objectif principal des travaux consiste donc d'une part, à construire une aire de lavage pour les véhicules de collecte de pôle de proximité Nord et d'autre part, à installer un nouveau pont bascule en remplacement de l'ancien pont existant.

Dans ce contexte, il est proposé de valider le programme de travaux qui permettra d'offrir aux agents du Pôle, un équipement de lavage des bennes de qualité et aux usagers, un nouvel équipement de pesée fiable et pérenne.

L'ensemble des investissements est estimé à 280.000€HT.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Construction d'une aire bétonnée pour le lavage des véhicules avec récupération et traitement des eaux souillées,
- Création d'une plateforme de circulation en amont et en aval de l'aire bétonnée,
- Installation d'un groupe haute pression avec lance et enrouleur,

- Mise en place d'un local pour le groupe et le stockage des matériels et produits avec raccordement au réseau électrique,
- Mise en place de clôtures et portails,
- Aménagement du réseau de récupération des eaux pluviales et traitement des eaux avant rejet,
- Aménagement de l'éclairage extérieur,
- Pose d'un nouveau pont bascule en lieu et place du pont existant.

L'estimation repose sur l'étude de définition réalisée en janvier 2019.

En amont des travaux, une consultation sera lancée afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet,
- de déposer le dossier de permis de construire nécessaire à la réalisation du projet,
- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

La prestation de maîtrise d'œuvre a été estimée à 20.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux d'aménagement du centre de transfert de Pertuis s'élèvent à :

- 20.000€HT pour les missions de maîtrise d'œuvre ;
- 280.000€HT pour les travaux de requalification ;

soit un total de 300.000€HT.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : 2ème trimestre 2019
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire : 3ème trimestre 2019
- Obtention du permis de construire : 4ème trimestre 2019
- Démarrage des travaux : 4ème trimestre 2019
- Fin des travaux : 2ème trimestre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et déchets du 21 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux d'aménagement du centre de transfert de Pertuis avec la construction d'une aire de lavage des véhicules et l'installation d'un nouveau pont bascule.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux d'aménagement du centre de transfert de Pertuis pour un montant estimé à 300.000€HT.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : nature 21351 fonction 7213 opération 184AP.

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 334

**Attribution d'une subvention à l'association des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour l'année 2019 et ajustement du montant versé en 2016**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets. Le compostage et la sensibilisation au compostage sont des actions importantes du futur Programme Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône souhaite mettre en œuvre des actions de compostage sur leur site Croq'jardin à la Roque d'Anthéron. Pour l'année 2019, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 7.000€ pour sa plate-forme de compostage de proximité ainsi que toutes les formations qui y sont associées.

Par ailleurs pour information, pour l'année 2019, l'association sollicite également une subvention au titre de l'agriculture pour un montant de 7.000€.

## 1 – PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DES FOYERS RURAUX DES BOUCHES DU RHÔNE

### Présentation générale

La Fédération d'animation et d'éducation populaire en milieu rural fédère 28 associations d'animations et de développement du milieu rural, soit près de 6 000 adhérents pour 50 communes rurales des Bouches-du-Rhône. La FDFR 13 mène tout au long de l'année une mission de « Tête de réseau » pour et avec les associations villageoises en développant les axes suivants :

- Développer des actions de partenariat avec les partenaires locaux et territoriaux,

- Soutenir dans leur développement les associations adhérentes,

- Accompagner et former les dirigeants bénévoles et les acteurs associatifs,

- Promouvoir l'éducation populaire, comme un précieux bien public, générateur de lien social,

- Agir ensemble pour l'accès à la pratique associative et la formation pour tous,

- Défendre une éthique et des valeurs du Mouvement Rural et du respect du Territoire,

- Impulser de nouvelles orientations et collaboration entre acteurs associatifs et territoriaux pour un bien commun,

- Agir pour la formation et l'emploi des jeunes par de nouveaux services de proximité en milieu rural,

- Développer la mise en réseau et les échanges avec les différents acteurs associatifs implantés sur le territoire rural.

Le budget prévisionnel général de l'association est de 323.387€ pour l'année 2019.

### Le site de Croq'jardin

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône a créé le site de croq'jardin il y a une quinzaine d'années sur un espace d'un hectare sur la commune de la Roque d'Anthéron. L'association a développé en 2012 une plate-forme de compostage de proximité afin de valoriser les bio-déchets de producteurs locaux (habitants, commerçants, cuisines collectives de la Roque d'Anthéron). Elle permet actuellement de traiter **19,5 tonnes de bio-déchets et 6 tonnes de déchets verts** d'agriculteurs en compost de qualité biologique. Cette installation accueille du public pour des **ateliers de sensibilisation aux techniques de compostage et au jardinage écologique**. D'autre part, elle forme les **porteurs de projets et les référents de sites** souhaitant mettre en place des opérations de compostage sur leurs quartiers, sur leurs communes ou dans leurs établissements.

## 2 – BILAN DE L'ANNÉE 2018

L'association a développé plusieurs actions l'année dernière :

### Collecte et traitement des points de compostage

En 2018, l'association a collecté les biodéchets de plusieurs cantines collectives, de 3 restaurants, de 2 magasins d'alimentation et 2 résidences sur la commune de la Roque d'Anthéron. Deux nouveaux sites ont été collectés en cours d'année : la crèche et une conserverie. Par contre, la Maison Familiale et Rurale s'est équipée de composteurs collectifs et l'association ne collecte plus ses biodéchets. Trois services civiques ont été formés et accompagnés par un tuteur en charge de la collecte et du traitement, un animateur maître composteur a été en charge de la gestion et l'animation du programme.

### Broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires et expérimentation

Pour les agriculteurs, la plate-forme de compostage offre un lieu d'**expérimentation** sur l'usage de différents composts et leur intérêt agronomique (compost de déchets verts « méthode Jean Pain » compostage en bacs, mulching...). L'association a conduit en 2018 des tests de compost et mulching à partir de broyat de résineux. Une fiche pratique de ces expérimentations a été élaborée en lien avec le réseau compost citoyen PACA.

Durant l'été 2018, l'association a expérimenté plusieurs techniques utilisant le bois, les feuilles et le compost de résineux (pins sylvestre majoritaire) sur quelques parcelles du jardin. L'objectif était de constater si ces différentes techniques étaient plus ou moins favorables à la croissance des plantes potagères et si le pH du sol était modifié ainsi que sa structure et sa fertilité.

Il a été procédé à 4 essais :

- paillage de vivace,
- butte forestière,
- compost de résineux,
- paillage avec des aiguilles de pins.

Globalement, ces 4 essais ont donné des résultats positifs et invitent à dire qu'il est possible d'utiliser le bois et les aiguilles de résineux (pin) pour pailler, composter, amender au sol avec un pH au départ équilibré.

### Développement du compostage sur les quartiers

L'objectif 2018 était de pérenniser et de consolider cette action en développant sur 2 résidences (Trou de magnan et Jacourlette). Ce développement n'a pas pu démarrer faute d'accord avec les bailleurs sociaux qui n'ont pas donné une suite favorable à la proposition de l'association.

### Accueillir et informer le public

L'association a organisé plusieurs manifestations :

- 29 et 30 mars Créer et animer un jardin : Techniques de compostage et jardin au naturel et

puis 24 et 25 mai : aménagement - 11 participants dont 3 stagiaires du Pays d'Aix.

- 6 mai : Tous au jardin : Atelier « les petites bêtes du compost » animé par le Colibricole - 200 participants.

- 18 août : Cuisine participative : Lors des ateliers cuisine, l'association sensibilise les participants au compostage des biodéchets de cuisine – 68 participants.

- Tout au long de l'année : 515 visiteurs

### Former les agents et les jardiniers paysagistes

D'autre part, il a été réalisé deux **formations aux techniques de compostage et de gestion intégrée des déchets verts**, les 13 et 20 avril 2018, à l'attention des agents des collectivités et des jardiniers paysagistes (22 stagiaires).

Le tableau suivant récapitule les objectifs et les moyens techniques et humains mis en œuvre et les résultats obtenus.

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats obtenus
1/ Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage	Un référent + services civiques	Collecte 3 fois par semaine  Un véhicule de collecte 8 bacs de 1 000 litres « made in Croq Jardin »	Toute l'année	19,5 tonnes de déchets compostés  Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique
2/ Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires	Un référent + services civiques	Un broyeur Saelen Premium  Une aire de compostage méthode « Jean Pain »	Broyage d'automne et de printemps	Éviter la mise à feu des branchages et des résidus de cultures Valoriser en circuit court les déchets verts en compost Faire la démonstration de l'utilité du compost de déchets verts Pour améliorer la qualité physique du sol

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats obtenus
3/ Développer le compostage sur les quartiers de Trou de Magnan et Jacourlette				Non réalisé par faute avec les bailleurs
4/ Accueillir et informer le public (500 personnes/an) les porteurs de projets (environ 50 personnes/an) sur les techniques de compostage sur notre aire pédagogique de compostage.	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information sur les techniques de compostage et le jardinage biologique.	Un jardin productif entièrement équipé et entretenu selon les techniques agro-écologiques	De mars à novembre (ouverture du jardin au public) Plusieurs week end portes ouvertes et animations	Apporter une information de qualité aux personnes porteuses de projet démarrer ou améliorer techniques ou opération compostage
5/ Former les agents et les jardiniers paysagistes à la gestion intégrée des déchets verts et technique de compostage	Un formateur certifié « maître composteur »	Deux modules « Tout public » et un module « animateur »	Modules proposés au printemps	Améliorer les compétences des agents et des paysagistes pour mieux gérer les déchets verts avec des techniques agro écologiques afin de limiter l'usage de pesticides

### Quantité de biodéchets collectée par producteur :

Producteurs	Volume moyen hebdomadaire en litres	Quantité annuelle en litres	Converti en
Cuisines collectives : 1 - Cantine scolaire (3 écoles) 2 - Maison de retraite Oustaou 3 - Maison Familiale et Rurale (MFR) 4 - Crèche	200 l	10.400 l	
Restaurants : 5 - Bocage 6 - Cesar 7 - Grain de sel	50 l	2.600 l	
Magasins d'alimentation : 8 - SPAR 9 - Conserverie Denise	300 l	10.400 l	
Résidences : 10 - Bremone 11 - Resquillette	200 l	10.400 l	
Apports sur Croq jardin	100 l	5.200 l	
<b>TOTAL</b>		<b>39.000 l</b>	<b>19.</b>

Le volume de déchets organiques collecté sur l'année est de 39.000 litres. L'association a retenu un ratio de 50% pour calculer le poids moyen (variable selon le degré d'humidité), ce qui donne une valeur moyenne de 19.500 Kg. La plate-forme a permis de traiter 19,5 tonnes de bio-déchets issus de la collecte et 6 tonnes de déchets verts en provenance des agriculteurs afin de les transformer en compost de qualité biologique.

### Écarts constatés entre 2017 et 2018 :

- Quartier la Resquillette : vol répété des poubelles de tri du compost de l'association. Par conséquent, les quantités collectées ont baissé car les poubelles restantes sont plus éloignées.

- La Maison Familiale et Rurale de la Roque d'Anthéron s'est équipée de composteurs. Les

biodéchets ne sont plus collectés par l'association depuis septembre.

- Magasin SPAR : les quantités de biodéchets ont baissé car il y a eu un changement de gestionnaire du magasin.

- Conserverie Denise : ouverture de ce magasin depuis juin.

- Crèche : nouveau point collecté depuis septembre.

### 3 – DESCRIPTION DU PROJET 2019

Thèmes	Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier Durée	Résultats attendus
1/ Collecte et traitement	Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage : - 2 cantines - 3 restaurants - 2 magasins - 2 résidences (70 habitants)	Un référent + services civiques	Un véhicule de collecte 8 bacs de 1000 litres « made in Croq Jardin »	Toute l'année 3 collectes par semaine	10 points de collecte sur la commune 20 tonnes de déchets compostés. Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique
2/ Accueil grand public	Plus de 500 personnes visitent chaque année Croq Jardin et sont ainsi sensibilisées aux « bienfaits » du compostage et du traitement écologique des espaces verts	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information sur les techniques de compostage et le jardinage biologique.	Un jardin productif entièrement équipé et entretenu selon les techniques agro-écologiques	Ouverture du 15 mars au 15 octobre	500 visiteurs attendus
3/ Formation « gestion des déchets verts »	Former les professionnels et le grand public aux techniques de gestion « in situ » des déchets verts pour éviter le brûlage ou la mise en déchèterie	Un formateur « maître composteur »	2 journées x 7 h Salle de formation	Modules proposés en Avril Mai septembre octobre	20 stagiaires attendus

Thèmes	Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier Durée	Résultats attendus
4/ Stage jardin bio aux 4 saisons	Permettre aux jardiniers « amateurs » du Pays d'Aix d'améliorer leurs pratiques de jardinage en utilisant aux mieux les « déchets verts » du jardin et comprendre l'intérêt et les techniques de compostage de tous les déchets organiques	Un maître composteur	4 modules par an de 7h Salle de formation	Tout au long de l'année	6 à 10 stagiaires par session
5/ Manifestations participatives	Durant ces manifestations familiales grand public des ateliers de compostage sont mis en place pour initier les personnes présentes au compostage des déchets de cuisine produit durant ces manifestations	Un maître composteur	4 journées x 7 h Salle de formation	Tout au long de l'année	300 personnes attendues

### 4 - PLAN DE FINANCEMENT 2019

DÉPENSES				RECETTES	
<b>Charges directes</b>				<b>Ressources propres</b>	
Achats				Vente formations	6.068 €
Achat matières et fournitures		3.000 €			
Services extérieurs					
Locations		600 €			
Assurances		1.138 €			
Autres Services extérieurs					
Rémunérations intermédiaires et honoraires		5.400 €		Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays d'Aix	7.000 €
Charges de personnel					
Rémunérations des personnels					
<b>Charges indirectes</b>					
Charges fixes de fonctionnement		2.930 €			
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>13.068 €</b>		<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>13.068 €</b>
Emplois des contributions volontaires en nature		5.000		Contributions volontaires en nature	5.000
Personnel bénévole					
<b>TOTAL</b>		<b>18.068 €</b>			<b>18.068 €</b>

La subvention demandée à la Métropole de 7.000€ représente 54 % du total des produits hors contributions volontaires.

## **5 - AJUSTEMENT DU MONTANT VERSÉ POUR 2016**

Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de verser une subvention de 11.000€ à l'association au titre de 2016 pour son projet de sensibilisation au compostage d'un montant de 49.636€ (Délibération n°2016\_CT2\_125 – N° GU : 2016\_00658).

Un premier acompte, représentant 70% de la somme votée, a été mandaté le 18/10/16 pour un montant de 7.700,00 € par mandat n°2701 – Bordereau n°549.

La lettre de notification ne faisant pas apparaître les modalités de versements de la subvention, l'association a transmis par erreur une demande de versement en fin d'année 2016 avant la clôture de l'exercice.

Après analyse des pièces justificatives nécessaires au mandatement du solde, et au vu des documents transmis et de la réalisation partielle du budget initial (44 122,00 € soit 89 % du budget prévisionnel) un solde proratisé a été versé à l'association pour un montant de 2 077,90 € (mandat n° 3486 - bordereau n°706).

Par courrier du 27 février 2017, Monsieur Michel GANDOLFI, Président de l'association des Foyers Ruraux transmet une demande de solde complémentaire en justifiant de la réalisation financière de l'action, soit un montant réalisé de 49 744,00 €.

Afin de régulariser le solde de ce dossier proratisé, et à titre dérogatoire, il convient aujourd'hui de procéder au versement du solde complémentaire de cette subvention pour un montant de 1 222,10 €.

## **6 - MODALITÉ DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande de l'association ;

- le solde (soit 20%) sera versé sur production du compte rendu de l'action signé par le Président et le trésorier et un bilan qualitatif - quantitatif (ou compte rendu de l'action).

Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'association.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

L'association de La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 7.000€.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quilnon
2019-00844	Prévention des déchets : compostage	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	Compostage	7.000 €	13 088 €	7.000€	7.000 €	N

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_125 du Conseil de territoire du 23 juin 2016

attribuant une subvention à l'association  
Fédération Départementale des Foyers  
Ruraux des Bouches-du-Rhône ;

- L'avis de la Commission de Territoire  
Environnement et Déchets du 21 mai  
2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer une subvention à  
l'association Fédération Départementale  
des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône  
pour l'année 2019 et d'ajuster le montant  
de la subvention attribuée en 2016.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de  
7.000€ à l'association Fédération Départementale  
des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour  
l'année 2019.

**Article 2 :**

Est attribué un ajustement de la subvention  
attribuée en 2016 d'un montant de 1.222,10€.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou  
son représentant est autorisé à signer toutes les  
pièces relatives à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget  
Annexe Service Public d'Élimination des Déchets –  
Territoire du Pays d'Aix, en section de  
Fonctionnement : chapitre : 65, nature : 65 748,  
fonction : 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire  
adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le  
transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement**

**2019 CT2 335**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de  
Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage  
n°18/0375 pour la réalisation des réseaux d'eau  
potable, d'assainissement et de pluvial au  
niveau de l'entrée de ville de Belcodène sur la  
commune de Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil  
de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-  
Marseille-Provence, établissement public de  
coopération intercommunale (EPCI), s'est  
substituée de plein droit aux six anciens EPCI  
fusionnés conformément aux dispositions de la loi  
n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de  
l'action publique territoriale et d'affirmation des  
métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015  
dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce,  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses  
communes membres, les compétences définies par  
l'article L. 5217-2 I du Code Général des  
Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en  
application de l'article L.5218-2 I du même Code,  
les communes ont continué d'exercer depuis cette  
date les compétences prévues au I de l'article  
L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six  
anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter  
du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les  
compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du  
CGCT que les communes n'avaient pas transférées  
à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays  
d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et  
assainissement, en ce inclus l'assainissement  
pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce  
n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la  
Métropole exerce cette compétence en lieu et place  
des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène sur la commune de Fuveau. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 143.009,00€HT, soit 171.610,80€TTC répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 22.352,00€HT, soit 26.822,40€TTC,
- pour la compétence assainissement, 35.607,00€HT, soit 42.728,40€TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 85.050,00€HT, soit 102.060,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Fuveau.

En effet, au cours de l'exécution du chantier, la commune a été amenée à constater des plus-values et des moins-values par rapport aux quantités initialement estimées. De plus, des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires pour satisfaire aux prescriptions techniques du délégataire et du maître d'ouvrage.

Enfin, cet avenant permet aussi de corriger une erreur matérielle d'affectation des montants concernant la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 143.009€HT à 163.555€HT, soit une augmentation globale de 14,4%, répartis comme suit :

- une augmentation de 27,1% pour la compétence eau potable, portée à 28.400€HT, soit 34.080€TTC,
- une augmentation de 14,1% pour la compétence assainissement, portée à 40.615€HT, soit 48.738€TTC,
- une augmentation de 5,8% pour la compétence eaux pluviales, portée à 89.975€HT, soit 107.970€TTC,
- une enveloppe portée à 4.565€HT, soit 5.478€TTC pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0375 avec la commune de Fuveau pour la réalisation

des réseaux d'eau potable,  
d'assainissement et de pluvial au niveau  
de l'entrée de ville de Belcodène.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0375 avec la commune de Fuveau pour la réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 336**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/0376 pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide sur la commune de Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de

permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée pour trois opérations :

- l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin du Chalet Suisse,
- la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat,
- l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de Grande Bastide.

Cette convention portait sur une enveloppe globale initiale de travaux de :

- 279.398,00€HT pour la compétence eau potable,
- 890.610,00€HT pour la compétence assainissement.

Par délibération n°FAG 018-4722/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de prendre en compte les prestations complémentaires rendues nécessaires par le déroulement des chantiers, ainsi que d'ajuster la répartition entre les compétences eau potable et assainissement en fonction des travaux à réaliser. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 224.073€HT pour la compétence eau potable,
- 963.966,29€HT pour la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Fuveau.

En effet, et concernant l'opération de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat, des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires pour s'adapter aux aléas de chantier et pour satisfaire aux prescriptions techniques du délégataire et du maître d'ouvrage.

D'autre part, l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin du Chalet Suisse avait été engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement. Il convient d'ajuster les montants de la convention aux dépenses réellement constatées par la commune et soumises au remboursement de la Métropole. En effet, s'agissant d'une opération engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement, les dépenses effectuées avant le transfert des compétences ne donnent pas lieu à remboursement.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 1.170.008,00€HT, soit 1.404.009,60€TTC à 980.450,49€HT, soit 1.176.540,59€TTC, soit une baisse globale de 16,2%, répartis comme suit :

- Pour la compétence eau potable, 130 897,60 € HT, soit 157 077,12 € TTC, soit une baisse de 41,6 % par rapport à l'avenant 1 et une baisse de 53,2 % par rapport à la convention initiale ;
- Pour la compétence assainissement, 849 552,89 € HT, soit 1 019 463,47 € TTC, soit une baisse de 11,9% par rapport à l'avenant 1 et une baisse de 4,6 % par rapport à la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 018-4722/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative à l'opération Grande

Bastide, opération du Chalet Suisse, opération du Grand Vallat sur la commune de Fuveau ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) n°18/0376 avec la commune de Fuveau pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) n°18/0376 avec la commune de Fuveau pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 337**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Bouc-Bel-Air au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Bouc-Bel-Air, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, portant sur deux opérations :

- reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches,
- démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage.

Cette convention portait sur une enveloppe globale initiale de travaux de :

- 2.314.617,50€HT pour la compétence eau potable,
- 263.000,00€HT pour la compétence assainissement.

Par délibération n°FAG 012-4267/18/BM du 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de prendre en compte les surcoûts liés au désamiantage de l'unité à démanteler. Ce premier avenant portait l'enveloppe affectée à la compétence eau potable à 2.516.881€HT et

n'affectait pas l'enveloppe de la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la commune de Bouc-Bel-Air.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Bouc-Bel-Air et, plus précisément, le plan de financement de l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches.

En effet, et concernant l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, le plan de financement initial ne comprenait pas la réalisation des essais de garantie permettant de vérifier la bonne atteinte des performances par la nouvelle unité. De plus, certaines prestations indispensables à la bonne réalisation de l'opération n'avaient pas été prises en compte dans l'enveloppe financière : contrôle technique, SPS, etc. ; ces prestations donnant lieu à remboursement de la Métropole, il convient de les intégrer dans l'enveloppe de la convention. Enfin, il convient d'intégrer les surcoûts liés au retard de déplacement du pont de livraison d'électricité par ENEDIS qui ont entraîné une modification substantielle du planning d'exécution. Corrélativement, s'agissant d'une opération qui avait été engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement, il convient d'ajuster l'enveloppe financière des sommes qui avaient été payées avant le transfert de compétences

L'ensemble de ces éléments porte ainsi l'enveloppe de l'opération de 2.516.880,83€HT, soit 3.020.257,00€TTC à 2.574.261,00€HT, soit 3.089.113,20€TTC, imputée uniquement sur le budget de l'eau potable.

Concernant l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage, il s'agit d'intégrer les coûts supplémentaires liés à des modifications en cours de chantier afin d'améliorer et de sécuriser l'exploitation des ouvrages. Le coût de ces travaux supplémentaires porte le montant de l'opération de 263.000,00€HT, soit 315.600,00€TTC à 276.650,00€HT, soit 331.980,00€TTC, imputé sur le budget de l'assainissement.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 2.779.880,83€HT, soit 3.335.857,00€TTC à 2.853.827,00€HT, soit 3.424.592,40€TTC, soit une augmentation globale de 2,7%, répartis comme suit :

- Pour la compétence eau potable, 2.574.261,00€HT, soit 3.089.113,20€TTC, soit une augmentation de 2,3% par rapport à l'avenant 1 ;

- Pour la compétence assainissement, 279.566,00€HT, soit 335.479,20€TTC, soit une augmentation de 6,3% par rapport à l'avenant 1.

bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21311,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 2138,

Les recettes afférentes seront constatées sur : le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2019 CT2 338

Approbation de l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°FAG 012-4267/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux opérations de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un

## **travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune des Pennes Mirabeau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de

Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur diverses opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.611.146,69€HT, soit 1.633.376,03€TTC sans précision sur la répartition entre les différentes compétences.

Par délibération n°FAG 022-4726/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de mettre à jour les opérations réellement concernées par le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ainsi que d'établir la répartition des dépenses entre les compétences : Eau potable, Assainissement et Pluvial. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 64.535€HT, soit 77.442,00€TTC pour la compétence eau potable,
- 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC pour la compétence assainissement,
- 144.502,00€HT, soit 173.402,40€TTC pour la compétence eaux pluviales.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

En effet, une erreur matérielle a été identifiée sur l'opération n° 3 portant sur les extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur la RD368 : le montant indiqué à la convention au titre de la compétence assainissement est inférieur aux sommes déjà remboursées par la Métropole. Afin de permettre aux parties de clôturer cette opération et de mettre en œuvre les derniers remboursements, il convient de corriger cette erreur.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 821.841,00€HT, soit 986.209,20€TTC à 867.865,00€HT, soit 1.041.438,00€TTC, soit une augmentation globale de 5,6%, impactant uniquement l'enveloppe de la compétence assainissement :

- le montant affecté à la compétence assainissement est porté de 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC à 658.828,00€HT, soit 790.593,60€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 022-4726/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci annexé à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,  
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,  
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 339**

**Approbation d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la Route du Plan à Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Peyrolles-en-Provence au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la commune de Peyrolles-en-Provence a engagé des études en vue du réaménagement de la route du Plan. Cette opération concerne la réfection de la voirie, les aménagements urbains et paysagers, la sécurité, par réduction de la vitesse,

et la qualité de l'espace public, par amélioration de l'accessibilité et piétonisation. La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement existants, mais aussi l'amélioration du réseau pluvial afin de gérer les flux rencontrés.

Ces travaux sont estimés à :

- 38.478,00€HT, soit 46.173,60€TTC pour l'eau potable,
- 55.067,00€HT, soit 66.080,40€TTC pour l'assainissement,
- 166.415,00€HT, soit 199.698,60€TTC pour le pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

#### **Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 340**

**Approbation de l'avenant n°4 de prolongation au contrat de délégation de service public d'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°55X08 en date du 21 février 2008, la commune des Pennes-Mirabeau a délégué par affermage son service de distribution de l'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 10 ans, avec prise d'effet au 1er janvier 2009 et une expiration au 31 décembre 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018.

Ce transfert a eu pour conséquence celui des contrats de délégation de service public, dont certains, comme celui objet de la présente délibération, viennent rapidement à échéance.

A noter qu'avant le transfert des compétences « eau et assainissement » au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en délégation de service public (délibération de principe le 30/11/2017 par le conseil municipal des Pennes-Mirabeau).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris une procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public de distribution de l'assainissement collectif.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, bien que le contrat ait été déjà prolongé jusqu'au 30 septembre 2019, l'organisation de la procédure et le respect de tous ses délais ne permettent pas de notifier un nouveau contrat avant le 30 septembre.

Un avis de concession a été publié le 21 mars 2019 pour une date de remise des offres le 22 mai 2019. La notification du contrat est prévue le 1er février 2020, pour un démarrage des prestations au 1er mars ; la période entre la notification et le démarrage constituant la période de « tuilage » nécessaire à la transition technique entre les deux contrats.

Le délai nécessaire à la mise en œuvre de cette procédure et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020. Soit une prolongation de 5 mois. (planning prévisionnel de la procédure en annexe à l'avenant).

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 5 mois, soit une fin de contrat le 29 février 2020.

La prolongation de 5 mois a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 4,43 %.

La nécessité de laisser un délai suffisant à la mise en œuvre de la procédure de choix du mode du délégataire et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020.

Il est ainsi nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'assainissement collectif sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 23 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un quatrième avenant au contrat de délégation susmentionné.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement

collectif de la commune des Pennes-Mirabeau et ses annexes.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 341**

**Approbation de l'avenant n°4 de prolongation au contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune des Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°121X04 en date du 28 septembre 2004, la commune des Pennes-Mirabeau, a délégué par affermage son service de distribution d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de délégation de service public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1er août 2005.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018.

Ce transfert a eu pour conséquence celui des contrats de délégation de service public, dont certains, comme celui objet de la présente délibération, viennent rapidement à échéance.

A noter qu'avant le transfert de compétences « Eau et Assainissement » au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en délégation de service public (délibération de principe le 30/11/2017 par le conseil municipal des Pennes-Mirabeau).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris une procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public de distribution d'eau potable.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, bien que le contrat ait été déjà prolongé jusqu'au 30 septembre 2019, l'organisation de la procédure et le respect de tous ses délais ne permettent pas de notifier un nouveau contrat avant le 30 septembre.

Un avis de concession a été publié le 21 mars 2019 pour une date de remise des offres le 5 juin 2019. La notification du contrat est prévue le 1er février 2020, pour un démarrage des prestations au 1er mars. La période entre la notification et le démarrage constituant la période de « tuilage » nécessaire à la transition technique entre les deux contrats.

Le délai nécessaire à la mise en œuvre de cette procédure et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020. Soit une prolongation de 5 mois. (planning prévisionnel de la procédure en annexe de l'avenant).

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 5 mois, soit une fin de contrat le 29 février 2020.

La prolongation de 5 mois a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 4,12%

La nécessité de laisser un délai suffisant à la mise en œuvre de la procédure de choix du mode du délégataire et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020.

Par ailleurs, cette prolongation conduirait le Délégataire par application des clauses du contrat, à remplacer sur cette courte période de 5 mois les compteurs atteignant 12 années, qui sont au nombre de 2630. Un tel investissement n'étant pas susceptible d'être amorti sur la durée résiduelle du contrat, l'article 26 du contrat est modifié pour limiter l'obligation de remplacement aux seuls compteurs atteignant l'âge maximal fixé réglementairement, soit 15 ans.

L'article est par ailleurs modifié pour préciser, en application de la jurisprudence administrative, que les compteurs constituent des biens nécessaires au

fonctionnement du service et par conséquent des biens de retour propriété de l'autorité délégante.

Il est nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'eau potable sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 23 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un quatrième avenant au contrat de délégation susmentionné.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes-Mirabeau et ses annexes.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 342**

### **Extension du périmètre de la Régie des Eaux du Pays d'Aix - Modification des statuts de la régie**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération n°DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1er janvier 2019, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » dont le siège est fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix-en-Provence.

Depuis cette date, la Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Par ailleurs, le service public de l'assainissement collectif de la commune de Fuveau (transport et traitement des eaux usées) est actuellement géré dans le cadre de deux conventions de délégation de service public :

- Une convention de délégation de service public attribuée à la Société des Eaux de Marseille avec prise d'effet le 1er janvier 2014, pour une échéance initialement prévue au 31 décembre 2018. L'objet de ce contrat est la gestion des réseaux de collecte de Fuveau. Cette durée a été prolongée au 31 octobre 2019 par avenant n°1 en date du 14 décembre 2018.
- Une convention de délégation de service public passée par l'ancien Syndicat Mixte d'Assainissement de Rives Hautes (SMARH) avec la société des Eaux de Marseille pour la gestion de la station d'épuration de Fuveau. Le contrat a pris effet le 1er mars 2006, pour une échéance initialement prévue au 31 février 2018, porté jusqu'au 30 juin 2019 par avenant N°1. Cette durée a été prolongée, à nouveau, au 31 octobre 2019 par avenant n°2 en date du 14 décembre 2018.

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte d'Assainissement de Rives Hautes le 31 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans ces contrats aux droits du syndicat.

Compte tenu de l'échéance des contrats de délégation de service public et de la cohérence à intégrer ces services à la Régie des Eaux du Pays d'Aix, il est proposé d'étendre le périmètre de la régie à la commune de Fuveau pour la compétence assainissement collectif au 1er novembre 2019 et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 2.

En application de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, le Comité Technique a été consulté le 4 juin 2019 pour avis sur le projet d'extension de la régie.

Compte tenu de l'extension du périmètre, il est proposé également de modifier la composition du conseil d'administration comme suit :

Le conseil d'administration est composé de XX membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : XX représentants
- Personnalités qualifiées : XX personnalités es-qualités

Dès lors, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner XXX nouveaux membres au sein du Conseil d'administration de la Régie.

Par ailleurs, deux représentants de la Métropole ainsi qu'une personnalité qualifiée ont fait part de leur volonté claire et univoque, par lettre adressée au Président de la Régie, de démissionner de leur fonction d'administrateur.

Il convient donc de procéder au remplacement des membres démissionnaires du Conseil d'administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant modification des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- L'avis du Comité Technique du 4 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient, afin d'assurer le service public d'assainissement collectif de Fuveau, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix ».
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés.
- Qu'il convient d'adapter la composition du Conseil d'administration à cette extension et de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, XX nouveaux membres du conseil d'administration de la régie.
- Qu'en outre, trois membres du Conseil d'administration sont démissionnaires.
- Qu'il convient donc de procéder à leur remplacement.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la commune de Fuveau pour la compétence assainissement collectif au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

##### **Article 2 :**

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

##### **Article 3 :**

Sont désignés au sein du conseil d'administration de la régie à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019 les nouveaux membres :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- pour les personnes qualifiées :

##### **Article 4 :**

Sont désignés afin de remplacer les membres démissionnaires du Conseil d'administration, les membres :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- pour les personnes qualifiées :

##### **Article 5:**

Sont approuvées l'affectation des biens nécessaires à l'activité assainissement collectif de la commune de Fuveau à la régie au 1<sup>er</sup> novembre 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes.

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 343**

**Demande de subvention pour la réfection des réseaux de la commune de Puyloubier dans le cadre du contrat départemental de développement et d'aménagement pour la tranche 2018 et abrogation de la délibération n°2018\_CT2\_195 du 15 mai 2018**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Puyloubier, après avoir engagé un vaste programme visant au renouvellement des canalisations d'adduction d'eau potable et d'assainissement vétustes dans le centre ancien, réalise une mise en conformité du réservoir du village.

Pour répondre au besoin de la défense incendie et faire face au problème structurel du réservoir existant, un réservoir d'une capacité de 1.000m<sup>3</sup> est créé en lieu et place du réservoir existant.

Les travaux relatifs à cette opération ont fait l'objet d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée entre la commune de Puyloubier et la Métropole.

Le coût global de l'opération est estimé à 1.052.086€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes	Montant €HT
Conseil Départemental Equipement rural 2016	40.492
Conseil Départemental CDDA Tranche 2017	309.357
Conseil Départemental CDDA Tranche 2018	159.750
Métropole	542.487
Total HT	1.052.086

Dans le cadre du transfert des compétences eau potable et assainissement, la commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 9 février 2018 a approuvé la réaffectation d'une aide financière totale de 469.107€HT, sur une dépense subventionnable de 1.042.459€HT, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La commission a décidé d'allouer une subvention d'un montant de 309.357€HT pour la tranche 2017, pour un montant de travaux subventionnable de 687.459€HT.

Pour la tranche 2018, une subvention de 159.750€HT est sollicitée pour un montant de travaux subventionnable estimé à 355.000€HT.

De plus, dans le cadre de cette délibération, la délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 doit être abrogée suite à une erreur matérielle. En effet, les montants des subventions de la tranche 2017 et de la tranche 2018 ne correspondaient pas aux montants notifiés par la commission permanente du 9 février 2018 du Conseil Départemental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2017-2018 attribuée initialement à la commune de Puyloubier puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

**Article 2 :**

Est approuvé le plan de financement tel que figurant dans le rapport ci-dessus, soit un montant total de subvention départementale pour la tranche 2018 de 159.750€HT.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2017-2018 pour la réfection des réseaux Eau et Assainissement et à signer tout acte et document relatifs au contrat pluriannuel.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget Annexe de l'Eau - Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire RI 10, nature 1313, pour l'opération « Rénovation d'un réservoir d'eau potable de la station de filtration », commune de Puyloubier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 344**

**Approbation d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Coudoux au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public

relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Depuis février 2019, la Commune de Coudoux s'est engagée dans le réaménagement de la portion effondrée de l'avenue Frédéric Mistral. En effet, cette voie a subi des dommages dont les conséquences empêchent une circulation normale sur cet axe.

La mise en œuvre de ces travaux nécessite, préalablement, le renouvellement du réseau d'eau potable existant et vétuste.

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à 60.602,00€HT, soit 72.722,40€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive – Sports**

### **2019 CT2 345**

#### **Attribution d'une subvention au profit de l'AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna – Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

Concernant les grands événements internationaux qui se déroulent au sein de l'Aréna du Pays d'Aix, un comité de programmation a notamment pour objet de retenir les manifestations sportives contribuant à ce rayonnement tout en nécessitant un soutien financier de la Métropole.

L'association AMC Boxing a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de soutenir l'accueil et l'organisation de sa manifestation « l'Aix Fight Aréna » qui se déroulera le 8 juin 2019 au sein de l'Aréna du Pays d'Aix.

Le comité de programmation de l'Aréna n'ayant pas pu se réunir depuis cette demande de l'AMC Boxing et compte tenu de l'intérêt de cet événement mondial pour le Territoire du Pays d'Aix, il est proposé, à titre exceptionnel, que le Territoire du Pays d'Aix prenne en charge financièrement cette contribution pour cet événement avec la co-participation, sollicitée par l'organisateur, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la commune d'Aix-en-Provence.

Cet événement mondial de Kickboxing et de Muay Thaï proposera un show unique en France.

Pas moins de 9 combats de haut niveau, avec pour la première édition, 7 ceintures de rang mondial à décrocher dans 7 catégories de poids différentes.

Des grands champions comme Tayfun OZCAN, Artur KYSHENKO, Jimmy VIENOT, Samy SANA et bien d'autres viendront s'affronter sur le territoire aixois pour le grand plaisir de tous les spectateurs.

Les champions locaux seront également mis à l'honneur, Cédric CASTAGNA, Tristan BENARD, Wilson VARELA, Djany FIORENTI.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans ces disciplines, assurera une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, il est proposé d'octroyer une subvention de 26.000 € à l'AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna dont le budget prévisionnel s'élève à 444.700 € (GU n°2019/00462).

Il convient de rappeler que l'association AMC Boxing a déjà bénéficié en 2019 (Conseil de Territoire du 21 mars 2019) d'une subvention de 6.000 € de la direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du dispositif Prodas pour des actions en pied d'immeuble dont le budget prévisionnel s'élève à 13.600 € (GU n°2019/00460), ce qui porte la totalité des subventions attribuées en 2019 à 32.000 €.

Une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et le bénéficiaire permettra de verser cette aide financière.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation. Le versement de la subvention se fera en une seule fois sous réserve de production avant le 1<sup>er</sup> novembre 2019 du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir l'association AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna au sein de l'Aréna du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 26 000 € à l'association AMC Boxing afin de soutenir l'organisation de l'Aix Fight Aréna.

**Article 2 :**

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-après annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre les décisions et signer les pièces afférentes à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 346**

**Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Lagardère Aréna 13 relatif à l'exploitation de l'Aréna du Pays d'Aix dans le cadre de sa gestion en délégation de service public**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, La Métropole Aix-Marseille-Provence (le délégant) a accordé la gestion de l'Aréna du Pays d'Aix à la société Lagardère Aréna 13 (LA 13) (le délégataire) au travers d'un contrat de délégation de service public (DSP).

Le 5 décembre 2018, la société LA13 a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence, 11 réclamations portant demande d'indemnisation de préjudices présentés comme subis dans le cadre de l'exploitation de l'ouvrage. Ces problématiques ont impacté le fonctionnement de l'ouvrage et ont engendré des coûts financiers pour le délégataire, coûts non prévisibles lorsque le candidat à la DSP a remis son offre finale.

Il est à préciser que ces réclamations sont pour la plupart en lien avec des défauts ayant, de manière imprévisible mais usuelle, affecté cet équipement de grande ampleur récemment mis en service dans sa première année d'exploitation. Ces défauts sont désormais corrigés ou en passe de l'être.

Ces réclamations peuvent être synthétisées comme suit :

1. Surcoût généré pour LA 13 par la mise en œuvre d'un système provisoire permettant la couverture WIFI de l'Aréna du fait du retard d'installation du système devant être mis à dispositions par l'autorité délégante selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR1. Montant réclamé : 37 851 euros HT

2. Coûts de mise en œuvre d'un système global de contrôle d'accès selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR2. Montant réclamé : 24 500 euros HT

3. Frais de gardiennage destiné à pallier à une difficulté de fermeture d'une porte ayant fait l'objet d'une réserve lors de la réception du marché de conception/réalisation de l'Aréna selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR3. Montant réclamé : 18 855, 17 euros HT

4. Coûts de réparation d'une fuite intervenu dans le faux plafond de la zone artiste constatée le 3 octobre 2018 selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR4. Montant réclamé : 600 euros HT

5. Coûts de réparation du monte-charge suite à un dommage causé par une surtension électrique selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR5. Montant réclamé : 947, 20 euros HT

6. Coût de remplacement des vitres cassées depuis la mise en exploitation de l'Aréna selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR6. Montant réclamé : 13 793, 53 euros HT

7. Coûts de la mise en œuvre d'un dispositif d'extinction des lumières (« Noir Salle ») sans temporisation selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR7. Montant réclamé : 8 245 euros HT

8. Coûts d'installation d'une signalétique d'accès complémentaire intérieure et extérieure selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR8. Montant réclamé : 41 230 euros HT.

9. Coûts de fourniture et de pose d'un nouveau revêtement de sol pour la pratique du handball, permettant un délai de montage-démontage optimisé selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR9. Montant réclamé : 131 781 euros HT.

10. Surcoûts de consommation de fluides au regard des prévisions issues des données de la consultation préalable à l'attribution de la DSP selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR10 et fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR10bis. Montant réclamé : 164 801 euros HT initialement, ramenés à 50 000 euros HT.

11. Préjudice issu de l'absence de conclusion d'un accord avec un partenaire privé prévoyant l'apposition de son logo et de sa dénomination sur les bâtiments et espaces de l'Aréna (hors Naming)

selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR11. Montant réclamé : 400 000 euros HT.

Le montant total des réclamations formées par LA 13 s'élevait à 842 549, 90 euros HT.

Après analyse de celle-ci par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et après un échange contradictoire de négociation, les parties ont convenu, moyennant des concessions réciproques, du traitement à réserver aux 11 demandes et de conclure à cette fin un protocole transactionnel.

La conclusion de cet accord implique le versement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société LA 13 d'un montant global d'indemnité ramené à 140 354,42 euros.

Par ailleurs, il est convenu entre les parties que la question des surconsommations de fluides, ainsi que de tout contrat de partenariat conclus par LA13 avec un tiers seront discutés ultérieurement et, le cas échéant, formalisés par voie d'avenant à la DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- La délibération n°2018\_CT2\_458 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à la DSP de l'Aréna du Pays d'Aix – Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel annexé à conclure avec la SAS Lagardère Aréna 13 qui prévoit le règlement par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une indemnité d'un montant de 140 354,42€.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

La dépense correspondante sera imputée au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
- en section d'investissement, Opération Budgétaire 4581162476 – Nature 4581 – Fonction 325 – Nature d'opération DI 476 AP2 pour 116 919,58€ ;  
- en section de fonctionnement, Chapitre 65 – Nature 6583 – Fonction 321 pour 23 434,84€.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 347**

**Approbation de la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby (saisons 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022)**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014\_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la CPA a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP (Société Anonyme Sportive Professionnelle) le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby.

#### **Mise à disposition du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby**

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence (SASP) Rugby pour les trois prochaines saisons sportives (2019/2020, 2020/2021, 2021/2022).

L'équipe professionnelle de Provence Rugby évolue en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Historiquement implantée à Aix-en-Provence, Provence Rugby s'entraîne et joue ses rencontres de championnat à domicile au Stade Maurice David.

Afin de répondre aux critères définis par la Fédération Française de Rugby et la Ligue Nationale de Rugby, le club utilise le terrain, les annexes sportives (vestiaires, salles médicales, salle anti-dopage...), mais également des annexes publiques (tribunes, loges, salons de réception).

La convention jointe au présent rapport récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par la SASP Provence Rugby pour les trois prochaines saisons.

A compter de l'entrée en vigueur de la convention, la SASP Provence Rugby versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance annuelle par saison sportive. Cette redevance est calculée selon les modalités définies par le Code Général de la Propriété des personnes publiques et inclus :

- la valeur estimative du stade ramenée au temps d'occupation de Provence Rugby ;
- les charges d'exploitation du stade ramenées au temps d'occupation de Provence Rugby ;
- un pourcentage du chiffre d'affaire de Provence Rugby issu de la vente des places hors hospitalités ;

L'évaluation du temps d'occupation des différents espaces pour les trois prochaines saisons par la SASP Provence Rugby s'élève à 267 heures par saison sportive.

Compte tenu de ce qui précède, la redevance d'occupation du stade en faveur de la SASP Provence Rugby s'élève à 42 000€ (quarante-deux mille euros) par saison sportive (2019/2020, 2020/2021, 2021/2022), soit 126 000€ (cent vingt-six mille euros) pour la durée de la convention.

Tout événement sportif (accession ou relégation du Club), financier (augmentation ou baisse conséquente du budget du Club), administratif (modification réglementaire, notamment des modalités de calcul de la mise à disposition de l'espace public) ou modificatif de la configuration du stade (construction de tribunes, modification des locaux, ...), pendant la durée de la convention pourra entraîner une révision de la redevance après rapprochement des parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice

David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;

- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les termes de la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

#### **Article 2 :**

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par la SASP Provence Rugby est fixé à 42 000 € par saison sportive, soit 126 000 € pour la durée de la convention triennale.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée pour 25 % (soit 10 500 €) sur le budget 06, État Spécial de territoire du Pays d'Aix, de 2019 et pour 75 % (soit 31 500 €) sur le budget 06, État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, de 2020 de la Métropole

Aix-Marseille-Provence, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 322.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 348**

**Approbation de la convention annuelle de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby (saisons 2019/2020)**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014\_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la CPA a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et

notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David.

#### **Mise à disposition du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby**

Ladite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de l'association Aix Université Club Rugby (AUC Rugby) pour la prochaine saison sportive (2019/2020).

L'équipe 1 masculine de l'AUC Rugby évoluera en 2019/2020 en championnat de France de Fédérale 3 (5<sup>e</sup> division).

Afin de pouvoir honorer les contraintes d'accueil indiquées par les Organisateurs de Compétitions pour l'un de ces niveaux de pratique, il est nécessaire à l'AUC Rugby de pouvoir disposer d'un terrain et d'espaces répondant à certains critères offerts par le stade Maurice David.

La convention jointe au présent rapport récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par l'AUC Rugby pour la prochaine saison 2019/2020.

À compter de l'entrée en vigueur de la Convention, l'AUC Rugby versera au Pays d'Aix une redevance de deux mille deux cents euros (2 200 €) pour la saison 2019/2020.

Cette redevance est calculée selon les modalités définies par le Code Général de la Propriété des personnes publiques et inclus :

- la valeur estimative du stade ramenée au temps d'occupation de l'AUC Rugby ;

- les charges d'exploitation du stade ramenées au temps d'occupation de l'AUC Rugby ;

Pour la saison 2019/2020, le nombre d'heures d'utilisation par l'AUC Rugby est estimé à 66 heures.

Cette base de calculs concourt à une redevance de 6 339,82€ auxquels est appliqué une remise de 65 % afin de prendre en compte le caractère associatif de l'AUC Rugby, ainsi que la mise à disposition de l'Enceinte Restreinte uniquement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de l'association AUC Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour la saison sportive 2019/2020.

**Article 2 :**

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par l'AUC Rugby est fixé à 2 200 € (deux mille deux cents euros) pour la saison sportive 2019/2020.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget 06, État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, de 2020, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 322.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 349**

**Attribution d'une subvention à l'association ARGONAUTES FOOT US pour l'organisation d'animations sportives**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le

dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

La subvention proposée est détaillée dans le tableau ci-joint pour un montant total de 4.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 4 000 € à l'association « Argonautes Foot US » pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telle que décrite dans le tableau ci-joint.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive – Culture**

### **2019 CT2 350**

#### **Attribution de subventions en investissement à des associations culturelles du Pays d'Aix – Approbation de conventions**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001-A101 du conseil de communauté du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations

qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes : - versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur production des devis signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention pour les acquisitions ou les travaux,

-versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions ou des travaux certifiés conformes et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. ((Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il s'agit ici, de procéder à l'attribution de 3 subventions en investissement aux opérateurs suivants :

- Le Centre International des Arts en Mouvements pour l'acquisition d'équipements artistiques et techniques: 5 000 €
- La Fondation Vasarely pour la restauration du portail de la Fondation Vasarely : 5 000 €
- le Théâtre Antoine Vitez pour l'acquisition d'équipements scéniques : 8 000 €

A titre d'information, pour l'exercice 2019, la Fondation Vasarely a déposé un autre dossier de demande de subventions d'investissement pour un montant de 50 000 € portant sur un programme de restaurations d'œuvres monumentales.

Il est donc aujourd'hui proposé sur la base du tableau annexé, de procéder à l'attribution de 3 subventions en investissement pour un montant total de 18 000,00 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les trois conventions respectives annexées :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

Que la Métropole Aix-Marseille Provence-Territoire du Pays d'Aix un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Les subventions en investissement sont attribuées aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau annexé, pour un montant total de 18 000,00 €.

**Article 2 :**

Sont approuvés les termes des trois conventions à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les associations.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour ces trois opérations sont inscrits sur le budget 06 État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 351**

**Attribution de subventions d'investissement au titre de la restauration du patrimoine privé classé monuments historiques - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable du Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Ils sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et, de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit le Territoire du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 34 communes qui la composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il semble donc opportun

d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

Par délibération n° 2014\_B069 du Bureau Communautaire du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix avait approuvé une aide de 70 075 € à la S.C.I « les Jardins d'Albertas » au titre des travaux de restauration du Portail, du Grand Canal et des margelles du bassin octogonal des jardins d'Albertas à Bouc-Bel-Air (13320). Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, il s'agit aujourd'hui d'apporter une aide supplémentaire au titre de la restauration des abords du bassin en forme de lyre et à la gestion des eaux pluviales aux abords de la grotte (tranche1), le traitement des allées en surplomb nord et sud et de la terrasse boisée (tranche2).

Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des Travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée.

Elle donne lieu à la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le propriétaire privé.

Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement ainsi que les clauses d'ouverture au public de ce monument.

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser au propriétaire, la S.C.I « les Jardins d'Albertas » sous forme de subvention, une aide financière de **91 028,85 €**, soit 20% du montant TTC des travaux qui vont se dérouler en deux tranches successives, pour un montant total de 455 144,26 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État, Ministère de la Culture	50%	227 572,13 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	91 028,85 €
Conseil Départemental 13	15%	68 271,64 €
Fonds propres	15%	68 271,64 €
Montant total des travaux TTC		455 144,26 €

Le propriétaire s'engage à ce que les travaux soient achevés au plus tard dans les deux ans qui suivent la signature de la convention.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Versement du solde, après réalisation des travaux sur production des pièces suivantes:

Un décompte général des travaux réalisés certifié conforme et signé par le représentant légal bénéficiaire de la subvention.

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée par voie d'avenant.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole-Aix-Marseille-Provence souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du Patrimoine sur son territoire.
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signé entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée ainsi que les clauses d'ouverture au public de ces monuments.

Délibère

**Article 1 :**

La subvention en investissement est attribuée pour un montant de 91 028,85 € à la S.C.I « Les Jardins d'Albertas »

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la S.C.I « Les Jardins d'Albertas ».

**Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162485, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 352**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation Vasarely - Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention d'objectifs et de moyens pour cette action spécifique annexée à la présente délibération.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant total de 50 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Manifestation	Dates Projet	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2019_01086	Fondation Vasarely	Exposition « collections cinématiques et optiques du centre Georges Pompidou »	De juin à octobre 2019	309 646 €	50 000 €	Aix-en-Provence 50 000 €	50 000 €

TOTAL : 50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement de 50 000 € à la Fondation Vasarely.

#### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Fondation Vasarely.

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention

et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 353**

**Attribution de subventions à des associations culturelles du Pays d'Aix sans convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements

culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de

subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 2 subventions pour un montant total de 3 700 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Grand Opérateur Fonctionnement ou Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2019 2105	Festival de la Mémoire	Puyricard	Concertation sur l'histoire de la libération d'Alsace-Pologne	Pays d'Aix	16 août 2019 (9 jours)	0,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	non	2 700,00 €	non	20/09/19	13/09/19
2019 2113	Festival de la Danse	Métropoles	Festival de théâtre amateurs Métropoles	Métropoles	12-13-14 octobre 2019 15-20-21 octobre 2019	1 000,00 €	8 040,00 €	1 000,00 €	Métropoles-Juques-Peyrolles : 1 400,00 €	non	1 000,00 €	non	20/09/19	13/09/19
<b>Total : 3 700 €</b>														

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

#### Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 3 700 €.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 354**

### **Tournées intercommunales 2020**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif « Tournées Intercommunales » a été créé par l'ancienne Communauté de Communes, repris et élargi par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, et aujourd'hui par le Territoire du Pays d'Aix.

Il répond à trois objectifs essentiels :

1. soutenir la diffusion des créations des opérateurs du Pays d'Aix et éviter d'accorder des subventions de fonctionnement peu lisibles aux associations ;
2. contribuer à l'élaboration d'une programmation culturelle par les plus petites communes du Pays d'Aix;
3. permettre aux habitants du Pays d'Aix d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.

Les tournées intercommunales (expositions, spectacles, ateliers pédagogiques...) sont par essence des opérations dont l'organisation dépasse le strict cadre communal.

Les choix artistiques seront donc établis dans le cadre de la programmation culturelle communale sur l'exercice N+1. La Commune enrichit et complète donc sa programmation grâce au dispositif « Tournées Intercommunales ».

Sur proposition des communes et dans le cadre d'une enveloppe budgétaire définie, un récapitulatif est établi par la Direction de la Culture pour validation des spectacles par la commission culture. La notion d'œuvre artistique unique est au centre du dispositif. Les choix pourront toutefois être établis par secteurs (Théâtre, Musique, Jeune Public, Musiques actuelles, Lecture Publique, Exposition, etc.) en s'adressant uniquement au producteur exclusif de l'œuvre proposée en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics – Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique. Art. R2122-3 « Prestations qui ne peuvent être

fournies que par un opérateur économique déterminé ». Art. R2122-1 « Le marché a pour objet la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique ». Nouveau code des marchés publics applicable le 1 avril 2019.

Dans le cadre des commissions ces choix font l'objet d'une concertation pour faciliter la diffusion des spectacles.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, sous réserve du vote du budget 2020 alloué à la Direction de la Culture, un montant de 10 000 € maximum est prévu pour chaque commune.

Le choix des spectacles, expositions, ateliers etc. pour 2020 fait l'objet d'une approbation de la Commission Culture. Ils sont obligatoirement gratuits pour les spectateurs quelle qu'en soit la nature artistique.

Des contrats sont établis et signés entre le Territoire du Pays d'Aix et les producteurs. Ces contrats prennent en compte les coûts artistiques, les frais de déplacement, la publicité, et les frais liés aux droits d'auteur. (Cf. annexe1).

Une annexe au contrat de cession précise les conditions d'accueil des spectacles par les communes et complète le contrat de cession. (Cf. annexe 2).

Ces contrats de cession de droits d'exploitation d'un spectacle sont établis avec les opérateurs dans le cadre de l'article 30 du Code des Marchés Publics modifié par décret N°2018-1075 du 3/12/2018 art. 14-13° – Abroge le CDM (partie législative) du décret 2016. Partie réglementaire : Art.R2122-3 Art 30 du décret 2016 correspondant. Entre en vigueur le 1 avril 2019. Art. 30 du CDM est modifié ainsi : art.14-3-c : La protection de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle en : Art.R2122-3 : 3 : L'existence de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle. L'article R2122-3-1 : « Le marché a pour objet la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ». Ce type de marché peut être signé sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Le budget prévisionnel du dispositif « Tournées Intercommunales » pour l'année 2020 s'élève à 360 000 € pour les 36 communes qui composent le Territoire du Pays d'Aix. Il pourra faire l'objet d'une

évolution en fonction des projets culturels communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 22 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le dispositif « Tournées Intercommunales » pour l'année 2020.

##### **Article 2 :**

Est approuvé le contrat type à conclure avec les associations (annexe 1) et les conditions d'accueil des spectacles avec les Communes (annexe 2).

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les contrats, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2020 en section de fonctionnement, chapitre 011 nature 611 fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**